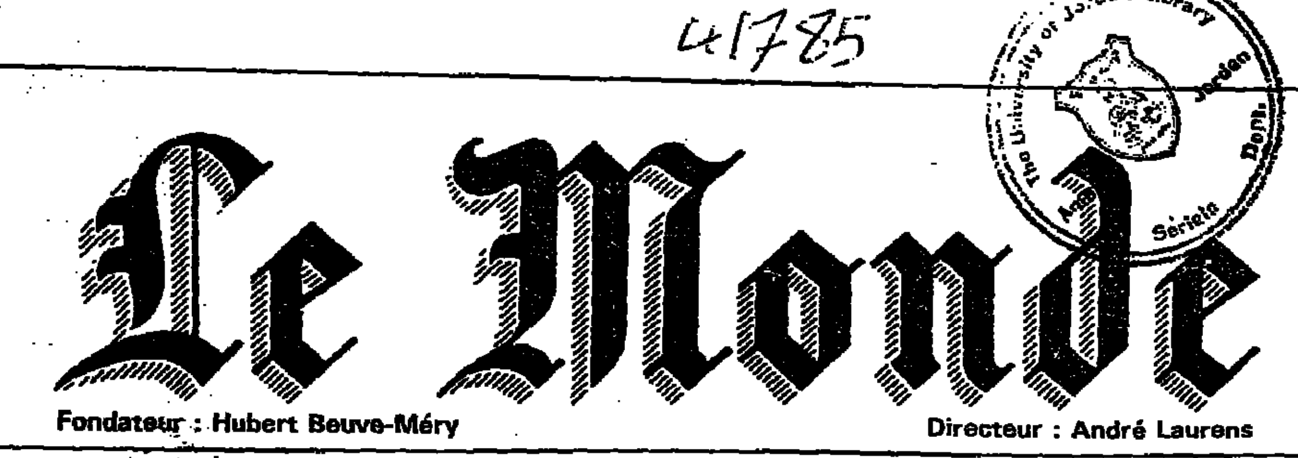
QUARANTIÈME ANNÉE – N°11822

– MARDI 1er FÉVRIER 1983

Huit journalistes péruviens assassinés dans une zone de guérilla

LIRE PAGE 6



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 55 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Le « chemin de crête » franco-marocain

Si Tunis a, sans tarder, réagi favorablement à la proposition lancée samedi 29 janvier à Marrakech par M. Mitterrand de réunir à Paris une « conférence de la Méditerranée occidentale », au cours de laquelle seraient notamment examinées les relations de la Communauté européenne avec les pays du Maghreb, Alger gardait encore, ce lundi, le silence à ce propos, comme d'ailleurs sur tous les autres aspects de la visite présidentielle au Maroc.

Certaines réactions internationales sont, d'ores et déjà, optimistes. Le « Daily Telegraph » de Londres va jusqu'à rendre hommage au *« tour de force »* que constitue à ses yeux la diplomatie « pragmatique » de Paris en Afrique du Nord, où *« il n'est pas facile d'être en bons termes à la fois avec le Maroc et l'Algérie »*.

Encore faudrait-il qu'Alger s'accommode du « rééquilibrage » de la position française auquel M. Mitterrand vient de procéder durant son séjour dans le Royaume chérifien.

Tant de voyages « triomphaux » de dirigeants français chez les deux principales puissances maghrébines ayant été suivis, au cours des années écoulées, de déceptions dans les rapports de Paris tantôt avec Rabat, tantôt avec Alger, qu'il convient, pour tout ce qui concerne cette région, d'être d'une particulière circonspection.

En revanche, il y a sans doute lieu d'être moins prudent pour les perspectives de la coopération bilatérale qui ont occupé également une bonne partie des longs entretiens que le souverain alaouite vient d'avoir avec le président français. Comme celui-ci l'a souligné, *« les relations de la France avec le Maroc ne sont pas à la merci des événements (...) Nous sommes restés sur le chemin de crête »*.

Les rapports déjà très diversifiés entre les deux pays, particulièrement dans les domaines culturel, économique et militaire, devraient s'étendre encore, par exemple dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, voire dans celui de l'utilisation industrielle de l'énergie nucléaire.

M. Mitterrand a affirmé n'être pas opposé « au principe » d'une mise à la disposition du Maroc de techniques françaises d'extraction de l'uranium des phosphates, produit dont le Maroc est très riche.

Manifestement impressionné par le lancement, dans le Haut-Atlas, des grands travaux du barrage d'Aït-Chouarit auxquels participe une entreprise française, le chef de l'État a insisté sur la « capacité de la technicité (française) de changer le sort des hommes à partir de ce bassin de la Méditerranée, qui donnerait ainsi l'exemple de ce qui peut être accompli ».

Quelles que soient les réactions « méditerranéennes » à la vision de l'avenir exposée par M. Mitterrand au Maroc, son voyage traduit une « remontée » française dans ce pays dont on considérait il y a quelques mois encore à Paris qu'il s'ouvrait de plus en plus aux influences multiformes d'outre-Atlantique, et au *détriment* de ses liens privilégiés avec la France.

Les violences ont repris dans la région de Beyrouth

Les quartiers chrétiens bombardés

Alors que la situation se dégrade à nouveau dans la région de Beyrouth, où l'aggravation du conflit du Chouf a entraîné un bombardement des quartiers chrétiens, les négociateurs libanais, israéliens et américains, devaient tenir ce lundi 31 janvier leur onzième séance à Khaldé, sans qu'un progrès significatif soit attendu dans les discussions, commencées il y a un mois.

Le point de désaccord le plus apparent demeure, la question des *« arrangements de sécurité »* qui seront appliqués au Sud-Liban après le retrait des troupes israéliennes. A ce propos, le premier ministre israélien, M. Menahem Begin a réaffirmé samedi sa *« volonté inébranlable »* d'obtenir avec le Liban *« des arrangements de sécurité réels, sur le terrain, et pas seulement sur le papier »*.

D'autre part, un bilan de la défense civile libanaise précise que quarante-cinq personnes au moins ont trouvé la mort dans l'attentat à la voiture piégée qui a détruit vendredi, à Chtaura, dans la plaine de la Bekaa, un quartier général palestinien.

De notre correspondant

Beyrouth. – La capitale libanaise ne serait-elle plus ce hâvre de sécurité qu'elle était devenue depuis octobre dernier, dans un pays toujours à feu et à sang ? Sa pacification *« définitive »*, force multinationale comprenant des *« marines »* américains à l'appui, n'aura-t-elle duré qu'à peine plus de 100 jours ?

Ce lundi 31 janvier au matin, dans une ville qui continue de fonctionner normalement, l'inquiétude pour l'avenir immédiat rendit au sein d'une population qui avait cherché et réussi à oublier la guerre. Durant le week-end, en effet, la ville a renoué avec les différentes formes de violence qu'elle avait répudiées.

Deux attentats aux explosifs, vendredi (5 blessés), avaient donné le signal d'alarme. C'étaient les premiers depuis la paix retrouvée en octobre, du moins les premiers actes de terrorisme pur.

Accident de parcours ou signe avant-coureur ? Beyrouth retenait son souffle. La réponse est venue durant le week-end. Une patrouille française de la force multinationale a été attaquée a à la grenade à la lisière de Beyrouth-Ouest. L'attentat a fait un blessé, le parachutiste pascal Garby (20 ans, originaire de Paris).

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

M. Mauroy dénonce les «contre-vérités» de M. Chirac sur la gestion du gouvernement

M. Pierre Mauroy a affirmé, lundi 31 janvier, à Laon, que M. Jacques Chirac émet des « contre-vérités » sur les résultats de la gestion du gouvernement. « Je préfère mon bilan au sien », a-t-il déclaré, en faisant notamment référence à la progression du chômage pendant la période – de 1974 à 1976 – où M. Chirac était premier ministre.

La veille, le président du R.P.R. avait qualifié de « régression sociale » les effets de la politique économique du gouvernement. Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, il avait également tenté d'atténuer la portée des mots d'ordre – la « désétatisation » notamment – lancés lors du congrès extraordinaire de sa formation, le 23 janvier.

Réveiller la gauche

M. Jacques Chirac est utile, parce qu'il est *dangereux*. C'est ce raisonnement paradoxal qui rend à la gauche un peu de l'optimisme perdu à cinq semaines du premier tour des élections municipales.

Le président du R.P.R. est dangereux parce qu'il s'efforce de présenter aux Français une solution de rechange *étayée par un programme* économique en apparence cohérent. Il le fait avec le ton de la conviction et la combativité qu'on lui connaît. Il fait beaucoup de bruit et, du même coup, prend le risque d'éveiller ceux des électeurs de gauche qui s'étaient assoupis. Il est utile.

Communistes et socialistes ressentaient depuis plusieurs semaines la nécessité de mobiliser ceux de leurs électeurs qui s'étaient réfugiés, comme le dit M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, dans *« l'engourdissement, l'attentisme frileux qui laissent le champ libre à la droite »*. La peur est un bon argument de mobilisation. Les espérances de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui anticipe un retour de l'opposition au pouvoir, sont de nature à faire peur à ceux qui l'en ont chassé en mai 1981. Les projets économiques de M. Chirac peuvent remplir le même office. A charge pour la majorité de les exploiter au mieux de ses intérêts.

M. Pierre Mauroy s'y est employé, *lundi 31 janvier, à Laon*, M. Paul Quilès, concurrent de M. Chirac, aussi, le même jour. Au nom de quelle compétence l'ancien premier ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing se permet-il de dénoncer l'*« incompétence »* de la gauche et l'*« incohérence »* de son action ? *« Je préfère mon bilan au sien »*, a souligné M. Pierre Mauroy.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 9.)

Les nationalistes corses révisent leur stratégie

Une information judiciaire contre X..., pour reconstitution de ligue dissoute, a été ouverte samedi 29 janvier, par le parquet d'Ajaccio, après la réunion, la semaine dernière, d'une conférence de presse clandestine du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.). L'organisation séparatiste avait été dissoute le 5 janvier, et les autorités ont choisi de bien marquer cette décision à la première occasion, c'est-à-dire dès que les militants clandestins ont voulu dresser leur propre bilan de la situation dans l'île.

La position du F.L.N.C., comme celle de la Consulte des comités nationalistes (C.C.N.), qui a réuni *samedi 29 janvier son assemblée* générale à Bastia, s'avère pour l'instant plus modérée que prévu, et certains observateurs estiment que le F.L.N.C., *sans renoncer à tous ses* attentats, pourrait diminuer le nombre de ses actions violentes. Un *calme relatif a régné dans l'île* durant ce week-end : un seul attentat a été commis contre une résidence secondaire inoccupée à Folecci, à environ 30 kilomètres au sud de Bastia (Haute-Corse), appartenant à un « continental » installé en Corse.

De nombreux Corses donneraient cher pour savoir ce qui se passe au sein du F.L.N.C. (Front de libération nationale de la Corse). L'organisation clandestine paraît en effet étrangement embarrassée. Sa stratégie, pour le moins, manque de clarté depuis que le gouvernement a décidé de lutter contre la violence dans l'île.

Après le tintamarre des réprobations contre l'agression dont avait été victime le 31 décembre un vétérinaire de Corte, le docteur Lafay, après la dissolution du F.L.N.C. et la nomination de M. Robert Broussard comme commissaire de la République délégué pour la police en Corse, l'île attendait une réplique des militants en cagoule. Une réplique qu'on imaginait dure, à l'égal du climat imposé depuis des mois par le F.L.N.C. Or la réponse du Front paraît bien modérée pour un mouvement qui avait rompu la trêve proposée par le gouvernement socialiste en 1981 et qui proclamait son hostilité aux mesures politiques préconisées par Paris.

Un communiqué, puis, à la fin de la semaine dernière, une conférence de presse clandestine dans la région d'Ajaccio. A chaque fois qu'il s'exprime ces jours-ci, le F.L.N.C. donne l'impression de rechercher un certain apaisement, de temporiser, d'hésiter à adopter une attitude tranchée.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 9.)

• Les élections municipales :

Lire page 7 le début de nos enquêtes. Aujourd'hui : *Les « primaires » dans l'opposition.*

• La réforme des collèges :

Lire page 2 l'article de Catherine Arditti et les réactions de nos lecteurs.

AU JOUR LE JOUR

Capture

Les Soviétiques ont capturé un Français en Afghanistan. Cet homme de trente ans, Philippe Auroyard, médecin, appartient à la redoutable organisation Aide médicale internationale dont les méfaits sont connus sur toute la planète.

La radio afghane a annoncé que les « aveux » de cet homme seront rendus publics. On frémit à l'idée qu'il puisse révéler ce qu'il transportait, de village en village : bandages, seringues, médicaments, stéthoscope. Tout l'arsenal d'un dangereux contre-révolutionnaire.

BRUNO FRAPPAT.

L'État est décidé à accorder à l'Agence France-Presse une importante aide financière

(Lire l'article de C. Durieux, page 15.)

LES IRLANDAIS DE VINCENNES, CINQ MOIS APRÈS

Les fausses manœuvres des gendarmes du président

Procédure bâclée, récits confus, témoignages contradictoires, preuves suspectes... Cinq mois après l'arrestation à Vincennes le 28 août 1982 de trois Irlandais par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.), le dossier judiciaire les concernant, toujours à l'instruction, est l'objet d'une rumeur insistante : non seulement il ne s'agit pas de « super-terroristes » internationaux, au contraire de ce que laissa entendre alors un communiqué de l'Elysée, mais de plus, pour justifier ces arrestations intempestives, « on » aurait fait du zèle...

En clair : « on » aurait fabriqué des preuves matérielles – explosif notamment – de façon à démontrer les liens des trois inculpés avec un attentat en préparation. L'accusation est grave. D'autant plus qu'elle s'en prend aux « super-gendarmes » du G.I.G.N. dont le chef, M. Christian Prouteau, conseiller technique à l'Elysée, est un collaborateur direct de M. Mitterrand.

L'enquête que nous publions démontre que la rumeur s'appuie sur des faits troublants. Reste à savoir si cette « embrouille » cache la légèreté de militaires, plus au fait d'actions de commando que de procédures judiciaires, ou une opération trouble, destinée à faire du résultat, coûte que coûte, dans la lutte antiterroriste...

par EDWY PLENEL

18 h 20. Samedi 28 août. Numéro deux du G.I.G.N., le capitaine Paul Barril monte l'escalier du 82, rue Diderot, à Vincennes (Val-de-Marne). L'homme qui le précède lui a donné du fil à retordre : grand, fort, pas facile à maîtriser. Mais le capitaine en a vu d'autres, lui qui réduisit les mutins de La Mecque en 1979. Un vrai professionnel, expérimenté, calme quand d'autres s'affolent. Le voici donc, habillé en civil comme les gendarmes qui l'accompagnent, tenant ferme son homme, un revolver braqué dans les reins.

Une opération sans bavures. Stephen King, le grand gaillard rétif, est pris le premier. Suit, à dix minutes d'intervalle, dans l'escalier toujours, Michael Plunkett. Tous deux sont conduits à l'appartement de l'immeuble qu'habitait ce dernier, vivant à Paris depuis trois ans sous un faux nom, Mac Cabe. A 20 heures, viendra le tour de Mary Reid, compagne de Michael Plunkett, et de son enfant de dix ans.

L'affaire est vite ficelée. La prise : trois militants irlandais qui revendiquent leur appartenance à l'*Irish Republican Socialist Party* (I.R.S.P.), organisation légale mais liée à un groupe clandestin, l'Irish National Liberation Army (I.N.L.A.), qui revendiqua l'assassinat, en 1979, à Londres, du député Airey Neave, très proche collaborateur de Mme Thatcher. Les preuves, saisies sur place : plusieurs faux papiers, des documents politiques abondants, une liste de chiffres qui pourraient désigner des quantités d'armes ayant transité par l'appartement et surtout, trois pistolets –deux CZ tchèques, un Herstal belge – 3,5 mètres de mèche lente, deux détonateurs, 500 grammes de plastic.

Bref, dira-t-on, un tableau de chasse susceptible de relativiser les inévitables conflits de prérogatives entre gendarmes et policiers. Certes, le G.I.G.N. a travaillé en solitaire, laissant le tout nouveau secrétariat d'État chargé de la sécurité publique dans l'ignorance, mais qu'importe !

(Lire la suite page 10.)

« IDA », DE GERTRUDE STEIN A L'ATHÉNÉE

La ronde avec les mots

Gertrude Stein, cette saison, est venue à la scène : au Festival d'automne, avec le spectacle de Richard Forman *Faust ou la fête électrique* (*le Monde* du 15 octobre 1982), puis dans la petite salle au Théâtre du Rond-Point, où Simone Benmussa a mis en scène avec Lucinda Childs un montage de textes sous le titre *Camera oscura* (*le Monde* du 27 janvier), tandis que l'Athénée avait inscrit à son programme *Ida*, dans une adaptation et une réalisation de Viviane Theophilidès, un enchantement lumineux.

« Il y avait un bébé qui venait de naître et s'appelait Ida. Sa mère l'avait retenu de ses mains pour empêcher Ida de naître, mais le moment venu Ida était venue. Et avec Ida était venue sa jumelle, et c'est comme ça qu'elle était là Ida-Ida »... Et c'est ainsi que commence le roman de Gertrude Stein (aux éditions du Seuil, dans la traduction de Daniel Mauroc) sur lequel Viviane Theophilidès, à l'Athénée, pose de tendres et succulentes images.

Porter un roman sur scène est une entreprise hasardeuse qui risque d'aller vers l'adaptation dialoguée, mal adaptée au rythme de la scène. Ou vers la lecture-spectacle, plus lecture que spectacle, au *mieux numéro d'acteur*. Quant au théâtre-récit, la *Catherine* d'Antoine Vitez, d'après *les Cloches de Bâle* d'Aragon, reste une réussite exceptionnelle, unique. Un roman de Gertrude Stein offre, en plus, un autre genre de défi : il n'y a pas d'histoire, tout tient à l'écriture apparemment sans apprêt. Les « personnages » sont construits comme une *superposition de dessins presque* semblables qui s'effeuillent, jouent à cache-cache avec l'œil, jouent à saute-mouton avec les mots. Des *mots les uns après les* autres qui se répètent, se reflètent, changent de route au coin d'une virgule, d'univers au détour d'un point. Par eux-mêmes, ils ne racontent rien.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 13.)

Le Monde

idées

La réforme des collèges

A la veille des décisions que M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, doit tirer du rapport de M. Louis Legrand « Pour un collège démocratique », la polémique reste vive. Des enseignants de la « base » jettent l'opprobre sur ce rapport, sur le ministre, les états-majors syndicaux, la presse écrite. Ces enseignants ont ici la parole. Nous avons retenu les extraits les plus significatifs de leurs lettres, tandis que les pétitions sont regroupées dans une synthèse. Catherine Arditti souligne que la commission Legrand, dépassant les attitudes corporatistes, a eu le mérite de proposer un dispositif cohérent de progrès.

Les raisons de la colère

LA publication des propositions de M. Louis Legrand « pour un collège démocratique » et l'accueil globalement favorable — même avec des nuances — que lui ont réservé les états-majors des principaux syndicats d'enseignants ont suscité un abondant courrier. Les lettres, les pétitions, les motions, voire les projets de réforme, que nous avons reçus témoignent du vif débat qui a eu lieu dans les collèges.

Ici et là, des professeurs se sont réunis — parfois ils ont invité des parents — pour discuter des propositions de M. Legrand. La plupart de ceux qui nous ont fait part de leurs réactions, individuelles ou collectives, se montrent hostiles tant aux conclusions du rapport qu'à l'attitude des responsables des principaux syndicats de gauche. Sans compter ceux qui reprochent au rapport Legrand des dispositions qui n'y figurent pas, le texte n'ayant pas, il est vrai, encore été largement diffusé.

La « colère » qui s'exprime dans le courrier et le réflexe immédiat de défense sont, certes, explicables de la part d'enseignants que l'on remet en cause tant dans leurs fonctions que dans leurs horaires de présence. Réaction d'autant plus compréhensible que les professeurs des collèges travaillent, aujourd'hui, dans des conditions souvent intolérables, parfois impossibles, compte tenu d'une part de la diversité des élèves, d'autre part de la disparité des formations, des statuts, des rémunérations des enseignants. Or, en bousculant cette situation, les propositions de la commission Legrand — à laquelle ont participé les syndicats — devraient permettre d'améliorer non seulement l'efficacité du système éducatif pour les élèves et la société, mais aussi les conditions de travail des enseignants. Les responsables des principaux syndicats d'enseignants qui ont accueilli positivement les propositions de la commission Legrand — sans pour autant les reprendre systématiquement toutes à leur compte — l'ont compris. Dès lors, pouvaient-ils faire un aute choix que celui du progrès ? Le refuser, c'était soit perpétuer la situation actuelle, devenue insupportable tant pour les usagers et la collectivité que pour les enseignants, soit défendre l'indéfendable, à savoir la nostalgie du passé, les charmes de la sélection des élèves et de la seule culture classique. Comme si rien n'avait changé dans notre environnement social, technologique, économique.

Il appartient plus que jamais aux syndicats de jouer leur rôle de relais social dans la profession la plus fortement syndicalisée en France. Ce faisant, ils ne failliraient pas, pour autant, à leur mission de défense des intérêts de leurs adhérents.

Attitudes corporatistes

Ce débat politique au sens le plus noble ne doit cependant pas masquer l'affrontement entre les organisations qui se partagent les adhésions des enseignants des collèges. Cet affrontement n'existait pas, lui non plus, lorsque les classes de la sixième à la troisième étaient réservées à « l'élite » des élèves et des enseignants. La prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans a eu pour conséquence l'entrée non seulement de tous les élèves — quelle que soit leur origine sociale et leurs résultats scolaires — dans l'enseignement secondaire mais aussi celle des instituteurs, qu'ils aient été ou non promus P.E.G.C. (professeurs d'enseignement général de collège).

Conséquence de cette situation, plusieurs organisations syndicalisent les enseignants des collèges. Le Syndicat national des lycées et collèges (Snalc, indépendant qui fut longtemps affilié à la C.G.C.) rejette le rapport Legrand : il est en phase avec ses adhérents, certifiés et agrégés. Créé en 1960 par des professeurs de C.E.G. estimant que la FEN défendait mal leurs intérêts, le Syndicat national des collèges (S.N.C., modéré) est, dans l'ensemble, favorable aux propositions de la commission Legrand. Comme le Syndicat général de l'éducation nationale (C.F.D.T.). Comme la Fédération de l'éducation nationale (FEN). C'est bien, en définitive, la position de la majorité des organisations représentatives. Et notamment celles de la gauche.

La représentativité de la plus importante d'entre elles, la FEN, ne manque pas, il est vrai, d'originalité puisque deux de ses syndicats s'affrontent sur le terrain des collèges. Celui qui s'adresse aux instituteurs et P.E.G.C. (SNI-P.E.G.C.) a, comme la FEN, une direction proche des socialistes; celui qui recrute parmi les agrégés et les certifiés (le SNES) est animé principalement par des communistes. C'est sans doute le syndicat qui, dans cette affaire, est le plus embarrassé. Ses responsables sont en effet « coincés » entre une base qui leur reproche de ne pas la défendre avec suffisamment d'énergie et leurs propres positions politiques. Le P.C. en effet — comme la C.G.T. — approuve les grandes lignes du rapport Legrand.

La polémique sur les collèges est, à plus d'un titre, loin d'être simple. Le débat ne peut être réduit à un recensement d'attitudes corporatistes, politiques ou pédagogiques.

L'intérêt du rapport de la commission Legrand est d'avoir dépassé les stériles débats de chapelle pour proposer un dispositif cohérent — même s'il est complexe à mettre en œuvre — et en harmonie avec les objectifs du gouvernement. Il appartient désormais à ce dernier d'être conséquent avec lui-même en donnant au ministre de l'éducation nationale les moyens d'une politique de rénovation et de progrès dans l'intérêt des usagers, de la société française et aussi des enseignants.

CATHERINE ARDITTI.

Pétitions, pétitions...

LES professeurs de plusieurs collèges — auxquels se sont parfois associés des personnels non enseignants, des parents d'élèves ou des délégués des élèves — se sont regroupés pour envoyer au ministre de l'éducation nationale, M. Alain Savary, des pétitions précisant leurs analyses sur le rapport de M. Louis Legrand.

L'une des dispositions les plus critiquées par ceux qui se qualifient eux-mêmes, comme les enseignants des collèges Henri-Wallon d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) et René-Guy-Cadou d'Ancenis (Loire-Atlantique), de « grincheux », est le tutorat. Ce sont des « propositions des plus dangereuses dans leurs applications pédagogiques et affectives », expliquent les professeurs du collège du Mont-d'Or à Manosque (Alpes de Haute-Provence), et ceux du collège André-Maurois à Neuilly (Hauts-de-Seine) craignent que l'enseignant ne se transforme en « éducateur, voire en animateur », ce qui n'est pas son rôle.

Les enseignants du collège Roger-Martin-du-Gard, à Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), estiment que « les professeurs dispensent le tutorat où c'est possible, quand c'est possible ». D'autres, comme ceux du collège Gustave-Courbet à Romainville (Seine-Saint-Denis), demandent l'institution d'« études surveillées » dont les heures seraient incluses dans le temps de service actuel des enseignants.

L'aggravation des conditions de travail et les menaces d'allongement des temps de service des enseignants sont la deuxième source d'inquiétudes. La section SNES du collège Les Molières aux Essarts-le-Roi (Yvelines) dénonce « la baisse du pouvoir d'achat et l'alourdissement de la charge de travail des enseignants ». « Quelle catégorie de travailleurs accepterait de travailler plus pour gagner moins ? » demandent, avec beaucoup d'autres, les professeurs du collège de Parmain (Val-d'Oise).

« Une banalisation de l'échec scolaire »

Enfin, d'autres remarques sont des critiques du dispositif pédagogique prévu dans le rapport de M. Legrand. Les enseignants de plusieurs collèges ont cru y lire la disparition complète des programmes nationaux : « Il ne peut y avoir de réforme démocratique, dès lors qu'on supprime programmes et diplômes nationaux, lorsqu'on favorise la multiplicité des groupes au sein des divisions », expliquent les professeurs du collège Gabriel-Péri à Aubervilliers.

« C'est le début de l'assujettissement des collèges aux pouvoirs locaux », selon le collège Les Molières aux Essarts-le-Roi. Ils craignent aussi une nouvelle baisse de niveau, une « banalisation de l'échec scolaire », ou encore un « nivellement par le bas », ainsi que l'expriment, par exemple, les enseignants du collège Georges-Pompidou de Courbevoie (Hauts-de-Seine) : « Le rapport Legrand n'envisage que les relations entre élèves et enseignants et l'épanouissement de l'élève, laissant totalement de côté l'acquisition du savoir et la qualité de l'enseignement. »

Ils s'interrogent, enfin, sur l'efficacité des groupes de niveau : « Nous ne saurions accepter que nous soient présentées comme remède des solutions qui ont fait la preuve de leur échec dans les établissements pilotes sous les précédents ministères », expliquent les enseignants du collège André-Malraux à Asnières (Hauts-de-Seine).

Le mécontentement et l'« effroi » qu'a provoqués la publication du rapport Legrand a même amené les adhérents de la section du S.G.E.N.-C.F.D.T. du collège Victor-Hugo de Nanterre (Hauts-de-Seine) à démissionner de leur syndicat qui approuve l'ensemble du projet.

« Comment M. Legrand s'imagine-t-il que les professeurs travaillent actuellement sinon en équipes pédagogiques ? », demandent les enseignants du collège Roger-Martin-du-Gard à Epinay-sur-Seine qui sont, d'autre part, défavorables à l'ensemble des propositions du rapport. Et les professeurs du collège Blaise-Pascal à Plaisir (Yvelines) s'interrogent : « Peut-on imaginer une réussite dans ce domaine si les professeurs, principaux acteurs, sont, en fait, présentés comme réfractaires au changement ? »

Fuite en avant

De M. Jean-Pierre Georges-Pichot, professeur de collège à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) :

Rêvons d'une école où les élèves seraient heureux, où les connaissances acquises suffiraient à une insertion harmonieuse dans la société, tout cela sans effet sélectif. Nous connaissons des systèmes où tous les élèves arrivent au niveau de connaissance fixé à l'avance ; mais c'est alors qu'on l'a fixé assez bas : le certificat d'études ne permet pas de s'insérer dans une société technologique avancée. Certaines « boites à bachot » se targuent de faire décrocher le bac à n'importe qui, mais c'est au prix de méthodes très contraignantes, et on ne peut pas parler d'épanouissement. Voilà à peu près tous les systèmes authentiquement non sélectifs que nous connaissions.

Une école raisonnablement « décontractée » qui se fixe des objectifs élevés laisse toujours en route les élèves qui ne travaillent pas ou qui souffrent de handicaps : elle est sélective, même si elle refuse elle-même de prendre en compte les différences de savoir acquis qu'elle induit entre les élèves, parce que ces différences seront, tôt ou tard, constatées et sanctionnées.

Grosso modo, les ex-« bons élèves » occupent les postes les plus qualifiés et les mieux rémunérés de la société industrielle avancée. M. Legrand se place dans le camp des autres, dans une optique de guerre des classes scolaire, et voudrait enrayer ce phénomène. Or il part du système laxiste dont il a hérité et veut le rendre moins sélectif sans le rendre plus contraignant. Des mesures différenciées d'aide au travail n'y suffisent pas ; d'ailleurs, on manque d'idées et d'argent pour aller beaucoup au-delà des palliatifs Haby, qui ont échoué. On se donne donc deux moyens supplémentaires : on niera, et pour cela on camouflera, les inégalités de savoir apparues : pas de notes, pas de redoublements, pas de filières diversifiées, un diplôme unique décerné automatiquement. Il sera commode, également, d'abaisser le niveau des études : s'il n'y a rien à apprendre, tout le monde y parviendra facilement. Mais on compte sur l'autonomie pour faire endosser la décision aux établissements eux-mêmes : les petits Français seront moins que jamais égaux devant le savoir.

Toutes ces mesures antisélectives tuent surtout la motivation et détruisent l'atmosphère de travail. On en connaît bien l'effet depuis la réforme Haby qui allait dans le même sens : sur ce point, les enseignants et les parents attendaient un retour au réalisme et non une fuite en avant (...)

L'école qui correspond à la société démocratique est celle qui fait fonctionner au maximum le palliatif naturel des inégalités qu'est la promotion sociale individuelle par le travail. Le collège doit y participer à son niveau en aidant tous les élèves à s'y développer dans toute la mesure de leurs moyens ; il faut pour cela renoncer à jalouser les meilleurs pour les qualités qu'ils mettront un jour au service de tous, et situer la lutte contre les inégalités au niveau de la société elle-même. Le rapport Legrand, au contraire, nous prépare de nouveaux échecs et de nouveaux déboires.

« Déculturation »

De M. Jean-Pierre Cascarino, d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), professeur certifié de lettres :

(...) L'expérience la plus courante (et nul besoin de recourir aux « études psychologique ») montre que les adolescents attendent des adultes d'être guidés avec compréhension, sûreté et fermeté. Ils attendent aussi que nous leur donnions les moyens de se guider eux-mêmes, mais ils n'attendent certainement pas de nous que nous les livrions pieds et poings liés à une « société dominée par les sciences et la technique ».

Or, dans le projet de la commission Legrand, l'enseignant semble n'être là que pour cela ; tout porte à croire qu'on le conçoit comme une sorte de répondeur (automatique ? ça viendra...). Pour résoudre le problème des adolescents au collège, il suffirait de supprimer le décalage susnommé en « fabriquant » des individus capables de répondre (à leur tour) « aux besoins d'une société dominée par les sciences et la technique ». Si je suis d'accord pour être à l'écoute (et c'est un impératif), et donc pour répondre, j'ai aussi pour mission de susciter les demandes, de les rendre possibles (la maïeutique...). (...) Si l'enseignant doit n'être qu'un répondeur, l'acte éducatif est vide de sens et l'enseignant un pantin dont le rôle se limitera bientôt à ne répondre que par oui ou par non.

Cette « réduction » du rôle de l'enseignant passe par un maître-mot qui domine ce rapport : l'*adaptation.* Adaptation des enseignants..., adaptation des contenus évidemment... à la société technicienne. Un exemple : adaptation de l'étude du français aux impératifs technico-scientifiques : « Les activités interdisciplinaires devraient permettre un enracinement des disciplines métalinguistiques (mathématiques et français instrumental) dans les activités scientifiques et techniques », affirme le rapport Legrand. Ainsi, plutôt qu'adaptation, comprenons *soumission,* soumission aux impératifs de notre société industrielle (...).

D'ailleurs, le rapport Legrand l'admet implicitement, lui qui légitime son souci d'adaptation des contenus en affirmant que notre enseignement est « principalement (faut-il comprendre « trop » ?) littéraire ». C'est vraiment le comble : n'est-il pas de notoriété publique, au point que c'est un cliché, que nous sommes dans une période de « déculturation » grandissante ? (...)

Je le dis donc avec force : les propositions du rapport Legrand sont dangereuses pour le droit à la culture de tous — et cela me semble bien plus important que tel aspect concernant le service des enseignants ou tel autre faisant du tutorat une révolution — car (signe de mépris ?) l'absence de toute réflexion véritable et de toute préoccupation relatives au problème de la culture trahit une démarche sans envergure et sans philosophie. Pour ceux qui pensent que l'enseignant est aussi un éveilleur de conscience, c'est une absence tragique.

Démagogie

De M. Pierre Bonet, professeur d'histoire-géographie au collège Condorcet à Paris :

Plusieurs propositions du rapport Legrand offrent un exemple remarquable de démagogie à l'égard des enfants et des parents.

Premier exemple : « Les élèves indiquent le nom du professeur qu'ils souhaiteraient pour tuteur. » Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour se douter que certains professeurs seront très demandés et d'autres moins. Comme nous ne pourrons accepter que douze à quinze élèves, qui dira à l'enfant : « Tu ne pourras pas avoir pour tuteur M. X..., mais tu auras M. Y... » ? Quel effet aura cette promesse non tenue parce que non tenable ? Dans la mesure où les liens affectifs entre l'élève et le tuteur seront beaucoup plus importants qu'avec le professeur principal, comment l'un et l'autre vivront-ils la situation ?

Pour terminer sur ce problème de tutorat, certaines fonctions me semblent illusoires ou dangereuses. Professeur d'histoire, je me sens incapable d'apporter un soutien méthodologique en langues vivantes ou en mathématiques en tenant compte de la méthode particulière de chaque professeur. (...)

Deuxième exemple : le non-redoublement de la sixième à la troisième. Sans être une panacée, le redoublement — ou sa menace — joue deux rôles.

1) Donner une nouvelle chance d'acquérir des connaissances, des savoir-faire ou tout simplement une certaine maturité. Mon expérience de professeur principal m'incline à penser que 50 % des redoublants en tirent profit, ceux pour lesquels les parents et les enfants ont compris qu'il ne s'agissait pas d'une sanction ;

2) Faire peur à un certain nombre d'élèves, très capables mais peu courageux. Je fus de ceux-ci et ne suis passé dans les classes successives que par « examens de passage ». Nous nous rendons compte, depuis la possibilité offerte aux parents de sixième et de quatrième de refuser le redoublement, des effets catastrophiques de cette mesure pour les élèves.

M. Legrand dira que les nouvelles techniques de « pédagogie différenciée » permettront de motiver les enfants au travail mieux que la peur, et de rattraper ceux qui sont en difficulté. On me permettra d'en douter quand le rapport dit clairement : « Il faut le constater, une telle pédagogie en est encore à se chercher. C'est un domaine qu'il conviendrait d'explorer systématiquement avec des moyens importants. »

Dois-je ajouter qu'avec de nombreux collègues je fais partie des explorateurs ?

Le risque me paraît grand d'un effondrement du niveau moyen des acquisitions tant dans le domaine des savoir-faire que dans celui des connaissances. Qu'il faille multiplier les tentatives et les techniques d'aide, sûrement. Je vois mal l'intérêt d'en supprimer une.

Confesseur ou indicateur

Du docteur Lucien Jégu, vétérinaire à Authon-du-Perche (Eure-et-Loir) :

(...) Le plus fragile dans l'enseignement, ce n'est pas les enseignés, ils en sortent toujours, mais les enseignants. Vouloir introduire une notation affective ouverte effectuée par les élèves dans leur vie va sûrement augmenter leur fragilité émotionnelle déjà grande (...).

Réservons donc les tuteurs aux tomates, aux petits pois, et laissons les jeunes se faire eux-mêmes une bonne échine (...).

Enfin, le plus bête : quelles seront vis-à-vis des uns et des autres les limites du secret de fonction du tuteur ? Confesseur voué au secret total ou indicateur de poche ? Va-t-on le dire avant, ou laisser la doctrine s'élaborer sur le terrain ? S'ils doivent se taire, s'ils doivent parler, il faudrait dans l'un ou l'autre cas confier à la loi le soin de le définir (...).

Bricolage affectif

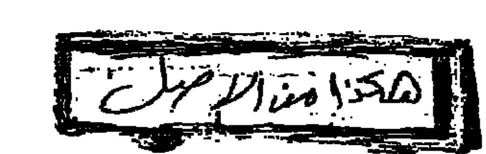
De Mme Anne-Marie Gaigmère, professeur au lycée de Maisons-Alfort (Val-de-Marne) :

Tutorat, tutorat ! ...est-ce que j'ai une gueule de tutrice ? Franchement, non, ni le goût ni la compétence ; aide intellectuelle, d'accord ; aide affective, danger.

Bien sûr, l'idée est généreuse et séduisante. Nous savons tous, pour le vivre chaque matin, que l'échec scolaire est souvent et avant tout un échec affectif ; l'inégalité des chances, elle est là. Même si l'inégalité culturelle est profondément ancrée dans le social, l'équilibre affectif permet d'accéder, avec des retards, certes, mais d'accéder à la saveur de la culture ; nous sommes là pour ouvrir ces portes, pas les autres.

Les parents ont leur rôle de parents à jouer ; ils le revendiquent à juste titre ; qu'ils l'assument. Nous ne pouvons pas, nous n'avons pas à faire du bricolage affectif sur des êtres vulnérables pour réparer la démission éducative de certains parents ou alors, monsieur le ministre, offrez-nous une vraie formation de psychologue, bien longue, bien coûteuse... Pénurie oblige, vous n'en avez pas les moyens ; peut-être pourriez-vous, au moins, multiplier le nombre et le rôle des psychologues scolaires, plutôt que de nous convier à jouer les apprentis-sorciers ? Quand vous aurez des tas de petites affaires Gabrielle Russier sur les bras, il ne sera plus temps de pleurer sur les tombes ou de multiplier les distributions de valium dans les infirmeries des établissements scolaires. « Comprenne qui voudra... », comme avait dit le président de l'époque pour cacher son émotion devant tant de gâchis humain.

Evidemment, on va encore entendre un peu partout : ces enseignants, non seulement ils ont des vacances à rallonges, mais dès qu'on leur demande de consacrer un peu plus de temps à leur métier, ils osent protester ! Que ceux qui ont passé des heures à retrouver leurs nerfs après une journée de cours ou des après-midi entières sur des copies insipides et des préparations fastidieuses me jettent la première pierre ; c'est la seule que j'accepte. Et puis, quand on estime ma valeur sociale à moins de 8 000 francs par mois, après cinq ans d'études après le bac et onze ans d'ancienneté dans le métier, au prix où sont les salades, j'ai envie de dire : faudrait quand même pas prendre les enfants du bon Dieu pour des oies blanches ! (...)



Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Egypte

Limogeage d'un journaliste ancien confident de Sadate

Correspondance

Le Caire. – M. Ibrahim Saada, rédacteur en chef de *Mayo*, organe du parti national-démocrate, au pouvoir en Egypte, a été limogé. Connu pour avoir été l'un des proches de Sadate, M. Saada, qui reste, pour le moment, l'un des rédacteurs en chef de l'hebdomadaire *Akhbar-El-Yom*, aurait été démis de ses fonctions à la suite d'un conflit avec M. Soufi Abou Taleb, président de la Chambre. Selon les deux hebdomadaires d'opposition *El-Ahali* et *El-Chaab*, M. Saada s'était plaint à plusieurs reprises des « *instructions contradictoires* » qu'il recevait des instances dirigeantes du parti majoritaire.

L'affaire de Gamal El Sadate, fils du Raïs assassiné, que l'opposition a accusé d'avoir obtenu un diplôme universitaire *par « complaisance »*, aurait été la goutte qui a fait déborder le vase. M. Abou Taleb ayant été mis en cause, M. Saada envoya, selon *El-Chaab*, deux rédacteurs de *Mayo*, auprès du président de la Chambre, qui, au lieu de leur donner des éléments de réponse, les éconduisit sans ménagement. Quelques jours après, dans *Akhbar-El-Yom*, Ibrahim Saada décrivait un personnage tout à fait inconnu et qui, soudainement tiré de l'ombre, accédait à un poste politique important, qu'aucun mérite ne justifiait.

El-Chaab affirme que Soufi Abou Taleb *s'étant reconnu dans* ce portrait a alors exigé le départ d'Ibrahim Saada. Le premier ministre, M. Mohieddine, et le ministre de l'information lui ont donné satisfaction.

Ibrahim Saada, connu pour ses opinions antifrançaises manifestées à l'époque de Sadate par de violents articles contre l'hôtellerie française en Egypte ou la presse parisienne, s'était fait connaître au début des années 70 par plusieurs reportages hostiles aux Soviétiques à une époque où cela était exceptionnel en Egypte. Devenu rédacteur en chef d'*Akhbar-El-Yom*, le président Sadate fait appel à lui pour diriger la *rédaction de Mayo* à sa *création* en janvier 1981. La mort tragique du Raïs devait enlever beaucoup d'intérêt au nouvel hebdomadaire, son rédacteur en chef n'ayant pas de relations « privilégiées », bien au contraire, avec le président Moubarak.

MOUNA EL BANNA.

Liban

Les quartiers chrétiens bombardés

(Suite de la première page.)

Il témoigne d'une volonté destabilisatrice car, sur le terrain, aucune faction ne s'oppose à la présence de la force multinationale et, en tout cas, pas à son contingent français.

Dimanche, ce fut le coup de massue : les quartiers Est (chrétiens) de Beyrouth ont été violemment bombardés *durant la nuit. L'attaque* a fait un mort, un religieux lazariste français de soixante et onze ans, le père Semeux, et des dégâts matériels importants. Les forces libanaises accusent les miliciens druzes du « parti socialiste populaire » et l'armée syrienne, qui stationne toujours en montagne d'où elle domine le secteur chrétien, d'avoir bombardé la ville. Le P.S.P. rejette sur ses ennemis la responsabilité de l'escalade, affirmant n'avoir fait qu'user de son droit *de « légitime défense »* après que les localités druzes avaient été violemment pilonnées.

Des indices alarmant

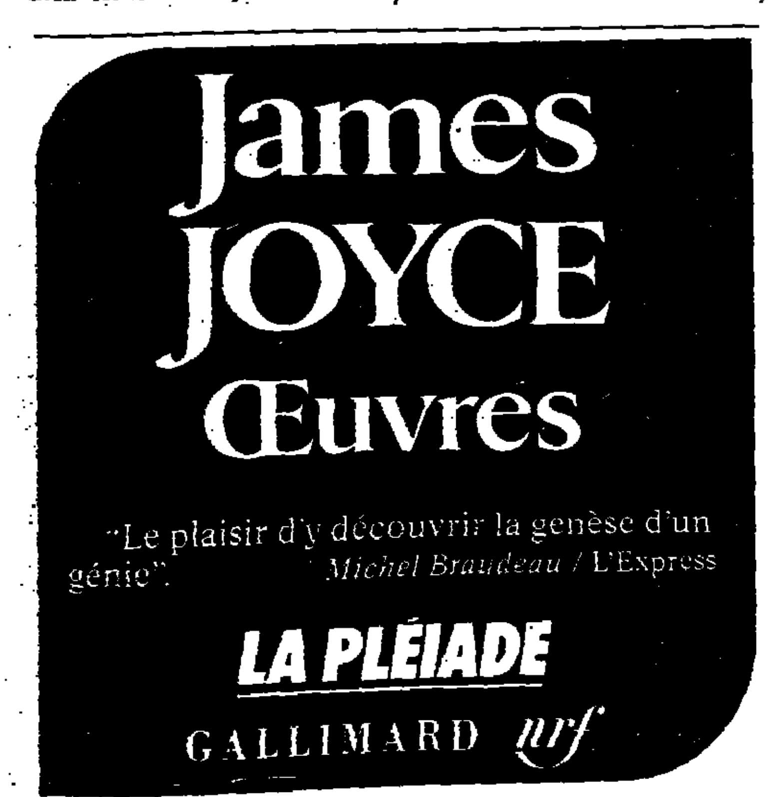
La guerre druzo-chrétienne d'Aley et du Chouf, après un relatif répit, avait repris en force au cours des derniers jours. Elle a fait une *centaine de morts* depuis qu'elle a commencé, au cours de l'été, prenant le relais du *conflit qui* « s'éteignait à Beyrouth. Le dernier week-end (huit morts) avait été particulièrement mouvementé. Le fait que les troubles se soient étendus à la capitale y a jeté le désarroi, bien que ses habitants, décidés à ne pas se laisser démoraliser, continuent à espérer que cette flambée de violences sera sans suite.

Pourtant d'autres indices alarmants s'offrent à eux, *le principal* étant l'interventionnisme fracassant que pratique Israël dans les affaires libanaises, particulièrement à Beyrouth. M. Sharon en est une fois de plus, l'artisan : le fait de se rendre à Beyrouth, de le révéler, de préciser y avoir rencontré le président Gemayel, ses déclarations sur l'utilité de stations de pré-alerte syriennes en contrepartie des stations israéliennes, tout fait penser à un éventuel *« dépeçage »* du Liban, fort peu apprécié. Le président du Front libanais – organisation pourtant favorable à Israël, – M. Camille Chamoun a exprimé en termes fort vifs sa désapprobation : *« S'il restait un doute*, a-t-il dit, *sur la duplicité du gouvernement israélien (...) M. Sharon – qui se prend pour un génie du cabinet Begin – vient de le dissiper (...) donnant la preuve irréfutable qu'Israël ne recherche que son intérêt exclusif, au détriment des intérêts du Liban, de l'intégrité de son territoire et de sa souveraineté »*.

L'interventionnisme israélien se manifeste également par les incursions de plus en plus fréquentes de ses forces dans la banlieue de Beyrouth, ce qui suscite d'ailleurs des attentats contre ses patrouilles. Dimanche, à Hadeth, un soldat israélien a été tué et quatre autres ont été blessés. Les Israéliens ont procédé à un « ratissage » violent des alentours, faisant trois tués, dont la mère d'un colonel de l'armée libanaise. De nouveaux les « marines » américains sont accusés de n'avoir pas su empêcher l'infiltration des assaillants.

LUCIEN GEORGE.

● *M. Shimon Pérès*, président du parti travailliste israélien, en visite privée en France, devait être reçu ce lundi 31 janvier, en fin de matinée, par M. Mitterrand. M. Pérès avait indiqué avant son départ d'Israël qu'il évoquerait avec le président français la prochaine *réunion* de l'Internationale socialiste en Australie et qu'il lui demanderait *« d'intervenir de tout son poids pour que l'O.L.P. ne soit pas admise à l'Internationale socialiste »*.



AFRIQUE

L'EXODE DU NIGÉRIA

Le Ghana semble incapable de faire face au flot des expulsés qui regagnent leur pays

De notre envoyé spécial

Aflao (frontière entre le Togo et le Ghana). – A les voir lever le poing, chanter le retour au pays, on avait du mal, dimanche 30 janvier, à croire que ces hommes avaient vécu un calvaire depuis huit ou dix jours, qu'ils avaient pratiquement tout perdu, qu'ils avaient à peine mangé, sans parler des conditions de promiscuité de leur exode et des coups que bon nombre d'entre eux avaient dû recevoir. On imaginait seulement quelles seraient leur amertume et leur colère lorsqu'ils comprendraient que, *derrière cette pancarte « Welcome to Ghana »* dressée comme un arc *de triomphe* après le poste de douane togolais, on n'avait rien prévu pour leur accueil. Et on redoutait plutôt leur arrivée. Dans leur pays à moitié ruiné, les Ghanéens expulsés du Nigéria seront plus que jamais les mal-venus.

Cette peur qui les tenaillait, depuis qu'ils avaient appris leur ordre d'expulsion avait pratiquement explosé la veille, à 50 kilomètres en amont de la route de l'exode, à la frontière entre le Bénin et le Togo. Quand le second a finalement ouvert ses portes au flot des expulsés, des milliers de gens, debout, massés contre les barrières, à la limite de la douane togolaise, baluchon, cantine et bassine sur la tête, formant un toit de centaines de mètres, se sont mis à avancer, les derniers rangs bousculant les premiers, que douaniers, soldats et policiers togolais avaient grand mal à contenir à coups de baguette ou de ceinturon.

NIGER
HTE VOLTA
TCHAD
GHANA
TOGO
BÉNIN
NIGÉRIA
LAGOS
COTONOU
CENTRAF.
CAMEROUN
YAOUNDÉ
MALABO
GUINÉE ÉQUAT.
GOLFE DE GUINÉE
LIBREVILLE
GABON
CONGO
ZAÏRE
0 500 km

La scène était à peine croyable. Des heures durant, on a pu voir les Togolais *en uniforme*, y compris même des scouts, se précipiter sur cette horde de va-nu-pieds aux traits épuisés pour tenter de les faire asseoir, pour contenir une poussée apparemment incontenable, tendant, ici, un bol d'eau, appelant, là, des brancardiers à la rescousse pour sortir de la masse un blessé, le plus souvent un homme victime d'une syncope.

La prise d'assaut du premier camion à bestiaux venu du port de Lomé pour les transporter *jusqu*'à la frontière ghanéenne fut l'objet d'une bousculade pathétique. Rien ne semblait arrêter ces gens qui n'avaient pourtant plus qu'une heure de route à faire pour arriver chez eux. Des femmes furent renversées, des baluchons éventrés ; le sol était jonché de sandales et de souliers abandonnés, comme s'il fallait absolument monter, quitte à se glisser sur le châssis du camion ou à s'accrocher aux portières du véhicule. Il *fallait*, à *coups* de bâton, frayer un passage au chauffeur pour qu'il *puisse regagner son siège*. Les gens étaient affolés. Pourquoi ce début de panique juste au moment où, après avoir vécu des jours et des nuits sans presque rien, à surveiller un colis ou une valise, ils atteignaient leur but ?

Le ministre des affaires étrangères du Togo et son collègue de l'intérieur étaient face à la mêlée, tentant de faire comprendre aux Ghanéens que d'autres véhicules suivaient. Rien n'y faisait. *« Ne tapez pas ! Ne tapez pas ! Faites seulement peur »*, hurlait l'un des responsables togolais de la sécurité. La masse avançait toujours, de 10 mètres en 10 mètres. Un capitaine de l'armée togolaise bâton en main, le visage ruisselant de sueur, montait carrément à l'assaut pour ressortir de la mêlée un enfant à la main. *« Il y aura des morts »*, nous dit-il. Miraculeusement il n'y en eut point. Au bout de quelques heures un semblant d'ordre fut rétabli. Quand la frontière se referma, samedi soir, pour la nuit, le pire avait été évité.

Un geste courageux

Pour ces dispersés qui, douze jours après leur ordre d'expulsion, continuaient de se présenter sur des kilomètres de file à la frontière entre le Bénin et le Nigéria, qui s'entassaient sur une jetée du port de Cotonou, que l'on retrouvait sur toutes les routes du Bénin, la première bonne nouvelle était tombée samedi matin. La veille, le président du Togo, le général Eyadema, avait reçu le ministre ghanéen de l'intérieur à Lomé. Après une séance orageuse, il l'avait fait conduire à la frontière entre le Togo et le Bénin pour qu'il prenne la mesure des dizaines de milliers de Ghanéens entassés entre les deux postes de douane et du côté béninois de la frontière. Bref, le Ghana a fini par céder. *« Après un télex à son ambassade à Lomé*, nous a dit le général Eyadema, *Accra a annoncé l'ouverture de la frontière. »*

Aussitôt, la radio togolaise a annoncé la nouvelle et le président Eyadema, à bord d'un Puma de son armée de l'air, s'est rendu à la frontière béninoise, où l'attendait déjà le président Kerekou, du Bénin qui, pour se rendre au poste de douane, avait dû se glisser à pied sur 2 kilomètres entre des files de camions et de minibus qui barraient la chaussée *à son escorte motorisée. Rien n'aurait mieux pu traduire à ce moment-là la tragédie vécue par le Bénin que* la marche de ce chef d'Etat, le regard buté, entre des grappes humaines qui ne le reconnaissaient même pas. Le geste était courageux, mais, quel que soit son sentiment à l'égard du Nigéria, M. Kerekou s'est bien gardé d'exprimer la moindre animosité, sachant que le petit Bénin ne peut rien contre un si puissant voisin, qui contrôle notamment les deux tiers de son commerce extérieur.

Le président Kerekou, en arrivant en terre togolaise, a déclaré que lui-même et le général Eyadema iraient ouvrir *« de force »* la frontière ghanéenne si Accra, qui l'a tenue fermée depuis le 21 septembre, n'obtempérait pas. Le général Eyadema est alors arrivé. Les deux hommes se sont donné l'accolade. Ils ont fait un tour en hélicoptère pour surveiller la marée humaine. « Emouvant », a dit le président togolais. « Dramatique », a affirmé son homologue béninois avant de replonger, à pied, dans cette masse pour regagner son escorte. La frontière s'est alors ouverte. Au milieu des bravos, des hurlements, des pleurs, l'espoir renaissait. Mais pour quoi faire ?

Dimanche soir, plusieurs dizaines de milliers de Ghanéens – peut-être même deux cent mille – avaient été canalisés par les Togolais sur la frontière du Ghana. Ils avaient emprunté ce front de mer où le président Mitterrand avait assisté, voilà exactement deux semaines, à un imposant défilé. Des dizaines d'énormes camions, affectés habituellement au trafic entre le port de *Lomé et la Haute-Volta, avaient été* réquisitionnés à cet effet par le gouvernement togolais. L'opération semblait menée dans le plus grand ordre, en dépit de quelques infiltrations de piétons dans Lomé.

Sept kilomètres de files d'attente

Mais c'est sur la frontière du Ghana, au poste d'Aflao, juste à la sortie de Lomé, *que les choses* se passaient moins bien. Là, le ministre *togolais* de l'intérieur et le commandant Assi, chef de la gendarmerie, réglaient eux-mêmes le mouvement. Sur le coup de midi, les Ghanéens ont commencé à retenir les camions venus déposer leurs ressortissants au-delà du poste frontalier. *« Ils refusent de descendre de camion : ils veulent qu'on les conduise à Accra. Aucun accueil n'a été prévu de l'autre côté »*, se lamentera le commandant Assi, ajoutant : *« Nous avons même découvert deux réfugiés dans le coffre d'une voiture qui étaient revenus chez nous pour acheter du pain. Nous leur en avons donné. »*

En fait, tout semble se passer, depuis samedi, comme si le Ghana, ayant ouvert contre son gré sa frontière, était incapable de faire face au flot des expulsés qui regagnent leur pays, épuisés et à bout de nerfs, pour *comprendre* qu'on ne veut pas d'eux et qu'ils sont condamnés, de nouveau, à se *débrouiller seuls. Du côté* togolais, dans leurs camions en files d'attente, ils chantent encore. Une fois la barrière franchie, ils se retrouvent sans moyen de transport, sans nourriture, sans abri. Sauf les privilégiés qui ont loué au Nigéria, à prix d'or, des véhicules qui doivent les déposer à Accra.

L'annonce de l'ouverture de la frontière terrestre ghanéenne, deux jours avant l'expiration du délai accordé par Lagos à la grande masse des Ghanéens expulsés – ceux qui sont sans qualification et les familles – a, bien entendu, vidé le port de Cotonou, ainsi que les autres centres d'*accueil de la capitale béninoise*. La nouvelle a probablement drainé vers le Bénin, puis le Togo, des dizaines de milliers de malheureux qui attendaient, notamment au port et à l'aéroport de Lagos, de bien improbables bateaux et avions. L'afflux, dans l'ordre cette fois, était évident, dimanche, à la frontière entre le Bénin *et le Togo. La file d'attente s'y* étalait, du côté béninois, sur pas *moins de 7 kilomètres, et les véhi*cules continuaient d'arriver du Nigéria.

Sont-ils vraiment, en tout, un ou deux millions à être concernés par les mesures d'expulsion du Nigéria ? A vrai dire, personne n'en sait trop rien. Mais même s'ils n'étaient qu'un demi-million, l'affaire serait *loin d'être réglée. Il faudra encore* du temps pour décongestionner les *frontières. En outre, trop d'intérêts*, parfois rapaces, ont été éveillés pour qu'une *sérieuse* marche en arrière soit encore concevable.

A la frontière du Nigéria, un expulsé ghanéen a été contraint de céder sa Peugeot 404 familiale contre 15 000 F C.F.A. Soit 300 F ou rien. Avant d'arriver au Bénin, des milliers de *gens ont été dépouillés* de leurs biens dans l'indifférence *générale. D'un autre côté, au Bénin* comme au Togo, l'exode a pris la dimension de catastrophe nationale. Le port de Cotonou est pratiquement paralysé depuis les quatre jours fériés décrétés à l'occasion de la visite de M. Mitterrand. Le trafic entre Lomé et le Sahel est interrompu, faute de camions, depuis *samedi. Enfin*, qu'adviendra-t-il de ce Ghana déjà au bord du gouffre ? *Lagos n'a même pas eu à passer aux* actes : il aura suffi de menacer pour que les immigrés africains évacuent le pays géant de l'Afrique noire sans demander leur reste.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Zimbabwe

● *Adoption du socialisme scientifique*. – Le deuxième congrès de la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe), le parti au pouvoir de M. Robert Mugabe, *sera chargé d'adopter* officiellement l'idéologie du *« socialisme scientifique »*. C'est ce qu'a déclaré, selon l'édition du mardi du *Herald Harare*, M. Maurice Nyagumbo, secrétaire général à l'organisation de la ZANU, *qui est aussi ministre des* mines.

Algérie

Plusieurs extrémistes islamistes ont été arrêtés

De notre correspondant

Alger. – Les déploiements de police observés depuis plusieurs *semaines dans certaines zones périphé*riques de la capitale semblent efficaces. L'agence Algérie Presse Service vient d'annoncer *« la mise hors d'état de nuire d'un dangereux malfaiteur »*, un des hommes recherchés depuis le 18 décembre dernier. Ce jour-là, les forces de l'ordre avaient arrêté un groupe d'une trentaine de *« malfaiteurs qui, sous le couvert d'interprétations sectaires et déviationnistes de nos valeurs islamiques, cherchent à porter atteinte aux options fondamentales du pays »*, écrivait *El Moudjahid (le Monde* du 25 décembre).

Ce groupe est accusé d'avoir fabriqué, avec des explosifs volés dans une carrière, *« des bombes prêtes à l'emploi »*. Quatre de ses membres avaient échappé à la police. Le premier a été arrêté le 17 janvier dans le quartier d'El-Mouradia, à Alger. Le second a connu le même sort le 24 à Bab-el-Oued. Le troisième, *« repéré dans la région de Bir-Erromane, grâce à la vigilance de la population »*, le 26, a, comme les deux premiers, fait usage d'armes à feu, blessant un gendarme, mais, au *lieu d'être neutralisé*, il a été mortellement blessé. *« Les recherches se poursuivent pour arrêter le dernier des quatre malfaiteurs fugitifs »*, indique l'A.P.S.

Si elles se félicitent des succès obtenus, les autorités ne se réjouissent manifestement pas qu'il y ait eu *« mort d'homme »* la semaine dernière. Ce climat de violence néfaste en soi est aggravé par les rumeurs qui circulent à propos d'autres fusillades dans les endroits où ont eu lieu les chasses à l'homme, chiens policiers à l'appui. Tout en levant une *partie du voile*, le pouvoir cherche à éviter ce qui pourrait échauffer davantage *certains* esprits. Ainsi, par exemple, le 31 décembre, les gérants des hôtels et restaurants de l'Algérois avaient reçu pour instructions de ne pas organiser de réveillon, une célébration trop bruyante de la Saint-Sylvestre étant de nature à engendrer une action des intégristes.

De même, le gouvernement paraît *hésiter sur la conduite à tenir* en ce qui concerne le procès des vingt-trois fondamentalistes, en majorité des enseignants âgés, accusés d'appartenir à une organisation subversive *(le Monde* du 15 décembre). Entre la volonté d'éviter une condamnation à la sauvette et celle de ne pas rameuter les sympathi*sants des accusés*, la voie du juste milieu est difficile à trouver. La date de l'ouverture *des débats*, en présence des avocats ayant assisté les inculpés pendant l'instruction, ne sera vraisemblablement fixée que peu de temps à l'avance. La juridiction compétente est la Cour de sûreté de l'Etat, composée en majorité de magistrats et aussi de quelques militaires. Ses membres actuels ont *été désignés par* décret le 11 décembre dernier.

Il n'est pas possible de savoir si la procédure concernant les vingt-trois premiers prévenus sera jointe à celle relative aux « artificiers ». Parlant à titre personnel, un dirigeant nous a dit que *« à son avis »*, M. Abassi Madam, principal accusé du *premier groupe*, était la *« tête »*, le second groupe étant la *« main »*. Interrogé *sur l'origine des armes, notre* interlocuteur affirme qu'il s'agit de grenades et de pistolets *mitrailleurs* MAT-69 trouvés dans d'anciennes *« caches de l'O.A.S. »*.

Les responsables algériens restent très prudents en ce qui concerne d'éventuelles complicités de l'étranger avec les activistes islamiques. *Toutefois, il y a seulement quelques* jours, ils avaient fait une démarche auprès des autorités françaises pour attirer leur attention sur les agissements de l'ancien président Ben Bella. Depuis les « ennuis » de l'exilé à Paris, Alger ne veut pas pousser plus loin l'avantage. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères se refuse à tout commentaire. L'affaire se passe en France et ne regarde que celle-ci, estime-t-on ici.

La presse nationale n'a pas soufflé mot de l'arrestation du garde du corps de M. Ben Bella, fidèle en cela à une ligne de conduite consistant à ne jamais imprimer le nom de l'ex-chef de l'Etat. Toutefois, la population algérienne, qui écoute assidûment les radios françaises, est parfaitement informée de l'affaire et ne se prive pas de la commenter, ce qui, cette fois, ne saurait fâcher les autorités.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

AFRIQUE

LA FIN DU VOYAGE PRÉSIDENTIEL

« Les relations de la France et du Maroc ne sont pas à la merci d'événements »

a estimé M. Mitterrand

De nos envoyé spéciaux

Aït-Chouarit. — C'est un grand spectacle parfaitement organisé que le roi Hassan II a offert à M. Mitterrand pour la dernière journée de sa visite au Maroc, samedi 29 janvier. Le souverain avait tenu à ajouter au programme le lancement des travaux du barrage d'Aït-Chouarit à 120 kilomètres à l'est de Marrakech, confié à l'entreprise française Dumez. *Il tenait ainsi à souligner l'importance pour le Maroc*, qui a terriblement besoin d'eau et d'énergie, de la politique de barrages qu'il a développée depuis le début de son règne *et qui doit porter, dans le cadre* du plan quinquennal, la surface irrigué de 700 000 à un million d'hectares, soit le septième des terres arables.Il voulait aussi faire de cette inauguration le symbole de la coopération franco-marocaine.

C'est dans un cirque grandiose de montagnes, dominé par les *massifs* neigeux du Haut-Atlas, que le président et le monarque ont actionné la *commande qui a fait* exploser les premières mines. Au moment même, des montagnes avoisinantes, transformées en une sorte de gigantesque bouquet de fleurs par *une foule innombrable, se sont* élevés d'interminables vivats répercutés par l'écho. Puis, la masse des montagnards a dévalé la pente avec agilité pour former une haie au cortège *officiel*.

Répondant à une brève allocution du roi, M. Mitterrand, visiblement impressionné par la majesté du spectacle, a remercié Hassan II *« de son geste délicat et fort »* dans lequel, a-t-il dit, *« je reconnais votre marque »*, avant de souligner qu'il *« emporterait ces images chargées d'espérance »*. Il a également rendu hommage au rôle joué par les entreprises françaises, *« dont la technicité est capable de changer le sort des hommes à partir de ce bassin de Méditerranée, qui donnerait ainsi l'exemple de ce qui peut être accompli »*.

Ce thème de la Méditerranée, le chef de l'Etat l'avait longuement traité au cours de la conférence de presse qu'il avait tenue le matin à l'hôtel de ville de Marrakech, après avoir rencontré les dirigeants des cinq principaux partis politiques marocains (1), M. Boucetta pour l'Istiqlal, M. Osman pour le Rassemblement national des indépendants, M. El Jahidi pour le Parti national-démocrate, M. Aherdane pour le Mouvement populaire et M. Bouabid pour l'Union socialiste des forces populaires.

En réponse à une question sur les soucis du Maroc devant l'élargissement prévu de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal, M. Mitterrand a précisé l'idée qu'il avait déjà formulée devant le Parlement marocain d'une *« conférence de la Méditerranée occidentale »* qui se tiendrait à Paris. *« J'ai l'intention*, a-t-il dit, *d'inviter les puissances européennes et les pays méditerranéens occidentaux d'Afrique intéressés par ces relations avec la Communauté... s'ils veulent bien. Cette réunion permettrait de régler une série de problèmes aujourd'hui en jachère et ferait sans aucun doute avancer le débat proprement européen. »*

« Nous n'entendons pas, a-t-il ajouté, *sortir de notre rôle, nous entendons simplement faciliter les échanges pour que la Communauté ait pleinement conscience des problèmes qui se posent, non seulement à l'intérieur d'elle même à cause de l'élargissement, mais aussi par rapport aux pays qui ont des contrats particuliers avec elle. »* Dans l'esprit du président, il s'agit de réunir dans une première phase la France, l'Italie, l'Espagne et sans doute le Portugal d'une part, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie d'autre part. Mais *il serait envisagé aussi d'inviter* la Grèce, bien qu'elle relève de la Méditerranée orientale parce que, tout en étant membre de la Communauté, elle a des problèmes semblables à ceux du Maghreb. M. Cheysson, ministre des relations extérieures doit, *les jours prochains* prendre contact avec les pays intéressés.

La « préoccupation » des droits de l'homme

Interrogé sur les relations franco-marocaines et les *« turbulences »* de l'année 1981, M. Mitterrand a répondu : *« La coopération n'a jamais cessé. Les relations ont toujours été très actives... Il est tout à fait exact que sur différents événements, notre appréciation ait été différente. Mais les relations de la France et du Maroc ne sont pas à la merci d'événements »*. Il a conclu : *« Nous sommes restés, je crois, sur ce chemin de crête. »* A deux autres reprises toutefois, le chef de l'Etat a rappelé sa position en faveur des droits de l'homme. *« Chaque fois que je voyage dans un pays, et sans jamais me poser en donneur de leçons, je n'oublie jamais cette préoccupation. »*

En ce qui concerne la coopération bilatérale, la visite a surtout permis de préparer la voie à une collaboration qui se voudrait encore plus diversifiée et originale, notamment dans les domaines de l'agriculture et de la pêche. De même a été envisagée la possibilité d'une coopération voire d'un jumelage, entre des régions comme, par exemple, celles de Rhônes-Alpes et du Haut-Atlas.

A la question de savoir si l'aide militaire française au Maroc n'est pas en contradiction avec la neutralité proclamée de la France dans le conflit saharien, M. Mitterrand a répondu : *« Nous avons des obligations à l'égard du Maroc. La France y a souscrit. Je n'ai pas l'intention de les changer... Nous avons aussi une vue politique tendant au rétablissement de la paix dans cette partie du Maghreb. Je souhaite qu'il n'y ait pas d'antinomie grave trop longtemps entre ces deux points de vue. »* Au sujet du Sahara, le chef de l'Etat a réaffirmé la position de la France en faveur de l'autodétermination, mais a apporté une précision nouvelle : *« Il faut*, a-t-il dit, *un recensement honnête sous le contrôle des organisations qualifiées »* pour déterminer qui est Sahraoui et il a cité à ce propos l'O.U.A et l'O.N.U.

Enfin, au sujet du dialogue Sud-Sud, M. Mitterrand a déclaré : *« Je crois que l'on doit aller hardiment vers des accords régionaux, de plus en plus... Beaucoup d'actions de développement pourraient être menées par la négociation entre pays du Sud qui disposent de richesses et de ressources complémentaires. »*

La visite s'est terminée par une fantasia aussi somptueuse que celle offerte par le roi à l'occasion du sommet arabe de Fès, en septembre. Pendant le déjeuner, pris dans une sorte d'immense camp du Drap d'or, dressé pour la circonstance près du village de Tanant, cavaliers, danseurs et chanteurs se sont succédés. Avant de prendre officiellement congé de M. Mitterrand, qu'il devait cependant revoir peu après à un dîner privé, le roi a offert à son hôte deux pur-sang, l'un blanc et l'autre bai.

PAUL BALTA et ROLAND DELCOUR.

(1) N.D.L.R. — Contrairement à ce que nous avions annoncé dans nos éditions datées 30-31 janvier, sur la foi de dépêches d'agence, M. Mitterrand n'a pas reçu le dirigeant *communiste* Ali Yata.

EUROPE

R.F.A.

Le cinquantenaire de l'arrivée au pouvoir de Hitler a donné lieu à de nombreuses cérémonies du souvenir et manifestations antinazies

De notre correspondant

Bonn. — Tout anniversaire n'est pas une fête. C'est la tête basse que la République fédérale a marqué le cinquantenaire de l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler. A Berlin-Ouest, *dans l'enceinte du Reichstag* reconstruit, une cérémonie particulière, retransmise en direct par la deuxième chaîne de télévision, a conduit successivement à la tribune MM. Richard von Weizäcker, maire de la ville, et Willy Brandt, président du S.P.D., ainsi que le chancelier Helmut Kohl et l'historien Karl Dietrich Bracher, spécialiste du IIIe Reich. Tous quatre ont su trouver les mots qu'il fallait pour traduire le sentiment qui étreint le monde contemporain à la pensée des malheurs que le régime nazi a infligés à l'Europe, et la hente qui en a résulté pour le peuple allemand.

Dans de nombreuses villes de la République fédérale, des commémorations analogues ont eu lieu. Samedi, à Francfort, à Hambourg, dans la Ruhr, des manifestations du *souvenir*, sous forme de défilés avec banderoles et pancartes portant des slogans antinazis, se sont *déroulées* avec, souvent, la participation des autorités. Rien que dans la capitale fédérale, trois expositions différentes sont consacrées à ce trouble passé. Une, à la mairie, est consacrée à la ville de Bonn durant les premiers mois du *nazisme*. Une autre, à la « Maison protestante », traite du thème délicat de « L'Eglise entre la croix et la croix gammée ». Une troisième, qui prend place au Centre scientifique, a pour sujet « Le PEN-Club en exil » et l'échec des écrivains nazis à faire reconnaître leur prétention à former leur propre section.

Tous les journaux ont publié des articles substantiels sur le 30 janvier 1933 et ses conséquences. Le *General Anzeiger*, de Bonn, a fait parler quelques témoins locaux de ce jour fatidique, mais note que *« certains de ceux que nous avons interrogés n'ont pas voulu se confier »*. Un étudiant catholique de l'époque se rappelle que *« beaucoup des nôtres rejoignirent les Jeunesses hitlériennes, sous l'influence de la famille ou de l'école »*. Une juive de quatre-vingt-sept ans se souvient du boycottage de son atelier de photo, et de l'arrestation de son mari, pourtant « aryen ». Un vieux social-démocrate bat sa coulpe : *« C'est terrible de penser combien nous avons été lâches à ce moment-là. »* Le professeur Lützeler raconte que 24 % « seulement » du corps professoral de l'université de Bonn étaient inscrits au parti nazi contre 69 % des assistants, *« économiquement sans défense »*.

Déjà de l'histoire ?

La ville de Hambourg a publié, à l'occasion de l'anniversaire, une brochure récapitulant ce qui s'est passé sur place et sur la scène internationale pendant toute l'année 1933. Au plébiscite du 13 novembre sur la politique étrangère, et, notamment, sur le retrait de la Société des nations, la population de cette ville vota à 74 % en faveur du gouvernement. Et à 83,9 % pour la liste unique du parti nazi au Reichstag. Le bourgmestre Krogman ne s'en crut pas moins obligé de *« s'excuser »* auprès du Führer du *« mauvais résultat »* des élections (le parti nazi avait recueilli 92 % des suffrages — comme parti unique — sur le plan national). La *récapitulation* s'arrête au 1er décembre sur cette constatation laconique : *« L'Allemagne compte encore quatre millions soixante mille chômeurs. »*

Suit le catalogue des manifestations prévues dans le sillage du 30 janvier : *expositions, projections*, conférences, séminaires. Pas moins d'une trentaine pour le seul mois de janvier ; vingt-quatre pour février. On ne peut douter que ce soient autant d'occasions de faire toute la lumière sur le régime nazi et ses crimes. On n'a d'ailleurs pas attendu dimanche pour la faire. Les vitrines des libraires *de Bonn* et de Bad-Godesberg sont pleines d'ouvrages consacrés à Hitler et à ses hommes. La littérature existant sur le IIIe Reich suffirait à remplir une bibliothèque. A-t-elle trouvé les lecteurs qu'elle méritait ? Comment l'Allemand *adulte* réagit-il à ce déballage pédagogique ?

Il n'y a plus guère que des vieillards pour avoir des souvenirs précis de la République de Weimar et du début du nazisme. Est-ce déjà de l'histoire pour la jeunesse ? Le nazisme s'est jugé lui-même. Sa faillite, qui a, parmi d'autres conséquences, fait éclater l'Allemagne en deux, rend quasiment dérisoire toute tentative d'explication. Il fallait pourtant déblayer les décombres. Cela a été fait. On ne peut plus rien *ignorer* en Allemagne de l'hitlérisme et de ses forfaits. Mais est-ce que cela intéresse les *nouvelles* générations, grandies à l'ombre du miracle et sous la férule d'Adenauer ?

Il y a ceux qui ont tiré une leçon abrupte, radicale, du passé. Parmi eux, on s'en doute, beaucoup des cent mille candidats à l'objection de conscience, dont le dossier est toujours en instance. Et ceux qui ne veulent pas qu'on les dérange avec ces *histoires* de Gestapo et de camps de concentration. Entre les deux se situe la bonne moyenne, les nouveaux démocrates pour qui la République de Bonn a déjà une tradition qui se suffit à *elle-même*. Car, vues d'aujourd'hui, les atrocités d'hier, si « modernes » qu'aient été les méthodes employées pour les perpétrer, ont quelque chose d'irrémédiablement *archaïque* pour l'Allemagne.

ALAIN CLÉMENT.

Avant la visite de M. Genscher

LA PRESSE TCHÉCOSLOVAQUE SE DÉCHAINE CONTRE LA R.F.A.

Prague (*A.F.P.*). — *La visite officielle que M. Hans Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, doit effectuer mardi 1er février à Prague est attendue dans une atmosphère peu engageante. Trois jours avant sa venue, la presse tchécoslovaque s'est en effet déchaînée, de façon peu protocolaire, contre la situation en R.F.A., en prenant prétexte du cinquantième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de Hitler.*

Jugeant suspect le choix du 6 mars comme date des prochaines élections, alors que celles qui avaient confirmé la prise du pouvoir par Hitler avaient eu lieu le 5 mars 1933, certains organes tchécoslovaques n'ont pas hésité devant les parallèles les plus audacieux entre la situation actuelle et celle d'alors en Allemagne.

En fait, plus que « l'accroissement des tendances néo-fascistes » *en R.F.A., c'est le déploiement éventuel de fusées de l'OTAN à la fin de l'année qui est visé par la presse, sous l'étiquette du* « renouveau du militarisme allemand ». *Dans l'optique pré-électorale, ces interventions « musclées » équivalent à une prise de position contre la coalition au pouvoir, dont M. Genscher sera donc considéré comme le porte-parole à Prague.*

A LA TÉLÉVISION OUEST-ALLEMANDE

Le déferlement des chemises brunes et des torches allumées

De notre envoyée spéciale

Hambourg. — *On ne peut pas imaginer ce qui déferle ici sur les écrans. C'est un défilé constant de chemises brunes, de croix gammées, de drapeaux claquant au vent, de torches, de bottes martelant les pavés mouillés de Berlin en janvier 1933. Et pendant qu'on y est, de Paris, de Dantzig, de Vienne, de Munich, de Prague, de Stalingrad et de Nuremberg, pendant les années qui ont suivi.*

Avec leur manie des anniversaires — ils adorent ça, — les Allemands étaient coincés. Que faire pour celui de l'arrivée de Hitler au pouvoir ? Mettre la sourdine ou mettre le paquet ? La sourdine, difficile : on les aurait accusés de vouloir écraser, étouffer, l'événement le plus tragique de l'histoire de tous les temps. Ils ont choisi de jouer le jeu. A fond. A la fois étonnés et vexés par le formidable impact d' « Holocauste » sur un public beaucoup plus oublieux ou ignorant qu'on voulait bien le penser, les responsables des programmes ont relevé le défi.

Depuis quelques semaines déjà, on assiste à une avalanche d'émissions en tout genre — j'en ai compté une bonne quarantaine — destinées à rappeler, à expliquer, à dénoncer les horreurs du nazisme. Sa montée, ses conséquences et ses retombées. Tout va y passer : les camps de concentration, les bombardements, les criminels de guerre, l'Europe sous la svastika, la littérature au temps de Hitler, et la musique, et le cinéma... Goebbels et la propagande, Speer et l'architecture...

Ce petit gangster hystérique

Et pour commencer, dimanche 30 janvier, grande soirée commémorative à la télé. Face à Méphisto, *l'excellent film de Szabo — on l'a vu en France, — l'énorme dramatique en deux parties tirée d'un bouquin de Feuchtwanger, l'auteur du* Juif Süss, *qui se situe précisément à Berlin fin 32-début 33. Elle a été diffusée simultanément en Grande-Bretagne, en Suisse, en Autriche, en Suède. Elle le sera plus tard aux Etats-Unis et en Israël. Contraste à mes yeux assez pénible entre les titres des journaux de l'époque, les images de misère en noir et blanc, les millions de chômeurs, les sans-abri, les vieillards et les enfants déguenillés grelottant dans le froid, faisant la queue à la soupe populaire, et les somptueuses résidences, les limousines, les chauffeurs en livrée, l'immense domesticité des héros de cette histoire, les frères Oppermann, des juifs millionnaires. Ils représentent aux yeux du réalisateur — aujourd'hui installé à Hambourg, il a travaillé autrefois avec* Brecht *en Allemagne de l'Est — la grande bourgeoisie d'affaires, complice, c'est l'interprétation marxiste de l'irrésistible ascension de ce petit gangster hystérique que von Papen, chef de file de la droite, croyait pouvoir tenir en lisière une fois qu'il serait chancelier. Complice et, en l'occurrence, victime de la formidable vague d'antisémitisme qui va déferler sur le pays et dévaster, grandeur et misère, cette famille jadis prospère, réduite en quatre heures d'émission au suicide, à la faillite, au chômage et à la fuite.*

Ça ne fait pas mal, notez. On ne sent rien. Pas trace ni d'émotion ni d'indignation. Un constat établi par des personnages en forme de porte-voix appelés à minimiser dans les dîners en ville les résultats des élections successives qui ont porté le Führer, le plus légalement du monde, à la tête du gouvernement. Personne, alors, ne pouvait croire à ce qui allait arriver. Personne encore n'a pu comprendre comment c'était arrivé. On n'a pas fini de s'interroger.

CLAUDE SARRAUTE.

LE JOURNAL DE GUDRUN HIMMLER

Une fille à papa

De notre correspondant

Bonn. — *« Il se passe beaucoup de choses de par le monde et en particulier chez nous. »* Ces lignes, datées du 29 avril 1945, sont les dernières du journal écrit par la fille de Heinrich Himmler, chef des S.S. et de la Gestapo. Ce journal, dont le magazine *Stern* publie des extraits, serait revenu récemment à la surface, et son auteur, mariée et mère de trois enfants, *vivrait maintenant à Munich*. La jeune Gudrun Himmler vouait un culte à son père, qu'elle ne voyait que rarement, la famille résidant près de Munich, tandis que le paladin du IIIe Reich était retenu par ses sinistres fonctions à Berlin. En outre, le ménage *marchait mal. Himmler avait* une liaison avec sa secrétaire, et ne se montrait guère en public avec son épouse.

Qu'est-ce que cela peut nous faire aujourd'hui ? Rien, *parce que les notations* de Gudrun Himmler, d'après ce que publie le *Stern*, qui ne cite pas ses sources, sont dépourvues de tout intérêt bien que le magazine tente, pour leur donner du relief, de les mettre en parallèle avec le *Journal* d'Anne Frank.

A quelques semaines près, la petite martyre juive était la contemporaine de *Gudrun Himmler*, mais là s'arrête la ressemblance. Non seulement parce qu'Anne Frank était dans le camp des victimes du régime, tandis que Gudrun vivait sous la *« cloche à fromage »* de l'enfance des privilégiés de ce même régime. Anne avait quelque chose à dire et le don de l'exprimer, tandis que, avec la meilleure volonté, il n'y a rien, absolument rien, à *chercher* sous la *plume* de Gudrun, qui, d'ailleurs, *« n'éprouvait pas le besoin d'écrire »*, comme le relève Ingrid Kolb, qui présente ce douteux collage dans le dernier numéro du *Stern*.

Quoi d'étonnant, par exemple, à ce que le débarquement allié en Normandie sème la joie dans le refuge d'Anne Frank, alors que les reculs de *la Wehrmacht assombrissent* l'idylle bavaroise de Gudrun ? Que l'une et l'autre réagissent de manière diamétralement opposée à la nouvelle de l'attentat manqué contre Hitler du 20 juillet 1944 ? *Ce n'est pas* le même monde et ce n'est surtout pas le même style.

Alors à quoi bon mettre face à face le *Journal* d'Anne Frank et les *pénibles élaborations de la fille* de Himmler. Sans doute parce qu'il y avait là de quoi *« fasciner »* les deux millions de lecteurs du *Stern*, y compris ceux qui ne savent pas qui était Himmler et ceux qui ont eu le temps d'oublier qui fut Anne Frank.

A. C.

Mme Simone Veil : le discours de M. Mitterrand devant le Bundestag a constitué « un signal d'alarme nécessaire »

Au cours du « Grand Jury R.T.L.-*Le Monde* », Mme Simone Veil a notamment déclaré, dimanche 30 janvier, à propos du discours prononcé devant le Bundestag par M. Mitterrand à l'occasion du vingtième anniversaire du traité franco-allemand :

« C'est un discours important — pour la France, mais encore davantage pour la République fédérale d'Allemagne. C'était d'ailleurs un discours qui s'adressait aux Allemands et qui est venu donner un certain coup d'arrêt, en tout cas provisoire, à certaines tendances. Même s'il n'a pas fait plaisir à tout le monde, il a marqué l'opinion. C'est une sorte de signal d'alarme à l'encontre du pacifisme et du neutralisme.

» Je crois que ce signal d'alarme était tout à fait nécessaire et que, vis-à-vis des Français aussi, il était bon de montrer l'importance de ce mouvement en Allemagne et les risques que nous encourons de ce fait. En outre, je pense que ce discours marque une solidarité vis-à-vis de la situation de la République fédérale d'Allemagne. Cela aussi est important, parce que quand nous disons aux Allemands qu'il faut qu'ils acceptent les Pershing, nous ne sommes crédibles que s'ils savent qu'en même temps, diplomatiquement et éventuellement militairement, nous nous engageons auprès d'eux.

» Malheureusement, quelque chose ne me satisfait pas complètement : cette politique, pour être crédible jusqu'au bout, doit s'appuyer sur des possibilités stratégiques et militaires réelles. Or, il semble bien que le désengagement budgétaire français dans le domaine de la défense — ni l'Allemagne, ni l'Union soviétique ne l'ignorent — fasse que cet appui que je trouve tout à fait essentiel n'a peut-être pas autant de poids qu'on pourrait le souhaiter. »

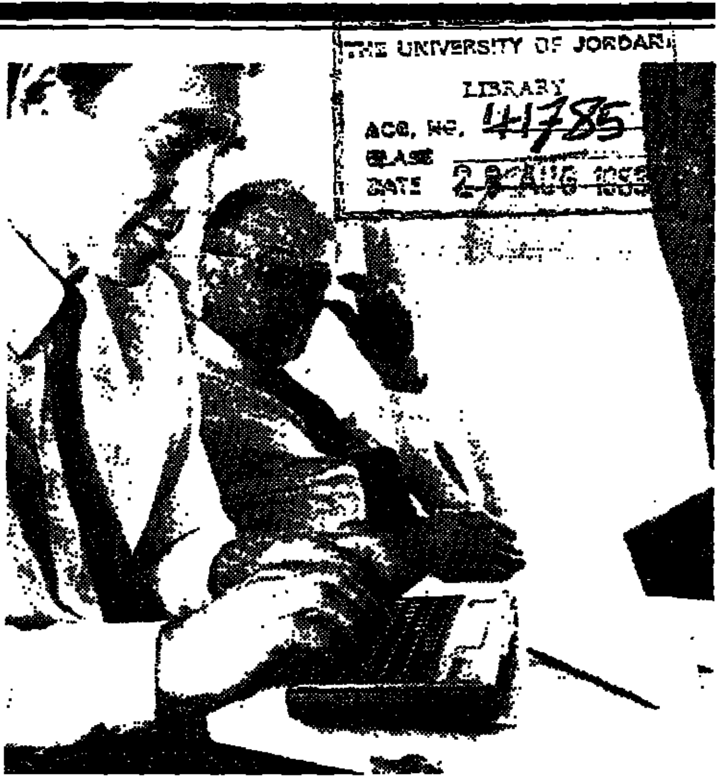
Ordinateurs personnels : choisir le bon outil.



Calculateur professionnel série 10. Existe en version "gestion" et en version "calculs mathématiques et techniques".



Systèmes de calcul personnel de la série 40. Les astronautes de la navette spatiale Columbia en ont utilisé un pour leur navigation. Il existe 5.999 autres programmes.



Ordinateurs portatifs de la série 70. Fonctionnant sur batterie avec une mémoire extensible, ils peuvent faire, partout, tout ce que fait un ordinateur de table.



Ordinateurs de la série 80. Offrent un très grand nombre de possibilités : graphiques, tableaux grand format, gestion de fichiers et communication n'en sont que quelques aspects.



Ordinateurs de bureau de la série 100. Associent la puissance de traitement de mots, nombres ou graphiques, la capacité d'accès aux fichiers d'un ordinateur central, à la simplicité d'un ordinateur personnel.



Ordinateurs techniques personnels de la série 200. Leur architecture 16 bits offre aux ingénieurs et aux techniciens la puissance dont ils ont besoin, plus toutes les possibilités de dessin, calcul et de tests, dans un volume très réduit.

Si tout le monde faisait le même métier, tout le monde pourrait utiliser le même ordinateur personnel. Cependant, chacun souhaite un ordinateur adapté à ses besoins.

C'est pourquoi, nous avons élaboré la plus large gamme d'ordinateurs personnels – du calculateur de poche à l'ordinateur de table super-puissant – pour donner à chacun la possibilité de choisir l'outil qui lui convient.

Nous y ajoutons nos 15 ans d'expérience en informatique, un réseau de 21 bureaux commerciaux en France et un réseau de distributeurs. Parce qu'une partie de notre métier consiste à faciliter le vôtre.

Pour en savoir plus ou pour recevoir notre nouvelle brochure "Choisir le bon outil", envoyez votre carte de visite à Hewlett Packard Service Documentation, 91947 Les Ulis Cedex, ou téléphonez-nous (6) 907.78.25.

Les moyens de l'ambition.



AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le Congrès veut freiner l'accroissement des crédits militaires

De notre correspondant

Washington. — Les années se suivent et ne se ressemblent pas. En janvier 1981, M. Ronald Reagan avait quasiment imposé au Congrès son projet budgétaire : c'était à prendre ou à laisser. Douze mois plus tard, les propositions présidentielles se sont heurtées, au contraire, à une levée de boucliers, et il fallut les modifier. Moins de passion cette fois, dans un sens ou dans l'autre : le budget 1984 — présenté lundi 31 janvier et applicable à partir du 1er octobre prochain — est jugé *« réaliste »* par de nombreux élus. *« Ce n'est pas l'année du tout ou rien,* a commenté M. James Jones, président (démocrate) de la commission budgétaire de la Chambre des représentants. *C'est l'année du donnant-donnant. »* Autrement dit, on va pouvoir négocier avec la Maison Blanche.

La négociation portera sur quatre points :

1) *Les crédit militaires.* — Ils sont jugés excessifs par la plupart des élus, démocrates ou républicains, compte tenu du déficit ;

2) *La réduction des dépenses civiles.* — Nul n'en conteste la nécessité, mais les avis divergent beaucoup quant aux coupes à réaliser ;

3) *Les allégements fiscaux.* — L'opposition ne veut pas que les contribuables les plus fortunés bénéficient de la baisse de 10 % prévue pour le 1er juillet prochain ;

4) *Les créations d'emplois.* — Alors que M. Reagan ne prévoit rien dans ce domaine, les démocrates, appuyés par certains républicains, réclament 5 à 7 milliards de dollars pour lutter contre le chômage.

La défense nationale risque fort d'occuper la plus grande partie du débat budgétaire, qui va durer plusieurs mois. Est-il raisonnable d'accroître de 9 % (en termes réels) les crédits du Pentagone quand le déficit prévu est si important (189 millions de dollars) ? N'est-ce pas affaiblir l'Amérique sous prétexte de la renforcer ?

M. Reagan répond que 29 % seulement des dépenses fédérales sont assignées au Pentagone. Rien de commun avec les proportions atteintes pendant la guerre du Vietnam... La défense a été trop négligée ces dernières années, affirme-t-il, alors que les Soviétiques s'armaient à outrance.

Le Pentagone s'étonne, pour sa part, qu'on veuille grignoter son budget. N'a-t-il pas déjà fait un sacrifice considérable en réduisant ses prétentions de 8 milliards de dollars pour 1984 ? Ce chiffre n'impressionne guère le Congrès. Même les dirigeants républicains réclament le double. M. Reagan risque fort de devoir lâcher une vingtaine de milliards.

ROBERT SOLÉ.

Canada

Démission spectaculaire de M. Clark chef du parti conservateur

De notre correspondant

Montréal. — M. Joseph Clark, le chef du parti conservateur, a annoncé, samedi 29 janvier, qu'il démissionnait de son poste faute d'un appui suffisant de la part de ses troupes. Il a indiqué qu'il quitterait également sa fonction de chef de l'opposition à la Chambre des communes — il conserve cependant son siège de député, — et surtout qu'il serait candidat pour se succéder à lui-même lorsque le parti conservateur convoquera un congrès pour élire un nouveau chef. A la demande des autres dirigeants conservateurs, M. Clark a déclaré peu après que sa démission ne prendrait effet que lorsqu'un chef intérimaire aura été désigné. Il dirigeait le parti conservateur depuis 1976.

Celui qui, à quarante ans, fut le plus jeune premier ministre de l'histoire du Canada — et l'un des plus éphémères, puisqu'il exerça le pouvoir pendant neuf mois à peine, de mai 1979 à février 1980 — a créé un grand émoi dans les milieux politiques en annonçant sa démission après avoir obtenu l'appui de 67 % des deux mille quatre cents délégués conservateurs réunis en congrès à Winnipeg (Manitoba). La popularité de M. Clark s'était effritée au sein de son parti depuis qu'il n'avait pas réussi à gagner les élections de février 1980 qui ont ramené au pouvoir les libéraux de M. Pierre-Elliott Trudeau. M. Clark comptait refaire son image auprès de son parti en adoptant une attitude agressive à la Chambre des communes contre le projet constitutionnel de M. Trudeau et contre sa politique économique qualifiée de *« désastreuse »*.

M. Clark réussit indéniablement à marquer des points au cours de débats houleux à la Chambre des communes, mais il n'a pas réussi à s'imposer auprès de son parti. Pour une raison historique d'abord : les conservateurs ont toujours été impitoyables à l'égard des perdants.

La deuxième raison de l'échec de M. Clark est idéologique. M. Clark est plus proche de l'aile modérée du parti conservateur que des néo-conservateurs, qui vont chercher leur inspiration chez Mme Thatcher et M. Reagan. Or, ces derniers ont considérablement renforcé leur position au cours des dernières années. Ils veulent réduire le rôle de l'Etat, rendre au secteur privé les sociétés nationales, réduire les impôts, interdire l'avortement, rétablir la peine de mort, arrêter la conversion au système métrique, et ils ne veulent surtout pas entendre parler du Québec et du bilinguisme.

Face à cette offensive, M. Clark avait besoin de 70 % à 75 % des suffrages exprimés à Winnipeg pour mettre un terme à une rébellion qui s'exprimait de plus en plus ouvertement. Quarante-deux conservateurs sur les cent deux élus à la Chambre des communes avaient même signé une lettre exigeant sa démission. *« J'ai demandé un mandat sans équivoque pour mener le parti à la victoire,* a déclaré M. Clark. *J'ai reçu l'appui d'une majorité substantielle, mais ce n'est pas suffisant pour me permettre d'imposer la discipline nécessaire afin de refaire l'unité du parti. »*

A l'exception de M. Clark lui-même, dont on imagine difficilement qu'il puisse être réélu, personne n'est encore officiellement candidat à la succession. Mais plusieurs noms reviennent avec insistance. En particulier ceux d'un homme d'affaires parfaitement bilingue, M. Brian Mulroney, de deux premiers ministres provinciaux, MM. Lougheed (Alberta) et William Davis (Ontario) et de l'ancien ministre des finances de M. Clark, M. John Crosbie, tous unilingues. Aucun de ces candidats potentiels ne semble en mesure de sauver un parti qui, selon l'expression d'une journaliste québécoise, vient de *« se faire hara-kiri sur la place publique avec beaucoup de mauvais goût »*.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Pérou

Huit journalistes péruviens assassinés dans le département d'Ayacucho

Huit journalistes péruviens qui enquêtaient sur les activités du Sentier lumineux, le mouvement insurrectionnel armé d'inspiration maoïste, ont été assassinés, le mercredi 26 janvier, dans un village situé à 80 kilomètres au nord d'Ayacucho. La nouvelle a été confirmée dimanche 30 janvier, à Lima, par M. Belaunde Terry, chef de l'Etat, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire. Il a précisé que des paysans du village de Huaychao, prenant les journalistes pour des guérilleros, étaient responsables de ce meurtre collectif qui a soulevé une énorme émotion au Pérou. Les premières informations faisaient état de neuf journalistes assassinés. La neuvième victime serait en fait un guide qui accompagnait les reporters.

Leur groupe, composé de six envoyés spéciaux de quotidiens de Lima et de deux collaborateurs de journaux d'Ayacucho, était parti mercredi en taxi en direction d'Huaychao, dont les habitants avaient repoussé au début de la semaine une incursion de guérilleros du Sentier lumineux, faisant sept morts dans les rangs des assaillants, selon la version officielle. Le taxi les avait déposés à Yanaorco, dernier village accessible par la route. Puis ils étaient partis à pied par des pistes de montagne.

Les cadavres ont été retrouvés, méconnaissables, dans des fosse près de Huaychao. Certains étaient criblés de balles. Ce qui donne du crédit à une autre version selon laquelle les journalistes seraient tombés dans une embuscade tendue par des groupes armés. Selon un journaliste interrogé par la télévision et qui cite des déclarations de paysans du village d'Uchurracay, les « sinchis », ces forces spéciales anti-guérilla crées en 1964 par M. Belaunde Terry, auraient laissé entendre aux villageois que, s'ils voyaient des hommes sans uniforme arriver près de leur bourgade, il s'agirait vraisemblablement de guérilleros. Le journal *El Observador* de Lima, dont un reporter figure parmi les victimes, n'exclut pas l'hypothèse d'une attaque policière. Un correspondant de ce même journal affirme avoir reçu des menaces de mort s'il poursuivait son enquête sur cette affaire, qui met brusquement le problème de la lutte contre le Sentier lumineux au premier plan des préoccupations des Péruviens.

Une centaine de personnalités, des parlementaires et des représentants de la presse de Lima, se sont rendues dimanche à Ayacucho pour enquêter sur ce qu'elles ont qualifié de *« plus grand meurtre collectif de journalistes dans le monde »*.

Mexique

Cinq personnes ont été tuées dans des camps de réfugiés guatémaltèques par des civils armés

De notre correspondant

M. Poul Hartling, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, est arrivé dimanche 30 janvier à Mexico, pour une visite officielle, au cours de laquelle il doit s'entretenir du problème des réfugiés guatémaltèques et salvadoriens avec le président Miguel de la Madrid. On estime que quarante mille Guatémaltèques sont réfugiés au Mexique et les incidents provoqués par l'armée guatémaltèque à la frontière sont de plus en plus fréquents.

Mexico. — Le gouvernement mexicain a confirmé le samedi 29 janvier qu'une centaine de Guatémaltèques en civil mais commandés par deux officiers en uniforme ont, par deux fois, les 25 et 26 janvier, attaqué des camps de réfugiés en territoire mexicain. A Santiago, le 25, ils ont tué deux personnes. Le lendemain, ils ont assassiné trois personnes à La Hamaca, un peu plus au sud. Les deux campements comptent environ six cents réfugiés chacun et sont situés à moins de 1 kilomètre de la frontière, facilement identifiable.

Ces incidents ne sont pas les premiers. En septembre 1982, un réfugié guatémaltèque et un paysan mexicain, qui avait voulu lui porter secours, avaient été enlevés au Mexique puis assassinés au Guatemala. En novembre, quatre autres réfugiés ont été enlevés. Les tirs d'armes automatiques le long de la frontière et le survol du territoire mexicain par des avions ou des hélicoptères guatémaltèques sont presque quotidiens.

L'affaire est cette fois beaucoup plus grave. Selon les témoignages, c'est le même groupe d'hommes armés qui est intervenu dans les deux camps. Les agresseurs appartiendraient à la milice paysanne organisée par l'armée guatémaltèque pour combattre la guérilla. Après leur départ, on a retrouvé sur le terrain de nombreuses douilles de Galil, le fusil israélien dont sont dotées les troupes du général Rios Mont.

Les autorités mexicaines ont réagi plus vivement que d'habitude. Elles avaient jusqu'alors observé la plus grande discrétion face aux violations du territoire pour ne pas tomber dans le piège de la militarisation de la frontière désirée par le régime guatémaltèque. Le ministre de l'intérieur a ordonné une enquête, et l'on parle dans les milieux officiels de *« protéger les réfugiés sans militariser la zone »*. Il s'agirait de déplacer de quelques kilomètres, vers l'intérieur, les camps de réfugiés et d'assurer une présence militaire aux abords des camps. — F.P.

El Salvador

● L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE a voté une réduction des pouvoirs de son président, le major Roberto D'Aubuisson, qui est aussi le dirigeant de l'Alliance républicaine nationaliste (Arena, extrême droite). Jusqu'à présent, seul le président pouvait convoquer une séance de l'Assemblée. A la suite de ce vote, chacun des neuf membres du directoire de l'Assemblée a la possibilité de le faire. — *(A.F.P.)*

ASIE

Afghanistan

EN MISSION AUPRÈS DE POPULATIONS CIVILES

Un médecin français a été arrêté par les forces soviéto-afghanes

La capture d'un médecin français, le docteur Philippe Auroyard, vingt-neuf ans, par les forces soviéto-afghanes, dans la province du Logar, au sud de Kaboul, a été confirmée, lundi 31 janvier, à Peshawar, au Pakistan, par son interprète. Il a précisé que le médecin, membre de l'organisation humanitaire Aide médicale internationale, avait été enlevé, vers le 24 janvier, par un commando héliporté et vraisemblablement tranféré à Kaboul. Un porte-parole de l'Unité islamique des moudjaheddine d'Afghanistan — l'alliance modérée de la résistance — a indiqué que des maquisards avaient été interceptés en même temps que le docteur et auraient été aussitôt abattus.

Radio-Kaboul, captée à Islamabad, avait annoncé, samedi soir, l'arrestation d'un ressortissant français entré en Afghanistan avec *« des éléments contre-révolutionnaires »* appartenant à un parti basé à Peshawar. De son côté, le chargé d'affaires français à Kaboul, M. Roland Varraux, a confirmé cette arrestation mais affirmé qu'il ne possédait pas, dimanche 30 janvier, *« de détails précis »* à ce sujet.

Selon la résistance, citée par l'A.F.P. à Islamabad. Des opérations se déroulent dans le Logar depuis le 16 janvier, où plusieurs convois militaires appuyés par l'aviation pilonnent les positions de la résistance. Selon les témoignages de médecins français qui ont travaillé en Afghanistan, les forces gouvernementales ont souvent cherché par le passé, et notamment dans la province du Panshir, à capturer ou à tuer des membres de missions médicales étrangères, presque essentiellement françaises.

On ignorait encore, lundi matin 31 janvier, le sort du jeune médecin. L'ambassage de France à Kaboul devrait tenter de lui rendre visite. Selon divers observateurs au Pakistan, il n'est pas impossible que les autorités afghanes décident de *« faire l'exemple »*, en le condamnant à une peine d'emprisonnement afin de dissuader ses confrères de poursuivre leurs missions humanitaires. Mais l'attitude soviétique sera observée avec attention, à deux semaines de la visite du ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, à Moscou.

En 1980, un journaliste et un photographe français avaient été arrêtés près de Kandahar, dans le sud-ouest de l'Afghanistan, et avaient été libérés plusieurs, mois après. Un journaliste norvégien a été tué, au cours de l'été 1982, alors qu'il se trouvait avec des maquisards.

Interne en pédiatrie de l'université de Rouen, le docteur Auroyard était arrivé à l'automne en Afghanistan. Il est le premier médecin à être ainsi arrêté. L'Aide médicale internationale est une organisation de médecins et de paramédicaux volontaires, comptant une soixantaine de bénévoles en Afghanistan, au Kurdistan, au Laos et en Colombie. Elle rappelle qu'elle intervient depuis trois ans en Afghanistan *« dans un but strictement humanitaire, à la demande de la population »*, et que cette intervention *« se poursuivra quoi qu'il arrive »* car elle estime que, pour les médecins, cette *« mission humanitaire est de droit »*. Plusieurs autres organisations ont des missions remplissant le même rôle en Afghanistan.

Inde

Le remaniement du gouvernement est d'une ampleur limitée

New-Delhi *(A.F.P.)*. — Le premier ministre a procédé, samedi 29 janvier, au remaniement du gouvernement annoncé (*le Monde* du 29 janvier). Celui-ci est cependant d'une ampleur limitée et affecte principalement des postes techniques. Trois ministres et neuf secrétaires d'Etat ont été nommés dans la nouvelle formation ; un ministre et quatre secrétaires d'Etat ont été écartés. Deux personnalités font leur entrée dans le cabinet. M. Vijaya Bhaskara Reddy, ancien chef du gouvernement de l'Andhra-Pradesh, est nommé ministre sans portefeuille. Député à la Chambre basse, âgé de soixante-trois ans, il est l'une des rares personnalités du Parti du Congrès à avoir survécu à la débâcle électorale du parti, le 5 janvier, dans cet Etat.

M. Vishwanath Pratap Singh, nommé ministre du commerce, est ancien premier ministre de l'Uttar-Pradesh, bastion traditionnel du Congrès dans le nord de l'Inde. Il a été ministre du gouvernement central il y a six ans.

M. Bhuta Singh, qui était, jusqu'à présent, ministre d'État chargé des sports, devient ministre chargé de plusieurs portefeuilles : affaires parlementaires et sports, mais aussi travail et habitat. Il avait dirigé la préparation des neuvièmes Jeux asiatiques, qui se sont tenus à New-Delhi en novembre. Il a animé la récente campagne électorale du Congrès en Andhra-Pradesh. Malgré la défaite essuyée par le parti, il est considéré comme un des hommes nouveaux et dynamiques, dont Mme Gandhi a décidé de s'entourer pour faire face aux échéances électorales à New-Delhi et en Assam, le mois prochain.

Parallèlement à ce remaniement, Mme Gandhi a entrepris une purge du Parti du Congrès, dont elle est la présidente. Quatre des cinq secrétaires nationaux du parti ont été limogés. M. C. M. Stephen, ancien ministre, a été nommé secrétaire général du parti, et M. K. Tripathi co-président. Des élections internes doivent maintenant se dérouler au cours des six prochains mois pour le renouvellement des cadres à tous les échelons.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	324 F	519 F	715 F	910 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	584 F	1 039 F	1 495 F	1 950 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	364 F	608 F	835 F	1 070 F
II. — SUISSE, TUNISIE	436 F	744 F	1 052 F	1 360 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires *(deux semaines ou plus)* ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Dans l'opposition : cinq « primaires » qui en cachent d'autres

L'opposition a privilégié, comme explication de ses échecs du printemps 1981, au point de n'en plus retenir d'autres, ses divisions d'alors. Il n'est donc pas surprenant qu'aujourd'hui elle mette en avant son union.

Les états-majors de l'U.D.F. et du R.P.R. ont défini une stratégie qui répond, selon eux, aux « aspirations profondes » de leur électorat. Les sondages, d'un côté, les cantonales de mars dernier et les scrutins partiels qui ont lieu chaque dimanche, de l'autre, ont conforté leur analyse : l'union est la première condition du succès.

La gauche n'ayant pu s'entendre dans une dizaine de grandes villes, l'opposition a entendu faire mieux. Elle n'organise que cinq primaires : à Lyon, La Ciotat, Metz, Saumur et Dreux. Dans le « pacte de bonne conduite » qu'ils ont signé *(le Monde du 22 janvier)*, le R.P.R. et l'U.D.F. ont défini les règles strictes qui présideront à l'organisation du second tour, dans ces cinq villes : retrait automatique de la liste devancée, élaboration d'une liste commune au vu des résultats du premier tour.

Aucune de ces cinq primaires ne saurait se justifier au nom de la tactique du « ratisser large ». Elles correspondent toutes à des mésententes – pour ne pas dire plus – entre les représentants locaux du R.P.R. et ceux de l'U.D.F. Ainsi il était difficile aux dirigeants nationaux du R.P.R. de conduire à s'effacer deux de ses jeunes députés comme M. Michel Noir à Lyon, qui conteste le maire sortant non inscrit, M. Francisque Collomb, ou M. Jean-Louis Masson à Metz, qui entend en découdre avec le maire sortant C.D.S., M. Jean-Marie Rausch. Ces batailles étaient d'autant plus difficiles à éviter qu'elles ne mettent pas sérieusement en danger l'opposition majoritaire dans ces deux villes. Même situation à Saumur, où la succession de M. Lucien Mehel (U.D.F.) a aiguisé les ambitions qui se sont rassemblées, d'une part, derrière M. Pierre Constantin (U.D.F.), ancien conseiller municipal, conseiller général d'Allonnes, et, de l'autre, derrière M. Jean-Paul Hugot (R.P.R.). Face à la liste d'union P.C.-P.S.-P.S.U., conduite par M. Jacques Percereau, conseiller général, une quatrième liste se présente. Elle est conduite par M. Jean Gouraud (sant étiquette), qu'a rejoint le responsable local du M.R.G., M. Jacques Prion.

A Dreux, dirigée depuis 1977 par Mme Françoise Gaspard (P.S.), le litige est plus idéologique : le Front national de M. Le Pen devait-il ou non figurer sur la liste de l'opposition ? L'U.D.F. et MM. Cauchon père et fils (le premier ancien maire de Dreux et son fils tête de liste aujourd'hui) ont répondu non ; le R.P.R., emmené par M. René-Jean Fontanille, a répondu oui.

Dans les Bouches-du-Rhône, à La Ciotat seulement est prévue une primaire : le R.P.R. et le P.R. y ont investi une ancien directeur des chantiers navals, M. Victor Giraud, alors que les radicaux et le C.D.S. lui ont préféré le premier adjoint au maire sortant communiste, élu comme socialiste en 1977, qui a rejoint le parti radical, M. Jean-Louis Bonnand.

Ces cinq villes exceptées, l'opposition est-elle unie partout ailleurs ? Certainement pas. Les mots d'ordre de Paris et les souhaits de la base ne sont pas toujours déterminants ni suffisants pour empêcher dans tous les cas les divisions. Celles-ci ne sont pas moins vives que dans le cas des primaires officielles... Tant s'en faut ! Elles mettent mal à l'aise les états-majors des partis dépourvus de véritables moyens de pression (les menaces ou les sanctions de suspension ou d'exclusion sont sans effet dissuasif) pour faire respecter une certaine discipline, et dont les « conseils » sont ressentis par les protagonistes comme d'inacceptables ingérences de *« politiciens parisiens »*.

Ces primaires non avouées sont nombreuses. Elles illustrent le fossé qui existe entre la volonté d'union proclamée par les porte-parole nationaux et les rivalités qui restent tenaces sur le terrain. *« Jeter la rancune à la rivière »* : la formule de M. Giscard d'Estaing n'a pas été entendue partout.

A. Ch.

Les vraies et fausses raisons des batailles de Mulhouse

De notre envoyée spéciale

Mulhouse. – Le chapeau de Napoléon, arrivé par la poste sous enveloppe a « sauté » au nez des Mulhousiens en un cube argenté : M. Jean-Marie Bockel (P.S.) et son équipe leur adessaient tous leurs vœux. Le clin d'œil aurait dû faire sourire. Il a plongé M. Bader dans une irritation consternée : *« Vous croyez que c'est sérieux pour un député ! Comptez le nombre d'emplois que vous sauveriez avec l'argent dépensé pour ce gadget ! »*

Au fond, M. Roland Bader (P.R.) conseiller municipal sortant, pas gaulliste pour un sou, giscardien de cœur et anticommuniste dans l'âme, est *« écœuré »* par ce qui se passe dans sa ville. Lui qui a passé son enfance à l'hôtel de ville (son père huissier-chauffeur du maire et sa mère y habitaient), *« abandonne avec tristesse »* le combat. Et quel combat !

Les batailles ont toujours leurs raisons. A Mulhouse, elles relèvent pour une bonne part du *« non rationnel »*. Reproche est fait à M. Joseph Klifa de *« n'être pas un élu »*... et pourtant il est le maire sortant. Explications : M. Emile Muller ayant décidé de se retirer,

M. Klifa a été désigné en janvier 1981 par le conseil municipal, sans que les Mulhousiens aient leur mot à dire. Complément du reproche précédent : M. Klifa ne s'est pas présenté aux législatives de 1981 ni aux cantonales de mars 1982, donc il a peur du suffrage universel !

Oui mais, voilà : M. Klifa entend se consacrer à son seul mandat de maire, et, pour cela, il se bat en première ligne, à la tête d'une liste (1) considérablement renouvelée et, puisqu'elle ne compte que vingt deux sortants sur cinquante-cinq postes à pourvoir. En ne rendant publique sa liste que le 29 janvier, M. Klifa a laissé prendre du champ – dans l'espoir qu'elle s'essouffle – à l'équipe de M. Alphonse Kienzler (2). La bataille des deux « K » (expression que l'un et l'autre honnissent) est lancée, ou plutôt elle est le prolongement d'un désaccord ancien. Tellement ancien que la mémoire collective a du mal à s'y retrouver : on se souvient de la rupture de 1972 entre M. Emile Muller et son adjoint, M. Kienzler, qui met alors sur pied l'association « Mulhouse-demain ». L'affrontement direct se conclut au second tour des municipales de mars 1977 par la réélection de la liste Muller (55,53 % des exprimés contre 44,46 % à la liste Kienzler).

Les armes ne se taisent pas pour autant. M. Muller, qui vient de passer la main à son dauphin désigné, M. Klifa, à la mairie, tente de garder son siège de député aux législatives de 1981. Il retrouve sur sa route M. Kienzler qui, cette fois, prend l'avantage au premier tour. Le second tour profite au candidat socialiste : M. Jean-Marie Bockel, qui disposait au premier tour d'un potentiel de voix de gauche inférieur à 40 %, l'emporte avec 50,39 % des suffrages.

Sans enthousiasme...

Un tel contentieux ne s'oublie pas aisément, surtout quand il profite à ceux qui restent, malgré tout, les adversaires désignés : les *« socialo-communistes »*. Le scénario de juin 1981 va-t-il se répéter ?

« Non », jurent la main sur le cœur, les personnalités concernées. Mais... l'hypothèse d'une fusion des deux listes au second tour est écartée : qui pourrait y croire ? Reste la solution minimale d'un désistement réciproque au profit de la liste la mieux placée : il se fera sans doute officiellement, mais sans enthousiasme, et surtout sans la certitude qu'il sera suivi d'effet.

Comment le serait-il, alors que la rivalité des hommes et des clans transgresse les clivages de partis eux-mêmes divisés ?

L'U.D.F. : nationalement, elle respecte le principe du soutien au maire sortant, en l'occurrence M. Klifa (membre du parti social-démocrate, ex-M.D.S, composante de l'U.D.F., dont il est vice-président départemental). Son comité directeur départemental s'est prononcé pour M. Kienzler. Le choix local a été le même, mais il se complique des différentes positions adoptées par les composantes de l'U.D.F.

Le C.D.S. mulhousien, en tant *que tel*, se retrouve avec M. Kienzler ; mais certains de ses militants lui ont préféré M. Klifa. POsition inverse du P.R., qui a choisi finalement M. Klifa, ce qui oblige ceux qui se présentent avec M. Kienzler à endosser l'étiquette de *« giscardiens »*.

Face à ces confusions, M. Laurent Horter, secrétaire de circonscription du R.P.R., oppose la *« clarté »* des choix faits par son parti : *Nous avons attendu que l'U.D.F. annonce son soutien à M. Kienzler pour nous prononcer en faveur de cette candidature »*. Du coup, le R.P.R. compte douze candidats sur cette liste, mais une pétition circule à Mulhouse pour manifester le désaccord de certains militants gaullistes...

D'un côté comme de l'autre, on sollicite de Paris et de M. Chirac, un geste, un encouragement..., qui a toutes les chances de se faire attendre jusqu'au 7 mars.

Tête de liste de la gauche (3), M. Bockel, qui aura trente-trois ans en juin, ironiserait volontiers sur les désaccords de ses adversaires, d'autant qu'une troisième liste de l'opposition, conduite par un adjoint sortant, M. Dominique Taesch, se *profile* ; mais son souci est de ne pas se trouver marginalisé. Seul socialiste au conseil général du Haut-Rhin, seul parlementaire de gauche du département, il se refuse donc à privilégier tel ou tel de ses adversaires.

Dans ce double combat majorité-opposition, et à l'intérieur de cette dernière, un homme est épargné. Traité avec ménagement par les uns et les autres, M. Antoine Waechter est le chef de file des écologistes. La défense de l'environnement avait rassemblé 13,10 % des électeurs mulhousiens, il y a six ans. Même si cet électorat s'est effrité, il pèsera lourd dans la balance du second tour.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Cette liste est composée de 15 P.S.D., 12 C.D.S., 12 P.R., 5 gaullistes indépendants, 1 radical et 10 socio-professionnels.

(2) Mulhouse-Demain, 12 R.P.R., 12 C.D.S., 7 « giscardiens », 7 socio-professionnels et 5 radicaux.

(3) 32 P.S., 17 personnalités extérieures dont une choisie en commun avec le P.C., 4 P.C., 1 M.R.G. et 1 P.S.U.)

La palme de la désunion aux Alpes-Maritimes

Comment le R.P.R. peut-il faire *entendre raison à M. André Bord*, insatisfait de la composition de la liste menée par le centriste Marcel Rudloff, à Strasbourg ? Comment l'U.D.F. peut-elle empêcher M. Fernand Icard de défier M. Jacques Médecin, député (app. R.P.R.), maire sortant de Nice ? Comment, par exemple, dans cette ville, peut-on envisager un rapprochement, au second tour, entre les deux hommes ?

M. Médecin écarte toute éventualité de fusion de sa liste avec celle de son adversaire, pour n'envisager qu'une alliance avec une troisième liste, dirigée par deux conseillers municipaux sortants, MM. Roubault, (Nice-Ecologie) et Hancy (ex-M.R.G.), élus sur une liste de gauche dans le troisième secteur de la ville et un socialiste dissident, M. Accola.

Dans ce même département des Alpes-Maritimes, on se refuse à parler de primaire... et pourtant ! A Cannes, Mme Anne-Marie Dupuy, conseiller général, ancien directeur du cabinet de Georges Poompidou, a reçu la double investiture du R.P.R. et de l'U.D.F. Elle doit pourtant affronter le maire sortant radical, M. Georges-Charles Ladevèze ; sans oublier l'ancien maire et ancien député divers-gauche, M. Bernard Cornut-Gentille, dont M. Ladevèze était le premier adjoint, ni et M. Georges-Bernard Renouard (P.S.), nouveau directeur du tourisme, qui mène la liste d'union de la gauche.

A *Menton*, le maire sortant, M. Emmanuel Aubert, député R.P.R., retrouvera sur son chemin le sénateur (Union centriste) Francis Palmero, qu'il avait battu en 1977. Si les instances départementales de l'U.D.F. ont accordé leur investiture à M. Aubert, M. Palmero bénéficie quant à lui du soutien des responsables locaux de ce mouvement, y compris de sept élus sortants de la municipalité.

A *Mandelieu*, c'est l'ancien recteur de l'université de Nice, M. Paul Pastour (R.P.R., qui a décidé de se présenter à titre personnel contre Mme Louise Moreau (C.D.S.), maire sortant et candidate unique de l'opposition.

A Grasse, enfin, M. Hervé de Fontmichel, ancien maire (radical) et conseiller général, tentera de reconquérir la mairie qu'il avait perdue de justesse en 1977 au profit d'un communiste, M. Georges Vassalo, à l'occasion d'une triangulaire. Comme lors du précédent scrutin, il devra faire face à une autre liste d'opposition, dirigée par M. Pierre Tomasi (sans étiquette).

Que peut faire d'autre le R.P.R. à Saint-Etienne que d'exclure Mme Martine Victoire et ses amis qui n'acceptent pas l'accord réalisé au profit du sénateur centriste, François Dubanchet, comme il l'a fait à Orange ? Dans cette ville, il a exclu M. Robert Pini, conseiller général élu en mars dernier candidat contre l'ancien maire R.P.R. – battu il y a six ans – et ancien député, M. Jacques Bérard, alors qu'une troisième liste est conduite par M. Alain Chaléac (U.D.F.) et que ces deux derniers ont conclu un accord pour le second tour. En revanche, à Avignon, M. Jean Roure (U.D.F.), soutenu par le P.R., le C.D.S. et les Clubs Perspectives et Réalités, vient de retirer sa liste au profit de celle de M. Jean-Pierre Roux (R.P.R.), ancien député, soutenu par le CNIP et les radicaux ?

Petites villes, grands conflits

Dans les villes de moindre importance, les cas de désunion ne sont pas moins tranchés. Mende (Lozère) voit la compétition se développer, face à la gauche unie derrière M. Raymond Fabre (P.S.), entre un médecin d'une quarantaine d'années, M. Jean-Jacques kDelmas (U.D.F.), conseiller général de Saime-Enimie, suppléant de M. Adrien Durand (P.R.), soutenu par l'U.D.F., et un avocat ayant dépassé les soixante-dix ans, M. Henri Trémolet de Villers (CNIP), ancien député, soutenu par le R.P.R., qui, après avoir gagné un siège aux cantonales de mars dernier, entend bien reconquérir la mairie que lui avait enlevée en 1977 M. Pierre Couderc, ancien député P.R... qui n'a pas encore dit son dernier mot.

Restent les cas où des personnalités locales sont insensibles aux arguments politiques leur vantant les mérites de l'union autour d'un homme désigné et investi : ainsi au Havre (voir ci-contre), à Neuilly-sur-Seine, où Mme d'Harcourt part en franc-tireur contre M. Peretti (R.P.R.), maire sortant ; à Châtellerault, où M. Jean-Pierre Abelin tente de conserver la mairie, qu'ont successivement dirigée son père et sa mère, contre non seulement la gauche, conduite par Mme Cresson, mais aussi la liste de M. Guy Goulier (rad.) et la liste de M. Dominique Jamet, rédacteur en chef éditorialiste du *Quotidien de Paris* ; à Nîmes, où M. Jean Bousquet, dit « M. Cacharel », choisi pour affronter M. Emile Jourdan (P.C.), se voit contesté par une fraction importante du P.R. local dont certains éléments sont tentés de rejoindre la liste de M. Bernard-Simon Dhome, plus connu sous son nom de Torero : Simon Casas ; à Orléans, où le gaulliste, M. Henri Duvillard, inspire la constitution d'une liste contre celle du maire sortant, M. Jacques Douffiagues (P.R.)

Accordant une investiture ici, la refusant là, R.P.R. et U.D.F. sont parfois contraints d'adopter des positions prudentes. C'est le cas à Montluçon, où l'U.D.F. a investi M. Guy Rossi, qu'ont rejoint plusieurs responsables locaux du R.P.R. « mis en congé » de leur parti, qui souhaitait la candidature du général Mayral. Face à la division de la gauche (M. Pierre Goldberg, P.C., maire sortant, et M. Albert Chaubard, P.S., député, présentent chacun leur liste), MM. Rossi et Mayral reconnaissent l'efficacité d'une liste d'union... Sauront-ils faire taire leurs divergences lors des prochaines rencontres prévues ? A Saint-Malo, c'est le cas inverse : le R.P.R. a investi M. Jacques Lempereur contre le maire socialiste sortant, M. Louis Chopier, mais l'ancien maire centriste, M. Marcel Planchet, repart au combat... ce qui plonge le C.D.S. dans une certaine perplexité.

A. Ch.

VAR : empoignades et confusion

De notre correspondant régional.

Toulon. – Dans le Var, les formations de l'opposition se sont efforcées de partir en bon ordre à la bataille des municipales. L'accord auquel elles sont parvenues fin décembre s'est concrétisé par l'adoption d'un sigle commun, Union de l'opposition nationale (UON), et la création d'une Association des élus républicains et démocrates, qui doit *« survivre aux élections de mars »* et *« être particulièrement utile »* pour les futures élections régionales.

Aucune primaire n'est organisée dans les villes de plus de 30 000 habitants, puisque les instances nationales du R.P.R. ont finalement tranché au détriment de leur candidat, M. Alain Cointat, le conflit qui s'éternisait à Hyères.

La situation demeure toutefois confuse dans plusieurs communes importantes.

A Saint-Raphaël, le maire sortant, M. René-Georges Laurin (R.P.R.), bien que désigné comme le candidat unique de l'opposition, est défié par trois autres listes : celles conduites par MM. Bernard Oheix (ex-R.P.R.), Etienne Mattéi, son deuxième adjoint (ex-C.D.S.), et Jean Treve, adjoint (sans étiquette) au maire de Fréjus, M. François Léotard (P.R.).

A Six-Fours (27 000 habitants), le R.P.R. a accordé son investiture au maire sortant, M. Philippe Estève (sans étiquette), également soutenu par le C.D.S., mais l'amiral Flohic sollicite également la caution du parti gaulliste, tandis que l'U.D.F. semble plutôt pencher pour la candidature de M. Mauro, conseiller général (P.R.), conseiller municipal sortant.

L'empoignade est encore plus déconcertante à Sanary. La liste du maire sortant, M. Jean Brunel, a reçu l'investiture officielle du R.P.R., mais plusieurs adjoints sortants ont décidé de constituer une seconde liste conduite par le frère de l'amiral Ortolan et qui bénéficie, elle, de l'investiture de l'U.D.F. Deux autres listes de l'opposition briguent les suffrages des électeurs, dont celle dirigée par un R.P.R. dissident, M. Clément, et qui comprend plusieurs membres du P.R. Cette division n'est pas susceptible, il est vrai, de profiter à la liste de l'union de la gauche, dont le handicap de départ paraît insurmontable.

Saint-Tropez se distingue par la bataille qui opposera le maire sortant, M. Jean Blua (P.R.) à l'un de ses anciens colistiers, M. Jean-Michel Couve (R.P.R.) et à laquelle a décidé de se mêler un ancien journaliste de France-Inter, M. Alain Trampoglieri (sans étiquette, ancien collaborateur de M. Poniatowski).

GUY PORTE.

LE HAVRE : la guerre des deux Antoine

De notre correspondant

Le Havre. – Jusqu'au 12 novembre 1982, il n'était pas impensable que l'opposition R.P.R-U.D.F. regroupée derrière M. Antoine Rufenacht – vice-président du conseil général de la Seine-Maritime et ancien secrétaire d'Etat – puisse s'entendre pour tenter de « déloger » de l'hôtel de ville la gauche (1), en place depuis dix-huit ans et qui se présente unie derrière le maire sortant, M. André Duroméa (P.C.). Mais le 12 novembre, M. Antoine Lagarde, membre du Conseil économique et social, conseiller général de la Seine-Maritime et ancien président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public, annonçait sa candidature au motif qu'*« une liste d'opposition unique menée par M. Rufenacht sera battue par la gauche »*.

Une partie de l'électorat conservateur de centre droit reproche en effet à M. Rufenacht certains choix politiques. Proche de M. Jacques Chirac, puis secrétaire d'Etat de M. Giscard d'Estaing, il avait soutenu au premier tour de l'élection présidentielle la candidature de M. Michel Debré. A cela s'ajoute le fait qu'aux législatives de 1981 il avait perdu son siège de député au profit du candidat du P.S., M. Joseph Menga. Dès lors, le candidat Antoine Rufenacht est apparu à certains, à tort ou à raison, comme un perdant.

Ce sentiment a favorisé la candidature de M. Lagarde, élu avec une confortable avance devant un communiste et un socialiste comme conseiller général en mars dernier, résultat jugé de bon augure par ses partisans, d'autant que c'était sa première candidature à un mandat électif.

« On a étudié pendant deux mois si la nouvelle loi électorale permettait favorablement à deux listes de se présenter au premier tour sans gêner l'opposition. Nous en avons même tiré comme conclusion que notre deuxième liste permettrait à l'opposition d'être plus efficace », déclare M. Lagarde.

Mais le ton monte entre les deux candidats de l'opposition et leurs partisans. *« Ce ne sont pas des primaires qui vont se disputer au Havre »*, insiste M. Rufenacht, qui ajoute : *C'est tout autre chose. Cette candidature est une candidature « sauvage » qui ne peut que nuire à la droite en la divisant. Or l'heure n'est pas aux divisions. A droite comme à gauche, les grands mouvements politiques et populaires sont assoiffés d'unité, et si le « racolage » des voix avait quelque effet, cela se saurait ! »*

PATRICK PESLIER.

(1) Le conseil municipal est composé de 27 P.C., 13 P.S., 2 M.R.G., 1 P.S.U., 1 div. gauche.

METZ : une différence d'appréciation

De notre correspondant

Metz. – MM. Jean-Marie Rausch (C.D.S., soutenu par l'U.D.F.), maire sortant, sénateur de la Moselle, président du conseil régional, et Jean-Louis Masson, député (R.P.R., élu dans une des deux circonscriptions de Metz), se disputent le leadership de l'opposition nationale dans la ville.

Sur la forme, le litige est né d'une différence d'appréciation quant au nombre de sièges à accorder au R.P.R. : M. Masson en exigeait vingt-sept sur cinquante-cinq, plus la place de premier adjoint. M. Rausch n'était pas disposé à prendre plus de quinze membres du R.P.R. sur sa liste, expliquant que les limites de la circonscription du député ne coïncident pas avec celles de la commune de Metz.

En fait, quoi qu'ils s'en défendent, la rivalité de MM. Rausch et Masson est plus personnelle que politique. Jusqu'à présent, la liste du maire sortant comprenait, en effet, des conseillers R.P.R. ayant toujours voté le budget de la ville. Aujourd'hui, le jeune député, fort de plusieurs succès électoraux (il a conquis de haute lutte, en 1978, son siège au palais Bourbon face à Mme Alice Saunier-Seïté, alors ministre des universités, et l'a conservé en juin 1981, résistant de justesse à la poussée socialiste), entend mettre un terme au règne municipal de douze années de M. Rausch. Celui-ci avait réussi à succéder à la mairie, en 1971, à Raymond Mondon (R.I.), décédé, après une élection triangulaire.

La dimension nationale du conflit a également contribué à figer les positions. M. Pons, pour le R.P.R., et M. Léotard, pour l'U.D.F., ont clairement affirmé qu'il n'était pas possible de transiger sur Metz. Dès lors, les tentatives de conciliation menées par l'association Metz-Union, formée d'amis et de collaborateurs du maire sortant, et par le Comité pour l'union de l'opposition à Metz, créé par M. Kiffer (CNIP), ancien député de Metz, défenseur de M. Masson et opposant de toujours du maire, n'avaient pour but que de démontrer aux électeurs la bonne volonté des deux candidats.

De son côté, la gauche est unie sous la bannière de M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants, qui avait été élu dans l'autre circonscription de la ville, en juin 1981.

JEAN-LOUIS THIS.

POLITIQUE

AU CONSEIL NATIONAL DU P.R.

M. François Léotard veut rendre à son parti le goût du succès

Quatre mois après son élection à la tête du P.R., M. François Léotard a présenté devant le conseil national de son parti, réuni samedi 29 janvier à Paris, un premier bilan de son action et tracé les grandes lignes de sa « *stratégie* » pour les élections législatives.

La veille, en organisant pour le lancement de la campagne municipale une grande « fête de la liberté », il s'était efforcé, selon sa propre expression, de « *redonner au P.R. le goût du succès* » et de le présenter, comme un parti « *populaire, ouvert, fraternel* » (*le Monde* daté 30 et 31 janvier).

« *Nous ne voulons pas être une sorte de petite droite haineuse et frileuse. Nous voulons être la majorité de l'alternance libérale qui succédera aux socialistes* », affirme le secrétaire général du P.R. Une telle ambition suppose des moyens. Lors de son élection, M. Léotard en avait défini quelques-uns sous la forme de « *vingt actions pour gagner* ». Depuis, il s'est employé, avec l'équipe qui l'entoure, à mettre en œuvre ce programme.

Avant tout, il a cherché à consolider les structures du parti au niveau national, régional et départemental. Au siège parisien, dont les locaux seront bientôt agrandis, il a renforcé son état-major en engageant de nouveaux permanents, notamment quelques hauts fonctionnaires. A la tête de chaque région, il veut placer un « *cadre de haut niveau* » pour le relayer dans ses tâches de gestion du parti. Il a visité une soixantaine de départements pour mieux connaître les secrétaires fédéraux et leur préciser leur rôle : nommés, révoqués, « *tenus en main* » par le secrétaire général, ils doivent être « *ses hommes* », « *ses représentants personnels* ». M. Léotard n'a pas hésité, quand il l'a estimé nécessaire, à dissoudre certaines fédérations, notamment celles de l'Essonne, du Gers et du Jura.

A ces hommes, il a voulu donner des moyens. A Paris a été mis sur pied un système informatique de gestion de fichiers. Dans les régions, Mme Alice Saunier-Seïté, déléguée nationale du P.R., a organisé des stages de formation et s'efforce de mettre en place une véritable « université républicaine ». M. Alain Madelin, chargé de la communication, a créé une « *agence d'information républicaine* » fournissant régulièrement aux fédérations des dossiers argumentés propres à alimenter leur presse militante.

Le parti républicain multiplie les publications. Il a notamment édité un « Manifeste pour les communes républicaines » et un « guide du candidat ». Il sort régulièrement, depuis le début de l'année, une lettre d'information, *le Point républicain*, et s'apprête à diffuser le livret d'accueil du P.R., qui présentera la parti et expliquera ses objectifs.

Une telle organisation, si elle n'a pu être mise en place suffisamment rapidement pour les élections municipales et servir les ambitions du P.R., devrait, selon M. Léotard, lui permettre d'aborder dans de meilleures conditions les élections législatives et de parer « *aux modalités du scrutin proportionnel* ». Très vite, M. Léotard veut sélectionner ses candidats et leur donner sur le terrain tous les atouts pour une future victoire. La création d'une association des élus républicains, dont le siège sera à Paris, procède de cette même démarche.

La soupe populaire

Dans la mise en place d'hommes et de moyens nouveaux, M. Léotard a fait preuve d'une grande détermination. Il a semblé plus hésitant ou plus maladroit dans la définition de l'image qu'il voulait donner du parti républicain, « *force de progrès et de rassemblement* ». La violence de certains de ses propos, les déclarations tonitruantes de M. Michel Poniatowski, président d'honneur du P.R., et récemment de M. Alain Griotteray, à Charenton, n'ont pas précisément donné l'image d'un parti ouvert et fraternel. Le secrétaire général s'est efforcé de rectifier cette impression dans ses interventions de vendredi et samedi. Il y est provisoirement parvenu. Il lui reste à réaliser cette difficile synthèse entre les nécessités d'un combat politique qui ne favorise pas les prises de position nuancées et son désir d'adopter un langage nouveau, attractif, propre à élargir l'audience du P.R. sans concurrencer le R.P.R. sur sa droite.

Comme a pu le faire dans le passé M. Giscard d'Estaing, en chargeant M. Poniatowski de tenir le langage qu'il ne voulait pas lui-même adopter, M. Léotard pourrait choisir de répartir les rôles au sein du parti républicain, se réservant le soin de donner les impulsions, laissant à d'autresles attaques à l'arme lourde.

Ce fut le cas samedi. Tandis que M. Léotard conseillait aux militants d'éviter la « *surexcitation* » qui « *n'est pas la meilleur des armes politiques* », M. Poniatowski leur livrait quelques morceaux choisis dans le droit fil de ses « *super-charlots* » : « *Jamais depuis le régime de Vichy*, déclara-t-il, *nous n'avons eu un gouvernement qui ait porté atteinte aussi dangereusement aux libertés individuelles. (...) Nous ne sommes pas en présence d'un échec mais d'une catastrophe. C'est toute la France que le pouvoir socialiste conduit à la soupe populaire.* » Il est vrai que cela se passait samedi matin, lors de la séance du conseil national à huis clos.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LE QUATRE-VINGT-DEUXIÈME CONGRÈS DU PARTI RADICAL

M. BARIANI : l'opposition ne devra pas poser le problème de la légitimité après les municipales

Le théâtre municipal d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) affichait « complet » pour les représentations de « Pauvre France ». Dans cette même enceintre, le parti radical, qui n'a rassemblé que quelque trois cents militants, les 28, 29 et 30 janvier pour son quatre-vingt-deuxième congrès, ne pouvait en dire autant... les radicaux valoisiens avaient peut-être, comme le faisaient valoir les présents, jugé le « travail sur le terrain », plus efficace, à cinq semaines des élections municipales, que le discussion sur le thème de la « révolte républicaine ».

Cette « *révolte républicaine* » n'est pas « *séditieuse* » mais « *intégralement, scrupuleusement, viscéralement démocratique* », a tenu à affirmer le président du parti, M. Didier Bariani, dans son discours de clôture. Cette révolte, qui s'appuie sur le constat que tout oppose, le radicalisme au « socialisme à la française, s'oriente autour de trois priorités. La première tend à l'« *établissement des contre-pouvoirs au pouvoir socialiste* ». M. Bariani indique que « *dans la chaîne des contre-pouvoir* », les élus municipaux constituent « *un maillon puissant* ». Revenant sur les scénarios imaginés par M. Giscard d'Estaing, le président du parti radical a estimé que « *l'opposition ne devra pas poser le problème institutionnel de la légitimité après les élections municipales, quel que soit le résultat, car ce n'est pas l'objet de la consulation* ». Selon lui, « *il faut respecter le calendrier républicain des échéances à venir* ».

Au cours des débats, M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, avait développé une analyse quelque peu différente. Dans l'hypothèse d'une « *débâcle* » de la gauche aux municipales, les ministres communistes, avait-il expliqué, quitteront le gouvernement, dans la mesure où le P.C.F. « *se rendra compte qu'il ya un électorat à ramener* ». Et le sénateur de la Seine-et-Marne de s'interroger : « *Croyez-vous que le président de la République pourra gouverner seul ?* » Décrivant la suite du « scénario », M. Dailly avait assuré qu'il faudrait refuser les avances qui seraient faites en direction du centre gauche — « *tant il est vrai qu'il n'y a pas de place aux franges du socialisme à la française* » — et « *attendre la dissolution* » de l'Assemblée nationale. Selon lui, la perspective de législatives anticipées doit donc permettre aux radicaux, d'une part, de ne plus être « *à la traine de l'U.D.F.* », et, d'autre part, à ceux d'entre eux qui siègent au conseil national de l'union de faire entendre leur voix.

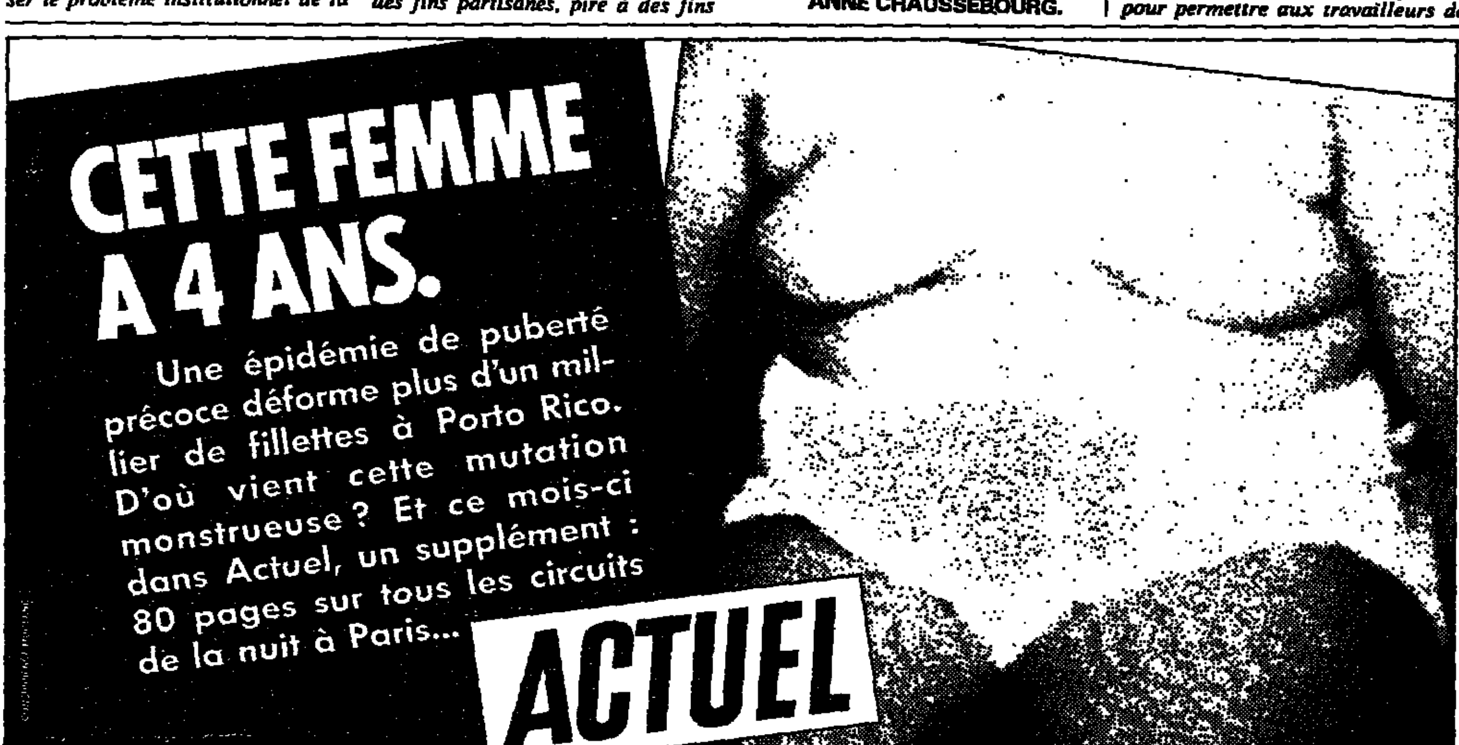
Deuxième priorité de la « révolte républicaine » : « *La lutte contre la falsification de l'idée de laïcité.* » Pour M. Bariani, la laïcité « *est devenue une arme socialiste utilisée à des fins partisanes, pire à des fins militantes. Elle est l'objet d'un usage dévoyé (...) et perverti* ». « *Le socialisme*, dit-il, *est un cléricalisme.* » Il appelle les « *véritables laïcs à formuler une alternative au monopole* », à savoir « *soccuper uen priorité de régénérer l'enseignement public et accepter de cohabiter avec un enseignelent privé délégué par la collectivité nationale pour répondre au besoin exprimé par une partie des familles* ».

Troisième priorité : « *Sauver l'esprit d'entreprise.* » Pour cette tâche « *de salut public* », M. Bariani souhaite des « *mesures d'urgence fiscales, financières et de limitation des charges sociales* ».

L'adoption à mains levées, du texte « *la révolte républicaine* », la « *nouvelle loi du parti* », contenant ces priorités, ne peut pour autant cacher les divergences qui se sont exprimées au cours de la discussion générale, notamment. Ainsi pour M. Olivier Stirn, vice-président du parti, il est indispensable que le scrutin de mars traduira « *un rejet global* » de la politique gouvernementale.

La réponse à ce discours, applaudi par une grande partie de l'assistance, a été apportée par M. André Rossi. « *Nous ne sommes plus en face de la S.F.I.O., mais en face d'un P.S. qui brille dans l'art du double langage* », observe-t-il avant d'affirmer que son parti se situe « *clairement dans l'opposition* ».

ANNE CHAUSSEBOURG.



AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Jacques Chirac précise le contenu de son « plan de redressement »

M. Jacques Chirac peut estimer qu'il a atteint un des premiers objectifs qu'il s'était fixés en présentant, le 23 janvier, devant le congrès du R.P.R., à la porte de Versailles, un « *projet politique* » et un « *plan de redressement* ». Ces documents sont, en effet, devenus en une semaine la cible des attaques et des critiques convergentes des membres du gouvernement et des orateurs de la majorité.

Le président du R.P.R. souhaitait faire passer dans l'opinion l'idée que l'opposition était porteuse d'un programme de rechange par rapport à celui de la gauche, et qu'elle ne se contenterait pas de contester les mesures prises par le gouvernement.

Au cours du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 30 janvier, M. Chirac a davantage expliqué et précisé ses propositions qu'il ne l'avait fait une semaine auparavant. C'est ainsi, notamment, qu'il a indiqué que, en cas d'alternance, il ne reviendrait pas sur les « *acquis sociaux* » obtenus par la gauche. Cependant, l'action économique du gouvernement fera, selon lui, de 1983 la première année de *régression sociale* » en France.

Se refusant à entrer dans le jeu des scénarios, contrairement à ce qu'avait fait M. Giscard d'Estaing, M. Chirac a rappelé que les élections municipales n'avaient aucun lien avec le problème de la légitimité du pouvoir national. — A. P.

M. Jacques Chirac déclare : « *Il faut que la gauche se soit sentie touchée à la fois par la critique et la mise en valeur de ses échecs actuels, par la force de nos propositions pour qu'elle se soit déchainée d'une façon aussi manifestement polémique* ».

Evoquant l'instauration de la retraite à soixante ans, le président du R.P.R. précise : « *Le gouvernement, sans réfléchir naturellement, décide d'accorder la retraite de la sécurité sociale à chacun à cet âge. Immédiatement après, ils s'aperçoivent que les intéressés, au lieu de toucher 80 % de leur salaire, comme c'était le cas jusque là en prenant leur retraite à soixante ans, ne toucheront plus que 50 %. Encore faudra-t-il pour cela qu'ils aient cotisé pendant trente-sept ans et demi. Inacceptable. Alors, le gouvernement se replie en désordre sur des positions non préparées à l'avance et demande aux partenaires sociaux — toujours eux, naturellement — de s'entendre pour que les régimes complémentaires fassent la différence. Une grande négociation s'ouvre, qui va prochainement se terminer. Dans la meilleure hypothèse, elle se terminera, si on en croit ce que dit le ministre compétent — si j'ose dire — avant les élections municipales, naturellement. Que va-t-il se passer ? Les régimes de retraite complémentaires vont faire la différence, ce qui permettra de toucher non plus 80 % du salaire brut, mais 65 % à soixante ans. Il faudra avoir cotisé trente-sept ans et demi au lieu de dix ans, ce qui va exclure 40 % des femmes qui, jusqu'ici pouvaient prendre leur retraite à soixante ans. Un plafond très rigoureux est instauré, et, de ce fait, les cadres, une fois de plus, vont faire les frais de cette opération.* »

« Des acquis sur lesquels on ne revient pas »

Après avoir analysé les mesures prises par le gouvernement, il ajoute : « *Il est des acquis sociaux sur lesquels on ne revient pas. En ce qui concerne la cinquième semaine, j'indique tout de suite que j'y ai toujours été favorable. Il n'est donc pas question, naturellement, de revenir sur cette mesure. Les trente-neuf heures : il est certain qu'il faudra faire un effort de travail. Nous sommes en période de crise : contrairement à ce que croit le gouvernement, ce n'est pas en travaillant moins qu'on sortira de la crise. C'est en travaillant plus. Je ne sais pas si, légalement, il faudra revenir sur cette mesure. Ce qui est certain, c'est qu'il faudra faire en sorte que l'on travaille davantage.*

» *En ce qui concerne la retraite à soixante ans, c'est un problème d'ajustement. Il est certain que le système ancien était plus favorable aux travailleurs et, au total, d'ailleurs moins coûteux que le système qui a été institué probablement par erreur et par inadvertance et dans lequel le gouvernement s'est empêtré. Il faudra donc revoir ce système pour permettre aux travailleurs de prendre une retraite un peu au choix. Je ne vois pas pourquoi on imposerait à tous les travailleurs de prendre leur retraite impérativement à un âge donné. Je suis beaucoup plus favorable à une retraite qui puisse être prise entre cinquante et soixante-cinq ans avec des possibilités de choix.*

» *Enfin le problème des fonctionnaires sur lequel j'ai entendu, avec un peu d'étonnement, le ministre chargé de la fonction publique commenter avec une mauvaise foi totale les propos que j'avais tenus.*

» *Naturellement, il n'est pas question, contrairement à ce qu'a dit le ministre responsable, de licencier qui que ce soit. C'est absurde et d'ailleurs impossible en raison du statut. Il faut simplement limiter les recrutements de façon à revenir à un meilleur équilibre. C'est d'ailleurs l'intérêt des fonctionnaires, car, à force de les multiplier, on ne pourra pas — on ne peut déjà plus — leur assurer des moyens d'existence et des moyens de travail qui soient conformes à l'intérêt général et à leurs légitimes préoccupations.*

» *Il faut distinguer entre les missions traditionnelles de l'Etat et la multiplication des services administratifs, souvent parasitaires, inquisitoriaux, et qui, en réalité, paralysent la vie de la nation au lieu de la faciliter. Un récent rapport du président de la commission du rapport du Conseil d'Etat arrive d'ailleurs exactement à la même conclusion. En tant que président de l'Assistance publique, je n'ai vu arriver aucune infirmière, en tant que maire de Paris, je n'ai vu arriver aucun policier.* »

En voyant les prélèvements de l'Etat sur le produit intérieur brut, M. Chirac indique « *que les Français travaillent un jour sur deux pour l'Etat.* » Il parle d'« *une véritable explosion de la dépense publique, une explosion sans précédent.* » « *Tout le monde se démobilise. D'où une chute de l'investissement* », ajoute-t-il.

Il précise ensuite : « *Des élections municipales dans nos intitutions ne peuvent, en aucun cas, remetre en cause ni de près ni de loin la légitimité du Parlement, du Gouvernement et du Chef de l'Etat. Bien sûr, elles permettent à l'opinion publique d'exprimer son sentiment, un avertissement comme on le dit aujourd'hui, sa déception voire éventuellement sa colère — il vaut mieux l'exprimer dans les urnes que dans la rue — mais ceci, je le répète, n'autorise personne à faire une pression quelconque sur le gouvernement et à fortiori sur le chef de l'Etat pour en tirer des conclusions qui ne seraient pas celles prévues par les institutions et qui indiquent que la légitimité du Gouvernement, du Parlement et du chef de l'Etat est indiscutable jusqu'à l'échéance qui la remet en cause.* »

Il rappelle que rien dans les institutions ne s'oppose « *à la coabitation d'un président socialiste avec une majorité parlementaire qui serait R.P.R. et U.D.F.* ». Il ajoute, citant une phrase de Georges Pompidou à la veille des élections législatives de 1973 : « *Ne comptez pas sur moi pour me lier les mains à l'avance.* »

Enfin M. Chirac précise à propos des « *dénationalisations* » que « *toutes les activités qui sont normalement rentables doivent rentrer dans le secteur privé* ».

[En déclarant, à propos de l'abaissement de l'âge de la retraite, que « *les intéressés, au lieu de toucher 80 % de leur salaire, comme c'était le cas jusque-là en prenant leur retraite à soixante ans, ne toucheront plus que 50 %* », M. Jacques Chirac fait, pour le moins, une confusion. La retraite à soixante-cinq ans n'a jamais permis de toucher une pension représentant 80 % de son salaire (mais au mieux de 65 % à 70 %), ce 80 % ne pouvant concerner que les préretraites bénéficiant à soixante ans de la garantie de ressources. En outre, il est inexact de dire que les futurs retraités toucheront 50 % — ce qui est la pension du régime général — puisque les régimes complémentaires leur verseront, comme à soixante-cinq ans aujourd'hui, un complément de 20 %.

Il est prématuré de parler de l'exclusion des femmes puisque les négociations concernant « *les carrières courtes* » doivent être engagées après la conclusion de l'accord général.

Il est, aussi, inexact de dire que « *l'UNEDIC va être taxée d'une somme de l'ordre de 16 milliards de francs sur cinq ans* ». M. Chirac a sans doute fait allusion au rapport Picot (*le Monde* du 27 janvier) : dans l'hypothèse — pessimiste — où les retraités ne seraient pas remplacés par de nouveaux salariés, les besoins de trésorerie du Fonds transitoire (et non de l'UNEDIC) seraient de 16,1 milliards de francs de 1983 à 1987 inclus. — M. N.]

Au « Grand jury » R.T.L.-« le Monde »

Mme VEIL : le gouvernement se trouve un peu dans la situation de l'arroseur arrosé.

Invitée du « Grand jury R.T.L.-*le Monde* » dimanche 30 janvier, Mme Simone Veil, ancien ministre de la santé, a estimé que, « *s'il devait se produire un grand décalage de voix,* [aux élections municipales], *ce serait un signal pour le gouvernement* [qui] *pourrait l'amener à opérer certaines inflexions dans sa politique* ». Elle a précisé qu'elle « *ne voit pas du tout et ne souhaite pas qu'il y ait des élections législatives anticipées* ». Selon elle, « *cela entraînerait un très grand malaise* ». « *Il faut*, a-t-elle expliqué, *que les socialistes et les communistes au gouvernement (...) mènent leur expérience jusqu'au bout. Sinon on restera toujours dans les mythes.* »

Mme Veil s'est défendue de vouloir « *aider* » le gouvernement : « *Je dis*, a-t-elle rappelé, *que dans certaines situations, il ne faut pas dire systématiquement que toute mesure est systématiquement mauvaise.* »

Mme Veil a affirmé d'autre part que depuis huit mois le « *malaise* » *des Français avait augmenté.*

Elle a ajouté : « *Le gouvernement a suscité des espoirs qui ne sont pas comblés. Le gouvernement se trouve un peu dans la situation de l'arroseur arrosé.* »

L'ancienne présidente de l'Assemblée des communautés européennes a affirmé que, *a priori*, « *elle souhaite se présenter aux prochaines élections européennes mais que la question de la présidence de l'Assemblée ne se pose pas* ».

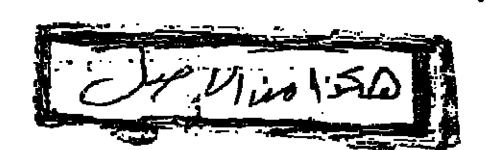
Dans une interview au « Point »

M. BARRE SE PRONONCE EN FAVEUR DU MAINTIEN DU MANDAT PRÉSIDENTIEL A SEPT ANS.

Dans l'interview qu'il a accordée à l'hebdomadaire *le Point* (daté 31 janvier-6 février), M. Raymond Barre estime que le problème économique majeur de la France est « *celui de l'équilibre extérieur* ». Il se prononce contre la mise à contribution du stock d'or de la France : « *Il ne faut pas [y] toucher*, dit-il. *Ni directement ni indirectement en le gageant. Gager l'or est une solution de facilité car cela encourage le recours à l'endettement.* » L'ancien premier ministre pense qu'« *il est nécessaire de procéder à un transfert des charges des entreprises vers les particuliers, si nous voulons faire face à la concurrence internationale. Il est urgent de [les] stabiliser, après quoi il faudra s'attaquer à les réduire* », ajoute-t-il.

Il propose toute une série d'actions pour réduire le déficit du budget de l'Etat, notamment « *une politique rigoureuse de création d'emplois publics* », et la réduction ou « *tout le moins* » le plafonnement des concours aux entreprises publiques.

Interrogé sur une réduction du mandat présidentiel qui éviterait, en faisant coïncider les élections législatives et présidentielles, le risque éventuel d'une divergence des majorités, M. Barre a répondu qu'il « *est partisan du septennat, sinon c'est le régime présidentiel qui n'est pas bon pour la France* ».



M. Mauroy dénonce les « contre-vérités » de M. Chirac

(Suite de la première page.)

La gauche peut difficilement récuser la *« compétence »* de M. Jacques Chirac en matière de *« régression sociale »*. M. Mauroy ne s'est pas privé de rappeler que le chômage a doublé sous la gestion de M. Chirac. Or c'est justement sur ce terrain, celui de la régression, que le président du R.P.R. situe l'essentiel de sa critique, au risque de tenir des propos contradictoires

M. Chirac demeure convaincu que l'expérience socialiste sera de courte durée. Mais le moment est passé pour lui de dire que la gauche est vouée à n'effectuer qu'un petit tour au pouvoir, quitte à saluer par avance les quelques conquêtes sociales qu'elle aura, comme en 1936, permises. La gauche de 1983, ce n'est pas du tout cela, estime le maire de Paris, qui lui conteste même le bénéfice de la générosité.

La gauche de 1983, c'est, dit-il, la « régression sociale », puisque, selon lui, elle porte atteinte au système de retraite; diminue le pouvoir d'achat des Français, ne maîtrise pas la montée du chômage et n'assure même pas la *« paix sociale »*. Comme M. Chirac affirme, dans le même mouvement, qu'il n'a aucunement l'intention, contrairement à ce que ses auditoires avaient cru comprendre, de remettre en cause les *« acquis »* sociaux de la gauche, il faut croire qu'il prêche pour la poursuite, sans défaillance, de ladite *« régression sociale »*.

Sans doute le maire de Paris a-t-il pris conscience que ses *« déclarations outrancières »*, comme le dit M. Mauroy, peuvent contribuer au réveil de l'électorat de la majorité, d'autant que les dirigeants socialistes ne manquent pas une occasion de les amplifier. Il s'efforce donc de montrer qu'il ne cherche pas un retour systématique en arrière. Ainsi, M. Chirac ne veut pas tout dénationaliser. Il garderait l'E.D.F., la S.N.C.F. et, malgré tout, la sidérurgie dont aucun financier sérieux ne voudrait. Reste... tout le reste, c'est-à-dire l'essentiel. Les participations de l'Etat, selon le *« plan de redressement »* publié par le R.P.R., seraient, entre autres méthodes, *« diffusées sur le marché financier »*. Elles seraient donc, si l'on a bien compris, offertes aux capitaux français ou étrangers.

Mais il est vrai que l'on a certainement mal compris. M. Jacques Chirac est familier, depuis qu'il a rompu avec M. Valéry Giscard d'Estaing en 1976, de la technique qui consiste à crier très fort, puis à abaisser d'un ton, afin de flatter les oreilles trop sensibles. Etant entendu que l'on retiendra le cri et que les chuchotements qui suivent ne sont destinés qu'à nourrir d'éventuelles argumentations de repli.

JEAN-YVES LHOMEAU.

L'« Appel des cent »

M. SÉGUY SE PRONONCE POUR UNE « INITIATIVE PACIFIQUE EUROPÉENNE » EN FRANCE

Les intellectuels réunis, samedi 29 janvier, autour des signataires de l'« Appel des cent », au parc floral de Vincennes, ont adopté un document annonçant qu'un *« grand rassemblement »* marquera, le 19 juin prochain, l'anniversaire de la « marche pour la paix » du 20 juin 1982 à Paris. M. Georges Séguy, ancien secrétaire général de la C.G.T., membre du comité central du P.C.F., a lancé l'idée d'une *« grande initiative pacifique européenne »*, qui aurait lieu cette année en France.

Des mouvements pacifistes de Grèce, des Pays-Bas, d'Italie, du Japon, d'Allemagne de l'Est et de l'Ouest, des États-Unis et d'Union soviétique, étaient représentés au colloque, dont la séance plénière était présidée par le professeur Léon Schwartzenberg. Plusieurs intervenants ont critiqué la position du gouvernement français sur l'installation des missiles Pershing-2 et Cruise en Europe.

Les débats, qui avaient réuni, le matin, les différentes catégories d'intellectuels présents, ont abouti à plusieurs décisions. Les juristes se réuniront de nouveau en février et des écrivains et artistes vont organiser une manifestation commune. Un colloque sur le thème « Enseignement, éducation et désarmement » est prévu pour le printemps.

L'ÉVOLUTION DES INDÉPENDANTISTES CORSES

La C.C.N. s'engage dans l'arène électorale

(De notre correspondant.)

Bastia. – Pour la Consulte des Comités Nationalistes (C.C.N.) le chemin est étroit. Comment « coller » au Front de libération nationale de la Corse, reprendre points à points ses thèses et ne pas en être la « vitrine » ? Comment éviter l'amalgame entre l'expression clandestine (l'ex-F.L.N.C.) du « Mouvement nationaliste révolutionnaire Corse » ?

L'assemblée générale de la C.C.N. qui s'est réunie le samedi 29 janvier à Bastia en présence de quelques trois cents militants a été l'occasion de s'entraîner à ce difficile exercice. M. Léo Battesti, l'un des leaders de la C.C.N. s'est voulu tranchant : son mouvement a-t-il expliqué, n'est *« la vitrine d'aucun mouvement et aucun mouvement n'est son bras armé. La lutte de libération nationale est assez riche. Il y a assez de volonté dans ce pays pour que l'on puisse comprendre qu'une lutte soit faite de plusieurs expressions »*. Une nouvelle fois le mouvement a voulu prendre ses distances, au moins verbales, avec le « Front ».

Mais celui-ci n'a pas été en reste. Dans sa dernière conférence de presse au maquis, il a donné le change, précisant qu'il n'avait *« aucun lien »* avec la C.C.N. et qu'il n'avait *« besoin de personnes pour exprimer sa politique »*. Il y a moins de deux ans, un rapport interne a F.L.N.C. indiquait exactement le contraire : la C.C.N. y était présentée commme la courroie de transmission du mouvement clandestin qui en contrôlait étroitement la direction politique.

Sur le fond, qu'est-ce qui a changé ? Apparemment rien, si l'on s'en tient à la dernière prise de position de la C.C.N. qui *« souscrit à l'ensemble des exigences »* du Front, telles que celui-ci les a présentées au maquis. Elle demande comme lui *« la dissolution de l'assemblée de Corse et l'extension de ses compétences, la corsication des emplois, la langue corse obligatoire de la maternelle à l'université, la refonte totale des listes électorales et le départ de la Légion et des forces policières »*. Il est vrai qu'elle n'avance pas, à l'inverse de l'organisation clandestine, l'idée d'une nouvelle forme d'indépendance pour la Corse qui resterait cependant associée à la France. C'est sans doute là que commence la répartition des rôles entre l'expression publique et l'expression clandestine du mouvement indépendantiste. Dès l'été 1981, celui-ci avait compris le parti qu'il pouvait tirer d'une double présence sur le terrain, prenant au mot la gauche et son « libéralisme » vis-à-vis des débats d'idées. Il s'en est pourtant fallu de peu que la C.C.N. ne soit dissoute, le 5 janvier, en même temps que le F.L.N.C. Mais puisqu'elle jouait le jeu de la démocratie et présentait des candidats aux municipales il n'y avait pas lieu, avait expliqué M. Defferre, de dissoudre le mouvement des indépendantistes à visage découvert.

Des listes homogènes

Lors de son assemblée générale, la C.C.N. a précisé sa stratégie électorale. Elle présentera des listes homogènes dans plusieurs communes : Ajaccio, Bastia, Corte, l'Ile Rousse, Propriano, Cargèse. Ailleurs elle favorisera les listes d'union avec d'autres mouvements nationalistes tels que le *parti populaire corse* de M. Dominique Alfonsi. Enfin, là où elle ne sera pssa présente, elle appellera à voter pour les listes nationalistes, hors de sa mouvance ou prônera l'abstention.

A la C.C.N. les élections municipales sont qualifiées *« d'étape tactique »* et les *« candidats militants »* ont reçu comme consigne de *« de ne pas privilégier le résultat au détriment du discours »*. En fait, ce premier engagement des indépendantistes légaux dans l'arène électorale est une révision importante par rapport à la ligne défendus jusqu'alors notamment en août dernier, lors des élections régionales pour lesquelles le mot d'ordre d'abstention avait prévalu.

Le mouvement ne rejette pas totalement la représentation politique mise en place par le statut particulier qu'il dénonce pourtant comme étant un *« statu quo colonial »*. Ainsi, la C.C.N. n'échappe-t-elle pas à certaines contradictions. Elle demande par exemple à l'État, qu'elle accuse de *« colonialisme »*, de *« briser le système claniste par l'envoi de commissions d'enquête administratives et financières dans un certains nombre de municipalités »*. Elle sollicite l'arbitrage de fonctionnaires continentaux que, par ailleurs, elle abhorre. Concernant le sologan I.F.F. (I Francesi fora – Les Français dehors), l'organisation nationaliste ne veut pas seulement lui donner un contenu culturel, démographique et politique. Il a aussi, dit-elle *une dimension économique »*.

Pour la C.C.N. il faut *« rompre les liens de dépendance de la Franece sur la Corse »* et s'orienter vers une *« stratégie de développement autocentrée »*. Mais cette stratégie n'est pa s précisément définie. Beaucoup de questions restent sans réponse chez les théoriciens de l'indépendantisme corse.

DOMINIQUE ANTOMI.

Révision de stratégie

(Suite de la première page.)

Ces derniers mois, des plasticages par centaines avaient pourtant montré que la campagne d'hostilité aux « continentaux » installés dans l'île battait son plein. La triste aventure du docteur Lafay, qui avait été blessé de trois balles de 9 millimètres pour avoir refusé de payer l'*« impôt révolutionnaire »*, laissait présager une escalade de la violence.

Le F.L.N.C. semble oublier ses propres revendications. Non seulement il revient sur son intention de rançonner *« les Corses fortunés »*, mais, plus encore, il ménage dans ses derniers écrits les continentaux raisonnables. Ne seraient donc plus désignés à la vengeance du plastic que ceux qui se comportent comme des *« colonialistes »*. Le Front paraît aussi vouloir éviter l'affrontement avec le nouveau dispositif policier mis en place au début de l'année. Il admet, au risque de paraître en contradiction avec ses actions, qu'*« il n'y a pas de solution militaire au problème corse mais uniquement politique »*, et se déclare hostile à une *« militarisation »* de la situation.

Rectifications

Étrange réaction de la part d'un mouvement que les Corses eux-mêmes disaient condamné au « jusqu'au-boutisme ». Pour certains observateurs locaux, ces rectifications et cette apparente temporisation sont les signes d'un affaiblissement et d'une dérive politique. L'organisation se trouverait d'abord traversée par des courants rivaux et de plus en plus influencée par des militants d'origine d'extrême droite qui pourraient bien n'avoir pour seul objectif que la déstabilisation en Corse du gouvernement socialiste. C'est à eux qu'on imputerait la rupture précipitée de la trêve, l'été dernier, et la relance indisciplinée des attentats.

En second lieu, le Front aurait été contraint de faire appel à de jeunes recrues après la lassitude ou les désaccords des générations de militants qui avaient connu la prison. Par ce phénomène, la hiérarchie du F.L.N.C. aurait perdu une bonne partie de sa *« gauche »*, les activistes d'origine révolutionnaire s'étant trouvés les premiers en désaccord par exemple avec la campagne contre les continentaux. Cette même hiérarchie se retrouverait donc souvent débordée par les impatiences de ses troupes fraîches et par le zèle de son aile droite. Autre fait observé et non des moindres : la lente – mais réelle – criminalisation du F.L.N.C., qui paraît découvrir des inconvénients qu'ont connus avant lui l'IRA irlandais et l'ETA basque. Pour survivre au plus fort de la répression policière, sous le septennat précédent, ou plus simplement pour s'organiser dans la clandestinité, le Front a dû parfois s'associer avec des délinquants, membres du milieu qui ont pris leur part de l'action politique. Plus généralement encore, il est admis que le F.L.N.C. ait pu se laisser inconsciemment infiltrer par des *« truands »* qui trouvent dans ses rangs une couverture.

L'organisation, aujourd'hui, risque à chaque enquête policière de se trouver mêlée plus ou moins directement à de sordides combines. Sa modération actuelle s'explique aussi par le dérèglement des attentats. Sur plus de huit cents explosions, le F.L.N.C. lui-même n'en revendique que près de la moitié. Les autres sont mis sur le compte des vendettas familiales ou économiques ou des rackets de droit commun. Mais cette part peut aussi lui être imputée, car elle n'existerait pas sans la violence politique. Cette concurrence non maîtrisée ne fait visiblement pas partie des plans d'une organisation qui ambitionne de purifier la vie politique et économiquee de l'île. Le F.L.N.C. reconnaîtrait donc sur ce point son échec.

Porte de sortie

Mais il y a plus grave : les policiers, derrière M. Broussard, les Corses l'ont vite compris, vont peser de tout leur poids sur les marges du F.L.N.C., sur ce milieu criminel affairiste qui s'abrite encoe derrière les militants. Ces derniers, très vite, peuvent ainsi se voir démasqués. Pis : dénoncés par des compagnons occasionnels et, eux, sans idéal politique. Les policiers savent donc qu'en agitant la délinquance corse, afin de diminuer le désordre actuel de l'île, ils mettront davantage à nu l'organisation clandestine.

Toutefois les consignes de M. Broussard ne vont pas toutes dans le même sens. De nombreuses enquêtes sont en cours mais le dispositif policier paraît se mettre en place à un rythme encore plus élevé. Volontairement, à en croire certains observateurs. Le gouvernement paraît toujours souhaiter maintenant ouverte une porte de sortie au F.L.N.C. lui permettant de revenir à une action légale. Et c'est implicitement un rôle de pôle d'attirance qu'on souhaite voir jouer à la Consulte de comités nationalistes (C.C.N.). Comme si, connaissant le trouble interne du Front, on attendait de militants « légaux » qu'ils servent de relais de persuasion, de correctif à une stratégie de plus en plus fluctuante.

Le pari n'est peut-être pas perdu d'avance : relayant celles de l'opinion, de nombreuses critiques s'étaient fait entendre, ces dernières semaines, au sein de la C.C.N., contre la sévérité de la campagne contre les continentaux. Les nationalistes eux-mêmes avaient peu apprécié l'agression commise contre le docteur Lafay. Quinze jours plus tard, la position du F.L.N.C. sur ce point semble très atténuée.

Le Front se sent-il cerné ? Pressé de toutes parts, à la fois par la relance des enquêtes policières et par une influence politique, celle du mouvement légal qui s'est épanoui et renforcé à ses côtés avec l'assentiment à peine dissimulé des autorités ? La réponse du F.L.N.C. aux événements du mois paraît tout d'attentisme, voire de lassitude. M. Robert Broussard, en tout cas, ne ménage pas sa peine pour éviter une trop grande démonstration de force. « *Comme d'autres*, nous expliquait récemment un élu corse, *il croit peut-être que le Front de libération est plus affaibli qu'il n'y paraît. Et il ne veut rien tenter qui lui redonne du courage.* »

PHILIPPE BOGGIO.

DÉCÈS DE M. LE MONTAGNER SÉNATEUR DU MORBIHAN

M. Louis Le Montagner, sénateur (Union centriste) du Morbihan, est décédé, dimanche 30 janvier, des suites d'une longue maladie.

Son suppléant au Sénat, M. Paul Lavolé, qui était maire de Priziac et conseiller général du Faouët au moment de son élection en 1974, avait été contraint d'abandonner son mandat en 1977 à la suite de difficultés survenues dans la gestion de son entreprise. Il se trouve actuellement dans l'incapacité d'exercer un mandat électif. La loi prévoit que si, au moment de la défection de son titulaire, le siège est soumis à renouvellement dans un délai inférieur à un an, il n'est pas procédé à une élection partielle. Le siège restera donc vacant jusqu'au prochain renouvellement sénatorial prévu pour septembre 1983.

[Né le 5 octobre 1907 à Guidel (Morbihan), Louis Le Montagner, diplômé de l'École supérieure de commerce et d'industrie d'Angers, avait été élu en 1958 député indépendant de la cinquième circonscription du Morbihan (Lorient). Devancé au premier tour des élections législatives de 1962 par le candidat U.N.R., M. Bardet, il ne s'était pas maintenu au second tour. Maire de Guidel depuis 1944, président de l'Association des maires du Morbihan depuis 1971, conseiller général du canton de Pont-Scorff de 1955 à 1967, date à laquelle il avait été battu par le candidat du P.C.F., Louis Le Montagner avait été élu sénateur le 22 septembre 1974. Membre de la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, il était inscrit au groupe de l'Union centriste. Louis Le Montagner était président d'honneur de la fédération départementale du C.D.S.]

société

LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Journée d'action dans toute la France à l'appel de trois syndicats d'enseignants

Les personnels de l'enseignement privé étaient appelés, le samedi 29 janvier, à une journée nationale d'action pour la défense de la liberté d'enseignement par trois syndicats, le Syndicat national de l'enseignement catholique (SNEC-C.F.T.C.), le Syndicat professionnel de l'enseignement libre catholique (SPELC, indépendant), et le syndicat national de l'enseignement privé (SYNEP, C.G.C.).

Il s'agissait pour ces syndicats de rappeler *« le refus des personnels de négocier sur les bases proposées par le gouvernement »*, et leur volonté de *« maintien de la législation actuelle, facteur de paix scolaire »*.

A l'occasion de cette journée, des défilés ont été organisés. Les plus importants ont réuni 4 000 personnes à Arras, 3 000 à Lille, moins de 2 000 à Lyon. Dans d'autres villes, des pétitions ont été déposées dans les préfectures. A Tours, la veille, une réunion organisée par l'association Liberté et enseignement a rassemblé environ 4 000 personnes en présence de Mme Nicole Fontaine, déléguée au secrétariat général de l'enseignement catholique, de M. Pierre Magnin, ancien recteur de Strasbourg, qui fut candidat U.D.F. aux élections municipales en 1977 à Besançon, et de Mgr Honoré, archevêque de Tours et président de la Commission épiscopale du monde scolaire et universitaire.

L'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), qui soutenait l'action des personnels, n'appelait pas ses adhérents à s'y joindre, sauf à Arras. Les syndicats représentant les personnels de direction ont fait de même.

Trois mille manifestants à Lille et quatre mille à Arras

Lille. — Trois mille manifestants dans les rues de Lille, quatre mille dans les rues d'Arras : le mot d'ordre national d'action lancé pour samedi par trois syndicats de personnels et d'enseignants de l'enseignement privé — C.F.T.C., SPELC et SYNEP-C.G.C. — a été largement entendu dans le Nord - Pas-de-Calais.

A Lille, les manifestants ont défilé, par un vent glacial, derrière des banderoles, lançant des slogans pour clamer *« [leur] volonté de travailler dans l'école qu'[ils] ont choisie »*, reprenant tous ensemble ce qui est devenu l'hymne de l'enseignement catholique : *« Quand tu chantes, je chante avec toi, liberté... »*

Les comités diocésains de Lille et de Cambrai et les fédérations des APEL (Associations de parents d'élèves de l'enseignement libre) ne s'étaient pas associés au mot d'ordre syndical, mais avaient tout de même appelé les parents à soutenir la manifestation, éventuellement par leur présence sur le parcours. *« Les APEL,* expliquait un responsable lillois, *n'ont pas voulu dénaturer cette journée d'action qui est celle des syndicats. Malgré l'impatience des parents, nous ne voulons pas faire de manifestations avant les élections, car celles-ci pourraient être présentées comme antigouvernementales. En outre, Lille est actuellement regardée comme un symbole ; y déclencher une manifestation serait mettre le feu aux poudres. »*

Correspondance

Dans le Pas-de-Calais, en revanche, les APEL s'étaient voulues partie prenante de l'organisation de cette journée. Leurs représentants défilaient, à Arras, aux côtés des responsables syndicaux et des directeurs diocésains de l'enseignement catholique, en tête d'une manifestation de quatre mille personnes. *« Nous n'avons pas appelé à la mobilisation générale des familles,* assuraient les organisateurs. *Nous ne visions pas la manifestation globale. Dans le cas d'un appel plus motivant qui ne manquerait pas de se produire le jour où ce serait le dernier recours, nous serions dans la rue à l'échelle de la région pour défendre notre école... »*

Cette attitude plus dure des parents du Pas-de-Calais a sans doute sa part d'explication dans le refus du conseil général d'accorder des bourses aux élèves du privé. M. Arthur Potel, secrétaire général adjoint du SNEC-C.F.T.C., n'avait pas manqué, avant le défilé, de dénoncer cette attitude : *« Nous ne réclamons pas de privilège, mais la simple équité ».*

Le syndicat C.F.D.T. de l'enseignement privé, qui représente près du quart des enseignants dans la région, avait estimé pour sa part la manifestation de samedi tout à fait injustifiée, et avait dénoncé les *« propos alarmistes »* des autres organisations. De son côté, l'APEEC-Ecole ouverte, Association de parents pour l'évolution de l'enseignement catholique, avait protesté contre l'attitude de certains établissements qui ne relaient qu'une seule source d'information auprès des parents. Considérant comme positives les propositions du ministre, cette association refuse que le Comité national de l'enseignement catholique s'érige le droit de parler au nom de tous les parents, maîtres et élèves des établissements catholiques.

Les responsables de l'enseignement catholique du Nord-Pas-de-Calais estiment « suicidaire » un « apolitisme absolu »

« Au niveau local, un apolitisme absolu pourrait sembler désormais suicidaire. » Cette affirmation figure dans un document diffusé par les responsables de l'école catholique du Nord-Pas-de-Calais. Ce document, signé du conseil d'administration des comités diocésains de l'enseignement catholique (Codiec) des trois diocèses de Lille, Cambrai et Arras, a été adressé, début janvier, aux chefs d'établissement, enseignants, parents d'élèves, gestionnaires, grands élèves, *« anciens et amis »* de l'enseignement catholique. Il analyse la situation après les propositions présentées le 20 décembre 1982 par M. Savary, ministre de l'éducation nationale, sur l'enseignement privé et l'enseignement public, et après les propos de M. François Mitterrand, le 2 janvier sur Antenne 2. Ces propos du chef de l'Etat, *« n'ont rien changé au fond de la question »*, estiment les trois Codiec.

Sur l'aspect proprement politique, les responsables des trois Codiec rappellent que *« les consignes données jusqu'à ce jour ont absolument dissocié la lutte pour la liberté de l'enseignement du combat mené par les politiciens »*.

Les responsables se félicitent de leur attitude passée (*« le danger de la récupération par l'un ou l'autre parti était grand ; il le demeure »*), mais pour ajouter qu'elle n'est plus tout à fait de mise : *« Toutefois, on ne peut nier :*

» 1) le travail accompli par les parlementaires associés pour la défense et la promotion de l'enseignement libre ;

» 2) que les menaces les plus graves qui pèsent sur le statut de l'enseignement libre se situent au plan législatif et que, seule, une force politique peut contrecarrer les intentions du législateur ou les effets d'une législation contraires à la liberté d'enseignement ;

» 3) que parmi les enjeux des élections municipales, la défense de l'enseignement libre viendra s'inscrire tout naturellement. »

Le document donne ensuite des directives d'action (réunions d'information, pétitions ou lettres individuelles aux pouvoirs publics) et invite les destinataires à *« renforcer les plans de mobilisation et envisager dès maintenant les possibilités de déplacements (vers les chefs-lieux ou vers la capitale) »*.

● RECTIFICATIF. — Résultats des élections de parents d'élèves : dans nos éditions du 29 janvier, une erreur de virgule a malencontreusement transformé le pourcentage de voix obtenues dans les collèges et lycées par les listes d'union. Il fallait lire : 1,9 % en 1982, comme en 1981 (et non pas 19 %).

La consultation nationale dans les écoles primaires

DEUX SAMEDIS MATIN SERONT « BANALISÉS » POUR FACILITER LES DÉBATS

Une consultation sur l'école primaire aura lieu au cours des trois prochains mois (*le Monde* des 2 et 5-6 décembre 1982). Le ministre de l'éducation nationale en précise les *modalités et les échéances* dans une lettre aux recteurs et aux inspecteurs d'académie.

Il s'agit de rassembler des propositions émanant de toutes les parties concernées : enseignants, parents, usagers, collectivités locales, d'une manière décentralisée.

Deux samedis matin seont « banalisés » au cours du trimestre pour faciliter le débat. Le premier, en février, à des dates choisies par les instances départementales, le second le samedi 19 mars. D'autres réunions pourront êtres décidées au gré des responsables locaux.

Pour faciliter la consultation, un questionnaire définissant de grandes lignes de réflexion est fourni par le ministère. Il traite du bilan à établir, des objectifs fixés à l'école maternelle et élémentaire, de la recherche pédagogique, de l'ouverture de l'école sur la commune ou le quartier. Les premières conclusions de cette consultation devront être communiquées au ministre avant les vacances d'été.

AUGMENTATION DU MONTANT DES BOURSES POUR LES ÉLÈVES DE 2e ET 3e ANNÉE DES LEP

Le montant des bourses accordées à certains boursiers scolarisés dans le second cycle court, c'est-à-dire dans les lycées d'enseignement professionnel, a été augmenté à compter du 1er janvier 1983. Une note de service publiée au *Bulletin officiel de l'éducation nationale* du 27 janvier précise que cette aide supplémentaire doit permettre d'éviter *« que ces élèves, qui deviendraient premiers demandeurs d'emploi alors qu'ils appartiennent à la tranche d'âge touchée par le chômage, n'abandonnent leurs études »*.

Le montant moyen mensuel des bourses sera porté de 440 F à 500 F pour les élèves boursiers des deuxièmes et troisièmes années des C.A.P. en trois ans, de la deuxième année des B.E.P. et C.A.P. en deux ans, des classes de troisième préparatoire. Cette augmentation concerne aussi les boursiers qui s'engagent dans la préparation d'une mention complémentaire aux C.A.P. et B.E.P.

Trois parts supplémentaires (la part de bourse, pour les élèves fréquentant le second cycle, est fixée à 188,40 F pour l'année 1982-1983) seront attribuées aux élèves concernés. Elles s'ajouteront aux cinq parts supplémentaires qui leur avaient déjà été attribuées pour l'année 1982-1983 (*le Monde* du 1er juillet 1982).

POLICE

Les fausses manœuvres des gendarmes du président

(Suite de la première page.)

La perquisition ne confirme-t-elle pas, *a posteriori*, la justesse du renseignement obtenu par les « supergendarmes » recommandant de s'emparer d'*« activistes irlandais »* projetant un attentat à Paris *« durant le week-end »* ? Ne prouve-t-elle pas que l'appartement de Vincennes était, à tout le moins, un repaire terroriste ? Or, c'est cette argumentation qui, aujourd'hui, soulève doutes et questions au fil de l'instruction conduite par M. Alain Verleene, juge d'instruction à Paris. Dans les allées du pouvoir comme dans les milieux policiers, les confidences vont bon train, recoupées à des sources sûres : la perquisition est, au mieux, bâclée, confuse ; au pire, suspecte. Quatre faits, notamment, font problème :

Quatre mystères

● *Un responsable introuvable :* un officier de police judiciaire (O.P.J.) doit contrôler tous les actes de procédure — perquisition, interrogatoire, fouilles... — liés à une opération de flagrant délit. Judiciairement, il en est responsable. Or, ici, chacun se renvoie la balle. Ce ne sera pas le capitaine Barril, bien qu'il déclenche l'opération, puisque les hommes du G.I.G.N., spécialistes des interventions tous azimuts, en France comme à l'étranger, ne sont pas habilités O.P.J. auprès d'une cour d'appel. Ce ne sera pas non plus le commandant Michel Beau, pourtant chargé de coordonner les effectifs mobilisés à Vincennes, mêlant membres du G.I.G.N. et gendarmes départementaux : *bien qu'ayant la qualité* d'O.P.J., il n'est pas encore habilité par le procureur général de Paris ! Ainsi, l'O.P.J. le plus gradé s'avère être un sous-officier de la section de recherches, de la gendarmerie de Paris-Minimes, le major Windels, *qui ne connaît pas* les tenants et aboutissants de l'action en cours, et ne sait guère ce qui justifie l'opération de flagrant délit dont il est juridiquement responsable !

● *Pas de témoins :* les trois inculpés n'ont jamais *varié : aucun* d'entre eux n'aurait assisté à la perquisition. Armes, explosif et détonateurs n'auraient été présentés pour la première fois, à Plunkett que *le lendemain*, dimanche 29 août, dans les locaux de la gendarmerie, au Fort de Vincennes. Mensonges ? Non, si l'on en croit certains gendarmes qui décrivent King et Plunkett immobilisés et aveuglés selon la méthode du G.I.G.N., *veste renversée sur la tête*, menottes aux poignets, une arme braquée sur la nuque, alors même que la perquisition est censée avoir commencé. Non, si l'on en croit d'autres qui disent avoir vu les deux premiers inculpés au Fort de Vincennes avant l'arrestation de Mary Reid (20 heures) et alors qu'officiellement la perquisition ne se termine qu'à 21 h 30.

● *Ni photos ni empreintes :* le b.a. ba d'une enquête exige un travail d'identité judiciaire : recherche d'empreintes, photos des pièces à conviction sur les lieux mêmes. Ici rien de tel. Aucun relevé d'empreintes sur place. Et quand la brigade criminelle de la police judiciaire reprend l'affaire, après vingt-quatre heures de garde à vue *chez les gendarmes, elles conclut* que les armes ont été *« trop manipulées »*... Quant au lot de photos de l'appartement, versé tardivement par la gendarmerie au dossier d'instruction, il ne comporte aucun cliché des armes ni de l'explosif !

● *Un explosif mystérieux :* aucun gendarme O.P.J. ne reconnaît l'avoir découvert là où il est censé avoir été caché : sur une planchette du cabinet de toilette, face au W.C. Un membre du G.I.G.N. affirme cependant *l'avoir désamorcé. Mais* sa description — les deux détonateurs déjà enfoncés dans la pâte, méthode risquée qui surprend chez des terroristes supposés d'un haut niveau — contredit celle d'autres gendarmes qui ont vu des détonateurs apparents. De plus, bien qu'un des responsables de l'opération affirme avoir aperçu l'explosif dès une première visite de sécurité, la perquisition se termine officiellement par le cabinet de toilette, s'attardant longuement d'abord dans les deux pièces, le couloir et deux débarras...

Un renseignement irlandais

Tels sont les éléments qui nourrissent la rumeur : beaucoup de contradictions et d'oublis pour une opération de gendarmerie, arme disciplinée, d'ordinaire précise et précautionneuse. Beaucoup trop, à tel point que certains en tirent argument pour poser la question : n'a-t-on pas voulu forcer le destin ? En rajouter, dans la mesure où la prise n'était pas à la hauteur des ambitions proclamées ? La liste de chiffres est, au bout du compte, inexploitable ; les documents saisis sont des revues politiques en vente publique, des photos de famille, d'amis, de « manifs » ou de meeting, et des écrits littéraires de Mary Reid ; enfin, les inculpés justifient les faux papiers ainsi que la présence d'une des armes, revendiquée par Plunkett pour sa protection personnelle, par leur crainte des services spéciaux britanniques. Ainsi, seuls l'explosif et les détonateurs permettent de transformer ce qui n'aurait été qu'une affaire d'exilés politiques clandestins en complot relevant du terrorisme international, dans le climat tendu d'août dernier, après les attentats de la rue des Rosiers, de l'ambassade d'Irak et de l'avenue de La Bourdonnais...

Autant de questions qui amènent à s'interroger sur la valeur du renseignement qui mit en action le G.I.G.N. Reçu la veille, vendredi 27 août, par le capitaine Barril, il est *d'origine irlandaise. Cette filière* peu orthodoxe — ni la D.S.T. ni la D.G.S.E. ne sont « dans le coup » — s'explique par les contacts directs du G.I.G.N. avec les autorités de République d'Irlande, après qu'il eut formé, durant six mois en 1981-1982, des *« spécialistes irlandais de l'intervention antiterroriste »*. Le capitaine prendra sur lui de lancer l'opération, son chef direct, M. Christian Prouteau, étant absent, en repos pour le week-end. Il ne sera d'ailleurs prévenu — ainsi que le parquet — qu'une fois King et Plunkett arrêtés. Court-circuitant la hiérarchie classique, la méthode surprend et éclaire les prérogatives nouvelles conquises, dans la pratique, par le G.I.G.N., grâce au soutien élyséen.

L'Elysée a d'ailleurs approuvé, selon un procédé inhabituel, l'action de Vincennes. Sa précipitation surprend : diffusé après 20 heures le 28 août, probablement rédigé avant l'arrestation de Mary Reid, le *communiqué de la présidence* affirme d'emblée que *« des explosifs »* ont été saisis et mentionne *« deux arrestations jugées importantes (...) dans les milieux du terrorisme international »*. En fait, confie-t-on dans l'entourage du G.I.G.N., c'est la crainte que l'opération soit éventée dans la confusion, en raison d'un appel inquiet à police-secours de l'habitante ayant croisé le capitaine Baril dans l'escalier, qui provoque la demande pressante d'un communi*qué de l'Elysée, adressée au* permanencier du week-end, M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence. De mauvaises langues susurrent, elles, que l'on a simplement fait en sorte d'être couvert au plus haut niveau et vite.

Toutefois, à la présidence comme au G.I.G.N., on se dit toujours convaincu de l'importance de la prise. Des rapports confidentiels sont évoqués. Ils auraient promis, dès le printemps 1982, des attentats irlandais *« sur le continent »*. Ils certifieraient que les fréquentations de Michael Plunkett rejoindraient des amis de « Carlos » ou des réseaux palestiniens. Ils feraient un lien entre les inculpés et des attentats commis en novembre 1981 contre des objectifs britanniques en Allemagne. D'ailleurs, trois synthèses sur les mouvements irlandais provenant du B.K.A. allemand n'ont-elles pas été saisies à Vincennes ? Et puis, King, qui résidait aux Pays-Bas et venait d'y acheter une voiture, n'a-t-il pas débarqué brusquement à Paris, le samedi 28 août au matin, pratiquement sans bagages ? L'explosif saisi, mélange de penthrite et de tolite, n'est-il pas d'une recette spécifique aux républicains irlandais ? Enfin, dans tous les cas, un coup de pied aurait été donné *« dans la fourmilière »*, avec cette chute d'une *« base logistique »*, liée, peu ou prou, au milieu terroriste.

Certes. Mais un faisceau de bruits et de soupçons policiers ne suffit pas à faire une preuve judiciaire. C'est tout le problème posé par cet énigmatique dossier : peut-on faire la police comme l'on fait la guerre ?

EDWY PLENEL.

SCIENCES

Le C.E.A. va servir de support technique aux recherches sur les énergies nouvelles

Le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) et la toute jeune Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) viennent de conclure un accord de recherche. Comme a tenu à le faire remarquer le président de l'A.F.M.E., M. Michel Rolant, cet accord ne saurait, en aucun cas, faire de l'A.F.M.E., qui est spécialisée dans les énergies nouvelles, *« la feuille de vigne du programme électronucléaire »*.

L'administrateur général du C.E.A., M. Michel Pecqueur, n'a pas manqué de rappeler que cette *« coopération se plaçait dans une logique de complémentarité »* et que *« les actions du C.E.A. dans le domaine nucléaire »* gardaient *« leur ampleur et leurs priorités »*.

L'accord signé pour les trois années à venir prévoit que les échanges scientifiques et techniques se réaliseront dans les domaines où se rejoignent les missions de l'A.F.M.E. et le potentiel d'innovation et de valorisation du C.E.A. A cette fin, les deux organismes se proposent de créer quatre groupements d'intérêt public, GIP (1), ouverts à d'autres *partenaires, éventuellement industriels* :

● Un pour la bioconversion directe de l'énergie solaire — notamment par les algues — qui reprend en fait le fonds que constitue l'Association pour la recherche en bio-énergie solaire, créée au début de 1982, et dans laquelle sont représentés les intérêts du C.E.A., de l'A.F.M.E., du C.N.R.S., de la Compagnie française des pétroles, d'Elf et de Rhône-Poulenc. Les installations du laboratoire de bio-énergie solaire, construit à Cadarache (Bouches-du-Rhône), seront utilisées et un budget de 25 millions de francs sera consacré, cette année, à ces recherches ;

● Un pour les matériaux, avec l'aide du département de métallurgie du centre d'études nucléaires de Grenoble, pour faire des économies de matières premières en développant des matériaux de substitution, des matériaux composites et des procédés de recyclage des matières premières. Près de 15 millions de francs seront consacrés cette année à ces activités par le C.E.A. et l'A.F.M.E. ;

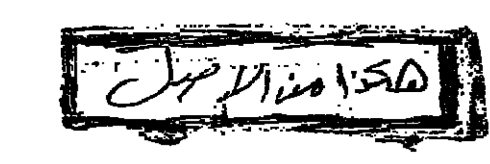
● Un GIP pour les plates-formes solaires, destiné à permettre l'expérimentation *« d'unités pilotes énergétiques »* en utilisant les moyens qu'offre le centre d'études nucléaires de Cadarache qui bénéficie de 2 750 heures d'ensoleillement par an. Ces activités devraient mobiliser, cette année, un buget de 21 millions de francs.

● Un GIP, enfin, pour les échangeurs thermiques, dont les retombées dans le milieu industriel pourraient être importantes ; 14 millions de francs sont réservés, cette année, à ces études.

La création des GIP demandant un certain temps dans la mesure où elle est soumise à l'agrément du gouvernement, l'A.F.M.E. et le C.E.A. ont quand même décidé de travailler ensemble sans plus attendre en ayant recours à une procédure de conventions annuelles analogues à celles que les deux organismes envisagent de passer dans les domaines de l'étude de la photosynthèse ou de la diffusion des énergies renouvelables dans le Pacifique sud.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Un premier GIP a déjà été créé entre l'A.F.M.E. et le Bureau de recherches géologiques et minières. D'autres sont sur le point de l'être avec le C.N.R.S., l'Institut national de la recherche agronomique, le Centre scientifique et technique du bâtiment, le Centre d'études du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts. Des conversations sont en cours, avec d'autres organismes comme E.D.F., les Charbonnages de France et l'Institut français du pétrole.



ILE-DE-FRANCE

L'INFORMATION PAR ORDINATEUR

APRÈS UNE EXPÉRIENCE DE DIX-HUIT MOIS

A Vélizy, Télétel prend sa vitesse de croisière

Depuis dix-huit mois, deux mille deux cents foyers des Yvelines participent à l'expérience de *télématique grand public* Télétel 3 V (du nom des communes de Vélizy, Versailles et du Val-de-Bièvre).

A l'heure du bilan, M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., et M. Pierre Huet, conseiller d'Etat, ont présenté, le 26 janvier, la première partie du rapport de la commission du suivi des expériences télématiques destinées au public. Ce rapport vise à fixer un cadre réglementaire pour l'ouverture de services télématiques.

A Vélizy, on constate que Télétel commence à trouver un public, notamment dans les familles, avec enfants dont les parents ont moins de trente ans.

« *TÉLÉTEL 3 V continue.* » Pour convaincre tout le monde, M. Louis Mexandeau a dû démentir les bruits les plus fantaisistes qui circulaient à la fin du mois de décembre 1982 : les P.T.T. allaient arracher les terminaux vidéotex aux abonnés de Vélizy (Yvelines), les prestataires de service devaient quitter le C.I.T.V. (1). La Direction générale des télécommunications (D.G.T.) allait abandonner Télétel pour mieux se consacrer aux projets de câblage. Un véritable « Waterloo » de la télématique, sous l'œil intéressé des Britanniques, qui tentent de relancer auprès du grand public leur système Prestel.

Mais non. Voilà donc Télétel reparti pour un an : trois mille nouveaux terminaux seront installés dans la région de Vélizy, dont un nombre important dans le même quartier afin de mieux mesurer l'impact local de ce système d'information. Les prestataires de service privés auront quelques mois de répit pour rapatrier leurs pages-écrans sur le serveur de leur choix. Le C.I.T.V. deviendra « Centre d'essai Télétel » et permettra à de nouveaux prestataires d'expérimenter leurs services.

Les deux mille deux cents utilisateurs domestiques de Télétel pour leur part ont vécu ces soubresauts sans trop s'émouvoir. « *Il faudrait que les gens disent quelque chose face à la télématique,* lance M. Guy Raffour, de l'Association pour le développement de la télématique domestique, qui regroupe des utilisateurs de Télétel 3 V. *Actuellement, c'est toujours les mêmes qui parlent, on tourne en rond comme des cobayes dans une caisse...* » Qui sont ces abonnés ?

Derrière l'« utilisateur moyen » qui appelle Télétel deux fois quinze minutes chaque semaine, se cache une autre réalité : 30 % des abonnés n'utilisent pas leur terminal et sur 6 % (soit 150 personnes) se concentrent le tiers des appels. Télétel est surtout appelé dans les foyers avec enfants de douze à quatorze ans et dans les ménages de moins de trente ans. Ce n'est pas l'enthousiasme, mais Télétel a trouvé cependant un public.

Cent quatre-vingt-dix prestataires de service se partagent ce marché. Un beau succès pour la D.G.T., qui avait présenté l'expérience comme un « galop d'essai » avant l'installation massive de l'annuaire électronique. En fait, 15 % d'entre eux rassemblent 75 % du trafic. Les six premiers font 50 % des appels. Parmi les vedettes : la presse, les sociétés de vente par correspondance, la S.N.C.F., certaines banques et une société américaine d'enseignement assisté par ordinateur, DIDAO. Dans les services les plus appelés, la part des jeux représente plus de 50 % des communications (2). Les prestataires qui ont eu le plus de succès ont cru, dès le départ, que le vidéotex était une technique d'avenir. La plupart vont à présent employer le savoir-faire acquis à Vélizy pour élargir leurs activités dans ce secteur. *Le Parisien libéré* a créé une S.A.R.L. spécialisée en télématique, la SCESI (Société commerciale d'études et de services informatiques), qui propose la création de services vidéotex et leur hébergement sur son serveur, opérationnel au second semestre 1983. JEF (Journal électronique français) propose également un service de conseil et de réalisation de produits vidéotex.

D'autres développements de services *professionnels sont attendus* : parmi eux, *la Cote Desfossés,* la *Banque de l'union européenne,* la BRED et Renault. La Régie testera dans certaines agences de Picardie – région où est installé l'annuaire électronique – un service accessible à ses agents et au public. « *Il faut avoir une double stratégie,* expliquait un responsable de la D.G.T. lors d'un séminaire organisé récemment par l'institut Télésystèmes, *développer des applications internes de type bureautique et élargir le cercle des personnes concernées : l'entreprise, ses fournisseurs, ses clients et enfin le grand public.* » Après dix-huit mois d'expérience, les prestataires de service sont sensibles à ce discours. Le vidéotex leur permet d'agrandir leur part de marché en touchant un nouveau public à moindre frais. « *Aujourd'hui, il est plus rentable d'ouvrir un service vidéotex que de construire de nouvelles agences* », estime Mme Agnès Biglia, attachée de direction à la Banque de l'union européenne. « *Avec le télépaiement, nous pourrons réduire les coûts relatifs au traitement du chèque – 6 à 8 francs – et supprimer 10 % des postes de travail* », indique un autre cadre bancaire.

Grâce à cette diversification, les entreprises peuvent attendre la mise en place de l'annuaire électronique, qui, seule, leur permettra de disposer d'un nombre suffisant d'abonnés pour rentabiliser un service grand public. *Le Parisien libéré*, qui prépare un « guide de la survie nocturne » dans Paris pour Télétel, a donc appris avec soulagement que les P.T.T. allaient installer 50 000 terminaux annuaires en Ile-de-France cette année.

Comment financer ?

Si l'expérience de Vélizy a permis à certains prestataires de définir des stratégies, nombreux sont ceux qui se heurtent encore à des difficultés. Mis à part l'administration et quelques entreprises qui misent sur Télétel pour augmenter leur productivité, la grande majorité des prestataires doivent facturer leurs services ou les financer par la publicité. Or, pour l'instant, facturer une dizaine de pages à 2 centimes pièce par des moyens conventionnels – comme le fait JEF – revient à 30 francs. La D.G.T. envisage donc de mettre en place un service dit « kiosque » qui permettrait de rémunérer l'information. Dans un premier temps, le compteur des abonnés tournerait plus vite lorsqu'ils appelleraient Télétel. Les P.T.T. encaisseraient la totalité des sommes dues et reverseraient leur part aux prestataires de service. Plus tard ils mettraient en place un système dit de « taxation par impulsion arrière », qui permet de facturer le service à l'abonné. Mais la meilleure solution semble être la carte à mémoire. Elle sera testée par les chèques postaux et la BRED auprès de trois cents abonnés de Télétel 3 V.

Mais pour produire cette carte à un prix acceptable – 20 à 30 francs – il faudrait en fabriquer au moins 2 millions. Comment les utiliser ? Peut-être en les vendant aux futurs abonnés de la quatrième chaîne de télévision qui viendraient ainsi en aide à Télétel...

Le financement par la publicité, dépend, lui, du cadre égal de l'expérience de Vélizy. Actuellement, les prestataires autres que les éditeurs de publications inscrites à la commission paritaire des publications et agences de presse ne peuvent faire de publicité que dans un domaine lié à leur objet social.

D'autre part, rien ne dit que Télétel soit un support publicitaire concurrentiel pour des annonceurs habitués aux tirages de la presse écrite et aux fortes audiences de la radio et de la télévision. « *Pour la radio, contacter un client revient à 4 ou 5 centimes,* explique M. Michel Rey, chargé d'études à Europe 1 (3). *Sur Télétel, il faut investir 5 francs. Ce prix ne baissera que lorsqu'il y aura des centaines de milliers de terminaux installés.* »

Enfin tout le monde se pose la question du coût des transmissions. Pour l'instant, la plupart des services transitent par le réseau Transpac, dont le coût est à la charge du fabricant de programmes donc du « demandé ». Une situation que les prestataires ne veulent plus accepter. Les P.T.T. étudient un système de taxation de « demandeur », qui vise à facturer une taxe de base toutes les deux minutes (au lieu de cinq minutes aujourd'hui à Vélizy). Pour les « fanas » de Télétel, la facture risque d'être dissuasive...

RICHARD CLAVAUD.

(1) Centre informatique Télétel de Vélizy. Ce centre appartient aux P.T.T. et abrite les services de certains prestataires. Les autres utilisent leur propre matériel informatique ou celui d'une société de services.

(2) La régie Renault a décidé de suspendre son service « jeux », qui lui coûtait chaque mois 35 000 francs pour la seule utilisation de l'ordinateur serveur.

(3) Europe 1 a pris la décision de suspendre son service Télétel.

A PARIS

Les premiers clignotements des journaux électroniques

LA Ville de Paris est une dame d'âge respectable qui n'aime pas être bousculée. Les journaux électroniques lumineux qui clignotent depuis longtemps dans les rues de dizaines de municipalités de banlieue et de province viennent de faire une timide apparition dans celles de la capitale.

Ils ne sont encore que vingt-huit, placés aux points de grande affluence. Juchés à 2,50 m du sol, d'une surface de 5 mètres carrés, ils commencent à diffuser jour et nuit, depuis la mi-décembre, des messages en style télégraphique.

Annonces d'exposition, programmes de théâtre et de concerts, avis de concours, ouverture de nouveaux jardins, tout doit être dit en sept lignes, pas davantage.

Le cerveau du système, installé par la société Decaux, est logé dans une annexe de l'Hôtel de Ville, où travaillent les cinq rédacteurs du « journal » (1). Les informations leur parviennent des différents services de la mairie, de la R.A.T.P., de la préfecture, des mairies d'arrondissement et des associations.

Ni publicité ni politique

Les opératrices rédigent le message et le « pianotent » sur un clavier. Un mini-ordinateur l'engrange alors dans sa mémoire puis, à l'instant convenu, l'expédie par fil téléphonique aux vingt-huit panneaux sur lesquels il s'inscrit durant quinze secondes. C'est une sorte de bouteille à la mer, un flash que les passants saisiront s'ils sont entraînés à la lecture rapide. Il faut donc répéter le message si l'on veut qu'il soit compris. Une cinquantaine de télégrammes sont ainsi envoyés quotidiennement dans les rues de Paris. Et une quinzaine chaque nuit donnant les numéros de téléphone des services d'urgence.

L'information passe-t-elle ? Les organisateurs du Festival d'art sacré, ceux du concours de dessins de Noël, qui avaient fait appel au journal lumineux, assurent que leur audience a nettement augmenté par rapport à l'an passé. Les associations auxquelles on avait promis de faire une place ont pu diffuser plusieurs messages. Mais Brigitte Gayet, rédactrice en chef du journal lumineux, est intransigeante. « *Je n'accepte ni publicité ni politique,* dit-elle, *pas question de discréditer un tel outil d'information.* » Les militantes du R.P.R. elles-mêmes se sont vu refuser un texte qui appelait à une réunion.

Des actes de malveillance ? Déjà le système électrique de l'un des panneaux a été saboté par deux fois. Peut-être l'inconnu qui a risqué l'électrocution pour réduire la mairie au silence a-t-il été choqué par l'une des annonces ainsi rédigée : « *La coulée verte de la Bastille : une promenade d'un kilomètre sur l'ancien viaduc, deux cents arbres, des bancs, des jeux...* » Il ne s'agissait que d'un projet d'aménagement et non d'une réalité. Mais le texte oubliait de le préciser. Trop de concision peut nuire à l'objectivité.

Une trentaine d'autres panneaux électroniques seront installés d'ici un mois. Principale difficulté : choisir des emplacements adéquats, là où passe la foule, mais loin des sites et des monuments protégés. Il ne faudrait pas défigurer Paris pour mieux informer les Parisiens.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Service des journaux lumineux, 276.47.47.

L'administration en queue

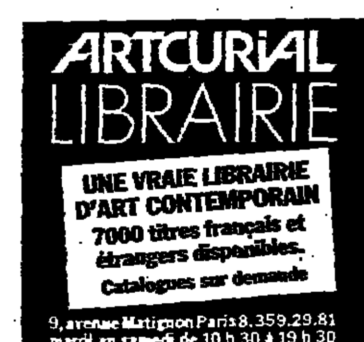
TÉLÉTEL 3 V a mis en évidence l'impact du vidéotex sur l'organisation du travail. Pour ouvrir un service, les chefs de projet ont dû faire travailler ensemble informaticiens et spécialistes du marketing et, lorsque les résultats étaient décevants (pages illisibles), des professionnels de la communication.

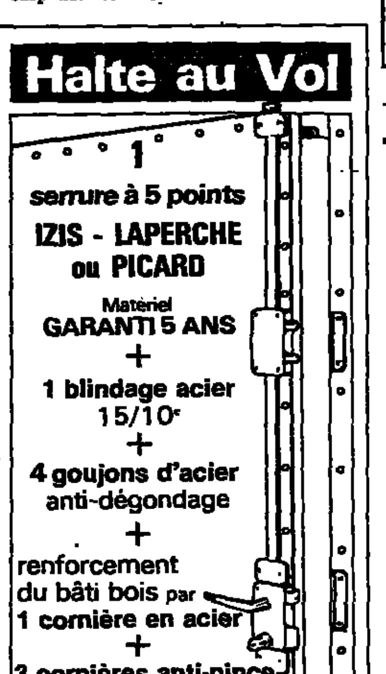
A Europe I, au *Parisien Libéré*, les journalistes n'ont pas accepté de travailler pour Télétel. Dans certaines banques, les équipes ont agi quasiment à l'insu des directions générales, sans budget propre. Ailleurs, le vidéotex a été ressenti comme un concurrent direct. A la régie Renault, par exemple, certains concessionnaires se sont sentis court-circuités par ce petit terminal qui permettait à l'usager de calculer tout seul le prix de revient de son véhicule ou ses mensualités de crédit pour un nouvel achat.

L'échec des services de l'administration peut aussi s'expliquer par la crainte du changement. Avec vingt-cinq services (autant que le secteur presse-radio-édition), l'administration n'obtient que 1 à 1,5 % des appels et figure parmi les rubriques les moins consultées. La plupart des ministères concernés n'acceptant pas la tutelle de la D.G.T., un organisme dépendant du secrétariat général du gouvernement, le CESIA (Centre d'étude des systèmes d'information dans l'administration) fut chargé des pages Télétel. Manque de moyens, absence de motivations ? Toujours est-il que le renseignement administratif à domicile n'a pas fait ses preuves.

Un ancien « patron » de la D.G.T. avance une explication : « *Les syndicats de la fonction publique et le Trésor ne sont pas étrangers à cette situation. Les uns ont traîné les pieds, car ils craignaient des suppressions d'emploi à terme, les autres voulaient freiner les ambitions de la D.G.T...* »

R. C.







MÉDECINE

LES CRITIQUES DES PROJETS DE M. RALITE PAR « SOLIDARITÉ MÉDICALE »

Notre message doit être entendu par l'opposition « qui porte tous nos espoirs »

déclare le professeur Bernard Debré

Des états généraux de la santé... Solidarité médicale, qu'anime le professeur Bernard Debré, avait vu grand en convoquant, dimanche 30 janvier, sous un chapiteau, square de *Choisy*, à *Paris 13e*, l'ensemble des organisations qui s'opposent à la politique sanitaire du gouvernement. L'ensemble n'était pas au rendez-vous. De tous les professionnels de la santé que heurtent les projets, jugés expéditifs, de M. Jack Ralite, ministre de la santé, n'étaient venus que ceux qui acceptent encore un discours devenu excessif. Cinq cents personnes environ, et non pas les quelques milliers que les organisateurs espéraient. Pour ajouter à l'embarras, le chauffage — pourtant dûment prévu et annoncé aux participants — avait rendu l'âme, et l'atmosphère était glaciale dans les travées clairsemées. Sabotage, dira du haut de la tribune le professeur Debré, « *les câbles ont été sectionnés* ».

Force fut donc d'écourter la réunion, après l'exposé de divers témoignages. Il faut, s'est écrié un kinésithérapeute, « *stopper cette épidémie qui s'est déclarée en 1981 et qui n'a d'autres nom que la « ralite »*. « *La médecine qui est bonne pour les lieux les plus reculés de la Sibérie est-elle bonne pour les Hauts-de-Seine ?* » s'est demandé un dentiste. « *Il faut rejeter les oukases à application immédiate* » que l'on cherche à nous imposer, a déclaré un hospitalier de Colmar.

Plus argumentées quoique tout aussi passionnelles se sont révélées les protestations des représentants de l'industrie pharmaceutique, des étudiants et chefs de clinique. Pour les industriels du médicament représentés dimanche, c'est la branche tout entière qui est menacée par les mesures gouvernementales : des prix pratiquement bloqués, des baisses autoritairement imposées, une publicité étroitement contrôlée, des autorisations de mise sur le marché de plus en plus difficiles à obtenir, une fiscalité et une bureaucratie envahissantes, bref, tout le dispositif de la politique du médicament a été vigoureusement dénoncée.

Comme furent rejetés les projets de réforme des études médicales, de modification dans les structures hospitalières, annoncées par le gouvernement. Il s'agit, s'est écrié le docteur Alain Haertig, chef de clinique à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, « *d'une multitude de projets mal structurés, incohérents, qui visent à niveler, à politiser un système de santé jusque-là protégé des luttes idéologiques* ».

Dans ses propositions, Solidarité médicale demande, outre le maintien d'un internat « *volontaire, sélectif, de haut niveau* » pour les futurs spécialistes, la constitution d'un « *véritable résidanat* » pour les généralistes et « *la reconnaissance du rôle prédominant des enseignants* ». Pour l'hôpital, l'organisation — qui demande la mise en œuvre des « *expériences de départementalisation dont le bilan sera proposé, au terme de de trois à quatre ans, aux autres hôpitaux* ». — souhaite le maintien dans leurs prérogatives des « *responsables de service désignés par leurs pairs* » et exige le rétablissement « *de l'exercice libéral pour les hospitaliers à temps plein* ».

Insistant sur la protection nécessaire du secret professionnel, du libre choix de leur médecin par les malades et sur le maintien du paiement à l'acte en médecine libérale, Solidarité médicale» demande enfin, outre « *la limitation du tiers payant* », la suppression des centres de santé intégrés, des pharmacies mutualistes et le « *réajustement, voire la suppression, de la taxe professionnelle* ».

« *Ce n'est pas un combat politique* », a conclu le professeur Debré, « *c'est un combat syndical* ». Pourtant, a-t-il ajouté, immédiatement, « *notre message doit être entendu* ». entendu non pas seulement par le pouvoir en place, « *mais par l'opposition qui porte tous nos espoirs...* ».

CLAIRE BRISSET.

ENVIRONNEMENT

UN MOIS APRÈS LES INONDATIONS

Quatre départements sont totalement « sinistrés »

Les inondations observées en France entre le 8 et le 31 décembre 1982 ont touché une grande partie du pays. Officiellement, vingt-cinq départements ont été déclarés « *en état de catastrophe naturelle* » (*le Monde* daté 16-17 janvier), dont quatre totalement : Charente, Charente-Maritime, Haute-Saône et Saône-et-Loire. De ces quatre départements, la Haute-Saône est sans doute celui qui a le plus souffert (comme on peut le lire dans le reportage ci-dessous), avec deux cent soixante-seize communes sinistrées recensées, dont les quatre principales villes : Vesoul, Gray, Lure et Luxeuil.

Le nombre de familles sinistrées en Haute-Saône, selon le relevé des mairies, s'élève à mille cent trent-sept. Quant aux dégâts, ils dépasseraient 21 millions de francs. Deux usines ont été particulièrement touchées : l'usine Dayton-Est de Chassey-lès-Scey (préjudice estimé à plus de 1 million de francs), ainsi que les Forges et tréfileries de Conflandey (1,8 million de francs perdus à cause de l'arrêt des fours à feu continu).

Conformément à la loi du 13 juillet 1982 sur l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, c'est maintenant aux sociétés d'assurance, sous le contrôle des autorités départementales, de chiffrer les dégâts à rembourser.

La « crue du siècle » à Soing (Haute-Saône)

De notre correspondant

Vesoul. — A Soing (Haute-*Saône*), *les inondations, on connaît.* Plusieurs habitants ont tracé à la peinture, à l'entrée de leur maison, les hauteurs relevées en 1970 et en 1980. « *Le 18 décembre 1982*, assure M. Louis Hory, ancien receveur des postes, *c'était pire qu'en 1930 et sans doute comparable à 1910.* » La preuve ? Mme Walter, qui a soixante-dix-huit ans, n'avait encore jamais vu l'eau entrer dans sa maison.

Les tapisseries qui sentent aujourd'hui le moisi en témoignent, l'eau est montée à 20, 30 ou 40 centimètres dans une quarantaine de maisons. Comme chez Jeannot Millot, le professeur d'anglais né au pays. « *J'ai eu beau*, dit-il, *relever de 70 centimètres la maison de mes parents, il y a eu 22 centimètres d'eau dans le salon.* »

La première cause, aux yeux de M. Etienne Bouvier, agriculteur et adjoint au maire, c'est la roche surélevée qui se dresse perpendiculairement à la rivière entre le hameau et l'unique pont. La masse d'eau de la Saône, en période de crue, bute en effet contre cette véritable jetée et déferle sur le village.

La route de la digue a même été défoncée par les inondations. Par mesure préventive, les arbres et les buissons qui bordaient cette jetée viennent d'être abattus. Remède insuffisant pour les villageois qui souhaitent encore l'ouverture de « passages à vaches » sous la route pour que l'eau des crues coule directement des prairies d'amont aux pâtures d'aval.

Aucun dédommagement n'est demandé à la préfecture ni au conseil général, mais seulement « *l'application stricte du droit d'eau* ». Les riverains ont rédigé une pétition dans laquelle ils se demandent « *si la levée des ouvrages mobiles — notamment au moulin du village — n'aurait pas limité les dégâts* ».

Aussi la direction de la protection civile et les services de la navigation, dépêchés sur les lieux il y a quelques jours pour calmer les esprits, ont-ils eu bien du mal à faire comprendre que ce n'était pas une vanne sur un bras qui pouvait arrêter « la crue du siècle ».

Les propriétaires du moulin, les jeunes frères Bernard et Jean-Louis Barberot, accusés de ne pas avoir ouvert les vannes à temps, se bornent à constater : « *Aujourd'hui, les gens n'acceptent plus rien. Même pour les catastrophes naturelles, il faut un bouc émissaire* ».

ANDRÉ MOISSÉ.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES INGÉNIEURS ÉCOLOGUES

Des marginaux face aux « grands corps »

Les ingénieurs écologues sont inquiets pour leur avenir. « *Les conséquences de la titularisation des contractuels risquent d'être désastreuses*, disent-ils. *On ne recrutera plus que des fonctionnaires pour traiter d'écologie. Les spécialistes seront soit écartés, soit embauchés pour une durée trop limitée* » (contrats de trois ans renouvelables une seule fois). Réunis à Paris, le 29 janvier, en assemblée générale, les membres de l'Association française des ingénieurs écologues (AFIE) (1) en viennent même à souhaiter la création d'un corps spécifique qu'ils avaient jusque-là toujours repoussée, de crainte de former à leur tour un organe administratif rigide. « *Puisqu'on nous oblige à entrer dans un corps, autant que ce soit le nôtre* », a observé M. Philippe Lagauterie, président de l'AFIE et directeur régional de l'architecture et de l'environnement à Rouen.

Pourquoi cette soudaine inquiétude ? Les ingénieurs écologues sont moins de cinq cents en France. Ingénieurs agronomes, docteurs ès-sciences (biologie) ou titulaires d'un diplôme d'études approfondies, ils ne constituent pas un corps homogène comme les ingénieurs des mines, des ponts et chaussées ou du GREF (génie rural, eaux et forêts), ceux que l'on appellent précisément « les grands corps » de l'Etat et qui sont rattachés aux grands ministères « aménageurs ».

Comme le ministère de l'environnement au sein du gouvernement, les ingénieurs écologues sont des marginaux, à cheval sur plusieurs administrations et plusieurs disciplines scientifiques (géologie, biologie, sociologie). Ils embrassent trop, et donc étreignent mal. Mais ils jouent un rôle chaque jour plus important dans une société rendue vigilante à l'égard des nuisances et de la pollution. Certains même ont réussi à créer des cabinets privés de conseil et d'expertise pour les études d'impact. La demande existe, ils ne demandent qu'à la *rencontrer... et à la satisfaire.*

Attachés à leur indépendance scientifique et universitaire, ils redoutent l'intégration à des ministères techniques où ils feraient figure d'alibi écologique. En même temps, pour tenir tête aux administrations « *qui se conduisent sur le terrain comme de grands féodaux* », ils sentent la nécessité de se réunir pour constituer une force d'équilibre. Leur rêve serait que le ministère de l'environnement, érigé en ministère d'Etat, acquière un poids spécifique et une autorité réelle. Un rêve, pour l'instant...

ROGER CANS.

(1) L'AFIE, créée en 1979, compte quelque cent vingt membres (26, rue Montmartre, 75001 Paris). Tél. : 233-33-52.

A Chooz (Ardennes)

ÉCHEC DE LA MANIFESTATION ANTINUCLÉAIRE

De notre correspondant

Charleville-Mézières. — L'impressionnant dispositif policier mis *en place le 29 janvier dans la région* de Givet (Ardennes), après la décision préfectorale d'interdire la traditionnelle manifestation antinucléaire de fin de mois à Chooz, a eu l'effet dissuasif recherché par les autorités.

Bloqués à la frontière franco-belge, paralysés par des contrôles *multiples, les manifestants* ne sont pas parvenus à se grouper. Ils n'étaient qu'une soixantaine au rendez-vous, en début d'après-midi, à Givet. La tension n'a été que de courte durée : après une distribution de tracts, le comité de Chooz contre *la construction de la seconde centrale* nucléaire a appelé à la dispersion en réaffirmant la nécessité d'organiser un référendum.

Les forces de l'ordre ont procédé à une trentaine d'interpellations de manifestants, trouvés pour la plupart en possession d'armes de diverse nature. *Ils ont été transférés* à Charleville-Mézières puis relâchés dans la soirée. Une courte manifestation s'est déroulée devant la gendarmerie du chef-lieu. — C. L.

CARNET

Naissances

— M. Jean-Jacques MONNOT et Mme, née Marie-Antoinette PEPIOT, ont la joie d'annoncer la naissance de

Élise.

Besançon, le 25 janvier 1983.

— M. Jacques RIGAL et Mme, née *Noëlle DIAMANT-BERGER,*

professeurs d'éducation physique, sont heureux d'annoncer la naissance de leur sixième enfant,

Élodie,

le 17 janvier 1983.

13, chemin des Moutiers,
11200 Lézignan (Corbières).

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de

Nathalie AUFFRET,

fille de Pierre Auffret et de Mme, née Geneviève Bompunt, dite Garrigues,

avec

Vincent LASCOUMES,

fils de Jean-Pierre Lascoumes (†) et de Mme R. H. Goldsborouc, née Christine Collet

Décès

M. CLAUDE DELORME

M. Claude Delorme, ancien député socialiste, président du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence, est décédé, jeudi 27 janvier à Marseille.

[Né le 9 mai 1912 à Marseille, M. Claude Delorme, avocat, était inscrit au barreau de Marseille depuis 1935. Il avait présidé l'Union nationale des étudiants de France de 1935 à 1938. Conseiller général du canton de Forcalquier depuis 1949, maire de la commune chef-lieu depuis 1965, Claude Delorme (P.S.) était président du conseil général des Basses-Alpes devenues Alpes-de-Haute-Provence, depuis 1958. Elu député de la deuxième circonscription de ce département (Manosque) en 1962, il s'était retiré, au second tour, des élections législatives de 1982 après avoir été devancé au premier tour par le candidat communiste, M. Pierre Girardot. M. Claude Delorme était vice-président du conseil général Provence-Alpes-Côte d'Azur.]

— On nous prie d'annoncer le *décès de*

Pierre CHAPISEAU,

ingénieur des travaux publics, survenu à Las Palmas (Canaries), le 28 décembre 1982.

Les obsèques ont eu lieu à Villejuif (Val-de-Marne), le 28 janvier 1983.

— Mme Gabriel Clarenc,

M. Marcel Clarenc
et sa famille,

Mme Edouard Longchampt
et sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Gabriel CLARENC,

ancien fonctionnaire au Maroc, survenu à *Annecy, le 20 janvier 1983.*

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

la comtesse Jean d'HARCOURT,
née Geneviève des Réaulx,

survenu à *Paris*, le *29 janvier 1983*, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Philippe du Roule, le mercredi 2 février 1983, à 10 h 30. Elle sera suivie, dans l'intimité familiale, de l'inhumation dans la chapelle de La Mailleraye.

De la part de :
Le comte et la comtesse Emmanuel d'Harcourt, leurs enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse Albert de Villeneuve Esclapon,
Mlle Maris-Aymée d'Harcourt,
Le baron et la baronne de Roubin, *leurs enfants et petits-enfants,*
M. et Mme Etienne Trubert
et leurs enfants.

— Mme Alice Haddad, née Attal,
M. et Mme Hubert Haddad et enfants,
M. le docteur Guy Haddad et Mme,
M. et Mme Georges Haddad,
Mme Clarisse Saada et enfants,
M. et Mme Gilbert Bellaïche,
M. et Mme Maurice Wolman,
Mme veuve Mardoché Haddad,
M. Jacob Haddad,
M. Joseph Haddad,
M. André Haddad,
Mme Chara Taïeb,
Parents et alliés
ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile Cheloumou HADDAD,

survenu, le 29 janvier 1983, à l'âge de soixante-dix ans.

La levée du corps aura lieu à l'amphithéâtre de l'hôpital Lariboisière le mardi 1er février, à 8 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.

— M. Hubert Haddad, président de la société OFRES,
La direction et les membres du personnel
font part du décès de

M. Emile Cheloumou HADDAD,

survenu le 29 janvier 1983.

— Nancy. Paris.
Mme André Maringe, son épouse,
Le médecin-colonel et Mme Gérard Lequy,
M. et Mme Jacques Maringe,
ses enfants,
Bruno, Christophe et Sabine Lequy,
Michaël, Antoine et Patrick Maringe,
ses petits-enfants,
Mme Hélène Bergery, sa sœur,
M. et Mme Maurice Roppenneck,
M. Marcel Roppenneck,
ses beaux-frères et belle-sœur,
Ainsi que ses neveux et nièces,
Et toute la parenté,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert MARINGE,

ingénieur des Arts et Métiers,
ancien professeur
de l'Ecole de brasserie de Nancy,
officier des Palmes académiques,

survenu le 30 janvier 1983 à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 2 février, à 10 heures, en l'église Saint-*Léon-IX*, à *Nancy*, *où le corps sera* déposé.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

9, rue de La Ravinelle, 54000 Nancy.
8 *bis*, avenue de la Garenne,
54000 Nancy.
40, rue des Petits-Champs,
75002 Paris.

— Nous apprenons la mort du médecin général inspecteur

Pierre RICHET

survenue, à Paris, le 27 janvier.

[Né à Paris le 1er novembre 1904, Pierre Richet avait entrepris ses études de médecine à Limoges, puis à Bordeaux, à l'Ecole du service de santé des armées, et à Marseille. Très vite nommé outre-mer, au Niger puis en Haute-Volta, il participe à la seconde guerre mondiale en Afrique comme directeur du service de santé d'Afrique, puis du service de santé de la 2e D.B. Devenu médecin-colonel, il dirige les services de santé des troupes d'Indochine de 1949 à 1952.

La seconde partie de sa carrière sera consacrée de façon passionnée au développement sanitaire de l'Afrique noire francophone, où il exerça les plus hautes responsabilités, en particulier à Dakar et à Bobo-Dioulasso, en Haute-Volta. C'est de cette ville en particulier, où siège l'O.C.C.G.E. (Organisation de coordination et coopération pour la lutte contre les grandes endémies en Afrique de l'Ouest), dont il était secrétaire général, qu'il élabore une stratégie de lutte contre plusieurs des grandes affections qui ravagent cette partie du monde.

En particulier, son nom restera attaché à la lutte contre la maladie du sommeil, l'onchocercose (ou cécité des rivières), la lèpre, la tuberculose et le paludisme. Il fut avec les chercheurs de l'ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique outre-mer) l'un des précurseurs du *programme international de lutte* contre l'onchocercose actuellement appliqué en Afrique de l'Ouest.

Expert de l'O.M.S. pour la maladie du sommeil, vice-président de l'Association internationale des filarioses, Pierre Richet a été à l'origine de très nombreux travaux sur les maladies tropicales.]

— Jacques Roubaud, son époux,
Marcelle et Arthur Blanchette,
ses mère et père,
Marc Blanchette, son frère,
Leurs familles, alliés et amis
ont la douleur de faire part du décès de

Alix Cléo ROUBAUD,

survenu à son domicile, 51, rue des Francs-Bourgeois, Paris-4e, le 28 janvier 1983.

« Ce dont on ne peut parler, il faut le taire. »
Ludwig Wittgenstein.

— Simone Rouault, son épouse,
Marie et Yves Rouault,
Annick et Daniel Guy,
Martine et Alain Rouault,
Jean-Marie Rouault,
Catherine Rouault et Jackey Lanoiselé,
Emma et René Rouault,
Yvonne Rouault
Roger Boudin,
Odette et Jacques Millet,
Pierre Boudin,
Leurs enfants et petits-enfants,
Ses cousins, collaborateurs et amis
ont la tristesse de faire part du décès de

Marcel ROUAULT,

professeur honoraire
à la faculté d'Orsay,

survenu subitement le 26 janvier.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité, le 28 janvier, en l'église Saint-Martin de Palaiseau.

2, *rue du 11-Novembre*,
91120 Palaiseau.

Remerciements

— Me Paul Bitoun et ses enfants,
Mme et M. P. Guedj et leurs enfants,
Leurs familles,
remercient les parents et amis qui leur ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de

Mme BITOUN Lina,
née Sebaoun-Benamour,

survenu le 18 janvier 1983, à Corbeil, à son domicile, 6, rue Widmer.

L'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité au cimetière de Corbeil, le 21 janvier 1983.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la mort de

Hubert HUSSON,

préfet,

une pensée est demandée à ceux qui restent fidèles à son souvenir, en union avec la messe qui sera célébrée au sanctuaire de Notre-Dame de Rocamadour (Lot).

Le 3 février 1983, à 11 heures.

— Pour le premier anniversaire du décès du

Docteur Maurice MATHIS,

une pensée émue est demandée à ceux qui l'ont connu, en union avec la messe qui sera célébrée à son intention le *12 février*.

Saint-Cloud, 39, rue du Val-d'Or.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

TRANSPORTS

Le métro de Lille roule sans conducteur

De notre correspondant

Lille. — Le premier ministre a visité, le 29 janvier, le chantier du métro de Lille, une visite qui a constitué une répétition avant l'inauguration officielle qui devrait avoir lieu *le 16 avril en présence du* président de la République.

Le système VAL (1) fait du métro de Lille un moyen de transport presque unique au monde puisqu'il est à pilotage entièrement automatique. Il fonctionne déjà sur 9 kilomètres. Le premier tronçon de la ligne numéro 1 relie Villeneuve-d'Ascq au centre de Lille, desservant treize stations différentes par leur architecture ou leur décoration.

Si la plus importante est la station Gares, point d'échange avec les autres moyens de transport collectif (S.N.C.F., tramways vers Roubaix-Tourcoing), la plus belle est sans conteste la station République. A deux pas de la préfecture et du musée des Beaux-Arts, elle se veut l'équivalent de la station Louvre à Paris.

Premier en France, accessible aux personnes à mobilité réduite, le métro de Lille se distingue également par son système de portes palières disposées tout au long des quais. Destinées à empêcher la chute éventuelle d'un voyageur sur la voie, elles ne s'ouvrent — telles les portes d'un ascenseur — que lorsque les voitures sont en station.

Les responsables de la *communauté* urbaine avaient prévu une exploitation « pré-commerciale » avant même l'inauguration. Mais un élément imprévu est venu contrarier ce projet : on a en effet découvert un champignon qui s'est attaché à la gaine de protection du système de pilotage automatique. Il a fallu recourir au laboratoire du Muséum d'histoire naturelle pour découvrir la nature de cette moisissure, connue jusqu'à présent uniquement dans les régions tropicales. Pas question de jouer avec la sécurité : tous les câbles seront traités et le câble défectueux remplacé. Ce qui demandera cinq *semaines de travail et impliquera* l'arrêt de toute circulation surla ligne.

Le métro de Lille ne s'arrêtera pas là. Dès le début de l'année prochaine, la ligne numéro 1 comptera 4 kilomètres de plus et cinq stations nouvelles ; elle conduira les voyageurs *jusqu'au centre hospitalier régional*. Une ligne numéro 1 bis est déjà décidée, desservant au nord-ouest de Lille les communes de Lomme et Lambersart (mise en service prévue en 1987). Une ligne numéro 2 est projetée entre Roubaix et Tourcoing pour 1990.

(1) Véhicule automatique léger.

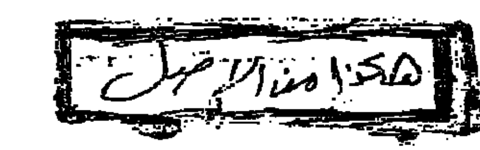
FAITS DIVERS

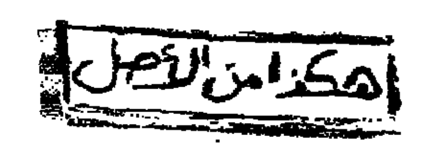
UN INDUSTRIEL ET SON FILS TUÉS PAR QUATRE MALFAITEURS

Quatre malfaiteurs ont abattu, dans la nuit de samedi 29 à dimanche 30 janvier, deux personnes, M. André Panel, quarante-cinq ans, industriel, et son fils Guy, vingt-deux ans, dans le pavillon qu'ils habitaient à Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne). M. Guy Panel, qui était en train de regarder la télévision, a entendu un bruit suspect dans la cave. Armé d'un fusil à pompe, il est descendu et s'est trouvé en présence des quatre hommes. M. Panel a ouvert le feu et, immédiatement, les quatre individus ont riposté, le blessant mortellement.

M. André Panel, armé d'un autre fusil à pompe, a voulu intervenir et a été au cours d'une fusillade tué sur le coup. L'épouse de M. Panel a assisté au drame et prévenu la police. Les enquêteurs de la brigade de répression du banditisme (B.R.B.) s'interrogent sur le mobile des malfaiteurs, qui pourrait être le vol. Ils se seraient introduits dans la villa pour s'emparer de la paie des employés de l'usine de M. Panel, La Nidless, située à Montreuil (Seine-Saint-Denis).







Le Monde

culture

EXPOSITIONS

LA FIN DU SALON D'ANGOULÊME

Un opposant dans la capitale de la « B.D. »

De notre envoyé spécial

Angoulême. – Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont assisté, du 28 au 30 janvier, à Angoulême (Charente), au Salon international de la bande dessinée, qui fêtait son dixième anniversaire. L'« Alfred 1983 », principal prix du Salon, a été décerné à Munoz et Sampayo, pour l'album *Flic ou privé* (édit. Casterman - A suivre) (1).

A Angoulême, on frôle à tout instant l'overdose de bande dessinée. Impossible d'y échapper. Dans les rues, des haut-parleurs tonitruants diffusent des débats sur la B.D. organisés par « Radio-Marguerite ». Les autobus promènent sur leurs flancs les portraits des héros populaires. Sur le champ de foire, sous deux immenses tentes s'entassent des dizaines d'exposants, des milliers de visiteurs, des dizaines de milliers d'albums. On s'y piétine devant des dessinateurs soumis aux cadences infernales des dédicaces. On admire en rêvant un très vieux « *Tintin en Amérique* » vendu 1 000 F. Des bambins sont guidés par leurs parents jusqu'au stand inabordable de *Pif-gadget* qu'une simple cloison sépare d'un éditeur pornographique. Posters, albums, revues, T-shirts, tout se vend et s'achète dans la frénésie d'un commerce à la mode.

Culture

Dehors, on voit des théories d'écoliers, conduits par leurs maîtres, des couples les bras tirés par des sacs bourrés d'albums, des jeunes par grappes, un journaliste japonais venu de Paris et qui cherche à comprendre. A 40 kilomètres à la ronde tous les hôtels sont pleins, les restaurants inaccessibles. Dans la salle de presse on s'arrache les appareils téléphoniques comme s'il s'agissait de rendre compte d'une conférence de l'OPEP.

Dans Angoulême, saisie par la B.D., n'y a-t-il pas d'endroit où reposer sa tête ? Si ! Une librairie, indifférente à ce chahut. Grande, belle, centrale. Dans sa vitrine des dizaines de livres d'art, des romans, des essais politiques de droite et de gauche et, dans un tout petit coin, un seul album de B.D. (le dernier Lucky Luke). Une sorte de provocation, un clin d'œil à ceux qui en ont par-dessus la tête de la B.D., une invite aux opposants. Etrange dans cette ville où même les fleuristes et les chemisiers exposent des albums. Entrons.

Voit-on, à Lourdes, un commerçant qui mépriserait la Grotte ? Notre libraire, la cinquantaine élégante, souriant, ne s'intéresse pas à la B.D. Ce n'est pas un opposant systématique : il a quelques albums dissimulés dans son rayon « enfants », autant dire rien. « *C'est simple*, dit cet infidèle, *je n'ai pas la culture B.D.* ». Il doit y avoir harmonie entre le vendeur et la chose vendue, sauf à être épicier. Cet homme de culture humaniste et classique – il fut professeur de français avant de reprendre cette librairie, il y a dix-huit ans – se souvient encore des copies de bac qu'il corrigeait et où il constata les « dégâts » de la B.D.

Mais, tout de même, Angoulême ! « *C'est vrai*, dit-il en riant encore, *nous sommes la capitale de la B.D. ! Mais je ne voudrais pas qu'on la transforme en institution. Je suis étonné de voir au Salon des instituteurs avec leur classe* ». La B.D., ce n'est pas son rayon et, apparemment, ce ne le sera jamais : « *Il faudrait que j'acquière cette culture mais il me semble qu'auparavant il y a beaucoup d'autres domaines plus importants à explorer. En ce moment, je m'intéresse à la musique. Et puis, que voulez-vous s'il y en a qui vibrent devant la B.D., moi c'est à Olympie que je vibre, c'est ainsi* ».

Mais la bande dessinée est un art, désormais, presque officiel ! « *C'est ce que m'a dit mon père, qui m'a parlé de son importance graphique. Il a peut-être raison.* » Rien n'y fera. Le libraire d'Angoulême n'aime ni ne déteste la B.D., il est comme des millions d'autres pour qui cela n'a aucun intérêt. Et il sourit encore en remarquant : « *Les trois jours du Salon sont, pour moi, les plus mauvaises ventes de l'année* ». Largué mais tolérant, il attend que cela se passe.

Dans la rue, à peine la porte franchie, un haut-parleur répand la voix de Philippe Druillet, meilleur dessinateur qu'orateur. Il explique aux masses angoumoises comment il s'est lancé dans une B.D. d'après « Salammbô » : « *Au début, j'ai eu la trouille de m'attaquer à Flaubert, j'avais les jetons. Et puis, finalement, il est pas chiant, Flaubert, pas chiant du tout.* »

Tout le problème est là, accueillant libraire : connaître et aimer, à la fois, Druillet et Flaubert.

BRUNO FRAPPAT.

(1) Les autres prix du palmarès sont les suivants : Ville d'Angoulême : J.-C. Forest ; Presse 1983 : *Libération*, pour la publication de *Ranxerox* et d'*Ardeur* ; Avenir 1983 : Thierry Clavaud (Paris) ; Fanzine : *Dommage*, à Confolens ; Enfants : *L'Étalon noir*, de Faure et Genin (Hachette).

VARIÉTÉS

LA FIN DU « MIDEM CLASSIQUE »

La musique des images

L'opération « Midem classique » terminée avec la fermeture du Midem tout court, le commando de producteurs de France-Musique délégué à Cannes est rentré à Paris « très fatigué », comme certains l'ont répété d'émission en émission. Mais satisfait sûrement d'avoir assuré, une semaine durant, l'écho hexagonal de ce qui – si l'on a bien compris les propos de l'organisateur de la manifestation, M. Pierre Wozlinsky, un matin à l'antenne nationale – devait être autant qu'un marché du disque (classique), une rencontre au sommet des organisateurs de concerts, impressarii et autres agents tourneurs ou non. Une foire aux musiciens, en somme, si le mot n'avait des relents de concours agricole.

L'auditeur resté à son poste, loin de la Côte d'Azur, et gratifié de retransmissions prestigieuses, n'allait pas rechercher à quel genre de public s'adressaient sur place les artistes-interprètes. Après tout, les professionnels sont en général trop occupés pour aller aux concerts « normaux » et il était judicieux (et probablement efficace) de leur ménager en un seul lieu et en un temps dévolu une série d'auditions. C'est ce qui se passe aussi à Cannes pour le cinéma et nul ne trouve à redire au système des projections privées, aux mises en scène sur la Croisette, au Tout-Paris sur la Côte d'Azur, sans même l'excuse d'un thème ou d'un genre.

Classique, contemporaine, baroque, extra-européenne, traditionnelle, jazz… Face au « business » c'est le même tabac que les variétés : *money is money*. La « grande musique » a aussi certaines lois. Tous les genres ont donc été honorés. Cela nous a valu d'entendre, le jeudi 27 janvier, la retransmission d'un concert donné en l'honneur de la musique de film et plus précisément d'Antoine Duhamel. L'Orchestre de Cannes-Provence-Côte d'Azur, dirigé par Philippe Bender, exécutait la musique de *Pierrot le fou*, ou plutôt une suite orchestrale recomposée par Duhamel avec les morceaux écrits par Jean-Luc Godard. Venait ensuite la musique de *l'Atalante* de Jean Vigo, signée celle-ci par Maurice Jaubert. Jaubert fut le pionnier, celui après qui Cloerec, Van Parys, Jansen, Delerue pourraient revendiquer leur statut de compositeur. En Italie, ceux-ci ont toujours eu le droit à égards et considération (ainsi Nino Rotta). Aux Etats-Unis (ainsi Miklos Rozsa, l'élève d'Honneger, l'ami d'Alain Resnais), vous trouvez dans n'importe quel magasin de disques au moins cinq versions de la musique de *Citizen Kane*. Et vous cherchez en France un enregistrement des mélodies de *la Grande Illusion*… Il faut ici saluer le travail de fond poursuivi par Alain Lacombe. Ce producteur de France-Musique est un passionné et ceux qui sont allés à Angers pour l'un de ses festivals de musique cinématographique savent qu'il a la passion communicative. C'était lui qui présentait à Cannes le concours Duhamel-Jaubert.

Duhamel a certes eu droit à la publicité cannoise et aussi à une petite nuit de gala dans les locaux de la SACEM et sur invitation. Une justice. Mais ce qui s'est passé pour lui à la Maison de la culture de Saint-Etienne, le vendredi 21 janvier, a sûrement dû être plus fort et plus émouvant. A l'occasion des Cinquièmes Rencontres cinématographiques, le compositeur qui anime depuis 1980 une école de musique à Villeurbanne était invité à composer une musique pour un film muet, et il avait choisi *L'homme du large*, chef-d'œuvre où Marcel Lherbier en 1920 inventait « la musique des images », autant dire toute l'écriture cinématographique. Serge Baudo, chef en titre de l'orchestre de Lyon s'étant désisté, c'est Antoine Duhamel lui-même qui a dirigé ce « concert cinématographique » sur scène et sous l'écran où défilaient les chapitres de ce film en forme de sonate, avec ses leitmotive plus beaux que les plus beaux ex-voto de marins bretons. Les musiciens de Lyon, attentifs aux battues particulières, atypiques, de Duhamel – grand enfant bientôt sexagénaire avec sa barbe en triangle de pope grec ayant trop lu Pierre Loti – ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour un spectacle total et une partition bien digne de Messiaen, et parsemée de sourires à la mémoire de Bartok. Un vrai style, ni illustration ni litho. Même sans la caution de tant d'invités de marque dans la salle – ils n'étaient pas là, – le public nombreux ne s'y est pas trompé. De la même façon, Marius Constant avait autrefois emporté une salle avec des notes, des mesures, des rythmes, des couleurs pour la *Nouvelle Babylone* d'Eisenstein.

MATHILDE LA BARDONNIE.

La SACEM et les droits d'auteur

La fin de l'année 1982 a mis un terme au débat engagé depuis quatre ans entre la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) et un groupe de discothèques représentant cent cinquante établissements qui refusent de verser à la SACEM, sur toute musique diffusée, les 8,25 % des droits d'auteur – ramenés en fait à 6,60 % par un accord avec les autres syndicats de discothèques regroupant globalement trois mille huit cent cinquante établissements. La première chambre du tribunal de grande instance de Paris a en effet débouté la société Princesse dirigée par M. Jean Castel, et cette décision renforce la position de la SACEM et pourrait faire jurisprudence dans le combat permanent qui opppse la Société des auteurs aux diffuseurs de son répertoire.

Le 15 décembre dernier, c'est-à-dire le même jour que le jugement, le tribunal de grande instance de Paris, considérant que la société de progammes FR3 avait minoré unilatéralement l'assiette de perception des droits d'auteurs de 50 millions de francs sous le prétexte d'imputations budgétaires nouvelles, condamnait la chaîne de télévision au paiement de cette somme majorée des intérêts légaux.

Comme la majorité des sociétés d'auteurs, la SACEM souhaite l'instauration de relations régulières et souples avec l'Etat, notamment l'établissement d'une procédure d'information du ministère de la culture sur ses activités. « Mais, *dit Jean-Loup Tournier, directeur général de la SACEM*, elle s'oppose à l'idée d'un contrôle administratif et financier qui serait exercé par l'Etat sur sa gestion. L'État est de plus en plus, directement ou indirectement, un utilisateur de la propriété littéraire et artistique. Comment les sociétés d'auteurs, et en particulier la SACEM, pourraient-elles accepter que l'État soit en même temps juge et partie des conditions d'utilisation de leurs répertoires et de leurs rapports avec les usagers ? Surtout dans l'actuelle et difficile conjoncture qui place les auteurs face au développement de l'audiovisuel. » – C. F.

THÉÂTRE

La ronde avec les mots

(Suite de la première page.)

Ils ne racontent pas plus qu'une comptine, et comme dans les comptines font lever les lois irréfutables de l'incompréhensible. Ils ne racontent pas plus qu'une musique dansante et, comme la musique, ils font naître des bouffées d'impressions, de souvenirs qui font la ronde. Comme au centre d'une ronde de miroirs, Ida se démultiplie, épie, se fuit. « *Identité, répétition* » étaient les deux mots favoris de Gertrude Stein.

Sur la scène, de l'Athénée, Viviane Theophilidès répète le personnage d'Ida dans un décor-jouet (de Hugues Aubin) – on dirait une boîte dans laquelle est enfermé un village avec une tonnelle dépliante, un « kit » auquel on peut ajouter des éléments. Sur fond de ciel sont disposées les Ida, elles sont cinq. Non, elles sont quatre autour d'une blonde longiligne aux allures d'éphèbe, Coco Felgeirolles, fantastiquement Ida, vive, drôle, à l'affût d'elle-même, adolescente dont l'identité mal assurée nourrit l'imagination, le désir de s'identifier à des êtres qui n'existent pas : l'*homme* (Guy Perrot), inaccessible monsieur qui parle et passe – qu'est-ce qu'elle veut savoir de ce qui n'est pas elle ? – la femme, belle, calme, une mère, mère idéale en robe d'antan (Viviane Theophilidès).

Ida se projette, se promène dans un monde où il arrive plein de choses qui ne lui arriveront pas. Elle se rêve. Elle serait reine de beauté, vivrait dans une grande maison avec un mari, recueillerait un chien, perdrait un parapluie. Elle serait sa jumelle Ida-Ida (Micheline Uzan), sérieuse, silencieuse, perdue dans ses pensées inquiètes et qui essaie de faire comme tout le monde. Elle serait Ida qui sait faire parler les mots avec la musique de sa voix (Bernadette Val). Elle serait la jeune fille insouciante qui traverse, va vers ailleurs en dansant des claquettes, avec des déhanchements candides et parlant *anglais* (Élodie Bear). Elle serait celle qui s'amusera de tout ça quand elle sera vieille, aura tout compris, et qui alors dansera comme on fait un pied de nez : Graziella Martinez, étonnante dame en noir, élégante avec ironie, vraie dame-dame telle que peut la percevoir une adolescente gauche, à la fois envieuse et moqueuse.

Les Ida voyagent dans une valise transparente, dans laquelle elles ressemblent à un sulfure géant fabriqué par un ogre ; elles babillent, font surgir un petit chien savant, se protègent d'un soleil absent sous des parapluies d'argent. Elles font la ronde avec les mots dans un paysage irréel couleur de fées, chaud comme le creux d'une épaule maternelle, cependant lointain parce que ce temps-là est passé. Viviane Theophilidès donne une fois encore à en savourer le goût piquant et moelleux. Elle rejoint les grands Américains dont elle a retrouvé la respiration, le rythme – les Richard Foreman, Bob Wilson, Meredith Monk. Ces enfants de Gertrude Stein dont elle recrée avec une fidélité sentimentale l'humour, le rire perlé, la mystérieuse clarté.

COLETTE GODARD.

★ Athénée : 19 heures, les mardis, mercredis, jeudis ; à 21 heures, les vendredis, samedis et dimanches.

MUSIQUE

Le pôle chorégraphique de l'Opéra du Nord inauguré

Le 28 janvier, à Roubaix, en présence du premier ministre, a été inaugurée la nouvelle salle du Colisée, pôle chorégraphique de l'Opéra du Nord. A l'Opéra de Lille sont présentées les créations lourdes et les ouvrages du répertoire. A Tourcoing, Jean-Claude Malgoire anime l'Atelier lyrique spécialisé dans la création. A Roubaix, c'est Alfonso Cata qui dirigera les ballets. L'ensemble est placé sous la responsabilité de M. Delfoss.

La salle du Colisée est bâtie sur les fondations d'un cinéma désaffecté. Il en a coûté 40 millions de francs, dont 20 millions à la charge de la région, 17 millions à la charge de la ville et 3 millions pris en compte par l'État. Elle est dotée des équipements les plus sophistiqués.

Le spectacle inaugural a été *les Hauts de Hurlevent*, la nouvelle chorégraphie de Roland Petit, d'après le roman d'Émily Brontë.

M. Alfonso Cata, élève de Roland Petit, a constitué une troupe de vingt-six danseurs, quatorze filles et douze garçons venus de différents pays (six sont Américains). Son premier spectacle sous le label de l'Opéra du Nord sera donné le 11 mars prochain. Il s'agira de trois œuvres majeures de Balanchine.

DANSE

BEJART AU PALAIS DES SPORTS

Le sacre et la tribu

En affichant un hommage à Stravinski pour le premier programme de son Ballet du vingtième siècle au Palais des sports, Maurice Béjart a imité ces orateurs qui entreprennent à voix sourde leur exorde afin de donner plus de force à la suite de leur discours. Car, c'est de *Thalassa Mare Nostrum*, hymne méditerranéen inédit aux Parisiens, que nous attendons sa rentrée en fanfare.

On ne saurait dire que les accords hottentots que Strasvinski a trouvés pour *le Sacre du printemps* ni même le barattage coruscant des mouvements de foules qu'il a écrit pour *Petrouchka* soient de la musique douce – et Dieu sait si la « sono » du Palais des sports nous en vrille les oreilles ! Mais le *Concerto en ré*, pour violon et orchestre, qui constitue la création de ce programme d'ouverture, nous a laissé une impresssion étrange : Comme si Béjart voulait faire taire ses éclats passés et devenir, pour un soir, balanchinien.

La partition de Stravinski date de 1931. Le *dolce tranquillo* du premier mouvement, le solo en forme de cantilène du deuxième mouvement, l'accompagnement aux cordes des deux autres mouvements, composent, décomposent et recomposent cette métrique qui inspire tant George Balanchine, le rêveur solitaire (lequel en fit un ballet confidentiel, *Balustrade*, en 1941). Il arrive cependant qu'un Balanchine trop sophistiqué dans ses recherches de chorégraphie rythmique devienne assommant. Mettons ce *Concerto* au rang des coquetteries de Béjart et accablons-le de compliments pour le final tonitruant du *Sacre du printemps*, qui a le mérite d'être dansé par sa propre troupe – une troupe dont la seule vedette, Jorge Donn, était absente, mais que tous ses éléments interprètent avec une violence admirable. Ce *Sacre* qui nous avait fait courir à la Monnaie de Bruxelles en 1959, chef-d'œuvre absolu, aujourd'hui au répertoire de l'Opéra, cette « géorgique de la Préhistoire », où l'*homme*, à peine primate, n'était qu'un mammifère, et la horde pas encore tribu…

OLIVIER MERLIN.

CINÉMA

« LA MORT AUX ENCHÈRES », de R. Benton

Le suspense en suspens

Still of the Night (le titre original, un peu moins racoleur que *la Mort aux enchères*, qui devrait valoir à Bertrand Tavernier des droits d'auteur) est le quatrième film écrit et mis en scène par Robert Benton, la cinquantaine bientôt sonnée, touche-à-tout de talent : journaliste, pas moins qu'à *Esquire* ; le théâtre, avec une collaboration à *Oh ! Calcutta* ; coauteur, avec son ami David Newman, du scénario de *Bonnie and Clyde*. Plus une admiration inconditionnelle pour François Truffaut.

L'éclectisme est *la* note dominante du style de Robert Benton, qui annonce aussitôt les couleurs : Hitchcock et Lang. Une blonde pas tout à fait fatale, car incarnée, tellement incarnée, par Meryl Streep, toute sensibilité, tout frémissement, traverse les songes un peu creux d'un « psy » souriant, Roy Scheider. Un de ses patients, directeur d'une célèbre salle de ventes de New-York, Crispin, a été assassiné dans des conditions mystérieuses. De psychiatre, Roy Scheider se transforme en émule de Sam Spade – il s'appelle lui-même Sam Rice. Il dénoue l'imbroglio dans les conditions les plus invraisemblables. Effets de terreur trop calculés, moments de suspense appuyés, alternent avec quelques scènes impeccables : l'ouverture, l'attaque dans Central Park, une vente aux enchères, véritable documentaire sur ce monde particulier.

Si le film se voit sans déplaisir grâce à ses deux principaux interprètes, il lui manque un ingrédient essentiel : la crédibilité. Robert Benton semble avoir hésité tout au long de son récit sur le chemin à suivre, un peu à l'image du personnage de Meryl Streep, desservi par un scénario faussement ambigû qui désamorce notre curiosité. L'humour est absent d'un récit qui en aurait grand besoin. – L. M.

P. S. – A la fin de la critique du *Territoire* de Raul Ruiz (*le Monde* du 29 janvier), il fallait lire *microscope*, et non *vidéoscope*.

PETITES NOUVELLES

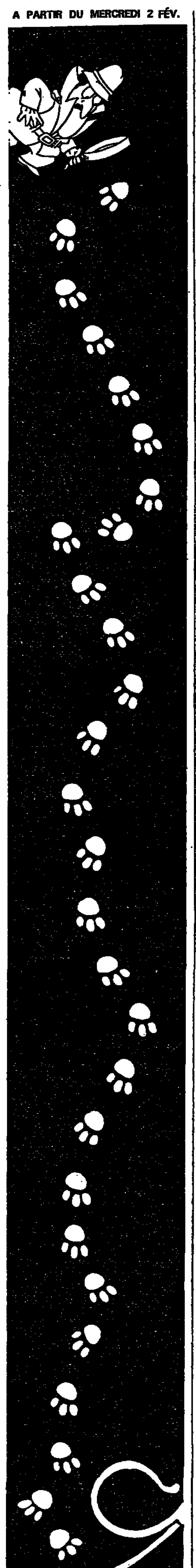
■ **Le chanteur kabyle Sliman Azem, disque d'or en 1972, est mort le 28 janvier à Moissac, dans le Tarn-et-Garonne, où il vivait avec sa famille depuis la fin de la guerre d'Algérie.**

■ **La Compagnie du théâtre-atelier du Luxembourg présente depuis le 19 janvier au Théâtre des Cinq Diamants une pièce de Cécil (Cécile Grandin) la Mort d'Elsa. Les représentations sont prévues jusqu'au 19 mars. La mise en scène est de Cécile Grandin elle-même qui jour le rôle d'Elsa, les trois autres rôles étant tenus par Edith Garraud, Jean-Louis Bihorean et Michel Chinchy. Les représentations ont lieu tous les soirs à 21 heures sauf dimanche et lundi, jours de relâche.**

★ **Théâtre des Cinq Diamants, 10, rue des Cinq-Diamants à Paris (13e).**

■ **Le manuscrit autographe des « champs magnétiques », texte surréaliste composé en 1919 par André Breton et Philippe Soupault – qui l'a identifié, – a été acheté 127 000 F par la Bibliothèque nationale, qui a préempté à 250 000 F une bible manuscrite, datant du XIIIe siècle.**

A PARTIR DU MERCREDI 2 FÉV.



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES TOTOS-LOGIQUES — Centre Pompidou (277-12-35), 18 h 30.

VOYAGE VERS LES OMBRES VERTES — Déchargeurs (236-00-02), 22 h.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50) : 19 h 30 : La Bohème.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20) : 20 h 30 : La vie est un songe.

BEAUBOURG (277-12-35) Débats-Rencontres Musée : 18 h 30 : Illustration des années 30 à travers l'œuvre de Hans Arp ; à 20 h 30 : Daniel Sibony ; Cinéma-Vidéo : à 16 h : Distorsion ; à 19 h : Pierre Soulages ; Théâtre : « Des écritures scéniques contemporaines » : 20 h 30 : le Théâtre d'en face.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : Concert : Musique du vingtième siècle, par l'ensemble « Musique oblique » ; A. Webern (sol. Judy Wham) ; L. Berio (sol. Turid Nordal-Haavik) ; F. Miroglio (Horizons courbes).

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : Moi.

ASTELLE - THÉATRE (238-35-53) 20 30 : le Malentendu.

HUCHETTE (326-38-99) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (544-57-34) I. 19 h : Moman ; 21 h : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : Tchoufa ; II. : 18 h 15 : Eden Cinéma. Petite salle, 18 h 30 : Parlons français.

MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74) 21 h : l'Education de Rita.

MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : R. Devos ; Petit Montparnasse 21 h : Trois fois rien.

NOUVEAUTES (770-52-76) 20 h 30 : Hold-up pour rire.

PENICHE-THEATRE (245-18-20) 21 h : Rêves d'écluses.

POCHE (548-92-97), 21 h : le Butin.

POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Sol : je m'égalomane à moi-même.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 : Freud ; II. 20 h 30 : l'Ecume des jours.

THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 18 h 30 : Portraits d'amis ; 20 h 30 : Yes, peut-être.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02) ; 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Pas de fantaisie dans l'orangeade.

THEATRE DE L'EPICERIE (272-23-41), 18 h 30 et 20 h : Guide des convenances 1919 ; 20 h 30 : Conte cruel.

THÉATRE DU MARAIS (278-03-53) 20 h 30 : le Misanthrope.

THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Le mal court ; 22 h 30 : Donnez-moi signe de vie.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Sur une île flottante.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Philippe Ogouz : Tout a changé ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier. — II : 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. — II : 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Une goutte de sang dans le glaçon.

LE FANAL (233-91-17), 20 h : la Musica ; 21 h 15 : J. Menaud-Le Mac-Amour.

LA GAGEURE (367-62-45), 22 h : la Garçonne.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : les Démones Loulous ; 22 h 30 : Elle voit des géants partout.

SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 22 h : Autant en emporte le banc.

THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Excuse-moi si je te coupe ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets ; 22 h 30 : Nitro Goldwyn-Pinson.

Le music-hall

CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 30 : Ben Zimet.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : A la courte-paye.

THÉATRE DES DEUX-ANES (606-10-26) 21 h : A vos ronds... fisc.

Les concerts

RANELAGH, 18 h 30 : M. El Ayachi (musique de fête et musique religieuse d'Algérie).

RADIO-FRANCE, grand auditorium, Cycle acousmatique : 18 h 30 : (Kosk, Berio) ; 20 h 30 : (Lejeune, Parmegiani).



Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 31 janvier

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : D. Lively (Mendelssohn, Brahms, Ravel).

LUCERNAIRE, 21 h : Abelone, D. Guiot, S. Joly.

FIAP, 20 h 30 : Trio Beverli (Mozart, Brahms, Chostakovitch).

ATHÉNÉE, 21 h : M. Arroyo, P. Molinari (Haendel, Scarlatti, Schubert...).

INSTITUT NATIONAL DES JEUNES AVEUGLES, 20 h 30 : Quatuor Viotti (Mozart, Schubert, Ravel).

CITÉ INTERNATIONALE, Grand Théâtre, 20 h 30 : Orchestre de chambre, dir. D. Cohen (Schoenberg, Cohen).

ALLIANCE FRANÇAISE, 20 h 30 : Opéra de Varsovie, dir. R. Satanowski (Rudzinski : les Mannequins).

THEATRE MUSICAL DE PARIS, 20 h 30 : Festival Strings de Lucerne : Corelli, Purcell, Carl Philipp Emanuel Bach, Haydn, Chostakovitch.

Jazz, pop, rock, folk

CASINO DE PARIS (285-00-39), 20 h : Joe Jackson.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Four Bones.

FORUM (297-53-39), 17 h 30 : B. Santell.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : New Jazz Bandar.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : J. Gourley, P. Michelot, Ph. Combelle.

En région parisienne

ASNIERES, C.C.A. (790-63-12), 20 h 45 : l'Ecole des maris.

MONTREUIL, Studio Berthelot (858-65-33), 21 h : le Temps des cerises.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : la Volonté du mort, de P. Leni ; 17 h : Chen Yi, le maire, de H. Zaolin et L. Yizhi ; 19 h 15 : la Volleyeuse, de Z. Nuanxin.

Les exclusivités

AMERIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

AMITYVILLE II (LE POSSEDE) (A, v.o.) (**) : Ermitage, 8e (359-15-71). — (V.f.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44).

ANNIE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08). — (V.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). — (V.f.) : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).

LA BARAKA (Fr.) : Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA BOUM 2 (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Images, 18e (522-47-94).

LE BRACONNIER DE DIEU (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gloria, 18e (627-60-20).

BRISBY, LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Murat, 16e (651-99-75).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (623-25-97) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

COMMANDO (Angl., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). — (V.F.) : Rex, 2e (236-83-93).

LA COURTISANE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

DANTON (Franco-polonais) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. - A.) (V. Ang.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — (V.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-72-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

LES FILMS NOUVEAUX

ANTONIETA, film franco-mexicain de Carlos Saura. V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LES AVENTURES DE PANDA, dessin animé japonais de Tomoo Fukumoto. V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Templiers, 3e (272-94-56) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

CLEMENTINE TANGO, film français de Caroline Roboh. Movies, 1er (260-43-99) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).

LA FUITE EN AVANT, film français de Christian Zerbib. Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA MORT AUX ENCHÈRES (*), film américain de Robert Benton. V.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 2e (770-72-86) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III, Film américain de Sylvester Stalonne. V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount-City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LE PRIX DU DANGER (*), Film français d'Yves Boisset. Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA REVANCHE DES HUMANOIDES, Dessin animé français d'Albert Barillet. Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LA TEMPETE, Film américain de Paul Mazursky. V.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLES, Film français de Bernard Guillou. Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

DINER (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-63).

DIVA (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Panthéon, 5e (354-15-04).

DOCTEURS IN LOVE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71). - V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). — (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

FIREFOX, L'ARME ABSOLUE (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

HECATE (Fr.) (*) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).

L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46). — (V.f.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Lumière, 9e (246-49-07).

LE JAPON DE FRANÇOIS REICHENBACH (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE JOURNAL DE CAMPAGNE (Franco-israélien) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

MÉNAGE A TROIS (A., v.o.) : Publicis-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Trois Haussmann, 6e (770-47-55).

MORA (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; VF : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (359-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

L'OMBRE DE LA TERRE (Fr-Tun.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

PIRANHAS II (*) (A.) : Tourelles, 20e (364-51-98).

PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

PRENDS TON PASSE-MONTAGNE, ON VA A LA PLAGE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA RIVIERE DE BOUE (Jap., v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18).

LE RUFFIAN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

SUBWAY RIDERS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

SUPERVIXENS (**) (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

TELL ME... (v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LE TERRITOIRE (A.-Port., V. Ang.) : Forum, 1er (297-53-74) ; République-Cinéma, 11e (805-51-33) ; Olympic, 14e (542-67-42).

TIR GROUPE (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.F. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

TRON (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-39-36) ; Napoléon, 17e (380-41-48).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59). Montparnos, 14e (327-52-37).

VIGILANTE (A, v.o.) (**) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Passy, 16e (288-62-34).

WESTERN (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

YOL (Turc, v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62). — Vf. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

Les grandes reprises

ABSENCE DE MALICE (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

AGENT X-27 (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

ALIEN (*) (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

LE BAL DES VAMPIRES (*) (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

LE BON LA BRUTE ET LE TRUAND (A., v.f.) : Paris loisirs bowling, (606-64-98).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

CASABLANCA (A., v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LE CLAN DES SICILIENS (Fr.) Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

DELIVRANCE (*) (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56) ; Rialto, 19e (607-87-61).

LA DEROBADE (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07).

DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

EASY RIDER (*) (A., v.o.) : Templier 3e (272-94-56).

EMMANUELLE (**) (Fr.) : Paramount-City, 8e (562-45-76).

L'EMPIRE DES SENS (**) (Jap., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62). V.f. : Arcades, 2e (233-39-36) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A., v.o.) : Action-Christine bis, 6e (325-47-46).

FRANKENSTEIN Jr (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

FREUD PASSION SECRÈTE (A., v.o.) : Action-Christine bis, 6e (325-47-46).

GEORGIA (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

GILDA (A., v.o.) : Olympic-St-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).

LE GUEPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.f.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

HISTOIRE D'O (**) (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07).

L'HOMME AU MASQUE DE CIRE (A., v.o.) : Action-Rive Gauche, 5e (354-47-62) ; Action-La Fayette, 9e (878-80-50).

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-52-56).

JESUS DE NAZARETH (1re partie) (It., v.f.) : Grand Pavois 15e (554-46-85).

LE LAURÉAT (A., v.o.) Quartier-Latin, 5e (326-84-25).

MAD MAX I (**) (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

LE MÉPRIS (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74).

MIDNIGHT EXPRESS (**) (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MELODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).

MÈRE JEANNE DES ANGES (Pol., v.o.) : Olympic Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic Entrepôt, 14e (524-67-42).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

MORT SUR LE NIL (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

PAPILLON (*) (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

PANIQUE DANS LA RUE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

PHANTOM OF THE PARADISE (*) (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50).

LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46) ; Acacias, 17e (764-97-83).

PROVIDENCE (Fr., Ang.) V. ang. : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Logos, 5e (354-26-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES QUATRE CAVALIERS DE L'APOCALYPSE (A., v.o.) : Action-Christine bis, 6e (325-47-46).

LA REINE CHRISTINE (A., v.o.) : Action-Christine bis, 6e (325-47-46).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LA STRADA (It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

LE TAMBOUR (*) (All., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

TOM JONES (Ang., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (**) (A., v.o.) Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE TROUPEAU (Tur., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 14e (326-58-00).

UN MATIN ROUGE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

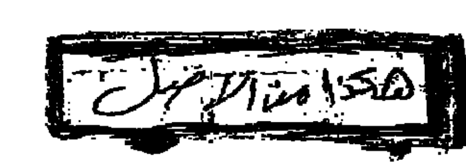
UN TRAMWAY NOMME DESIR (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

UNE FEMME DISPARAIT (A) (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (*) (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

WANDA (A., v.o.) : Studio Git-le-Cœur, 5e (326-80-25).

YAKUZA (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).





COMMUNICATION

EN CONTREPARTIE DE CERTAINES ÉCONOMIES

L'État accorderait 250 millions de francs en cinq ans au plan de développement de l'A.F.P.

Une assemblée générale des personnels du siège de l'Agence France-Presse, place de la Bourse à Paris, était convoquée lundi 31 janvier en fin de matinée, à l'initiative des syndicats. Le mécontement qui s'est manifesté déjà, en décembre sernier, à l'annonce de la suppression, en 1983, des primes et promotions dans le cadre d'un plan d'économie (de 10,5 millions de francs décidé par la direction générale, s'est trouvé relancé à la suite de la réunion du jeudi 27 janvier, portant sur certaines nominations et des titularisations de stagiaires. Mais la toile de fond du débat est l'avenir même de l'A.F.P., lié à un « plan de développement » qui suppose l'aide de l'État.

Un arrêt de travail, après consultation à bulletin secret du personnel de Paris mais aussi de province, pourrait être proposé pour le mardi 1er février, de 10 heures à 24 heures. Ni la date ni l'heure ne sont fortuits puisque le conseil d'administration de l'A.F.P. est convoqué mardi à 10 heures. Mais au-delà des revendications ponctuelles, c'est l'absence de concertation et l'ignorance dans laquelle les syndicats estiment être tenus d'un certain « plan de développement » de l'Agence qui font problème. Présenté dès le début de l'année 1981 au gouvernement Barre, le plan était remis, dans sa version définitive, à M. Pierre Mauroy en octobre 1981. Malheureusement, l'accord de principe — relatif — du gouvernement ne fut donné qu'à la fin de 1982.

Le secret entretenu autour de ce plan aurait été la condition mise par les gouvernements successifs pour éviter toute fuite sur les projets qui aurait pu être exploitée par les agences concurrentes (Associated Press et Reuter notamment). Selon d'autres sources, comme le gouvernement a subordonné son accord à un ralentissement de la progression de la masse salariale de l'A.F.P., il pouvait craindre que cette condition ne provoque une agitation dans le personnel et ne déclenche un nouveau conflit social. Depuis plusieurs mois, la direction de l'Agence se refuse à toute information sur le sujet...

Une lente dégradation

Les grandes lignes du plan de développement sont cependant révélées par un document qui circule « sous le manteau » : il s'agit d'une enquête effectuée par deux journalistes de l'A.F.P., avec l'accord verbal de M. Henri Pigeat, le P.-D.G. Elle était destinée à paraître, imprimée par le matériel de l'Agence, dans le bulletin intérieur, *Antennes*. Le document, remis au P.-D.G. au début du mois de janvier, a été rendu plusieurs jours plus tard à ses auteurs avec une mention défavorable. La direction générale renonçant à le faire paraître en raison de son caractère « pamphlétaire », selon les auteurs de l'enquête, ceux-ci décidaient alors de le publier à une centaine d'exemplaires et de le diffuser strictement à l'intérieur de l'Agence.

L'enquête se livre d'abord à un bref historique de l'A.F.P., qui révèle *« une lente dégradation depuis vingt ans »*, alors que ses deux principaux concurrents continuent de prospérer; A.P., en 1981, a été nettement bénéficiaire, et Reuter a fait plus de 17 millions de francs de bénéfices. La même année, l'A.F.P. enregistrait une perte de 6 millions de francs et pour 1982, elle doit aujourd'hui combler un déficit de 18 millions de francs.

La part des abonnements souscrits par les pouvoirs publices est passée, en douze ans, de 56,5 % à 63,2 %. Parallèlement, la part des recettes payées par les clients étrangers, véritable baromètre de l'Agence face à la concurrence internationale, est tombée de 18,8 % à 13,9 %. Simultanément, la masse salariale a augmenté plus vite que les prix et elle atteint aujourd'hui plus de 70 % du budget.

Selon les études prospectives menées par la direction dès 1980, la situation ne fera qu'empirer dans les prochaines années. *« Si rien n'est fait*, aurait déclaré M. Pigeat, *j'ai la conviction que l'A.F.P. court à sa ruine en tant qu'agence mondiale. »* D'où l'idée du plan de développement établi sous la conduite de M. Jean-Paul Vecchierini, directeur de ce département technique à l'Agence. Plan ambitieux puisqu'il exigerait 250 millions de francs d'investissements, sur cinq ans, confirme la direction, pour lesquels l'aide de l'État est nécessaire. Le 17 novembre 1982, le gouvernement fait savoir qu'il est prêt à débloquer cette somme (1), *sous réserve* que l'A.F.P. fasse la preuve de sa capacité à réaliser certaines économies, avant d'améliorer sa gestion en se dotant notamment d'une comptabilité analytique et en maîtrisant l'augmentation de sa masse salariale (rappelons que l'A.F.P. emploie 2 000 personnes environ).

Le plan de développement élaboré par la direction générale de l'A.F.P. se fixe des objectifs ambitieux : augmenter de 50 % en dix ans le chiffre d'affaires de l'Agence, multiplier par trois le nombre de ses clients et ramener à environ 40 % la part de l'État dans son financement. Dans le même temps, une centaine d'emplois seraient créés. Le plan dresse un catalogue de nouveaux « produits de presse » auxquels le gouvernement, après avis de deux commissions d'enquête successives, apporte des réponses plus ou moins favorables.

Trois nouveaux services auraient reçu, selon les enquêteurs , l'accord global du gouvernement :

— Le *« fil rouge »* dont le principe serait de fournir à des décideurs politiques, diplomatiques, économiques du monde entier les dix à vingt informations quotidiennes qui les concernent en priorité (sorte de *« lettre confidentielle »* comme il en existe dans la presse écrite) ;

— Le *« service sport-mondial »* pour lequel six cent cinquante clients immédiats et plusieurs milliers potentiels ont été recensés ;

— Le *« service magazine-mondial »* qui fournirait des articles et des grands reportages à des magazines et à des quotidiens du septième jour.

Pour financer le démarrage de ces trois services, l'État est prêt à accorder 100 millions de francs en cinq ans.

Les banques de données, symbolisées par « Agora » — système de mémorisation des dépêches lancé par l'A.F.P. il y a plus d'un an à la satisfaction générale, — seraient développées pour d'autres utilisations. Coût : 30 millions de francs accordés par l'État, à la condition toutefois que cela se fasse *« en accord avec la politique industrielle et informatique du gouvernement »*.

Le réseau mondial de transmissions à haute capacité — semblable au réseau ; A.V.D. installé sur la France en 1982 — offrant 32 canaux texte et un canal images, est agréé par l'État qui lui accorderait 33,5 millions de francs. La modernisation du système informatique de l'Agence (généralisation des majuscules-minuscules, informatisation de tous les bureaux à l'étranger et des services photos) serait également accepté. Coût : 32 millions de francs pour la création de structures commerciales et de gestion (comptabilité analytique) qui font actuellement défaut à l'A.F.P.

En revanche, le projet de réseau mondial de téléphoto (coût : 225 millions de francs) n'a pas été retenu par le gouvernement qui, sur l'avis des experts, estime que *« le marché mondial de la photo est en quasi-stagnation »*. Mais comme l'État accepte par ailleurs le financement du réseau à haute capacité, indispensable à l'acheminement de la téléphoto, le dossier n'est pas totalement refermé. Jugement réservé également des pouvoirs publics sur les projets de développement de l'information économique et financière à l'A.F.P., Secteur dans lequel elle est quasiment absente alors qu'il constitue la « poule aux œufs d'or » de l'agence Reuter. Le plan prévoyait un crédit d'environ 100 millions de francs. Compte tenu du retard accumulé vis-à-vis de la concurrence, l'État n'accorderait que 5 millions de francs.

Si les conditions du gouvernement sont réalisées, le déblocage des fonds pourrait commencer au milieu de l'année 1983.

Au terme de leur enquête, les deux journalistes de l'A.F.P. prennent le risque de porter un jugement sur *« ce qui a été fait, ou pas, depuis trois ans »*. S'ils accordent au plan de développement le mérite d'exister et de former *« un tout cohérent »*, s'ils soulignent le succès d'Agora et vantent les vertus du « Sytin », procédé (A.F.P.), unique au monde, de numérisation de l'image, ils déplorent l'absence de concertation réelle avec le personnel de l'Agence et le retard (un an au moins) contracté par le gouvernement pour rendre sa décision.

Mais ils reprochent aussi à la direction générale de l'A.F.P. sa position maximaliste, le « tout ou rien » derrière lequel elle s'est refugiée dans un attentisme à leurs yeux coupable. A l'appui de leur thèse, ils citent l'abandon des essais engagés sur « le fil rouge », le refus de tenter le lancement d'un service « à la carte » pour les sports et surtout le retard, qualifié par eux d'*« inexplicable »*, apporté au passage en majuscules-minuscules du service allemand, *« situation qui n'est pas étrangère au déficit de 4 millions de francs enregistré cette année par ce service »*. Ils constatent enfin le silence observé par le plan de la direction dans le secteur audiovisuel où la prolifération des radios locales privées, les projets de câblage TV, etc. ouvrent pourtant des perspectives de service d'information à étudier.

CLAUDE DURIEUX.

(1) Constitués par une dotation en capital (environ un tiers) et par un prêt à long terme et à bas taux d'intérêt.

LE CONFLIT CINÉMA-TÉLÉVISION

Le nouvel arbitrage de M. Mauroy pourrait apaiser la polémique

Calmées les rebellions et les croisades belliqueuses ? Stoppées tout net les poussées de fièvre et de tension, la polémique et les rumeurs ?

C'est en tous cas ce que souhaite le gouvernement et la lettre que le premier ministre a adressée vendredi 28 janvier aux trois présidents de chaîne pour leur faire part des mesures sur les rapports entre le cinéma et la télévision inscrites dans les nouveaux cahiers des charges des chaînes n'a d'autre but que, par quelques concessions habilement dosées, apaiser la polémique (*le Monde* du 28 janvier).

D'un côté, les professionnels du cinéma, ardemment défendus par M. Jack Lang, le ministre de la culture ; de l'autre, les responsables des chaînes de télévision, inquiets des revendications et sommations des premiers. On en appelait à l'arbitrage du premier ministre. C'est chose faite. Et M. Georges Fillioud, le ministre de la communication, organisait vendredi une réunion impromptue avec la presse pour en rendre compte.

« Les cahiers des charges ne seront publiés que dans un mois, a dit M. Fillioud, *mais l'offensive des gens de cinéma nous a fait précipiter le mouvement ! »*

A conflit délicat, réponse nuancée. On y ressent à la fois la volonté de prendre en compte la grogne des professionnels du cinéma en réajustant les contributions des chaînes au financement global du cinéma, et le souci de répondre aux inquiétudes des présidents de chaîne en leur évitant toute disposition trop contraignante, susceptible de limiter leur marge d'initiative. Les mesures ? Elles sont quatre, essentiellement.

D'abord, et contrairement à une revendication du BLIC (Bureau de liaison des industries cinématographiques), il ne sera pas fixé d'enveloppe globale destinée aux achats de droits de diffusion des films. Pas plus de fixation d'un prix plancher, pour l'achat des droits d'un film. *« Les lois du marché doivent jouer*, a déclaré le ministre de la communication, *la liberté de négociation restera entière. »* M. Mauroy a fait ici machine arrière, après un premier arbitrage plus favorable aux thèses du cinéma et de M. Lang.

En revanche, le BLIC devrait se montrer relativement satisfait de l'augmentation de la « part antenne », c'est-à-dire de la rémunération du droit de diffusion des programmes dans lesquels la chaîne a une participation. Une « part antenne » progressive, égale à 15 % du devis de la production lorsque celle-ci ne dépasse pas 10 millions de francs ; au-delà de cette somme, le taux est réduit à 10 % (en 1982, le taux était de 8,7 % en moyenne).

Le ministre a précisé que cette part antenne donne aux sociétés la liberté de négocier le droit d'une seconde diffusion, que les devis devront être soumis pour expertise au Centre national du cinéma (afin d'éviter la *tentation inflationniste*), et enfin que la disposition ne s'appliquera pas aux œuvres de cinéma bénéficiant de l'avance sur recettes.

Enfin, les budgets des trois sociétés de programmes devront être réactualisés pour tenir compte de l'inflation. Cela impliquera une augmentation de 8 % des versements de la chaîne au Fonds de soutien à l'industrie cinématographique, ainsi qu'à sa filière « cinéma ».

Applicables dès la publication des cahiers des charges, et donc après avis de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, ces mesures, a indiqué le ministre, ne seront pas reconductibles d'année en année, mais devront être discutées à nouveau pour tenir compte de l'irruption d'un quatrième canal de télévision hertzienne ainsi que d'autres réseaux.

Lundi 31 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF1



20 h 35 L'Avenir du futur, film : Avalanche.
Film américain de C. Allen (1978), avec R. Hudson, M. Farow, R. Forster, J. Nolan, R. Moses.
Un promoteur qui a déboisé une région du Colorado, pour créer une luxueuse station de sports d'hiver, se trouve responsable d'une avalanche, le jour de l'inauguration.
Un film catastrophe, un conflit psychologique et sentimental, une leçon d'écologie : autant dire une avalanche de poncifs !

22 h 5 Débat : Prévoir les cataclysmes.
Avec MM. H. Tazieff, commissaire aux risques naturels majeurs ; le professeur P. Rognon, paléoclimatologue, J. Labeyrie, géophysicien, et N.Ohhira (sous réserve) géologue, directeur général du Centre national de recherches pour la prévision des catastrophes naturelles du Japon.

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Domino, de M. Achard, mise en scène J. Piat, réal. A. d'Hénault. Avec J. Piat, D. Lebrun, A. Mottet...
Pièce créée le 2 février 1931 à la Comédie des Champs-Elysées : Heller trouve une lettre d'amour adressée à Lorette, sa femme, signée François.

22 h 20 Document INA : Anne Rochelle.
de P. Medoux, réal. M. Bonnal.
Une femme seule écrit son journal. Une quête du passé, qui manque de consistance.

23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Film : Thérèse Raquin.
Film français de M. Carné (1955), avec S. Signoret, R. Vallone, J. Duby, R. Lesaffre, M.-P. Casilio. (Rediffusion.)
A Lyon, une jeune femme, étouffant entre un mari médiocre et une belle-mère tyrannique, devient la maîtresse d'un camionneur italien. Celui-ci tue le mari, au cours d'une violente dispute dans un train.
Un roman de Zola modernisé, transposé, recréé par Marcel Carné, sans naturalisme, comme une étude de mœurs dominée par la passion et la fatalité. Admirable interprétation.

22 h 25 Journal.

22 h 45 Magazine : Thalassa.
« Les Archéonautes ».

23 h 5 Une minute pour une image.
Sur une idée d'Agnès Varda.
Deux minutes, ce n'est rien. Une image chaque soir pendant cent vingt secondes, une image calme c'est dérisoire ? Il semble que non.

23 h 10 Prélude à la nuit.
Impromptu nº 3 en sol bémol, de F. Schubert, par Li Tian, pianiste.

FRANCE-CULTURE

20 h, L'ancien champion de basket au contre un, d'I. Horwitz. Avec N. Arestrup et J.-L. Horwitz.
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : Soren Kierkegaard, le rebelle de l'absolu.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

21 h 15, Concert (donné au Théâtre des Champs-Elysées le 26 mai 1981) : « Musique pour cordes, percussions, celesta » de Bartok ; « Punkte » de Stockhausen ; « Sinfonia pour huit voix et instruments » de Berio ; par l'Orchestre national de France et les New Swingle Singers ; dir. P. Boulez.
23 h 15, Cycle de quatuors (donné au grand auditorium de Radio-France le 9 février 1982) : « Quatuor à cordes » de Haydn et de Takemitsu, par le Quatuor de Tokyo.
0 h 40, « Boléro » de Ravel par l'Orchestre symphonique de la Bayerischer Rundfunk.

Mardi 1er février

PREMIÈRE CHAINE : TF1

11 h 15 TF 1 Vision plus.
12 h HF 12 (info.)
12 h 30 Magazine d'informations et météo.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
14 h 25 Série : Los Angeles, années 30. Dossiers, variétés.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.). Concurrence, des prix en série.
20 h 35 Série : L'an 40 ou un peuple et ses fantômes.
Emission de Claude Santelli avec M.-C. Barrault, P. Vaneck, M. Lonsdale, F. Maistre et Y. Gasc.
De l'attaque allemande du 10 mai 1940 au 11 novembre de la même année. C'est tout un pan de l'histoire de France que Claude Santelli met en scène, analyse et traduit. Un patchwork étonnant qui mêle les témoignages, les archives, la lecture de textes historiques et de morceaux de fiction. La griffe, le métier, le génie d'un des plus grands réalisateurs français.
22 h 50 Journal.
23 h Journal.
23 h 15 Deuxième film : l'Aigle des mers.
Film américain de M. Curtiz (1940), avec E. Flynn, B. Marshall, C. Rains, D. Crisp, F. Robson (v.o. sous-titrée).
Un corsaire de la flotte britannique se dévoue à la reine Elisabeth, à l'époque où Philippe II d'Espagne prépare l'attaque de l'Angleterre par son « Invincible Armada ».
Somptueux et baroque, ce film d'aventures historiques avec batailles navales est un produit parfait des studios Warner Bros, un grand « classique » de Curtiz et son acteur favori, Errol Flynn, digne, ici, de son mythe...
1 h 15 Une minute pour une image.
1 h 20 Prélude à la nuit.
Valse nº 1, de F. Chopin, par Li Jian au piano.

DEUXIÈME CHAINE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Journal.
12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 45 Série : Les amours de la Belle Epoque.
14 h Aujourd'hui la vie.
Sécurité et transports collectifs
15 h 5 Série : Hunter.
15 h 50 Reprise : Chansons sans frontières. (Diff. le 30 à 20 h 35.)
17 h 5 Entre vous.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord
(I.N.C.), l'affichage des prix : la C.S.C.V. sur le terrain.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : Marathon Man.
Film américain de J. Schlesinger (1976), avec D. Hoffman, L. Olivier, R. R. Schneider, W. Devane, M. Keller, F. Weaver.
Un étudiant juif new-yorkais, dont le père fut victime de la « chasse aux sorcières », se trouve, à cause de son frère agent des services secrets, tourmenté et pourchassé par d'anciens nazis.
Un film d'angoisse, réalisé avec beaucoup de brio, d'après le roman de William Goldman (plus âpre, plus profond). Démonstration réussie de « style hollywoodien », et festival d'acteurs.
22 h 30 Débat : Que sont devenus les criminels de guerre nazis ?
Avec MM. S. Wiesenthal, l'homme qui a consacré sa vie à la recherche des nazis ; J. Delarue, historien ; G. Kiersch, directeur de l'Institut politique international de Berlin ; E. Aliciguzel, rescapé d'Auschwitz.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Nouveau contrat social.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 35 La dernière séance.
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
Avec, à 20 h 40, les actualités Gaumont de 1948 ; à 20 h 45, Tom et Jerry ; à 22 h 40, Tex Avery et 22 h 50, Réclames.
20 h 50 1er film : les Aventures de Don Juan.
Film américain de V. Scherman (1948) avec E. Flynn, V. Lindfors, R. Douglas, A. Hale, R. Warwick.
Sous le règne de Philippe III, un noble espagnol, célèbre pour ses conquêtes féminines, tombe amoureux de la reine et s'oppose aux intrigues du premier ministre.
Pour un peu, ce serait « Ruy Blas » ! La seule raison de voir ce film, dont le tournage souffrit de nombreuses difficultés, est la présence d'Errol Flynn, bien qu'il n'y soit pas en pleine forme.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales.
8 h, Les chemins de la connaissance (voir lundi) ; à 8 h 50, le cœur enneigé.
9 h 7, La matinée des autres : le crocodile, mythes et rites, par J. Kelen.
10 h 45, Un quart d'heure avec Pierre Delaveau.
11 h 2, Musique : La production des disques à Radio France (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons : Malaisie.
14 h 5, Un livre, des voix : « Visions d'Anna », de M.-C. Blais.
14 h 45, Les après-midi de France- Culture : le monde au singulier ; à 16 h 10, Débat ; à 16 h 30, Micromag ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, Feuilleton : Le bonheur fou.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : la théorie des catastrophes, une philosophie scientifique (théorie des catastrophes et processus divinatoires).
20 h, Dialogues : *Création et dérivés technologiques*, avec P. Braffort et J. Roubaud.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Œuvres de Chostakovitch.
7 h 10, Intégrale des sonates de Beethoven.
8 h 5, Œuvres de Ravel, Prokofiev, Tchaïkovski.
9 h 40, Concert : « Die Soldaten », de Zimmermann par le Nouvel Orchestre philarmonique et chœurs de Radio-France.
12 h, Intégrale des sonates de Beethoven.
14 h, Œuvres de Corette, Calmel, Sancan.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, Œuvres de Boulez, Stravinski, Schönberg, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. Pierre Boulez.
17 h 5, Concert : « Symphonie nº 7 » de Mahler, par l'Orchestre national de France, dir. G. Bertini.
18 h 30, Studio-Concert (en direct du Studio 106) œuvres de Lunsdaine, Alexander, Louvier, par M.-C. Milan et G. Bonneton-Ibanes en duo de piano.
19 h 35, Concert *(donné au grand auditorium de Radio-*France le 30 septembre 1960) « Divertissement » de Ibert ; « Sinfonietta » de Britten ; « Mouvement symphonique » de Reger ; « Cinq lieder » de Wolf ; par la Formation de Chambre du Nouvel Orchestre philharmonique ; dir. O. Guion ; sol. H. Schaer, mezzo.
20 h 30, Concert (donné en la Basilique Saint-Denis le 17 novembre 1982) « Le Paradis et la Péri » de Schumann ; par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France ; dir. W. Sawallish ; sol. H. Donath, L. Peacok, J. Hamari, F. Araiza...
22 h 20, Concert : Œuvres de Mozart, J. Brahms, Dvorak ; par J. Rawier, piano, J.-J. Kantorow, violon, P. Müller, violoncelle.
23 h 35, Jazz-Club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 31 JANVIER

— *M. Paul Quilès*, secrétaire national du P.S., député de Paris, est l'invité de l'émission *« Face au public »*, sur France-Inter, à 19 h 15.

— *MM. Alain Chenard*, maire (P.S.) de Nantes, et *Michel Chauty*, sénateur (R.P.R.) de Loire-Atlantique, participent à l'émission « Spécial municipales » sur Europe 1, à 19 h 30.

MARDI 1er FÉVRIER

— *Mme Edith Cresson*, ministre de l'agriculture, et *M. Jean-Pierre Abelin*, ancien député de la Vienne (U.D.F.), participent à l'émission « Spécial municipales » d'Europe 1, à 19 h 30.

— *M. Michel Muller*, secrétaire fédéral du livre C.G.T., est reçu à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C., à 8 h 30.

Le Monde

sports

ESCRIME

Victoire de l'Italien Cerioni au Challenge Martini

En dépit du forfait traditionnel des fleurettistes soviétiques et des absences non moins regrettables de plusieurs spécialistes de grand talent, tels l'Allemand de l'Ouest Behr, le Roumain Kuki, le Polonais Zych ou l'Italien Borella, près de trois cents tireurs, représentant dix-neuf nations, *ont participé à la trentième édition du Challenge Martini, gagné*, dimanche 30 janvier, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, par l'inattendu Transalpin Stefano Cerioni.

Vainqueur, dans l'assaut décisif, du Français Pascal Jolyot, sur le score sans appel de dix touches à cinq, ce Romain, âgé seulement de dix-neuf ans depuis le 24 janvier, et au gabarit impressionnant (1,90 m, 88 kilos), est, après Andrea Borella en 1978, le deuxième Italien à inscrire son nom au palmarès de cette classique de début de saison, dont la phase finale a, une nouvelle fois, été suivie par plus de quatre mille spectateurs enthousiastes. Les Français Philippe Omnès et Frédéric Pietruszka, se sont classés respectivement aux troisième et quatrième places.

Le fleuret italien continue d'avoir le vent en poupe. Après Fabio Dal Zotto, champion olympique à Montréal en 1976, après Mauro Numa, champion d'Europe et vice-champion du monde, après les Borella, Servi, Scuri et autres Cipressa, voici Stefano Cerioni, le dernier-né de cette brillante génération spontanée. Il a effectué une entrée d'autant plus remarquée dans la carrière que le Martini est la vitrine de l'escrime. Depuis 1953, la succès du plus important tournoi du monde, au regard de son impact populaire, ne s'est en effet jamais démenti. A tel point que de nos jours le Tout-Paris assiste à la finale du Martini comme il s'aligne dans le cross du *Figaro* ou se presse dans les gradins du stade Roland-Garros au moment des Internationaux de France de tennis.

Parallèlement à son audience auprès du grand public et au développement de l'escrime en France (trente-trois mille licenciés), le nombre de fleurettistes désireux de tenter leur chance dans cette épreuve-phare n'a cessé de croître. Ce challenge, dont la vocation a toujours été de réunir l'élite et la masse, devenait difficile à organiser sur deux journées. D'où les éliminatoires régionales qui se déroulent désormais dans chaque ligue et auxquelles ont pris part plus de huit cents tireurs. En définitive, c'est un budget de près de 150 000 millions qui est consacré chaque année par Martini-France à cette compétition. Merveilleux outil de propagande, elle favorise grandement la tâche de la Fédération française d'escrime (F.F.E.) qui, pour l'exercice 1983, se trouve néanmoins confrontée à d'inextricables problèmes financiers. Principaux secteurs touchés par la politique de rigueur imposée par le gouvernement : la détection (100 000 francs de subventions au lieu de 400 000 francs en 1982) et le haut niveau.

Le bureau fédéral et le directeur technique national, M. Jean-Michel Oprendek, ont donc été obligés de procéder à des coupes claires dans le calendrier des compétitions. Ainsi, le déplacement des épéistes à Tallin (U.R.S.S.) est d'ores et déjà annulé, tandis que les Français seront une nouvelle fois absents des championnats d'Europe disputés à Lisbonne au cours de l'automne prochain. Par ailleurs, la participation des Français au tournoi de Kiev (fleuret masculin) et de New-York (sabre) reste très hypothétique.

Contradictions

Devant cette situation, M. Rolland Boitelle, président de la Fédération française d'escrime et également secrétaire général adjoint du Comité national olympique et sportif français, relève au moins deux contradictions ministérielles : « *Dans le meilleur des cas*, explique-t-il, *notre subvention pour 1983 sera augmentée de 3 %. Or la récente nomination de M. Robert Bobin comme chargé de mission olympique prouve l'importance que les services de Mme Avice attachent aux résultats de notre élite à Los Angeles. De même, on nous demande de préparer déjà nos jeunes espoirs aux Jeux olympiques de Séoul en 1988. Et pourquoi pas à ceux de Paris en 1992 ? Et on nous en retire les moyens...* »

Au moment où l'escrime française affirme encore sa compétitivité au travers du Challenge Martini, ces économies forcées sont mal ressenties. Le malaise risque même d'aller grandissant. Car, au niveau fédéral, les fleurettistes ont l'impression de ne plus être considérés à leur juste valeur. Leur entraîneur, M. Jacky Courtillat, à qui il a été récemment reproché de ne pas avoir suffisamment préparé les juniors et les réserves, a maintenant beau jeu de rétorquer : « *Nous avions déjà un vice-champion du monde par équipes. En outre, au cours du Challenge Martini, mes garçons ont prouvé qu'ils n'avaient rien à envier à leurs compatriotes épéistes ou sabreurs.* »

De fait, si le fleuret français ne domine plus comme naguère, l'équipe nationale peut encore remporter n'importe quelle épreuve d'envergure, malgré la retraite internationale de Didier Flament, champion du monde en 1978. Aux dires des techniciens, le léger passage à vide subi par les juniors — aucun d'eux n'a pris place parmi les trente-deux premiers du Martini — devrait même être rapidement compensé par les progrès manifestés par de prometteurs cadets.

En tout cas, la seule chose que Jacky Courtillat et Bernard Talvard, son nouvel adjoint, n'auront jamais le goût de communiquer à leurs élèves est la volonté de vaincre par n'importe quels moyens, à l'image du fougueux Cerioni. C'est pourtant la raison essentielle de l'échec de Pascal Jolyot dans la reconquête du Challenge Martini, qui échappe régulièrement à la France depuis 1976. Mais peut-on, en toute objectivité, reprocher à cet exceptionnel styliste, à l'esprit chevaleresque, de ne pas consentir à se mêler à des combats de rue ?

JEAN-MARIE SAFRA.

AUTOMOBILISME

LE 51e RALLYE DE MONTE-CARLO

La réponse de Lancia au « turbo »

Monaco. — Avec sept victoires dans les dix dernières années au Rallye de Monte-Carlo, le groupe Fiat, qui a racheté Lancia en 1980, est le constructeur d'automobiles qui a remporté le plus *grand nombre de succès dans la prestigieuse* épreuve. L'apparition de la Lancia-037, dotée d'un moteur suralimenté volumétrique, est le fruit d'une technologie avancée comparable à celle du moteur turbo-compressé.

Réservoir d'huile supplémentaire admis par la réglementation ou pompe à huile illégale ? Après avoir constaté que les Lancia de l'Allemand de l'Ouest Walter Rohrl, du Finlandais Markku Alen et du Français Jean-Claude Andruet, étaient dotées d'un nouveau système de lubrification, le jury des commissaires a préféré, semble-t-il, mettre la question en suspens et confirmer, dans le doute, la victoire de la firme italienne dans le cinquantième Rallye de Monte-Carlo.

Remis en cause, le double succès italien aurait probablement provoqué un beau scandale dans le monde du rallye. Car ni Opel, ni Audi Quattro, ni Renault, les trois grands constructeurs n'avaient contesté la supériorité des Lancia. Quelques heures plus tard, M. Vittorio Ghidella, directeur général du groupe Fiat, se félicitait du succès de la victoire et insistait à dessein sur la « *fiabilité du moteur compresseur volumétrique* ».

Réponse au moteur turbo-compressé, le « Volumex » doté d'une puissance et d'une reprise immédiate, correspond « *aux exigences d'une clientèle soucieuse à la fois du confort d'une berline de luxe et de la performance sportive* », (*le Monde* du 1er octobre 1982).

De notre envoyé spécial

M. Lorenzo Cesari, directeur des exportations de Fiat-Europe s'en tient pour sa part à la vocation européenne de la firme de Turin. « *Nous sommes*, dit-il, *un constructeur italien qui a des pilotes de nationalités différentes : Walter Rohrl, un Allemand ; Marklu Alen, un Finlandais et Jean-Claude Andruet, un Français. Notre objectif est de faire comprendres à notre clientèle que la Lancia-037 est à la pointe de la technologie — cette victoire est une rampe de lancement fantastique pour ce modèle* ».

Destinée à succéder à la Fulvia, à la Stratos et à la Fiat Abarth-131, sept fois vainqueur à Monte-Carlo dans les dix dernières années, la Lancia-037 a été construite en 1980. Produite à deux cents exemplaires pour satisfaire aux conditions d'homologation de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), elle est un prototype de 930 kilos, doté d'un moteur Lancia de 2 litres développant 305 chevaux, suralimenté par une compression volumétrique Abarth. Cette voiture n'est pas une voiture de série.

Cinquante modèles ont été destinés à la compétition, qui est le meilleur moyen d'améliorer l'image de marque d'un constructeur automobile. Les cent cinquante autres modèles ont déjà été vendus en Italie à des pilotes, à des passionnés de la conduite auxquels la Lancia-037, d'une puissance de 210 chevaux, aura coûté la bagatelle de 400 millions de lires, environ 200 000 F.

Pourtant, la victoire de cette voiture dans le Rallye de Monte-Carlo aura des conséquences sur les ventes des autres Lancia de série. Cela sera notamment le cas pour la Trevi qui est également équipée du « Volumex ».

M. André Chardonnet, qui est en France l'importateur des Lancia, fonde son optimisme sur l'image de marque dans le public de la voiture de luxe italienne et sur l'exemple donné en 1972 par le succès de Sandro Munari au volant d'une Fulvia : « *L'usine*, dit-il, *avait décidé d'arrêter la fabrication du modèle, dont cent cinquante exemplaires seulement avaient été vendus en France. Après la victoire de Munari, Lancia a décidé de poursuivre la fabrication pendant dix-huit mois. Sept cents voitures au total ont été vendues sur le marché.* »

L'importateur français estime, pour sa part, que cette victoire devrait accroître de 20 % à 30 % les ventes des modèles Lancia. Estimation raisonnable, compte tenu des développements futurs de la voiture.

Fiat Auto-France n'a pas encore envisagé d'exploiter le succès du Rallye de Monte-Carlo, qui reste pour les constructeurs « *l'épreuve du Championnat du monde la plus prestigieuse* ». M. Sergio Donn, président-directeur général, dit à ce propos : « *Nos budgets de publicité sont parfois plus élevés aujourd'hui qu'ils ne l'étaient avant la crise économique, compte tenu de la baisse du marché* » (1). Un paradoxe ? Peut-être, car le P.-D.G. de Fiat Auto-France explique que « *le coût de la saison pour une écurie — deux voitures seulement — représentait dejà, en 1979, 3 millions de francs* ». Faire une campagne publicitaire aurait alors contribué à doubler ce chiffre. Un pas que les responsables italiens ne sont pas, semble-t-il, prêts à franchir.

Et pourtant Lancia dépensera cette année 5 milliards de lires, soit environ 25 millions de francs, pour participer au championnat du monde de rallye et d'endurance. Programme complet dans les rallyes où Lancia à l'ambition de gagner le championnat des constructeurs.

M. Cesare Fiorio, directeur du service compétition du groupe Fiat dit : « *Nous ne participerons pas au rallye de Côte-d'Ivoire, ni à ceux de Suède et du Kenya. En revanche, nous serons présents dans les autres épreuves.* »

Lancia travaille, en outre, sur une « quatre roues motrices », histoire de porter le fer sur le terrain désormais célèbre des Audi Quattro. Mais la firme italienne n'est pas la seule à se préoccuper de la mise au point de cette voiture : Opel et Peugeot-Talbot sport y songent. La firme française présentera la sienne dans les semaines à venir.

GILLES MARTINEAU.

(1) Fiat Auto-France (*le Monde* du 1er octobre 1982), a vendu, en 1982, cent mille modèles et Lancia dix-sept mille.

SKI DE FOND

SOIXANTE MILLE PARTICIPANTS A LA JOURNÉE NATIONALE

L'intérêt des moniteurs

La Journée nationale du ski de fond s'est déroulée le dimanche 30 janvier sur les différents massifs montagnards français. On estime à soixante mille le nombre de personnes ayant participé à cette manifestation annuelle. Les problèmes d'enneigement, l'ont perturbée par endroits, comme en Auvergne et dans les Vosges. Sixième du nom, la Journée était organisée par le ministère de la jeunesse et des sports, la Fédération française de ski et les écoles de ski français, qui regroupent les moniteurs diplômés d'Etat.

On ne gagne pas impunément un million et demi d'adeptes en dix ans. Le ski de fond est devenu une sorte d'auberge espagnole où de très nombreux pratiquants accommodent le genre à leur sauce, au point que cette activité de glisse se transforme très fréquemment en marche à skis. Une évolution rendue inévitable dès lors qu'en accédant au domaine des loisirs de masse, le ski de fond n'était pas organisé pour accueillir une vague aussi forte. L'altération de son identité n'est donc pas une surprise. Pourtant elle n'est pas encore parfaitement ressentie à tous les niveaux de responsabilité puisque, par exemple, on note la confusion entretenue dans les propos d'un dirigeant pyrénéen : « *L'avantage du fond c'est de faire de la marche à pied avec des skis...* » (*la Dépêche du Midi*, 7 janvier).

La présence des moniteurs à la Journée nationale s'inscrit, sans doute, en réaction à certaines déviations. Leur responsable, M. Jean Secrétan, expose la situation en ces termes : « *C'est vrai que beaucoup de gens utilisent du matériel spécifique au ski de fond. C'est vrai aussi que cette activité paraît*, a priori, *facile, surtout considérée dans un espace limité à quelques centaines de mètres, voire à 2 kilomètres ou 3 kilomètres. En restant à ce stade-là, il s'avère qu'une grande majorité de personnes passent, au travers d'énormément de choses qui sont partie intégrante de ce sport et, notamment, du phénomène de glisse, qui constitue un des plaisirs majeurs.* »

M. Jean Secrétan se félicite toutefois d'une évolution récemment ressentie au sein des écoles de ski : « *Au fil des ans, un petit mouvement de rajeunissement de la clientèle se manifeste, et il se traduit en particulier par des exigences un peu plus sensibles au niveau de l'éducation.* » En jouant sur les mots de leur slogan — « *Le ski de fond, ça prend* », — les organisateurs de la Journée ont voulu remettre les skis à l'heure, car si l'acquisition de la technique paraît une évidente nécessité aux yeux du grand public en ce qui concerne l'alpin, on ne peut en dire autant de la perception qu'il se fait du fond.

Il s'agit pourtant d'une discipline aux caractéristiques bien marquées. Elle est d'abord d'une intense mobilité, ce qui explique qu'on l'appelle parfois le cross des neiges. Elle se pratique sur toutes sortes de profils, réclamant ainsi de constantes adaptations techniques au terrain.

La définition que donne un spécialiste, M. Hubert Nominé (« *Le ski de fond, c'est l'art d'aller le plus loin ou le plus vite possible en se fatiguant le moins possible* »), englobe une autre dimension qui est la condition physique.

« *A la différence du ski alpin qui utilise l'énergie cinétique fournie par la pente et celle des remontées mécaniques, le ski de fond réclame une bonne condition physique*, dit le docteur Bouvet, de la commission médicale F.F.S. *C'est un sport complet qui sollicite les fonctions cardio-respiratoires et met en jeu toute la musculature. C'est dire l'importance qu'il faut accorder à la préparation.* »

M. Claude Terraz, chargé de mission auprès de la Fédération française de ski pour ce qui touche aux loisirs, insiste également sur un troisième aspect : la qualité des pistes, dont ont ignore trop souvent qu'elle constitue un élément indispensable de la pratique.

La prise en compte de ces données est la condition indispensable à un développement cohérent du ski de fond. S'agit-il simplement d'un problème d'information ? Sûrement pas. L'avenir de ce sport dépend d'une meilleure organisation, domaine dans lequel les collectivités publiques se trouvent au moins à égalité de responsabilités avec les pouvoirs sportif et associatif. Car, à quoi servirait une formation des cadres plus active encore, sans des terrains bien adaptés et des formes d'accueil améliorées ? La fin d'une certaine « ignorance » est, au fond, à ce prix.

LLIBERT TARAGO.

Un slalomeur français sur le podium

Il y avait dix ans — exactement depuis la dernière victoire de Jean-Noël Augert, en mars 1973 — qu'un slalomeur français n'était pas monté sur le podium. C'est fait depuis le dimanche 30 janvier : Michel Canac, le plus doué pour cette discipline, a fini troisième du slalom spécial de Kranjska-Gora, disputé en Slovénie sur les pentes des futurs Jeux olympiques. L'épreuve, courue par temps couvert et neige humide, a été remportée par l'Autrichien Franz Gruber devant le Suédois Stig Strand, en passe d'éclipser dans la spécialité son glorieux compatriote Ingmar Stenmark.

Dans le slalom géant disputé samedi à Kranjska-Gora, c'est l'Autrichien Hans Enn, qui avait triomphé devant le Suisse Max Julen et Ingmar Stenmark. Déroute complète des Français dans cette épreuve, dont seuls Mazegga (trente-troisième) et Fontaine (trente-quatrième) figurent au classement.

∴

La Suissesse Doris de Agostini, pâle réplique (mais très belle plastiquement) de l'invincible Anne-Marie Proell, a enlevé la descente des Diablerets et par la même occasion la Coupe du monde de descente. Le slalom spécial de dimanche, disputé sous une pluie battante, a vu la victoire de l'outsider italienne Maria-Rosa Quario, la Française Perrine Pelen ne parvenant à se classer que dixième.

M. Robert Bobin chargé de mission pour la préparation des Jeux de 1984

Mme Edwige Avice, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, a annoncé le 27 janvier que, dans le cadre de la préparation des Jeux olympiques de 1984, elle avait décidé de confier à M. Robert Bobin une mission visant à assurer la meilleure représentation de la France à ces compétitions. Cette mission sera réalisée en tenant compte des attributions dévolues à la direction des sports, en liaison avec le Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) et les fédérations sportives.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

COUPE D'EUROPE DE CROSS-COUNTRY

Le Football-Club de Sochaux a terminé troisième de la Coupe d'Europe de cross-country, gagnée par le Sporting-Club du Portugal, devant Milan. Le Portugais Mamede a remporté cette course de 10,8 kilomètres.

Basket

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

*Limoges b. Villeurbanne	97-83
*Orthez b. Le Mans	86-73
*Stade français b. Antibes	103-70
Tours b. *Reims	95-88
*Caen b. Avignon	102-89
Nice b. *Monaco	77-73
*Vichy b. Mulhouse	86-66

Classement. — 1. Limoges, 48 pts ; 2. Orthez, 45 ; 3. Le Mans, 44.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

*Nantes b. Paris-Saint-Germain	2-0
*Mulhouse et Bordeaux	4-4
*Lens b. Lille	2-0
*Tours b. Laval	4-1
*Monaco b. Brest	5-0
*Auxerre et Strasbourg	0-0
*Sochaux b. Metz	4-3
*Nancy et Bastia	2-2
*Rouen b. Toulouse	3-0
*Saint-Etienne b. Lyon	1-0

Classement. — 1. Nantes, 36 pts ; 2. Bordeaux, 31 pts ; 3. Lens, 29 ; 4. Monaco, Paris-S.-G., Laval, 26 ; 7. Brest, 24 ; 8. Auxerre, 23 ; 9. Sochaux, Strasbourg, 22 ; 11. Metz, Lille, 21 ; 13. Rouen, Nancy, Saint-Etienne, 20 ; 16. Bastia, Tours, Toulouse, 19 ; 19. Lyon, Mulhouse, 18.

DEUXIÈME DIVISION

Groupe A

*Viry et Rennes	1-1
*Nîmes et Nœux	1-1
*Abbeville b. Racing-Paris I	1-0
*Valenciennes et Le havre	1-1
*Guingamp b. Montpellier	3-0
*Angoulême b. Châteauroux	4-0
*Béziers et Corbeil	1-1
*Libourne et Alès	0-0
*Angers et Limoges	1-1

Classement. — 1. Rennes, 34 pts ; 2. Nîmes, 33 ; 3. Valenciennes, 31.

Groupe B

*Montceau b. Reims	3-1
*Nice b. Blénod	1-0
Toulon b. *Stade français	3-0
*Marseille b. Cuiseaux	1-0
*Dunkerque b. Orléans	3-2
*Thonon b. Martigues	1-0
*Red Star b. Grenoble	1-0
*Cannes b. Besançon	3-0
*Fontainebleau b. Gueugnon	1-0

Classement. — 1. Reims, Nice, 34 pts ; 3. Toulon, 32.

Handball

QUATRE DÉFAITES POUR LES FRANÇAIS EN ESPAGNE

A trois semaines des championnats du monde B de handball, qui doivent avoir lieu aux Pays-Bas, l'équipe de France a été battue par l'Espagne A (25-16), par la Pologne (29-24), par la Yougoslavie (30-32) et par la République démocratique allemande (28-19), au cours du Tournoi d'Espagne. Les Français ont gagné leur match contre l'équipe d'Espagne B, 20-18.

Judo

CHAMPIONNATS DE FRANCE FÉMININS

Trois championnes du monde, Brigitte Deydier (66 kg), Natalina Lupino (72 kg) et Martine Rottier (61 kg), sont devenues championnes de France, samedi 29 janvier, au gymnase Georges-Pompidou à Vincennes (Val-de-Marne). Pascale Doger a conservé son titre dans la catégorie des moins de 52 kg. Véronique Vigneron, déjà championne de France toutes catégories, s'est imposée chez les moins de 72 kg, tandis que Fabienne Boffin a gagné le titre des moins de 48 kg.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(Treizième journée)

GROUPE A

Poule A

*Agen b. Tulle	62- 4
*Carcassonne b. Le Boucau	24-12
*Narbonne b. Nîmes	46- 6
*Racing et Angoulême	3- 3
*Nice b. Oloron	30- 6

Classement. — 1. Narbonne, 35 pts ; 2. Agen, 33 ; 3. Nice, 32.

Poule B

*Montauban b. Lourdes	19- 6
*Mont-de-Marsan b. La Voulte	51-10
*Auch b. Biarritz	16-14
*Toulon b. Bayonne	17- 6
*Toulouse b. Béziers	25- 7

Classement. — 1. Béziers, Montauban, Toulouse, 28.

Poule C

*Aurillac b. Albi	40- 9
*La Rochelle b. Bègles	10- 4
*Tyrosse b. Grenoble	25-10
*Tarbes b. Montferrand	22-13
*Bourgoin b. Castres	18- 3

Classement. — 1. Tarbes, 33 pts ; 2. Grenoble, 31 ; 3. Aurillac, 28.

Poule D

*Aire-sur-Adour b. Valence	9- 6
*Graulhet b. Romans	30- 0
*Pau b. Perpignan	18-12
*Bourg b. Bagnères	9- 8
*Brive b. Dax	14- 6

Classement. — 1. Graulhet, 31 pts ; 2. Pau, 30 ; 3. Dax, 29.

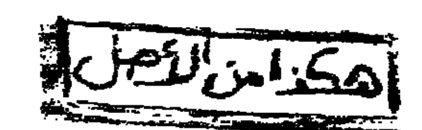
Tennis

TOURNOI DE GUARUJA

(250 000 dollars)

FINALE

Clerc (Arg.) b. Wilander (Suède), 3-6, 7-5, 6-1.



Le Monde

ECONOMIE

Les conséquences de la crise de l'OPEP

Quelles seraient les conséquences d'une nouvelle baisse du prix du pétrole, rendue possible par l'échec de la récente conférence de l'OPEP à Genève ?

LE pire pour la qualité du débat public sur les causes profondes de la crise et les remèdes à administrer afin de recréer progressivement de saines conditions à un retour durable à l'*expansion* économique (seule façon de réduire le chômage), ce serait qu'on assiste dans les prochaines semaines et dans les prochains mois à une baisse importante *du prix du pétrole, bientôt* suivie d'une forte reprise de l'activité aux Etats-Unis puis dans les autres pays industriels. Ainsi aurait-on sous la main une explication facile du *retournement de la conjoncture*, symétrique des effets attribués aux deux « chocs pétroliers » successifs (celui de fin 1973 et celui de 1979-1980), presque unanimement désignés comme les principaux responsables des récessions qui s'ensuivirent et des nouvelles poussées inflationnistes qui les accompagnèrent au début.

Disons tout de suite que la probabilité pour que les choses se passent de façon apparemment aussi claire est faible. Raison de plus pour essayer de peser les conséquences de l'affaiblissement de l'OPEP, à la *fois sur l'économie mondiale et sur* le système financier international, en laissant de côté les arguments d'ordre mythologique qui encombrent presque inévitablement toute *discussion sur le prix du pétrole* (c'est là peut-être le seul point véritablement commun entre l'or et l'or noir : la fascination qu'ils exercent semble inhiber à leur propos l'esprit d'analyse).

Le premier de ces arguments est qu'un prix plus bas du pétrole diminuera *automatiquement l'inflation* (la hausse antérieure ayant été considérée au contraire comme une cause d'inflation). On ne dira jamais assez que l'inflation, qui se manifeste par une montée *continue* du niveau *général* des prix dû à une baisse de la valeur de la monnaie, a peu de chose à voir avec l'élévation du prix de telle ou telle marchandise en particulier. S'il n'y avait pas d'inflation, cette élévation se répercuterait *une fois pour toutes* dans les coûts de revient et donc dans les prix de vente d'un certain nombre de produits.

Les hausses ainsi induites pourraient provoquer des effets de substitution (déplacement de la consommation vers d'autres produits moins chers).

Personne n'est aujourd'hui sérieusement en mesure de prévoir quels sont les effets sur les prix du pétrole de l'échec de la conférence de Genève, ni même de dire si cet échec *est définitif. Il est des experts pour* annoncer une baisse modérée des prix, du reste déjà en grande partie réalisée sur le marché libre où les transactions s'effectuent sur la base *d'un cours voisin de 30 dollars* le baril (contre un prix officiel de 34 dollars le baril pour l'Arabian Light saoudien) ; d'autres pour considérer comme très possible une guerre des prix conduisant, dans un grand désordre, à un effondrement du marché (jusqu'au niveau de 25, voire de 20 dollars).

Deux choses certaines

Deux choses seulement sont certaines. La première est que le recul des cours déjà enregistré est la conséquence à la fois de la récession et de la difficulté bien connue de *tout cartel de maintenir sa cohésion* en cas de renversement de la tendance au détriment des producteurs. Ce n'est pas seulement sur le marché de l'or noir que la récession a fait sentir ses effets dépressifs : la quasi-totalité des autres matières premières sont dans ce cas, et leur baisse, en diminuant les recettes en devises des pays fournisseurs, est à son tour facteur d'aggravation de la conjoncture.

Les phénomènes économiques devant toujours s'analyser dans une perspective dynamique, toute récession crée à la longue les conditions *propices à une reprise*. La *faiblesse* des cours, qui est d'abord un élément négatif, permet un abaissement des coûts d'approvisionnement propre à favoriser, une fois à l'œuvre d'autres processus d'« assainissement » (dans le domaine financier *notamment*), l'*amorce d'un nouveau* cycle d'expansion des ventes et, par conséquent, de la production. C'est dans ce sens que l'on doit considérer comme favorable, à terme plus ou moins rapproché, toute diminution du prix du pétrole, étant entendu que l'argument vaut pour les autres produits de base, selon bien sûr l'importance qu'ils jouent dans la vie économique.

La deuxième chose certaine est que l'OPEP est *devenue une organisation* sur la défensive. Elle fournit actuellement environ 18 millions de barils par jour à un marché mondial évalué à 45 millions de barils ; en 1979, *la contribution à l'approvisionnement* mondial des treize pays membres du cartel était de 31 millions de barils par jour. Cette évolution est due à la fois à la diminution de la *demande et aux* progrès de l'extraction dans les pays non membres, tels le Mexique et la Grande-Bretagne. En réduisant fortement sa propre production, l'OPEP est parvenue à *tenir les* prix - ou à empêcher qu'ils ne se baissent davantage. L'Arabie Saoudite, tout en se refusant *obstinément jusqu'à maintenant* à voir le volume de sa production fixé d'avance par un quota, a dû accepter qu'il diminue de moitié en l'espace de deux ans, soit d'un pourcentage *nettement plus élevé que la* moyenne. C'est le sacrifice que le royaume a été contraint de consentir pour continuer à déterminer dans une large mesure la politique de l'OPEP.

Dans la situation actuelle de l'économie et du système financier international, la question n'est pas tellement *de savoir si les éléments* positifs d'une baisse même modérée du prix du pétrole doivent l'emporter ou non sur les aspects négatifs. Les aspects positifs ne pourraient faire sentir leur influence bénéfique que très progressivement, sous forme d'une diminution de la « ponction » opérée par les pays producteurs sur les pays importateurs, et sous forme d'un abaissement des coûts de production permettant, dans certains cas, de remettre en état de marche des équipements devenus non rentables avec la hausse *du prix de l'énergie.*

Les aspects négatifs peuvent au contraire avoir des répercussions quasi immédiates. Une des idées fausses engendrées par le concept mal défini de « recyclage » était que le système bancaire international organisait à travers le marché une redistribution des fonds disponibles, *les dépôts effectués par les pays producteurs* de pétrole jouissant de forts excédents permettant de financer des prêts aux pays importateurs déficitaires. La réalité ne ressemble guère à ce schéma simpliste. Parmi les pays les plus lourdement endettés figurent des pays pétroliers, membres ou non de l'OPEP : le Mexique, le Venezuela, l'Indonésie, le Nigéria. Le cas du Mexique, qui doit plus de 64 milliards de dollars aux banques, est particulièrement significatif, car l'échec du plan de sauvetage élaboré en liaison avec le *Fonds monétaire signifierait la remise* en cause du fragile échafaudage élevé à la hâte depuis l'été dernier pour empêcher le château de cartes des crédits internationaux de *s'effondrer, avec toutes les conséquences* que cela aurait sur le niveau général de l'activité.

Les idées reçues

Le programme de redressement mexicain serait fondé sur l'hypothèse d'un prix du pétrole exporté (la moitié des recettes en devises du pays) *de l'ordre de 28 dollars. Si les* recettes en question devaient encore diminuer, il serait probablement impossible de convaincre les banques, comme cela a été fait, de continuer à prêter au Mexique pour qu'il puisse satisfaire à ses besoins les plus courants, étant entendu que ce pays est passé en l'espace d'une année du « boom » au découragement et à la récession génératrice de misères supplémentaires. On serait tenté de faire remarquer que ce qui est défavorable au Mexique est bénéfique au Brésil, l'autre pays le plus endetté du monde ; le Brésil n'est-il pas obligé d'importer la quasi-totalité de l'or noir qu'il consomme ? *Cependant,* les choses ne sont pas aussi simples : parmi les *clients du Brésil figurent plusieurs* pays exportateurs de pétrole, dont le Mexique, ainsi que le Venezuela, qui sera sans doute acculé à demander à son tour l'aide du F.M.I.

Dans tous les pays, développés ou *non,* les programmes d'investissements en matière d'énergie étaient fondés, jusqu'à une époque récente, sur l'idée que le prix du pétrole était destiné à continuer son ascension. *La baisse intervenue depuis 1982* a déjà eu pour conséquence d'annuler plusieurs de ces programmes. Cela n'a pas peu contribué à précipiter dans une profonde récession un pays *comme* le Canada, par ailleurs victime d'une gestion démagogique et peu compétente. La simple incertitude que fait régner la crise de l'OPEP sur l'évolution des prix du *pétrole risque de bouleverser encore* un peu plus bien des plans d'équipement à un moment où les investissements ont tant de mal à repartir, du fait que la récession ne s'est pas accompagnée *d'une baisse suffisante* des taux d'intérêt, à cause essentiellement de l'énorme pression exercée sur les marchés financiers par les déficits budgétaires.

Il reste qu'aux Etats-Unis, en Allemagne, au Japon, les stratégies d'assainissement menées depuis *quelques années par de nombreuses* entreprises commencent à porter leurs fruits, créant peu à peu dans certains secteurs les conditions d'une reprise. La véritable question que posent les sombres perspectives ouvertes à court terme par une éventuelle guerre des prix sur le marché du *pétrole* est la suivante : la reprise américaine sera-t-elle d'une ampleur suffisante pour donner aux pays débiteurs les débouchés accrus dont ils ont besoin et pour stopper la baisse *non seulement* du prix du pétrole mais aussi celle des autres matières premières. Si tel est le cas, les « victimes » seront alors les pays qui, sous prétexte d'atténuer les effets de *la récession,* n'auront pas su *renforcer* leur appareil de production et seront par la même incapables de soutenir la concurrence. La France, dans une certaine mesure, répond à cette description.

PAUL FABRA.

Projets américains de réformes fiscales

DÉCIDÉMENT (voir aussi notre bulletin publié dans *le Monde* du 13 juillet 1982 sous le titre « L'impôt sur le revenu à taux unique »), les systèmes fiscaux tels qu'ils existent aujourd'hui dans les pays industrialisés *paraissent de plus en plus* inadaptés, à la fois à cause de leur caractère compliqué et des conséquences négatives qu'ils semblent avoir sur l'activité *économique. C'est actuellement* aux États-Unis, tant par les républicains au pouvoir que par les démocrates à la recherche d'un nouveau programme, que sont formulées *les idées de réforme* les plus radicales.

∴

Prenant récemment la parole devant un certain nombre de dirigeants *d'entreprises fabriquant* des matériels de haute technologie dans le Massachusetts, le président Reagan a fait une remarque qui a suscité beaucoup de commentaires : *« L'impôt sur les sociétés,* a-t-il dit, *est difficile à justifier. »* Ses collaborateurs se sont immédiatement évertués à minimiser la portée du propos. L'idée est que, si l'impôt en question était supprimé, les sociétés seraient amenées à augmenter les dividendes distribués à leurs actionnaires. *« Les entreprises appartiennent au public »,* avait dit le président à Boston, *c'est donc au niveau de leurs propriétaires que doivent être taxés leurs bénéfices. »* Les plus avantagés seraient, en principe, les contribuables les moins fortunés, puisque le taux actuel de l'impôt américain sur les sociétés est de 46 % et que les petits actionnaires sont imposés sur leurs revenus à un taux marginal inférieur à ce pourcentage.

Ajoutons que, du point de vue *économique, il serait rationnel de* recréer les conditions d'un vaste marché du capital dont l'essor serait favorisé par une telle réforme.

∴

Traditionnellement, les démocrates sont plus préoccupés par l'aspect redistributif du système fiscal. Cependant, il existe désormais parmi eux tout un groupe de jeunes parlementaires, qualifiés de « néo-libéraux » (aux États-Unis, « libéral » signifie à peu près « social-démocrate »), qui, en vue des élections présidentielles de 1984, sont en train d'élaborer un programme de politique *économique fondé sur une* double inspiration.

Il s'agit, certes, de tirer les *conséquences* de l'échec de la *« reaganomics »,* mais sans revenir aux vieux thèmes du New-Deal rooseveltien, qui font la part trop belle à l'interventionnisme de l'État (on retient donc de Reagan quelque chose). Une proposition de loi présentée par le sénateur Bill Bradley et par le représentant Richard Gephardt veut concilier les deux objectifs souvent contradictoires de justice et d'efficacité par la suppression de *pratiquement toutes* les exemptions et déductions (qui profitent souvent aux riches) venant diminuer l'assiette de l'impôt sur le revenu, et pour le remplacement de l'actuel barème – qui comporte pour la tranche supérieure un taux de 50 % - par un barème simplifié comportant des taux d'imposition échelonnés entre 13 % et 30 %.

Cette proposition apparaîtra sans doute politiquement plus *acceptable que l'idée mise en* avant par les membres les plus conservateurs de l'administration républicaine d'instituer un impôt sur le revenu débarrassé lui aussi *de la plupart des clauses* échappatoires, mais assorti d'un taux unique (qui, dans leur esprit, pourrait être de 15 %).

D'autres experts républicains, et parfois les mêmes, proposent, *à la place de l'impôt sur le revenu* (ou en complément d'un impôt rénové), un impôt sur la consommation, qui réintroduirait la progressivité tout en incitant à l'épargne, puisqu'on pourrait déduire chaque année les placements du total des dépenses taxées.

P. F.

UN FRANC FAIBLE FAVORISE UNE MAUVAISE STRUCTURE INDUSTRIELLE

Vendre mieux plutôt que vendre plus

par ALBERT MERLIN (*)

***Devant les difficultés* présentes de la balance commerciale française, on raisonne *souvent, trop souvent, en termes* purement quantitatifs. *Moins* d'importations et *davantage d'exportations, tel est l'objectif* affiché, tel est le « déclic » habituel chez le Français, où l'on pense volontiers à vendre plus, plus rarement à vendre mieux. Atavisme ? Héritage d'une planification longtemps dominée par une inspiration principalement quantitative ? *C'est un fait que,* en dehors des « périodes chaudes », les débats sur *les termes de l'échange ou* les parités ne passionnent guère les foules, ni même les spécialistes. Dernier *exemple significatif :* la publication des scénarios censés planter le décor du IXe Plan ; nulle part le taux de change n'y apparaît comme une question centrale.**

IL est vrai qu'une analyse froide demande quelque effort, vu les soubresauts parfois déroutants des *marchés* des changes depuis deux ans. Pourtant, au-delà de ces agitations, le *taux de change apparaît* bien, sur moyenne période, comme la variable-clé qui commande toute l'articulation de nos structures productives avec le *monde* extérieur. Comme telle, cette *variable doit* — ou devrait — constituer l'une des pièces *maîtresses d'une* politique industrielle dynamique. Car, sans nier la nécessité d'une croissance en vo*lume, il est bien clair que* le but *d'une* stratégie économique à moyen terme n'est pas de *maximiser* la production nationale mesurée en tonnes ou en mètres cubes.

La théorie du « portefeuille »

L'objectif à viser, pour que nous puissions prendre part au « banquet de la Terre », c'est d'augmenter notre pouvoir d'achat international, seul remède durable au déséquilibre des comptes extérieurs, c'est-à-dire « vendre » l'heure de travail des Français aussi cher que *possible.*

Se vendre cher, cela signifie non pas rehausser les prix de vente (nous *ne sommes pas maîtres des marchés* internationaux) mais faire en sorte que les secteurs aptes à obtenir une rémunération élevée sur le plan international occupent une place aussi *large que possible dans la production* nationale, pour en obtenir un « effet de structure ». Recette connue et éprouvée : c'est, tout prosaïquement, l'application pure et simple de *la théorie du « portefeuille »,* que les écoles de management ont enseignée aux entreprises depuis belle lurette.

Facile à dire, moins facile à faire. Mais, même en se *limitant* au plan théorique, est-on sûr que cette logique soit si facilement acceptée ? *Sous la pression de la concurrence* extérieure, la réaction spontanée est tout autre. Elle va dans le sens autarcique, c'est-à-dire : inventorions les *déficits extérieurs* et tentons de com*bler le maximum d'entre* eux. Tous azimuts. Compréhensible au stade du réflexe, cette attitude est portant difficilement défendable à la longue, car elle risque de conduire à des solu*tions fort éloignées* de l'optimum. Encore une fois, la solution à nos malheurs ne consiste pas à fabriquer le maximum de choses en France à tout prix ; la vraie solution est de *parvenir à une structure industrielle* permettant la meilleure valorisation possible de *l'heure de travail* des Français, c'est-à-dire parvenir, à terme, à un taux de change aussi *élevé que* possible. Si ce but est atteint, alors nous pourrons acheter tout le pétrole dont l'économie française a besoin, et bien d'autres choses encore.

Cela passe, c'est évident, par une imbrication entre politique de change et politique *industrielle*. Rien de moins abstrait que cette proposition : les exemples sont là, et aussi *les données chiffrées. Ainsi de* l'Allemagne fédérale, dont la réussite en matière d'équilibre extérieur (après *quelques* difficultés passagères) continue de susciter l'étonnement. On évoque pêle-mêle l'excellence de son organisation commerciale, l'image de marque des produits allemands, etc. *Tout* cela *joue un rôle,* mais, si l'Allemagne fédérale a moins de mal que la France à équilibrer ses *comptes extérieurs, c'est parce* qu'elle tire de ses échanges, à volume égal, un pouvoir d'achat international supérieur. Les statistiques *de commerce extérieur nous* indiquent que les valeurs unitaires à la tonne sont deux fois plus élevées pour la R.F.A. que pour la France. L'atout allemand vient certes d'une *productivité plus élevée dans* certains secteurs (effet des économies d'échelle), mais aussi et surtout d'une structure productive plus avantageuse.

Cela apparaît à l'*analyse de la* répartition des effectifs dans l'industrie manufacturière, où l'on prend notam*ment la mesure du rôle* joué par les industries mécaniques et électriques outre-Rhin.

	Allem. fédér.	France
	–	–
Industries traditionnelles (1)	18,9	24,4
Industries mécaniques et électriques	39,4	32,0
Automobiles	9,0	10,2
Autres (2)	32,7	33,4
	–	–
	100 %	100 %

(1) Alimentation, textiles, habillement, chaussures, cuir.
(2) Principalement biens *intermédiaires.*

(Source : C.E.E.)

La « désindustrialisation allemande, on le voit, n'est pas encore *tout à fait d'actualité. La place* qu'occupent, en ce pays, les industries de haut de gamme, bien rémunérées sur le plan international (l'écart entre l'heure de travail du *textile et celle de la construction* électrique est de 1 à 1,7), rehausse « *mécaniquement* » la *moyenne* : ainsi l'heure de l'Allemand moyen, toutes choses égales par ailleurs, *vaut* plus que *l'heure* du *Français* moyen. Ce dont rend compte le taux de change F/DM, expression synthétique de ces rapports de prix.

C'est cela, tendanciellement, un taux de change. Ce n'est pas *le* reflet de vagues facteurs psychologiques, ou l'émanation de l'« âme des peuples » : *c'est affaire de productivité* et de structures industrielles, le plus banalement du monde. Et c'est bien *pourquoi les problèmes d'equilibre* extérieur sont « têtus », et rémanents. On le sait plus ou moins, on l'admet ; pour autant, a-t-on jamais approfondi ces mécanismes structurels *et mesuré leurs effets ?* Beau sujet pour le Plan.

Viser plus haut

Mais ne sommes-nous pas, en fait, en train de narrer une histoire *qui ressemble fort à celle de l'œuf et* de la poule ? Si le taux de change est fonction, sur longue période, de l'état des structures industrielles, n'est-il *pas* évident que la politique *de change,* à son tour, peut influer sur lesdites structures ? Il est manifeste *qu'une politique de facilité, où* le taux de change est assez bas pour permettre la survie d'entreprises se trouvant à la limite de la rentabilité ne pousse pas au changement. C'est *tout le contraire lorsqu'on maintient* un taux de change relativement élevé, qui défavorise *les* secteurs marginaux et encourage la mutation vers les branches à forte valeur ajoutée.

Ne rêvons pas. Pratiquer un taux de change « incitatif » n'est pas à la portée de tout le monde. Pour le moment, les contraintes qui pèsent sur la balance commerciale française imposent la modestie. *Et la* bonne gestin, tout simplement. Mais pour le moyen terme il n'est pas interdit de viser *plus haut. Si l'objectif final est* bien de mieux vendre l'heure de travail des Français, la simple logique *suggère de viser un taux de change* cohérent avec cette ambition, c'est-à-dire un taux relativement fort par rapport à la stricte parité des pouvoirs d'achat.

Nous n'en sommes pas là, et cet objectif peut apparaître, *aujourd'hui,* comme bien théorique. Mais avons-nous le choix ? En tout cas, il vau*drait sûrement la peine de calculer* les implications d'une telle option. On verrait alors qu'un taux de change *ambitieux n'est pas l'ennemi, mais* au contraire l'ingrédient efficace d'une stratégie industrielle soucieuse de sécurité.

(*) Président de la Fédération européenne des économistes d'entreprise.

NANCY, DEUXIÈME

UNE BOURSE OU IL SE PASSE QUELQUE CHOSE

CRÉÉE par décret le 3 août 1921, la Bourse de Nancy n'a acquis son véritable statut de place régionale que quarante ans plus tard, lors de la mise en vigueur du principe de l'unicité de cotation (une même société doit dorénavant être cotée sur une seule Bourse de valeurs), une mesure qui s'est naturellement étendue aux cinq autres Bourses de province (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille et Nantes).

Dès sa création, en 1967, la Commission des opérations de Bourse (C.O.B.) a voulu également renforcer le rôle financier des Bourses régionales en opérant le transfert en province de plusieurs valeurs négociées jusque-là sur le marché parisien, mais ce n'est qu'à la fin de l'année 1978 que deux importantes banques locales du groupe C.I.C., le Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine (CIAL) et la Société nancéienne de crédit industriel et Varin-Bernier (S.N.V.B.), ont pris le chemin de la Bourse de Nancy.

A l'heure actuelle, celle-ci assure la cotation d'une cinquantaine de sociétés régionales, et sa capitalisation boursière (1,59 milliard de francs à la fin décembre 1982 pour les seules actions inscrites à la cote officielle et 6,9 milliards de francs pour l'ensemble des actions et obligations) situe Nancy au deuxième rang des places de province, derrière la Bourse de Lyon.

La nationalisation de la quasi-totalité du secteur bancaire en France en février 1982 a porté un rude coup à la cote, car elle a entraîné automatiquement la radiation des actions du CIAL et de la S.N.V.B. (soit une capitalisation boursière de 630 millions de francs) sans aucune contrepartie, les obligations indemnitaires remises aux anciens actionnaires de ces établissements nationalisés étant à présent négociées sur le seul marché parisien.

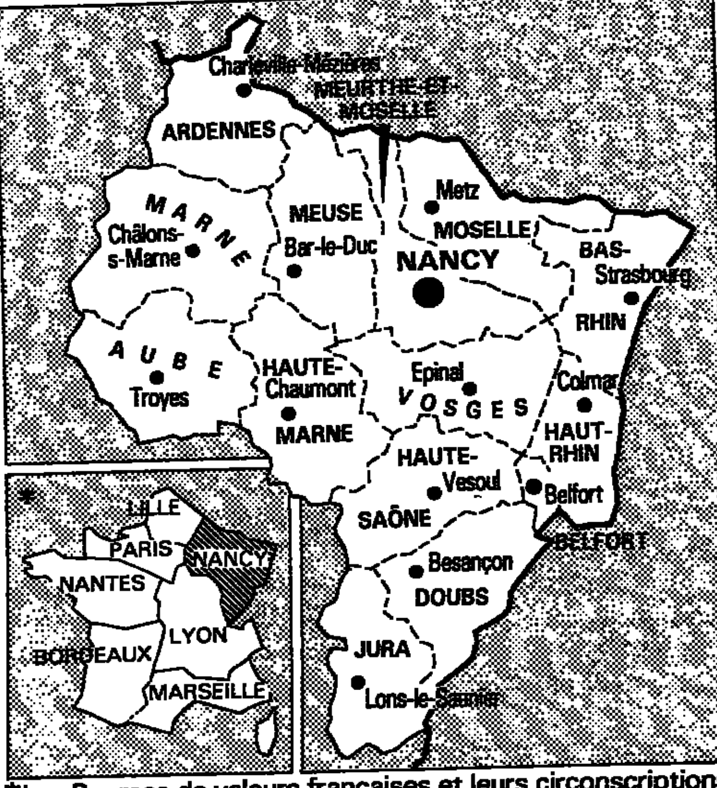
L'année 1982 aura tout de même été un « bon cru » à la Bourse de Nancy, si l'on en juge par les dernières statistiques relatives au volume des transactions et aux principaux écarts de cours enregistrés en douze mois.

Au total, les transactions ont atteint 773,5 millions de francs, soit une progression voisine de 77 % sur l'année précédente, l'augmentation constatée sur le seul marché officiel (90,5 %, à 696 millions de francs) étant encore supérieure. On remarquera au passage que le volume des transactions réalisées sur les actions (256,5 millions de francs, soit un accroissement de 82,4 % par rapport à l'année 1981) est encore sensiblement inférieur au total des transactions en obligations (438,5 millions de francs, en progression de 95,5 %). Il s'agit, toutefois, d'un déséquilibre croissant sans commune mesure avec celui qui ne cesse de s'accentuer sur le marché parisien, où les transactions en valeurs à revenu fixe représentent les trois quarts de l'activité du palais Brongniart.

Dans l'ordre, les dix valeurs les plus actives l'année dernière auront été le Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine et la Société nancéienne de crédit industriel et Varin-Bernier (sous la forme d'actions jusqu'à la publication de la loi de nationalisation, puis de droits à titres indemnitaires (D.T.I.) en attendant la remise d'obligations indemnitaires, cotées à Paris) suivies des sociétés Magmod, Alsacienne de supermarchés, Marguerite, Rhin et Moselle, Nordon, Saigmag, Rhin et Moselle-Vie et la SADE. Toutefois, le chiffre d'affaires réalisé sur chacune de ces sociétés est resté relativement modeste, seul le volume de transactions enregistrées sur le CIAL dépassant les 100 millions de francs pour atteindre 123,2 millions en 1982.

D'une année à l'autre, les variations de cours ont été parfois très importantes, les mouvements à la hausse et à la baisse étant souvent exagérément amplifiés par le nombre réduit de titres en circulation. Ainsi, Magmod a progressé de 316 % en douze mois, Saigmag de 148 % et Pol Roger de 67 %, tandis que Nordon, récemment admis sur le marché à terme gagnait 47 %. A l'inverse, les actions des Laminoirs de Thionville de la société Zuber-Rieder et de l'Imprimerie strasbourgeoise ont perdu 40 % à 60 % de leur valeur.

LA BOURSE DE NANCY COUVRE QUATRE RÉGIONS (ALSACE, CHAMPAGNE-ARDENNE, FRANCHE-COMTÉ ET LORRAINE) COMPRENANT QUATORZE DÉPARTEMENTS



*Les Bourses de valeurs françaises et leurs circonscriptions

L'affaire de « l'Est Républicain »

Si les bruits de la capitale parviennent fréquemment assourdis en province, la Bourse de Nancy a eu l'occasion de créer l'événement à plusieurs reprises au cours des derniers mois.

Dans le secteur de la distribution, un certain nombre d'opérations financières se sont déroulées, les plus importantes étant sans doute le changement de majorité intervenu au sein de la société Magmod (Magasins modernes de Strasbourg) et le rachat, par les Nouvelles Galeries, de la participation que détenait Magmod dans Paris-France et dans le réseau des Magasins réunis.

Mais, de toute évidence, le fait marquant aura été les rebondissements de ce qui est rapidement devenu « l'affaire » de *l'Est Républicain*, à savoir la lutte sévère à laquelle se sont livrés plusieurs protagonistes pour acquérir le contrôle de la Grande Chaudronnerie lorraine, une société industrielle qui a l'avantage de détenir en portefeuille une participation de 21 % dans l'un des deux grands quotidiens de la région : *l'Est Républicain*.

A vrai dire, l'affaire n'est pas nouvelle, puisque les premières escarmouches remontent à 1973, lorsque les Grands Moulins de Paris décidèrent de céder à la Grande Chaudronnerie lorraine cette participation qui suscite tant de convoitises depuis. Dès l'origine, la transaction a fait l'objet de multiples contestations, tant au sein du conseil d'administration de *l'Est Républicain* qu'au « tour de table » de la Grande Chaudronnerie lorraine, avec, comme toile de fond, la Bourse de Nancy où sont négociées (sur le marché hors cote) les actions des deux entreprises.

En 1982, les positions se sont durcies entre les deux principaux adversaires, tandis que d'autres prétendants faisaient leur apparition. Au groupe Boileau-Fournier (composé de M. Charles Boileau, président de *l'Est Républicain*, et de M. Marcel Fournier, l'ancien président des magasins Carrefour), détenteur de 15 % environ du capital de *l'Est Républicain*, s'oppose fermement le « clan » Lignac-Pinchard. Celui-ci regroupe les familles Lignac, Krug et Miller, qui ont suivi depuis plusieurs années le développement du quotidien lorrain, et M. Bernard Pinchard, devenu entre-temps, le nouveau président de la Grande Chaudronnerie lorraine.

A eux quatre, ils possèdent 53 % des parts de *l'Est Républicain*, soit la majorité du capital. A une condition, toutefois, que les tribunaux reconnaissent la légalité de l'opération qui a permis à M. Pinchard de prendre le contrôle de la Grande Chaudronnerie lorraine et, par voie de conséquence, de détenir ces 21 % qui peuvent faire pencher la balance dans un sens ou dans l'autre.

Pour conforter leurs positions, les deux antagonistes se sont livrés à la « chasse aux titres » en Bourse, contraignant les autorités à suspendre les cotations pendant quelque temps puis à exercer un sévère contrôle sur la régularité des ordres d'achat et de vente.

Déjà fort compliquée, la situation est devenue encore plus confuse avec l'arrivée de nouveaux candidats, tous vivement intéressés par cette société industrielle qui permet d'accéder à la presse régionale. Le rival direct de *l'Est Républicain*, *le Républicain lorrain*, a lui aussi tenté pour l'instant sans succès – de mettre la main sur ce paquet d'actions, et, aux dernières nouvelles, le président du groupe Cora-Révillon, M. Philippe Bouriez, est entré à son tour dans l'arène.

Plutôt que de s'attaquer directement à la Grande Chaudronnerie lorraine, M. Bouriez préférerait diriger son tir sur la Fonderie de Treverey, une société qui appartient à M. Pinchard, de façon à obtenir, avec l'accord de ce dernier, un « ticket d'entrée » dans *l'Est Républicain*. Cette opération s'effectuerait en deux étapes, étant donné que la Fonderie de Treverey possède un peu plus de 30 % de la Grande Chaudronnerie lorraine, laquelle détient à son tour 21 % de *l'Est Républicain*.

Le 8 février 1983, le tribunal de grande instance de Nancy doit se prononcer sur le fond, afin de déterminer qui est réellement propriétaire de la Grande Chaudronnerie lorraine, mais il y a fort à parier qu'en raison du climat actuel – et de la perspective des élections municipales – le jugement rendu à cette occasion ne fasse pas cesser les hostilités pour autant.

SERGE MARTI.

PLACE FINANCIÈRE DE PROVINCE

A L'ÉCOUTE DU SECOND MARCHÉ

C'EST le mardi 1er février prochain que doit être inauguré le second marché boursier. Créée par les professionnels de la Chambre syndicale des agents de change sous les auspices de la Commission des opérations de Bourse, avec l'appui des pouvoirs publics, cette nouvelle structure doit permettre aux petites et moyennes sociétés, encore inhibées à l'idée d'accéder directement à la cote officielle, de disposer d'un lieu d'accueil spécifique dont les règles d'organisation et de fonctionnement ont été considérablement assouplies par rapport à la réglementation actuelle.

L'important était de savoir si ces entreprises, de taille généralement réduite, allaient effectivement trouver dans ce second marché une solution à leurs problèmes d'élargissement du capital — souvent exclusivement familial — et de fonds propres. Le club Presse Finance a donc entrepris une tournée des Bourses de province pour établir directement sur place le bilan des craintes et des espoirs qu'éprouvent encore les chefs d'entreprise à l'idée de solliciter un jour l'épargne publique.

Grave récession

Après avoir visité la Bourse de Lyon et la région Rhône-Alpes (*le Monde* du 9 novembre dernier), les journalistes de ce club se sont rendus à la corbeille de Nancy, qui figure au deuxième rang des places de province, pour y rencontrer quelques représentants de cette région de Lorraine, gravement frappée par la récession depuis que trois de ses principaux pôles d'activité ne font plus recette (le charbon, les mines de fer et la sidérurgie) et que le textile n'est toujours pas tiré d'embarras.

Au total, sept chefs d'entreprise, souvent les premiers, d'ailleurs, à reconnaître leurs lacunes à propos des marchés financiers, ont accepté d'exposer à la fois leur expérience professionnelle et de préciser leur attitude à l'égard d'une éventuelle introduction à la cote. Ces sept sociétés étaient l'entreprise Réalméca, spécialisée dans la fabrication de machines-outils et de robinetterie industrielle ; les établissements Bihr, qui assurent à eux seuls les deux tiers de la production française de ficelles agricoles ; le groupe Ortiz-Miko, bien connu du grand public pour ses crèmes glacées ; l'une des plus anciennes scieries vosgiennes, les établissements Emile Houot, qui se sont spécialisés dans la fabrication de maisons individuelles et la construction de chalets en bois ; Gesco, un holding industriel et financier ; l'entreprise de tricotage tricoterie de Lorraine Lévy frères et une autre société de robinetterie de bâtiment, la firme Huot.

Que retirer de ces entretiens ? D'abord l'impression que la réticence est encore grande parmi les chefs d'entreprise à la pensée d'ouvrir leur capital social à des partenaires étrangers, fussent-ils publics. Visiblement, la « lourdeur de la machine » et la crainte d'une inquisition dans leurs livres de comptes rebutent encore nombre d'industriels, et il faudra que les banquiers — et les intermédiaires financiers locaux dans leur ensemble — déploient tout leur talent de persuasion pour éliminer cet obstacle d'ordre psychologique.

Pourtant, un nombre croissant de « petits patrons » se font progressivement à l'idée que la Bourse, surtout sous sa version simplifiée du second marché, peut apporter de nombreux avantages : une notoriété rapidement reconnue et qui constitue souvent un argument publicitaire auprès des fournisseurs, la possibilité de régler rapidement un problème crucial de succession, source de paralysie pour de nombreuses entreprises familiales, et, surtout, l'occasion offerte à l'entreprise de solliciter les épargnants sous la forme d'une augmentation de capital aux fins d'assurer sainement son développement, à l'issue d'une période probatoire de quelques mois sur le marché.

Une Bourse « assise »

Pour valables qu'ils soient, ces arguments ont encore du mal à emporter l'adhésion. Si l'on écoute avec attention l'avis des professionnels de cette Bourse « assise » (1) qui fait la singularité de Nancy, où officient quatre agents de change, l'heure est encore à la réflexion. Seule ou presque, la société Ortiz-Miko ne cache pas que l'introduction en Bourse (y compris par un bref passage au second marché avant d'accéder directement à la cote officielle) figure depuis longtemps dans ses plans, la récente restructuration du groupe, à présent coiffé par un holding, constituant la première étape du schéma d'ensemble.

« Le second marché peut proposer à des sociétés qui souhaitent s'élargir — elles sont trois ou quatre dans la région de Nancy — une acclimatation au système et au milieu boursier qui s'effectue dans de bonnes conditions », estime pour sa part M. Jacques Schor, président de la Société nancéienne de crédit industriel et Varin-Bernier. *« Les entreprises qui ont actuellement des problèmes de trésorerie sont les mêmes que les sociétés qui éprouvaient des difficultés de haut de bilan (fonds propres) quatre ou cinq ans auparavant »*, explique-t-il.

« Toutefois, tient-il à ajouter, *les instruments techniques ne suffisent pas, et il faut instaurer un climat favorable pour que le discours de la finance soit crédible auprès des P.M.I. »*

Pour marquer son soutien au marché financier lorrain et, au-delà, aux entreprises de la région, la S.N.V.B., qui va créer quatre fonds communs de placement, a promis de faire coter à la Bourse de Nancy son prochain emprunt. Parallèlement, elle s'est dotée d'une direction industrielle afin de marquer sa volonté d'être *« une banque de proximité au service des petites et moyennes entreprises industrielles »*.

S. M.

(1) Au contraire des autres places de province (et du marché parisien), où les transactions à la corbeille se font « debout », Nancy est une Bourse « assise ». Depuis sa modernisation, en 1979, les représentants des quatre charges d'agents de change sont en effet installés à des pupitres d'où ils effectuent les cotations « à la criée ».

Mort de Leif Johansen un des pionniers de « l'économie publique »

L'UN des plus grands économistes de ce siècle, un homme d'une intelligence supérieure, un être parfaitement bon, vient de mourir, chez lui, à Oslo. Leif Johansen fut l'un des quelques fondateurs du champ de savoir que l'on a appelé l'« économie publique ». Il s'agit de comprendre, avec profondeur et précision, cette partie de l'économie qui ne passe pas par les marchés et, en particulier, qui ne peut être réglée par eux. Cela inclut l'activité économique de l'Etat.

Une puissante école d'économistes, on le sait, historique et toujours fort influente, affirme que le système des marchés peut se charger au mieux de tout ou presque. Pourquoi, donc, l'Etat se mêle-t-il de tant de choses ? De quoi doit-il ou non s'occuper ? La réponse demande notamment de considérer les « biens publics », tels que « chacun en a sa part et tous l'ont en entier » au contraire de ce qui se passe pour le pain par exemple. Les marchés ne peuvent pas s'occuper d'eux correctement ; une autre institution doit le faire ; mais comment savoir alors combien de chacun d'eux elle doit produire ?

Quand ces questions viennent sur le devant de la scène de la recherche économique, en notre demi-siècle, deux traditions de travaux économiques sont particulièrement bien armées pour les aborder. La Scandinavie, foyer des découvertes pionnières de Knut Wicksell et Eric Lindahl. Et la française, où, dès le milieu du siècle dernier, Jules Dupuit apercevait toutes les structures centrales du problème à propos de la construction et du paiement des canaux, des chemins de fer et des routes. Eclosion de la première école, Leif Johansen retrouve des réflexions de la seconde, mais au niveau de généralité, de précision et d'élaboration que requiert la science moderne. Et Richard Musgrave introduit cette pensée nordique aux Etats-Unis, où elle trouve un terrain fertile.

Cette question économique débouche droit sur les plus profondes de la philosophie sociale : relation entre individualisme et communauté, sens et viabilité d'une collectivité, coopération et égoïsme, nécessité ou non de la coercition. Leif Johansen sut voir que les impasses des travaux des économistes trouvaient leur ouverture à ce niveau, auquel ils apportent en revanche la rigueur de la science.

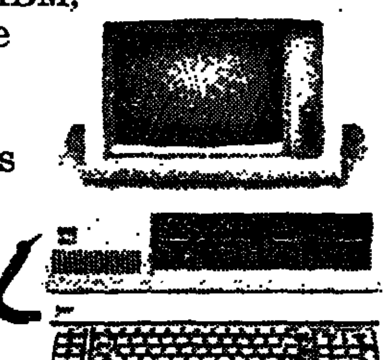
Plus généralement, Leif Johansen apporta des contributions fondamentales aux théories de la politique économique (l'Etat doit-il « maintenir le cap » ou ajuster en permanence ?), de la planification, du capital (est-il adaptable ou rigide ?), de la croissance, de la synthèse entre le « marxisme » et le « marginalisme ».

Jusqu'à la fin de ses jours, il suivit ces questions avec un mélange d'imagination et d'exigence scientifiques, de sens de l'approprié, de modestie et de cœur, combinaison rare tant chez les économistes que chez les militants d'extrême gauche auxquels il appartenait aussi.

Ceux qui voient son rôle historique de pionnier et d'orienteur permanent dans la science économique pensent certainement qu'il devait dépasser soixante-dix ans. Il en avait cinquante-deux (1).

SERGE-CHRISTOPHE KOLM.
Directeur du Centre d'enseignement et de recherche en analyse socio-économique (CERAS).

(1) Les travaux de Leif Johansen sont dans les ouvrages *A Multi-Sectoral Study of Economic Growth* (1960), *Public Economics* (1965), *Lectures on Macroeconomic Planning* (1978), et dans de nombreux articles de revues économiques.



LES CLES DE LA CONJONCTURE

Une volte-face non encore suivie d'effet

LA « déflation », illustrée notamment par les menaces d'effondrement des prix du pétrole, est d'autant plus dangereuse qu'elle risque de faire boule de neige. D'où un renversement des priorités pour lutter contre la dépression par une baisse forcée des taux d'intérêt.

Les succès de cette volte-face ne sont malheureusement encore guère apparus. Aux Etats-Unis, qui en ont été les initiateurs, la production industrielle continue inexorablement de fléchir au rythme de 6 % par an. Le P.N.B., dont le président Reagan annonçait le renforcement il n'y a pas si longtemps, a, au contraire, reculé de 2,5% au quatrième trimestre 1982. Le taux d'utilisation des capacités productives est tombé, en novembre, à son niveau le plus bas depuis la deuxième guerre mondiale (67,3 %, dont 52,3 % seulement pour l'automobile). A partir d'un étiage aussi bas, tout progrès n'est que très relatif, et encore faut-il qu'il se maintienne !

Or, jusqu'ici, les anticipations optimistes des indicateurs dits avancés, qui ont augmenté huit mois de suite, s'ils ont entretenu le moral, n'ont guère été suivis de signes concrets. Sauf dans le bâtiment, où la baisse des taux d'intérêt a entraîné en novembre une augmentation de 24,7 % des mises en chantier de logements, suivi d'un recul de 13 % en décembre, laissant cependant subsister un gain appréciable, avec un rythme annuel de 1,2 million de logements.

En Allemagne, la production industrielle se trouve elle aussi sur une pente descendante de quelque 6 %. Le P.N.B. a diminué de 2 % au second semestre. Les exportations plafonnent à 36 milliards de deutschemarks par mois et ne permettent plus de rattraper le recul de la consommation. Pourtant, avec la récente baisse des taux d'intérêt, l'espoir renaît. M. Rolf Rodenstock, président du B.D.I. (le patronat industriel), a fait valoir que l'Allemagne ne doit plus tellement compter sur l'activité étrangère, mais sur ses investissements de biens d'équipement, et de construction, facilités par la désescalade monétaire. Effectivement le bâtiment connaît ici aussi un mieux : pour la première fois depuis trois ans, le nombre de permis de construire a augmenté d'une année sur l'autre en novembre (+ 11 %). Simultanément, les entrées de commandes à l'industrie ont progressé de 5,3 % au cours du même mois par rapport à octobre, mais elles restent encore de 6 % en dessous de novembre 1981. Ces progrès restent bien fragiles, et la plupart des pronostics n'envisagent au mieux de « reprise » qu'au second semestre 1983. C'est notamment le cas pour le H.W.W.A., l'institut international de Hambourg, dont les prévisions se sont souvent vérifiées dans le passé.

Le Japon, lui, a réussi à maintenir un peu mieux son activité, qui ne plonge pas comme aux Etats-Unis et en Allemagne. La production industrielle y est légèrement déclinante sur les derniers mois (– 1 % en rythme annuel). Elle est un peu remontée en novembre, mais elle reste encore en dessous du niveau de l'année dernière. La consommation s'est affaiblie, et, en 1982, les ventes des grands magasins ont connu leur taux de progression le plus faible depuis 1965. Les exportations, après avoir reculé au milieu de l'année, ont un peu repris en valeur courante, mais elles n'ont plus d'effet d'entraînement : au total, sur 1982, elles ont diminué elles aussi pour la première fois depuis trente ans par rapport à l'année précédente. Ainsi l'économie japonaise, comme l'a reconnu l'Agence de planification, a perdu son tonus.

En Grande-Bretagne, la production manufacturière est la plus faible depuis quinze ans. Cependant grâce au pétrole, le P.N.B. a augmenté de 0,2 % au troisième trimestre. Les dépenses de consommation ont même atteint en novembre un volume record, progressant de 0,5 % sur le mois et de 3,9 % sur l'année, reprise confirmée par les chiffres de décembre (1,8 % et 6,1 % respectivement). Autre signe positif : grâce à la baisse des taux d'intérêt, les mises en chantier de logements ont à nouveau augmenté, le total sur dix mois 1982 se situant à 26 % au-dessus de 1981. Mais ces résultats restent bien fragiles, car hypothéqués par les menaces qui pèsent sur le pétrole et la remontée des taux décidée pour soutenir la livre.

MAURICE BOMMENSATH.

RÉSULTATS DE GESTION COMPARÉS

	Taux de croissance	Prix	Emploi	Échanges	Capacité de production
FRANCE	– (– –)	– – (–)	– – (– –)	– – (– –)	– – (– –)
ALLEMAGNE	– – (– –)	++ (+)	– – (– –)	++ (++)	– – (– –)
GRANDE-BRETAGNE	– (–)	+ (+)	– – – (– – –)	+ (+)	– (–)
ITALIE	– – – (– –)	– – (– – –)	– – (–)	– (– –)	– – (– –)
ÉTATS-UNIS	– – (–)	++ (+)	– – – (– –)	– – (– –)	– – – (– – –)
JAPON	– (+)	++ (++)	– (+)	+ (+)	– (–)

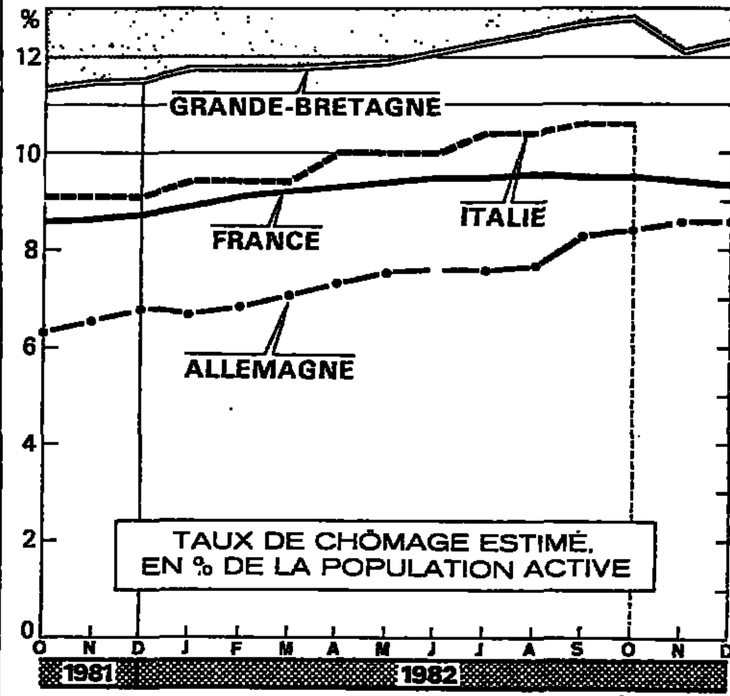
+++ excellent ++ bon + assez bien – médiocre – – mauvais – – – très mauvais + tendance précédente

Le panorama des résultats de gestion comparés des six principaux pays industriels de l'O.C.D.E. est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens, avec la participation de Cégos-Economie.

Ont été sélectionnés cinq indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement).

CHOMAGE : reculs en France et en Grande-Bretagne

Entre octobre et décembre, le taux de chômage par rapport à la population active (après correction des variations saisonnières) est passé de 8,40 % à 8,55 % en Allemagne. En France, ce taux a reculé deux fois de suite, de 9,50 % à 9,45 %, puis à 9,35 %. En Grande-Bretagne, il a même diminué très fortement, de 12,8 % à 12,1 % en novembre, pour remonter à 12,3 % en décembre (les autorités ont expliqué ce recul par un changement de mesure du chômage).



LE TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

A la fin janvier 1983

	Notes	Indicateurs	Rythme des 3 derniers mois annualisé (*)	Évolution sur 12 mois	Dernier chiffre	Date
ACTIVITÉ :	–	Production industrielle	+ 1 % *	– 2 %	128	nov. 82
	(– –)	Importations en volume	+ 1 % *	0 %		nov. 82
		Consommation (1)	+ 5 % *	+ 4 %	20,5 MF	déc. 82
		Exportations en volume	+17 % *	0 %		nov. 82
INVESTIS. :	– –	Investissements entrep. (2)	–	– 7 %		Enq. déc.82
	(– –)	Taux util. capac.	–	–		3e tr. 82
EMPLOI :		Demandes d'emplois	– 6 % *	7,3 %	2 009 M	déc. 82
		Offres d'emplois	68 % *	69 %	109 M	déc. 82
	– –	Taux de chômage	–	–	9,35 %	
	(– –)	Durée de chômage	+ 0,6 mois	+ 1 mois	9,3 mois	
		Effectif	+ 0,1 %	+ 0,4 %		oct. 82
		Durée du travail hebdomadaire	– 0,1 h	– 1,2 h	39,3 h	oct. 82
PRIX ET SAL. :	– –	Prix de détail	10 % *	9,7 %	0,9 %	déc. 82
	(–)	Prix production importation (3)	– 3 % *	14,1 %	–3,0 %	déc. 82
		Salaire horaire	0,8 % *	12,4 %	0,2 %	3e tr. 82
		Revenus disp. mén.	–4,7 % *	2,7 %	–1,2 %	3e tr. 82
		SMIC horaire	13,9 % *	11,8 %	20,29F	déc. 82
BALANCE :	– –	Résultat bal. com.	– 58 MF *	–92,7 MF	–6 MF	déc. 82
	(– –)	Taux de couvert.	–	–	90,3 %	déc. 82
		Résultat balance	– 96 MF *	–75 MF	–24 MF	3e tr. 82
		Paiements cour.				
		Réserves offic.	+ 37 %	+11 %	352 MF	déc. 82
		Différ. prix (4)	+ 3,8 % *	+ 2,6 %	+ 0,6%	déc. 82
FRANC :	– –	Dollar/franc	– 3,4 %	+18,3 %	6,9 F	
	(– –)	DM/franc	+ 0,2 %	+11,6 %	2,835 F	fin
		Taux int. jj.	– 1,3 %	– 2,6 %	12,6 %	
		taux base banc.	– 1 %	– 1,75 %	12,25%	janvier
		Taux oblig. priv.	– 0,5 %	– 1,6 %	15,7 %	1983

QUELQUES CHIFFRES-CLÉS :	PIB	1981	3 100 MF
	BUDGET	1982	788 MF
	SMIC	décembre 1982	3 517 F (pour 173 h 33)

(1) Consommation de produits industriels ménages.
(2) Estimation d'après l'enquête INSEE.
(3) Prix des produits importés en francs.
(4) L'écart des prix français est calculé par rapport à la moyenne des prix des six pays : États-Unis, République fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Japon et France.
(*) Les chiffres des trois derniers mois marqués de ce signe sont annualisés pour permettre la comparaison avec les chiffres des douze mois. Tous les chiffres sont corrigés des variations saisonnières.
MF = Milliards de francs ; M = Milliers.
Notes : + + + excellent ; + + bon ; + assez bon ; – médiocre ; – – mauvais ; – – – très mauvais. Entre parenthèses, notes du mois précédent.

PROGRÈS EXTÉRIEUR INSUFFISANT

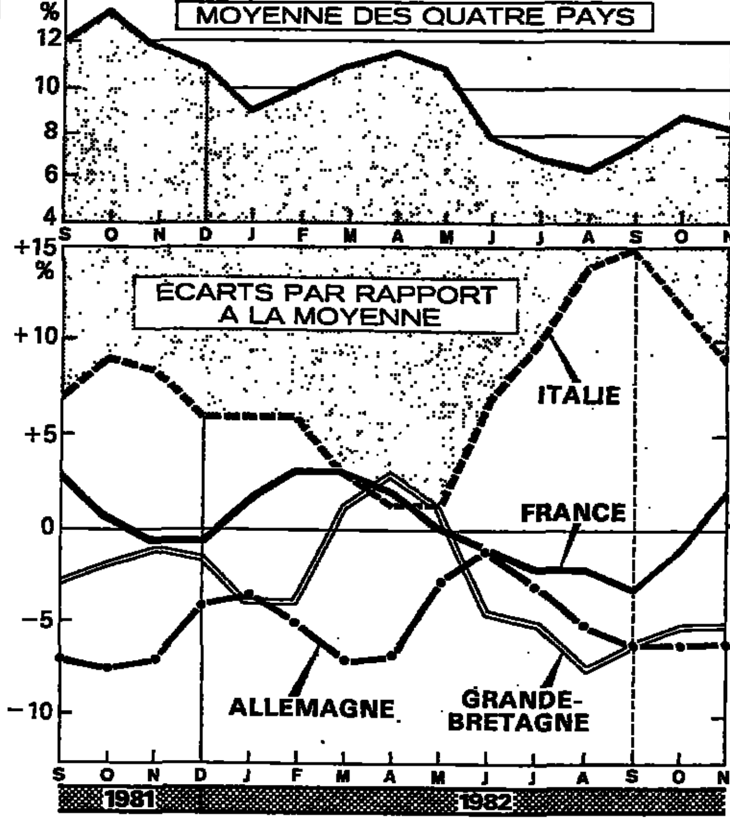
L'évolution récente fait apparaître quelques bonnes orientations, mais aussi de nouvelles menaces. L'amélioration de l'emploi se confirme, avec un recul de 6 % des demandes sur les trois derniers mois et une forte augmentation des offres. Elle reste toujours aussi étonnante, comparativement à ce que l'on constate dans les autres pays. L'atténuation de la dégradation de la balance commerciale est confirmée par les derniers chiffres tant en volume (les exportations augmentent au rythme de 17 % par an sur les trois derniers mois, les importations plafonnant) qu'en valeur. Le déficit, bien qu'en diminution, reste cependant encore de 6,4 milliards de francs en moyenne sur octobre-décembre : c'est loin d'être suffisant pour que l'on puisse parler d'un retournement, indispensable pour conforter le franc.

La production industrielle reste plutôt ferme en novembre et la consommation augmente encore légèrement, malgré le net recul de 1,2 % au troisième trimestre du revenu disponible des ménages, sous l'effet du blocage des salaires. Une menace se dessine à nouveau du côté des prix : ils retrouvent un rythme qui sur octobre-décembre est déjà voisin des fatidiques 10 %. Simultanément le « différentiel » avec les cinq autres grands pays industriels recommence à évoluer dans le mauvais sens : calculé sur les trois derniers mois, qui annoncent bien la tendance, il est passé de – 2,8 % (favorable) en octobre à + 0,9 % en novembre et + 3,8 % en décembre. Alors que l'inflation continue à diminuer ailleurs, elle menace malheureusement d'augmenter à nouveau en France.

M. B.

PRIX : l'inflation s'accélère à nouveau en France

L'inflation moyenne des quatre grands pays européens, calculée sur octobre-décembre, est passée de 8,8 % à 8,3 %. Si son rythme s'est accéléré nettement en France, de 7,9 % à 10 %, il a en revanche diminué sensiblement en Italie de 20,5 % à 17,2 %, et même encore en Allemagne de 3,2 % à 2,8 % et en Grande-Bretagne de 3,7 % à 3,2 %. Calculée sur l'année 1982, l'inflation a finalement été de 4,5 % en Allemagne, 5,4 % en Grande-Bretagne, 9,7 % en France, et 16,3 % en Italie.



PRODUCTION INDUSTRIELLE : l'activité se maintient en France

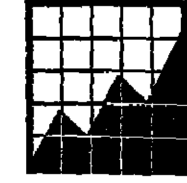
Calculée sur septembre, octobre et novembre, comparée aux trois mois précédents, la production industrielle recule toujours fortement en Allemagne (– 6 %) et en Italie (– 10 %). En revanche, elle paraît se stabiliser en France (+ 1 %) et en Grande-Bretagne (0 %).

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

GROUPE NOVOTEL

Pour DEVIMCO
filiale prestataire de services et conseil en aménagement *hôtelier*
C.A. + 100 millions
EVRY

200.000 + BONUS

Directeur comptable et financier HF

Rattaché au *Président* Directeur Général de la filiale pour

Superviser et gérer un service comptable et financier d'une dizaine de personnes (informatique IBM 34).

Assurer budget et reporting, relations avec les banques, ainsi que le contrôle de 3 filiales à l'étranger.

Expérience similaire de 3 ans minimum dans une PME à justifier.

Bonnes connaissances des montages financiers à l'exportation.

Formation financière DECS ou équivalent.

Pratique courante de l'anglais.

Ce poste qui demande quelques déplacements est à pourvoir rapidement.

Ecrire avec C.V. *détaillé, photo,* prétentions et téléphone privé sous réf. 23002 à :

MRI conseil
Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michelis
92522 Neuilly



Directeur de division textile — 350.000 F

Alsace - *Un groupe industriel de plusieurs* milliers de personnes recherche pour ses activités textiles (près de 300 millions de francs de chiffre d'affaires) un directeur général capable de prendre rapidement en main l'entière responsabilité industrielle et commerciale de ses différents établissements situés en Alsace. Il coordonnera l'action des directions techniques et commerciales *dans un marché très lié à la mode et en perpétuelle évolution. Il fera réaliser* dans les usines un programme d'investissement important. Evidemment, son sens de la gestion lui permettra de garantir *une bonne* rentabilité des usines et son aptitude aux relations humaines de maintenir un climat social agréable à tous les niveaux de l'entreprise. Nous recherchons un homme de plus de 35 ans, de formation supérieure (ingénieur ou grande école de gestion), ayant impérativement eu des responsabilités semblables dans une activité textile ou *para-textile liée à la mode. Nous offrons de réelles* perspectives d'évolution et une rémunération qui pourra dépasser 350.000 francs si l'expérience le justifie. Ecrire à D. HATT. Réf. A/6171M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



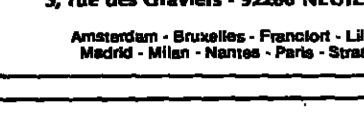
Directeur filiale — 280.000 F

Vente en milieu hospitalier - Un important groupe international, réputé dans son secteur, recherche le directeur général de sa jeune filiale française spécialisée dans la vente d'appareils d'analyse médicale et d'instrumentation destinés aux hôpitaux, universités, laboratoires d'analyses... Basé dans la proche *banlieue de Paris, il sera responsable de l'ensemble des problèmes* inhérents au développement commercial et à la gestion administrative de la filiale française : analyse des marchés et de la concurrence, définition des stratégies marketing, action sur le terrain, administration des ventes, reporting... Assurant personnellement les principaux contacts commerciaux, il disposera *immédiatement d'une équipe qu'il sera chargé de développer.* Ce poste s'adresse à un cadre confirmé âgé de 32 ans minimum, de formation supérieure technique ou commerciale et justifiant impérativement d'une expérience réussie dans la vente de produits en milieu hospitalier. Il possèdera, si possible, les différentes connaissances complémentaires relatives à la gestion d'une petite unité affiliée à un groupe international. Une solide formation technique sera dispensée à l'étranger et la pratique courante de l'anglais est nécessaire. *La rémunération de départ, de l'ordre de 280.000* francs, sera fonction de l'expérience du candidat et sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à H. MICHERON. Réf. A/R9001M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Groupe produits grande consommation
recherche
pour poste basé en AFRIQUE francophone

DIRECTEUR COMMERCIAL

pour une zone de plusieurs pays

– 32 à 40 ans, études supérieures, anglais nécessaire
– solide expérience de vente et distribution, du marketing en général, et de la direction et animation des hommes
– une bonne connaissance de l'Afrique, à défaut d'expérience expatriation, est exigée.

Adresser lettre manuscrite et CV détaillé s/réf. 58545 à Contesse *Publicité* - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

(les candidatures seront traitées confidentiellement et les dossiers retournés).



Directeur administratif — 250.000 F

Un organisme social privé, interprofessionnel de la région parisienne, employant plus de 900 personnes et gérant un nombre important d'entreprises adhérentes, crée le poste de directeur administratif. Rapportant au directeur général, et assisté des différents chefs de service, il aura autorité sur une quarantaine *de personnes. Il aura notamment* la responsabilité *de l'informatique* (IBM 34, temps réel), de la gestion administrative des adhérents, et de certains services généraux (immeubles, assurances, travaux neufs et entretien, matériel, mobilier, parc automobile, courrier, routage...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, possédant une formation supérieure (école de *gestion, sciences politiques, droit, sciences économiques...),* disposant d'une solide expérience de l'animation de services administratifs importants, et *familiarisé avec la gestion informatique de gros fichiers* (banques, assurances, caisses de retraite, mutuelles, etc...). Une forte autorité personnelle et un sens aigu de l'organisation sont indispensables. La rémunération, de l'ordre de 250.000 francs par an, sera essentiellement liée à l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé à Neuilly. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2346M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers* - 92200 NEUILLY - Tél. *747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur général adjoint — 280.000 F

Paris - *Un important groupement d'achats et de services en papeterie,* comprenant une centaine d'adhérents papetiers-libraires répartis dans toute la France, traitant un volume d'achats de l'ordre de 200 *millions* de francs hors taxes, et employant une cinquantaine de personnes, prépare la succession de son directeur général en recrutant un directeur général adjoint. En liaison *directe avec le directeur général* et en relation avec le conseil d'administration, il étendra progressivement ses responsabilités, en premier lieu commerciales (achats et promotion des ventes), aux autres *fonctions de la coopérative* (finances, informatique, entrepôts), en collaboration avec chacun des chefs de service concernés. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, et disposant d'une solide expérience de généraliste dans une entreprise commerciale ou de services. Outre un tempérament *d'animateur, des qualités de diplomate, de gestionnaire et le sens du* service sont indispensables. La rémunération, de l'ordre de 280.000 francs par an, sera essentiellement liée à l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé à Paris. Il implique des déplacements périodiques en province. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2195M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers* - 92200 NEUILLY - Tél. *747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur comptable dans l'édition

Pour *être* un professionnel très confirmé de la comptabilité et y avoir déjà exercé des responsabilités de bon niveau, vous n'en êtes pas pour autant devenu le froid technicien auquel l'écran des chiffres masque la réalité du produit. Et vous apprécierez sans doute que nous soyons un groupe *d'édition - un des plus influents -* où vous pourrez vous enrichir par vos relations professionnelles elles-mêmes avec les éditeurs et par le contact avec ce produit très vivant qu'est le livre.

Diriger la tenue des comptabilités de la maison-mère, consolider les bilans de ses filiales, c'est la responsabilité que nous vous proposons d'exercer, avec l'aide d'une équipe de plus de vingt collaborateurs. Mais là ne s'arrêtera pas votre rôle. Nous comptons aussi sur vous pour faire évoluer l'organisation, réviser et compléter les procédures, amplifier l'aide encore insuffisante apportée par *l'informatique*, négocier *le virage du nouveau plan* comptable : le tout dans l'optique prioritaire de faire de cette comptabilité un outil plus performant de gestion de l'entreprise.

C'est donc bien à un professionnel de forte qualification comptable que ce poste revient : de surcroît très ouvert à l'informatique, ayant une réelle compétence fiscale au niveau des bilans (et même au-delà) et maîtrisant les techniques de consolidation. Et enfin à quelqu'un de rigoureux, mais qui pense toujours gestion de l'entreprise au-delà de la rigueur des chiffres. Nous n'avons parlé *ni de formation, ni d'âge* : bien que non sans importance, cela ne nous paraît pas primordial. De même, avoir une expérience de l'édition, bien qu'utile, n'est pas nécessaire. Faites connaître aux consultants de SIRCA, sous référence 422 867M, que vous êtes intéressé d'être demain, à *Paris, le directeur de notre* comptabilité ; précisez-leur votre rémunération annuelle actuelle.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Un généraliste d'exception: notre secrétaire général

Par généraliste, nous entendons non pas le «touche-à-tout», expression qui exhale un fort parfum d'activitisme *et d'improvisation, mais bien celui qui s'est fait de la polyvalence une spécialité. Un homme* de poids et de hauteur de vues, qui associe compétences, caractère, discernement, sens humain. Un homme de dialogue et de communication.

Vous avez environ 40 ans, une formation supérieure de type HEC, ESSEC, Sciences Po+ droit... et un passé professionnel qui vous permet de penser d'abord, de nous en convaincre ensuite, que vous vous intègrerez facilement dans une affaire de négoce de produits alimentaires qui, avec 300 personnes, réalise à travers des *circuits spécialisés, un CA de 400 millions de francs. Le siège est en proche* banlieue *sud*, des *succursales* régionales permettent de couvrir les 2/3 de la France.

Membre de l'équipe de direction, votre mission centrale sera de coordoner l'ensemble des services internes. Des temps forts qui requièrent des connaissances approfondies et actualisées : *les relations sociales d'une part,* l'organisation informatique d'autre part. Et puis, classiquement, les services généraux. Vous serez intimement mêlé à la vie quotidienne de l'entreprise, participerez à l'organisation des évolutions nécessaires, saurez établir *des procédures conçues* comme un *guide* et non un carcan. Si vous sentez que ce poste peut être à votre pointure, venez en parler avec les consultants du cabinet SIRCA qui évalueront avec vous vos chances de succès. Commencez par leur écrire sous référence 615 863M. Merci de joindre CV, photo et niveau actuel de rémunération.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Directeur au portugal

Lisboa

Pour assurer la Direction Générale de sa filiale basée à Lisbonne, un Laboratoire pharmaceutique français, dont les produits originaux ont une notoriété internationale recherche un

Médecin ou Pharmacien

avec une expérience de l'industrie pharmaceutique de préférence dans le domaine du Marketing des produits éthiques.

Homme de contact, animateur né, il aura le sens des responsabilités et *les aptitudes* d'un Chef d'entreprise.

De langue maternelle française, la connaissance de la langue portugaise serait un atout supplémentaire.

Adresser lettre manuscrite, CV + photo en précisant sur l'enveloppe la réf. 9906, à *Média-System*, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

Association
charche
directeurs de centres de vacances brevetés ou stagiaire (BAFD) pour encadrement séjours adolescents à dominante plein air en Auvergne, du 4 au 26 juillet et *du 4 au 26 août 1983.*
A.P.S.P.A.
17, place La Fayette
43100 BRIOUDE
Tél. (71) 50-00-70.

ASSOCIATION DE TOURISME
recherche
DIRECTEUR
Très compétent pour village vacances 1 800 lits
Adresser c.v.
sous le nº 038 077 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01

---

directeur commercial

SOCIETE DE TRANSPORTS

Notre Société (50 M. de C.A. - 170 personnes) contrôle trois filiales : transports de voyageurs, location de voitures, agence de voyages. Pour faire face à notre développement, nous créons, au sein de la Société Holding, le poste de Directeur Commercial. Tenant compte des synergies évidentes entre ces *trois activités, ce nouveau collaborateur définira,* en liaison avec les Responsables *Commerciaux* des filiales, la stratégie commerciale afférant à chaque activité. Il coordonnera la mise en œuvre des programmes de promotion et de publicité. Il animera et contrôlera les réalisations. Ce poste convient à un homme de 35 ans environ, diplômé d'enseignement supérieur, ayant une expérience de Direction Commerciale acquise dans une activité de services, et désireux de progresser au sein d'une entreprise performante et à taille humaine. La résidence est une ville universitaire de l'OUEST de la France.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 229.83 M à notre Conseil - 61, bd Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

PRENDRE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION TECHNIQUE 300.000 F +

Il s'agit d'une opportunité importante pour vous et d'une fonction clef pour nous :

Nous sommes un Centre d'Études Techniques Industrielles, responsable d'importants programmes d'études et de la promotion de l'innovation technologique.

La mission de l'homme recherché sera de définir, d'organiser et de contrôler les programmes d'études afin d'aboutir à des résultats transférables à la profession.

Rattaché à la Direction Générale, le Directeur Technique encadre des équipes pluridisciplinaires (environ 40 personnes) et bénéficie d'importants moyens techniques, financiers et humains. Au carrefour des problèmes d'innovation de notre profession, il est en relation permanente avec les industriels et les laboratoires privés ou publics.

Ce poste s'adresse à un "scientifique" diplômé d'une grande école d'ingénieurs (X, Centrale, Mines, ENSAM...) mais doublé d'un généraliste et d'un homme de terrain. Ses compétences doivent être assorties de qualités relationnelles et personnelles qui l'ont fait reconnaître comme un homme de communication et d'animation d'équipes.

Notre conseil, INFRAPLAN, traitera avec la plus grande confidentialité votre dossier que nous vous remercions de lui adresser sous réf. DT/1.



INFRAPLAN Conseil en Recrutement 83, bd Raspail – 75006 PARIS
Paris-Nantes

— MEMBRE DE SYNTEC —

Directeur commercial équipements T.P./BAT

180 000 +

Filiale d'un groupe multinational, nous fabriquons et commercialisons en France et à l'export une gamme très complète de pompes spéciales pour chantiers, industries et assainissement.

Notre Directeur Général recherche son bras droit commercial. Fort de son expérience en vente de petits biens d'équipement, il prendra la responsabilité de la définition et de la mise en oeuvre de la politique commerciale de notre entreprise.

Une formation d'ingénieur serait très appréciée. Une pratique courante de l'anglais est indispensable. Un dynamisme, joint à une grande diplomatie, devrait lui permettre de réussir à ce poste pour évoluer ensuite dans notre groupe.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 3729M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 — Membre de Syntec

SOURCES

TOWNSEND THORESEN European Ferries

— RECHERCHE —

UN DIRECTEUR. Base à Calais,
responsable vis-à-vis de la Direction en Angleterre, il sera en charge de la gestion de notre très actif bureau du Port de Calais.
Anglais courant indispensable.
Age de plus de 30 ans, il devra avoir une expérience et une connaissance approfondie de la gestion administrative et tout particulièrement des relations humaines.
Rémunération intéressante, voiture de fonction et avantages en nature.
Adresser lettre manuscrite, photo et C.V., si possible en anglais, à :

Mr. J.J. Briggs Managing Director
Townsend Car Ferry Ltd
c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

Directeur lycée technique privé

sous contrat - Lyon

Cet organisme a une forte réputation de qualité pédagogique, ce qui lui vaut un recrutement et des débouchés très satisfaisants. Il a aujourd'hui 450 élèves. Vous aurez la responsabilité de l'animation pédagogique, de la gestion, de l'administration et des relations avec l'extérieur (les administrations, les professions...). Avec une équipe solide, vous assurerez le présent et préparerez l'avenir.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur avec une pratique d'enseignement de 5 ans minimum (une expérience d'intervenant en formation permanente peut aussi convenir). Des compétences complémentaires sont nécessaires en gestion, administration et si possible informatique.

SCHNEIDER RECRUTEMENT — Merci d'écrire personnellement à Gérard SCHNEIDER qui vous assure toute discrétion (réf. DO). 55 montée de Choulans 69323 Lyon Cédex 5.

DIRECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES

ÉTABLISSEMENT DE 1.000 PERSONNES MÉCANIQUE DE HAUTE QUALITÉ

Le poste comporte, sous l'autorité directe du Directeur Général Adjoint chargé de l'Établissement :
- La gestion du personnel ;
- L'ensemble des relations internes à l'entreprise ;
- La politique sociale ;
- Tous les problèmes de Sécurité du Travail ;
- La formation.

Le poste se situe dans la hiérarchie au niveau des autres Chefs de Département.

L'établissement est situé dans une région attrayante.

Conditions à remplir :
- Expérience de plusieurs années dans la fonction comme Directeur ou Adjoint direct au Directeur ;
- Connaissance approfondie du Droit social ;
- Age minimum 40 ans.

Veuillez adresser votre C.V. et lettre manuscrite sous nº 7.629, LE MONDE PUB., Service Annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

GROUPE PUBLIC
recherche pour
REGION RHONE-ALPES

un cadre supérieur DIRECTEUR DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE

Conseil en organisation et méthodes :
développement de logiciels :
centre de traitement.
Budget de 5 à 10 millions de Frs annuel
Service de 20 à 40 personnes.
Formation grande école.
Sens du dialogue et des contacts à niveau élevé.
Expérience confirmée dans la fonction.
Salaire 250.000 Francs à débattre selon expérience et profil.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous référence 1685 à AXIAL Publicité. 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui tr.
Réponse et discrétion assurées.

Filiale d'un groupe industriel multinational recherche un

DIRECTEUR FINANCIER

Collaborateur direct du Directeur Général, le candidat sera responsable de la comptabilité générale et analytique, de la trésorerie, de la gestion du crédit clientèle, de la fonction transport, des relations avec les banques et de l'informatique. Il supervisera une équipe de quatre personnes, aura pour mission de contrôler les systèmes d'informations comptables et financières, et la responsabilité des problèmes juridiques, fiscaux et sociaux.

Le candidat, âgé d'environ 30 ans, sera diplômé d'une grande école commerciale ou titulaire du D.E.C.S. Il est probable qu'il aura acquis plusieurs années d'expérience dans la fonction financière au sein d'une société multinationale.

Une très bonne connaissance des systèmes comptables français et britanniques est nécessaire, et une expérience préalable dans un cabinet d'audit serait un atout supplémentaire. Le candidat doit être parfaitement bilingue.

Le poste est basé dans le Nord-Ouest de Paris.

Rémunération : 200.000 F. + voiture de fonction.

Adresser C.V. et lettre manuscrite s/réf. 4738 à **PIERRE LICHAU S.A.** BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Jeune société
TOULOUSE
recherche son futur
DIRECTEUR TECHNIQUE
ingénieur, très haute compétence, conception réalisation systèmes micro-applications télématiques.
Lettre et C.V. à ATIS
Route du Champ-Blanc.
22300 SERVEL (Réf. 10 M).

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)



La Cour des Comptes des Communautés européennes

organise le concours CC/LA/16/82 pour la constitution d'une réserve de recrutement de

REVISEURS/ TRADUCTEURS PRINCIPAUX de langue française

LE FORMULAIRE DE CANDIDATURE OBLIGATOIRE peut être obtenu, en rappelant la référence CC/LA/16/82, à l'adresse suivante:
Cour des Comptes des Communautés Européennes,
Service du Personnel (Concours),
rue Aldringen 29, L-1118 LUXEMBOURG.

DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES: 28 février 1983.



AFRIQUE DE L'OUEST

La filiale d'un groupe français recherche son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF-INFORMATIQUE-FINANCIER

Agé de 28 ans minimum.

Il aura une formation école commerciale + DECS ou équivalent et justifiera d'une expérience d'au moins 4 à 5 ans qui lui aura permis d'acquérir une connaissance concrète du travail en Afrique de l'Ouest.

Ses responsabilités seront les suivantes :
finances, informatique, comptabilité, douanes, transit.

Il faut à cette société de taille moyenne (CA + 50 millions de F.F.) un homme ouvert, disponible et très opérationnel.

La rémunération est assortie des avantages habituels liés à l'expatriation.

Envoyer C.V. s/réf. 984 à
VALENS CONSEIL - BP 359 - 75064 PARIS Cédex 02.

ABIDJAN COTE D'IVOIRE

Société commerciale recherche

Pour le S.A.V. de son département Equipement de bureau.

UN TECHNICIEN DE MAINTENANCE

Capable d'animer une équipe de techniciens et d'effectuer lui-même, si nécessaire, des réparations sur :

PHOTOCOPIEURS
Machines à écrire
Calculatrices.

Titulaire d'un BTS/DUT Electronique, le candidat retenu devra avoir acquis quelques années d'expér. professionnelle dans un poste similaire.

A la rémunération qui sera d'un bon niveau s'ajouteront divers avantages tels que le logement meublé et équipé, deux mois de congés par an, retraite des cadres etc.

Envoyer C.V. détaillé sous réf. 6.047 à L.T.P.
31 bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02,
qui transmettra.

SOCIÉTÉ recherche

PROGRAMMEURS

GAP 2, inter actif avec 2 ans minimum d'expérience. Ces postes sont à pourvoir pour une mission à durée illimitée. A l'île de la Réunion.

Téléphone : (1) 758-06-06 pour rendez-vous avec M. GAGEONNET.

IMPTE STÉ FRANÇAISE
recherche pour postes
Afrique Noire Francophone

1) **CHEF D'ATELIER**
MÉCANIQUE GÉNÉRALE
également
RESPONSABLE ENTRETIEN
groupes électrogènes
B.T.S. avec expérience outre-mer.

2) **RESPONSABLE GESTION**
Magasin pièces détachées. Expérience dans la fonction. Connaissances mécanique industrielle et véhicules lourds.

3) **JEUNE TECHNICIEN AGRICOLE**
Titulaire B.T.A. ou B.T.S. spécialisation machinisme agricole avec si possible première expérience professionnelle dans développement rural en zone tropicale.

Ces postes sont à pourvoir rapidement. Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé avec photo et prétent. sous référ. 8.777 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02. qui transmettra.

Lycée Français de Los Angeles recherche

PROFESSEURS

Français, Philosophie, Maths, Histoire-Géographie, Sciences naturelles, Physique-Chimie et :

INSTITUTRICES

Envoyer C.V. et photo, 3261 Overland avenue, Los Angeles California 90034.

Organisation Internationale

recrute, pour projet alternatif Inde

— **PHARMACIEN**
d'industrie pour création d'une petite unité industrielle.

— **AGRONOME**
(Plantes médicinales)

— **GESTIONNAIRE**

Durée minimum du contrat fixée à un an, transport, assurance, salaire, pris en charge par l'Organisation. Célibataire, connaissance des problèmes du tiers-monde souhaitée.

Adresser C.V., photo à : SOLIDARITÉ, 1, rue Joutx-Aigues, 31000 TOULOUSE.

GABON recrute

PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE
recherche pour la rentrée 1983-1984

Professeurs d'enseignement technique et technologique titulaires d'un des diplômes suivants :

Ingénieurs, B.P. + expérience, B.T.S., D.U.T., C.A.E.C.E.T., C.A.P.E.T., expérience professionnelle ou pédagogique de 3 ans minimum dans les spécialités :
- Constructions métalliques.
- Mécanique automobiles ;
- Mécanique entretien ;
- Electromécanique ;
- Construction mécanique (dessin industriel) ;
- Dessin du bâtiment ;
- Froid, climatisation ;
- Electronique ;
- Plomberie, installations sanitaires (BP + expérience) ;
- Secrétariat (BTS minimum) ;

Pour enseignement dans lycées et collèges capitale et province.

Avantages pour tout personnel :
Logement assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités, avantages familiaux, voyages vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après diplôme (tous pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appui :

- B.P. .... Indice 195 = 2.872 F.
- B.T.S ou DUT .... Indice 325 = 4.285 F.
- C.A.E.C.E.T. .... Indice 380 = 4.835 F.
- CAPET .... Indice 665 = 7.685 F.

Adresser candidatures avant le 15 mars 1983
au Service Culturel, Ambassade du Gabon
26 bis, avenue Raphaël, 75016 Paris
(comprenant lettre manuscrite, 2 photos, copie certifiée conforme des diplômes, C.V., copie certifiée conforme, états de service officiels ou certificats d'exercice, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil, fiche individuelle pour célibataire, certificat médical, copie certifiée (recto-verso) de la carte d'identité, copie du diplôme de baccalauréat certifiée conforme).

Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.

N.B. – Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour l'une de ses Divisions implantée en NORMANDIE le

RESPONSABLE DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Il prendra en charge l'analyse, la conception et la mise en place des systèmes d'information en liaison avec les utilisateurs et le service informatique.

Il dépendra directement du Directeur de la Division.

Une formation d'Ingénieur et une expérience de plusieurs années en milieu industriel sont vivement souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV, *prétentions ss n° 43681* HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.



Ingénieur produits industriels — Nord

Notre client est une importante société, filiale d'un puissant groupe industriel, *spécialisée dans la fabrication d'éléments de suspension pour l'automobile.* Première entreprise française sur ce marché, elle se place aux tout premiers rangs sur le plan européen et accroît régulièrement ses ventes à l'exportation. Elle recherche un ingénieur produits, responsable, à son niveau, de l'adéquation permanente du produit aux besoins du marché. A la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes (techniciens et ouvriers), il sera l'interlocuteur privilégié de la clientèle au niveau de la définition technique des produits, de l'évaluation des conditions et des coûts de fabrication, et de l'exécution des prototypes. En outre, il devra réaliser, dans son domaine, toutes les études nécessaires au développement des produits dont il aura la charge. Ce poste s'adresse à un ingénieur grande école, connaissant mécanique, résistance des matériaux et métallurgie. Agé d'au moins 28 ans, il aura déjà exercé une *fonction similaire, ou bien possèdera une expérience (de bureau d'études par exemple)*, acquise de préférence chez un constructeur automobile ou l'un de ses gros équipementiers. Une bonne maîtrise de l'anglais ou de l'allemand serait très appréciée. La rémunération, motivante, sera essentiellement liée à la valeur du candidat. Ecrire à Ch. SANCHEZ. Réf. A/4614M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeune responsable gestion du personnel — 150.000 F

La filiale d'un important groupe international, spécialisée dans la fabrication *de produits à technologie avancée, destinés à l'industrie automobile*, et connaissant une très forte expansion, recherche un jeune responsable gestion du personnel. Basé dans l'est de la France, il sera placé sous l'autorité hiérarchique du directeur des ressources humaines avec lequel il collaborera de manière étroite. Avant tout homme de contact, il sera responsable du recrutement *ainsi que des besoins en formation du personnel* (étude des besoins, recherche et suivi de stage, etc.). Il participera à la définition et la mise en place de tableaux de bord. Il est à noter qu'un doublement des effectifs est prévu en 3 ans. Ce poste s'adresse à un candidat, âgé de 27 ans minimum de formation supérieure, et ayant une première expérience de la fonction (de *l'ordre de 3 ans), acquise dans l'industrie*. La connaissance de la convention collective de la métallurgie ainsi que la pratique de l'anglais sont nécessaires. La rémunération de départ de *l'ordre de 150.000 francs, tiendra essentiellement* compte de l'expérience du candidat, et d'excellentes perspectives d'évolution sont offertes. Ecrire à H. MICHERON. Réf. A/R9002M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieurs génie textile

Très important groupe industriel de l'ENNOBLISSEMENT TEXTILE recherche pour ses sociétés en province (centres de profit à taille humaine)

Jeunes ingénieurs

ouverts aux problèmes d'automatisation, d'organisation, de productivité et d'animation *des hommes*.

Réelles possibilités de carrière dans les diverses sociétés du groupe.

Rémunération départ : 100 000 F.

Ecrire manuscrit (+ photo) à

L. justet j psychologue

18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

MEDIA BA

ET. FINANCIER à compétence nationale propose à

ROBEZ

le poste de

RESPONSABLE DE SON UNITÉ

PROFIL :
Homme ou femme, ayant l'esprit d'initiative, le goût des relations humaines et le sens de l'organisation. Niveau DEUG, Droit ou Bac + 2 avec bonnes connaissances juridiques (droit notarial notamment). Expérience souhaitée.

RÉMUNÉRATION :
Annuelle après un an d'expérience, de l'ordre de 75.000 F + avantages sociaux.

Envoyer lettre C.V. manuscr., photo + prétent. à n° 59.726 CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

La Fédération Léo-Lagrange recherche **ANIMATEUR, (TRICE)** secteur retraités pour ville de la région centre.

Envoyer curriculum vitae à : Fédération Léo-Lagrange, *2, rue Levaillant,* 28100 DREUX.

BRED BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DÉPOTS

EN NORMANDIE — Vivez votre carrière avec nous

JEUNES DIPLOMÉS

(DUT, DEUG, licence, maîtrise, école de commerce)

Nos clients attendent de notre part :
- *Un accueil chaleureux.*
- Une relation personnalisée.
- *Une compétence technique affirmée.*

Les collaborateurs commerciaux que nous recrutons:
- *Veulent mener des négociations et les conclure.*
- S'intègrent facilement dans une équipe.
- *Souhaitent développer leur potentiel personnel par* l'acquisition de connaissances nouvelles.

Nous vous proposons :
de venir renforcer notre réseau d'Agences de **NORMANDIE.**

Merci d'adresser C.V. et photo à **Direction Commerciale - Simone GREBAN**
18, QUAI DE LA RAPÉE - 75012 PARIS

bleu



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

GABON recrute
PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE
recherche pour la rentrée 1983-1984

PROFESSEURS :

P.E.G.C., licenciés, maîtrises et certifiés pour enseignement 2e degré général et technique en mathématiques, physique-chimie, sciences naturelles, enseignement manuel et technologique, français, espagnol dans lycées et collèges, capitale et province. Aucune candidature reçue en anglais, philosophie, histoire et géographie.

INSTITUTEURS :

Titulaires du C.A.P. primaire pour enseignement 1er degré, capitale et province.

Avantages pour tout personnel :
Logement assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités, avantages familiaux, voyage vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après diplôme (tous pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appui :

- Instituteurs .... indice 350 = 4.535 F
- P.E.G.C. .... indice 380 = 4.835 F
- Licenciés .... indice 350 = 4.535 F
- Maîtrises .... indice 515 = 6.185 F
- Certifiés .... indice 665 = 7.685 F

Adresser candidatures avant le 15 mars 1983 au Service Culturel, Ambassade du Gabon, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 Paris (comprenant lettre manuscrite, 2 photos, copie certifiée conforme états de service officiels ou certificats d'exercice, copie certifiée conforme des diplômes, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil, fiche individuelle pour les célibataires, certificat médical, copie certifiée (recto-verso) de la carte d'identité, copie du diplôme du baccalauréat *certifiée conforme*).

Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.

N.B. — *Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.*

GROUPE INTERNATIONAL D'AUDIT
Paris-8e — recherche pour ses bureaux
PARIS — LYON et DOUALA

AUDITEURS

Ils auront une bonne connaissance de l'anglais, une expérience pratique de l'Audit selon les normes internationales de 3 à 5 ans, une formation supérieure et des études d'expertise comptable en cours.

Env. C.V. prét., et photo à Mme Lippuner, 6, avenue Marceau — 75008 PARIS.

SAE

recherche
pour un de ses chantiers au MOYEN-ORIENT

UN INGENIEUR
SPECIALISTE EN INSTALLATION ELECTRIQUE BATIMENT

■ **La mission :** contrôler les sous-traitants pour superviser l'installation électrique de deux hôpitaux de 500 lits. Le poste est basé sur le site.

■ **L'homme :** de formation grande école d'électricité ou équivalent, il a une bonne expérience de l'entreprise générale.
Bilingue anglais.

Adresser votre C.V. sous référence EAO au Service Recrutement
S.A.E. 32, avenue de New York 75784 Paris cedex 16

COFAP



IMPORTANT
GROUPE FRANCAIS
recherche
pour filiale NIGERIA

UN CONTROLEUR DE GESTION

- agé d'une quarantaine d'années
- formation supérieure de commerce ou équivalent (option finances)
- expérience prouvée dans fonction similaire de 5 ans minimum
- anglais lu, parlé et écrit couramment, indispensable.

Ce poste offre une rémunération élevée, plus les avantages habituels de l'expatriation et de larges possibilités d'évolution au sein d'un groupe de dimension internationale.

- Priorité d'intérêt aux Candidats ayant déjà exercé *leur activité professionnelle en Afrique.*

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite à Brio/Globe, Réf.N.S., 5, place des Victoires, 75001 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMPLANTÉE EN AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
Fabrication et commercialisation de produits de grande consommation
LEADER DANS SON SECTEUR
recherche SON FUTUR

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE GENERALE

Cette société, filiale d'un groupe français implanté dans différents pays *d'Afrique, recrute le collaborateur direct du directeur financier, pour* assurer la responsabilité de l'établissement du bilan et des questions fiscales. *Dans un premier temps (2 à 3 ans), il exercera la fonction de contrôleur* comptable des exploitations, chargé de la gestion et de la réforme des procédures de contrôle et de l'animation d'une équipe de contrôleurs au siège et dans les agences.
Agé de 35 ans environ, de formation DECS au minimum, le candidat retenu devra justifier — outre ses capacités d'organisateur et de formateur — une expérience d'au moins 5 ans de comptabilités générale et analytique informatisées et, si possible, une formation aux missions d'audit au sein d'un cabinet d'expertise-comptable.
La rémunération nette d'impôts annuelle de départ pourrait être de 10,5 à 12,5 millions de F CFA, avec prise en charge du logement par la société.
Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae et photo sous réf. C 241 à :

COFINOR
49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

TREASURER

- Base salary with cost-of-living adjustment *approximately U.S. $ 45,000 p.a. net of tax, plus* fringe benefits.
- International organization located in Rome is seeking qualified applicants for the position of Treasurer. The selected candidate will be responsible for investment *and management of liquid assets, control of bank* accounts, collection of contributions from members, cash flow forecasts and cashier operations, and formulation of investment and other financial policy recommendations.
- Candidates must be chartered *accountants or* equivalent with a university degree, and have several years of progressively responsible experience in treasury and related operations, preferably in international financial department of a major bank.
- Full command of English, plus knowledge of Arabic or French or Spanish.
- Applications, which will be treated in strict confidence, should contain curriculum vitae with specific details of professional qualifications and *experience related to the position, together with* professional references. Send application in first instance to :

s/n° 7.632 le Monde Pub.
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

méthodes industrialisation
ingénieurs électroniciens



GRENOBLE

3ème EXPORTATEUR FRANCAIS D'INFORMATIQUE, notre activité Grenobloise est extrêmement diversifiée : plusieurs divisions dotées chacune **d'un centre de recherche et développement, de marketing, et production**, et ayant une vocation européenne ou mondiale sur leur gamme de produits.

En outre, nous supportons toute la gamme informatique Hewlett-Packard pour les marchés d'Europe, du Moyen Orient et d'Afrique. Dans le cadre de ce Centre Européen de logistique et maintenance, nous vous offrons la possibilité de mettre en œuvre une **expertise technique** dans un poste opérationnel.

Expert d'un produit ou d'une gamme de produits, **vous êtes responsable du développement et de la mise en place des moyens de tests et contrôles** afin d'optimiser des techniques et processus de support. Vous vous verrez confier **l'analyse** d'un produit pour ensuite prendre en charge le **transfert technologique des Etats-Unis vers la France.**

Ces postes impliquent l'interface constante avec nos laboratoires français et américains.

Vous êtes débutant ou avec une première expérience professionnelle, vous êtes intéressé par la technique et le dialogue, vous désirez travailler de manière autonome et prendre rapidement des responsabilités, écrivez sous référence MF 012 à Françoise MOULINJEUNE - HEWLETT-PACKARD - 5, avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.

Développement en produits industriels

Obtenus en grande série par moulage ou usinage mécanique, nos produits ont aujourd'hui en France et au-delà (25 % de notre CA à l'export) une excellente image de marque. Ils sont diffusés dans de larges secteurs industriels. Notre force de vente est déjà préoccupée de déceler de nouveaux créneaux possibles. Nous avons décidé d'accentuer cet effort de développement, tant au niveau des produits que des matériaux et des marchés.

C'est la cheville ouvrière de cet effort accru que nous recherchons. Qui sera donc apte à bien comprendre les problèmes techniques du client - ses interlocuteurs seront essentiellement des techniciens - mais qui saura les aborder avec une approche marketing. Et naturellement en étroite coordination avec nos responsables de produits et notre bureau d'études. Nous l'initierons aux problèmes spécifiques du caoutchouc, si cela est nécessaire. Ce qui est pour nous essentiel, c'est son expérience d'au moins cinq ans de vente ou de marketing de produits industriels.

Si vous avez cette expérience, peu nous importe que votre formation supérieure soit celle d'un ingénieur ou commerciale. Mais un bon niveau d'anglais, et si possible aussi d'allemand, vous est nécesaire : export oblige. Arrivé(e) à la trentaine, cet objectif de développement doit vous tenter. Les consultants de SIRCA que vous contacterez sous référence 282 866M en leur précisant votre rémunération annuelle actuelle, vous informeront sur les autres secteurs d'activité de notre société (CA 300 MF). Le poste, en création, vous permettra d'apprécier la qualité de la vie à Saint-Brieuc où il est basé, avec une dose raisonnable de déplacements France et Europe.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur de fabrication

CONDITIONNEMENTS PHARMACEUTIQUES
Région SENS

Nous sommes une P.M.I. de 200 personnes, leader dans sa spécialité et affiliés à un Groupe important et recherchons un Ingénieur de fabrication A. et M. ou équivalent.
Le candidat retenu, 35 ans environ, sera responsable de l'atelier de fabrication et supervisera un effectif de 100 personnes. Il sera chargé sous l'autorité du Directeur Technique de coordonner les actions de production sur machines automatiques à haute cadence, de veiller au respect des prévisions, à la fiabilité de nos produits et à l'amélioration des rendements.
Il s'assurera également de la bonne maintenance du matériel.
Une expérience de quelques années dans un poste similaire serait souhaitée.
Une personnalité rigoureuse et méthodique ainsi que le sens du commandement sont des qualités essentielles pour cette fonction. Rémunération de bon niveau.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence 4238 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Jeune Ingénieur Agronome

Nous recherchons un jeune Ingénieur Agronome pour lui confier la **responsabilité d'une importante coopérative céréalière** de notre groupement départemental situé au **Centre de la France.**

Chargé de la **Gestion** des centres de la coopérative (silos-magasins d'approvisionnement), il jouera surtout un rôle d'**animation** et de **conseil technique** vis-à-vis des adhérents. Il développera l'activité et assurera la coordination avec les différents services du groupement (en particulier Achats-Ventes/Recherche et Développement).

Ce poste implique un excellent contact avec les agriculteurs et l'habitude du milieu agricole, du goût pour les problèmes techniques liés aux productions végétales, des capacités de gestion. Autonomie, esprit d'organisation et réflexion à long terme sont indispensables pour réussir dans la fonction.

Une première expérience en production céréalière est souhaitée mais les débutants à fort potentiel seront acceptés. Écrire en précisant numéro de téléphone, sous référence 75546/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

le directeur général, 250 000 F/an
d'une SCOP à 2 pas d'Annecy (Société Coopérative Ouvrière de Production)

Notre SCOP, jeune, en bonne santé, fabrique et vend des appareils ménagers pour le grand public et la restauration, de haut de gamme et réputés, avec 150 salariés, pour un CA annuel de 40 MF.

Nous cherchons le directeur général qui va rationaliser notre organisation, améliorer nos outils de gestion et notre efficacité.

Technicien de formation (ingénieur par exemple), vous avez dirigé un service de production avant de vous former à la gestion par l'IAE ou l'ICG ou par une fonction financière dans une PMI.

A 40 ans, vous vous sentez de taille pour prendre en main une entreprise et la piloter, en douceur et avec fermeté.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 831 LM).

Promodès à Caen — notre responsable système
5 MIPS +/à terme

Groupe de la grande distribution (CA 17 000 MF), nous investissons dans une informatique immédiatement accessible à nos utilisateurs. Nous installons un 4331 qui va supporter 80 terminaux via TRANSPAC dans toute la France. D'ici deux ans, il faudra en accroître la puissance et puis ouvrir un centre comparable en région parisienne.

Vous créez la fonction système, orchestrez l'installation des machines sous VM/CMS puis, probablement MVS, supportez la gamme des produits INFOCENTRE et conseillez nos filiales en Europe comme aux USA.

Ingénieur de formation, vous avez accumulé en 7 ans ou plus, une solide compétence système autour d'un gros site IBM et votre anglais vous permet de nous représenter auprès des instances de votre profession.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4288 LM) à « **Carrières de l'Informatique** ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

MEMBRE DE SYNTEC

SLIGOS RHONE/ALPES

L'informatique au service de la gestion.



Vous avez un DECS ou un diplôme Supérieur de Commerce.
Une expérience concrète de la Comptabilité ou de la Gestion en P.M.E. ou Cabinets Comptables.
Rejoignez une Entreprise Innovatrice, performante et productive.
Leader de la Gestion par l'INFORMATIQUE RÉPARTIE.
Structurée en cellules décentralisées, autonomes et polyvalentes (10 agences créées en 5 ans).
Près de 100 personnes, dont 45 emplois nouveaux en 3 ans.
+ 40 % de CA par an depuis 3 ans.
Nous offrons à :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX et RESPONSABLES RÉGIONAUX

des postes à pourvoir principalement
ANNECY - GRENOBLE - LYON - MARSEILLE - MONTPELLIER - NICE - TOULON

Si vous êtes intéressés par ces opportunités, adressez, pour de plus amples renseignements, votre candidature sous réf. GB (lettre manuscrite + CV) à SLIGOS RHÔNE-ALPES - Direction de Région - 51, rue Montgolfier 69006 LYON,

votre confiance sera respectée.

HAVAS CONTACT

ORGANISME NATIONAL DE FORMATION

recherche pour NANTES

CHEF de CENTRE

— Le poste inclut outre la Direction de l'équipe d'animateurs et l'administration du centre une activité importante de contacts en entreprises.

Adresser C.V. détaillé à Nº 59.533 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

URGENT
entreprise, recherche pour son centre de Bordeaux

INGÉNIEUR D'AFFAIRES ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE

MOYENNE TENSION
BASSE TENSION
COURANTS FAIBLES.

Ecrire sous le nº T 038.050 M, RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ D'IMPORTATION recherche

REPRÉSENTANT POUR ARTICLES ORTHOPÉDIQUES

Connaiss. si possible en allemand. Age environ 35 ans pour visiter magasins orthopédiques, pharmacies, hôpitaux, médecins.
Région Nord et Ouest de la France.

Envoyer C.V. à THAMERT FRANCE, 4, rue Lauck-Mathieu, 75020 Paris, avant le 8 février 1983.

Importante Banque Privée
recherche pour son Agence
d'ORLÉANS

DIRECTEUR CLASSE VI

35/40 ans minimum
expérience analogue réussie de plusieurs années.

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
OCBF, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS sous référence 6.800 F.

Pour vous l'informatique est une ouverture vers une carrière plus large.

Un des plus importants établissements financiers vous offre la possibilité de faire une carrière dans la Banque.

La première étape consistera à être le **Responsable Informatique et Organisation** (service d'une cinquantaine de personnes) au sein de la

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU SUD OUEST

La suite de votre carrière dépend de vous.

Dans ce poste vous devrez faire preuve de réelles capacités de direction et de gestion tout en étant le promoteur de techniques nouvelles qui auront un impact important sur l'organisation générale de la Caisse. Vous aurez démontré ces capacités dans votre expérience de l'informatique, d'au moins 5 ans, en tant que Responsable d'Études ou Responsable d'un Centre Informatique.

Vous serez basé à **AIRE sur L'ADOUR.**

Votre C.V détaillé avec salaire actuel devra être adressé sous réf. 7964-M à **Mannrégies**, 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

ENERTEC

Au sein du groupe SCHLUMBERGER, la Division Instrumentation Générale conçoit et réalise, à ST ETIENNE, des appareils de mesure de haute technicité.

Dans le cadre du développement de nouveaux produits dans le domaine des hyperfréquences et des oscilloscopes numériques, nous recherchons

Ingénieurs d'études
ESE, ENSERG, ISEP, ISEN...

débutants ou première expérience.

Rapidement, ils se verront confier la responsabilité d'un groupe de techniciens pour l'étude et le développement d'appareils de mesure. Tous ces postes offrent de larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature et prétentions, sous la référence S 248, à J. BERAUD, ENERTEC, 5, rue Daguerre, 42030 ST ETIENNE.

ENERTEC
Schlumberger

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES DE LA RÉGION P.A.C.A.
recherche pour
MARSEILLE

CHARGÉ D'ÉTUDES EN PAYSAGE URBANISME

Capable de s'insérer efficacement dans une équipe pluridisciplinaire.

Formation paysagiste diplômé, 4 à 5 ans d'expérience, pratique en urbanisme appréciée.

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
RÉGIE-PRESSE, Nº T 038081 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Le conseil général des Landes recrute par concours sur titre :

UN CONSEILLER TECHNIQUE

Niveau requis : Ingénieur travaux publics État ; emploi contractuel.
Rôle : conseil et suivi de l'ensemble des questions relatives aux infrastructures départementales (voierie, ouvrages d'art, etc.).

ADRESSER CANDIDATURE AVEC CURRICULUM VITAE pour le 1er MARS DERNIER DÉLAI

à Monsieur le Président du Conseil général des Landes Hôtel Planté. Rue Victor-Hugo. 40000 MONT-DE-MARSAN.

GESTION 2000 ETT

DÉPLACEMENT PROVINCE

INGÉNIEUR

CHARPENTE MÉTALLIQUE
SUPERVISION MONTAGE
Tél. : 246-42-01.

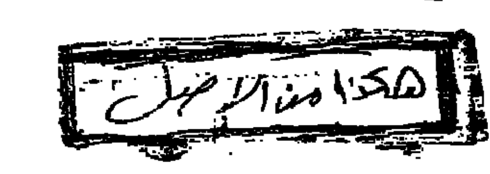
LE CENTRE DE RESSOURCES AUDIOVISUELLES DE NANTES

recherche un (e)

FORMATEUR (TRICE)

Ayant une expérience professionnelle (réalisation-maintenance) sur les supports audiovisuels, vidéo, matériels périphériques.

C.V. à faire parvenir avant le 10-2-1983 à CRAN, 11, bd de Stalingrad, 44000 NANTES.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Message à des jeunes Ingénieurs
X - MINES - PONTS-CENTRALE

Les succès de votre première expérience professionnelle vous en ont convaincu :

Vous souhaitez faire une

carrière plus dynamique

au sein d'un grand groupe privé.

Vous désirez animer une équipe, sur le terrain pour commencer.

Vous aimez vivre en province.

Alors, prenez des responsabilités dans l'une de nos 15 unités établies dans des

métropoles régionales

Vous y développerez votre goût d'entreprendre dans le cadre d'une gestion très décentralisée.

Nous vous remercions d'exprimer vos motivations sous référence M/116/M à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur les postes avant de vous recevoir.

mcp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Marchés des non-ferreux
Stratégie commerciale internationale
AFRIQUE FRANCOPHONE

Une importante société minière est amenée à définir une nouvelle stratégie commerciale en matière de commercialisation de produits non-ferreux. Elle recherche un ingénieur civil des Mines doté d'une formation commerciale, ayant acquis une expérience confirmée au sein d'une Direction Marketing d'une entreprise minière, d'une Société de Trading ou d'un organisme boursier ou de courtage. Il sera placé sous l'autorité directe du Président Directeur Général. Le candidat, âgé d'au moins 40 ans, démontrera sa connaissance approfondie du milieu minier, des marchés des non-ferreux (bourses de Londres et de Chicago), ainsi que des mécanismes économiques et financiers de commercialisation des matières premières. La pratique du français, de l'anglais et de l'espagnol est impérative. Le poste basé en Afrique centrale comporte des déplacements dans le monde entier. Le contrat est à durée indéterminée. La rémunération est nette d'impôts ; il s'y ajoute les avantages consentis à un cadre supérieur en expatriation. Des informations confidentielles seront fournies par notre consultant chargé de cette mission lors d'un interview qui aura lieu à Paris. Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo s/réf. 5004/M à Jean-Paul MENASSIER, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX - Tél. 620-62-69.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

Directeur

Paris 240 000 F

Organisme social régi par le code de la Mutualité, nous cherchons le successeur de notre Directeur Général, qui part en retraite anticipée. Notre effectif principalement basé à Paris, approche 300 personnes dont une vingtaine de cadres. Nos activités sont variées : gestion des régimes maladie obligatoire et complémentaire, œuvres sociales, et nous avons l'ambition de développer de nouveaux produits et d'étendre notre clientèle.
Nous cherchons un Directeur de plus de 35 ans diplômé HEC, ESSEC, IEP, etc ayant de solides connaissances juridiques, l'expérience de responsabilités de gestion du même niveau, ouvert aux questions de marketing, motivé par un rôle dynamique dans le secteur social. Lieu de travail : Paris. Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous réf. 23653/M à M.J. FOURNIAT, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

Export européen

Nos produits, obtenus en grande série par moulage ou usinage mécanique, intéressent un vaste secteur industriel. Sur ce créneau, nous avons une image de marque de grande qualité. 25 % de notre CA sont déjà réalisés à l'export, mais nous visons sensiblement plus haut pour les cinq ans à venir. Car nous sommes sûrs que le marché existe, et tout particulièrement en Europe. Nous voulons vous confier cet effort de pénétration, et avec l'Europe comme objectif prioritaire. Nous avons déjà une représentation dans cette zone, mais nous voulons créer une impulsion nouvelle à partir de la métropole. Vous aurez à défricher de nouvelles pistes, dynamiser et peut-être réorganiser notre réseau d'agents.

Votre formation de base - de niveau supérieur - pourra être technique ou commerciale. L'important, c'est que vous ayez acquis aujourd'hui, avec cinq ans d'expérience, une sensibilisation suffisante à la technique pour bien comprendre les problèmes de votre client. Quelques notions de chimie vous aideront, mais il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste du caoutchouc et des plastiques. L'important, c'est aussi que vous ayez déjà une première expérience opérationnelle positive de l'export.

Ce poste d'ingénieur technico-commercial que nous créons sera basé à Saint-Brieuc où est notre production. Il comporte, bien sûr, d'assez nombreux déplacements et requiert que votre anglais soit très au point ; tant mieux si vous êtes aussi à l'aise en allemand. Les consultants de SIRCA qui nous aident dans ce recrutement vous parleront des autres secteurs d'activité de notre société (CA 300 MF). Faites-leur connaître sous référence 282.865M que ce challenge européen vous tente.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Chef de zone export
Trilingue : français, anglais, allemand. Nationalité indifférente

Groupe international, leader européen sur le marché de la menuiserie pour le bâtiment - doté d'une importante capacité de production - recherche, pour consolider une croissance rapide à l'exportation et atteindre des objectifs ambitieux, un Chef de Zone Export. Ce poste convient à un homme expérimenté (5 ans mini dans un poste analogue). 32 ans mini, dynamique, concret, ambitieux, aimant le terrain et la négociation, mais aussi sachant préparer et planifier son action. Formation école supérieure de commerce international ou ingénieur.
Missions : Directement rattaché au Gérant de la société, il disposera des moyens nécessaires à son action et devra :
— poursuivre le développement à l'exportation, et notamment au Canada où il effectuera une première mission de 6 mois avec un objectif de doublement rapide du C.A. déjà réalisé,
— contrôler, animer, dynamiser les réseaux d'agents existants pour optimiser leur action,
— rechercher et mettre en place personnellement de nouvelles implantations pour de nouveaux marchés,
— collecter et analyser les informations nécessaires à l'action et à son développement.
La rémunération comprend un fixe important + un intéressement. Lieu de travail : SARREBOURG. Déplacements à prévoir 30 % du temps.
Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73656/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

SPECIALISTE DE RANG INTERNATIONAL DANS LES ETUDES ET REALISATION D'INSTALLATIONS ELECTRIQUES

souhaite renforcer son action dans la région de THIONVILLE

en recrutant des

INGENIEURS CHARGES D'AFFAIRES
DE FORMATION ELECTROTECHNIQUE

ayant acquis une bonne maitrise de la conception et réalisation d'installations électriques dans le secteur industriel (sidérurgie, industrie de transformation...).

Ces postes conviennent à des hommes de terrain capables d'autonomie et souhaitant valoriser leur expérience au sein d'une implantation régionale très dynamique.

Adresser C.V. + prétentions de salaire à No 59207 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Futur Directeur de carrière
Jeune ingénieur A & M, ICAM, ECAM, ou MINES D'ALES ou de DOUAI

L'un des plus importants groupes d'exploitation de carrières, très performant, en forte expansion, cherche un jeune ingénieur désireux de s'intégrer à une PME dynamique, gérée par centres de profits. Rattaché à la Direction, il sera formé et chargé de missions techniques concrètes, avant d'être le Directeur d'Exploitation d'une carrière dont le C.A. dépasse 50 millions et d'en assumer la responsabilité technique. Résidence : ville de 12 000 habitants, Poitou-Charente. Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence 23654/M à M.J. FOURNIAT, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publiva

RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE

REGION CENTRE 130 000 +

Le plus important groupement national de supermarchés, C.A. 14 milliards F., recherche son nouveau collaborateur pour sa base située dans le Centre de la France. Sous l'autorité du Directeur de la logistique, membre du conseil d'administration de la région, ses responsabilités porteront sur l'approvisionnement et la distribution de produits de grande consommation, la gestion des stocks (entrées et sorties des marchandises), l'animation du service Transports, les relations avec les adhérents du groupe (dirigeants des supermarchés de son secteur), relations avec la direction des Achats de la région et avec les administrations; les recrutements et les affectations aux postes de travail; la discipline et la sécurité. Agé de 35 ans, il sera de formation supérieure (ESC ou IUT spécialisation marketing ou commercial) + une formation professionnelle de plusieurs années acquise au sein de la grande distribution, au cours de laquelle il aura été formé aux méthodes modernes de gestion. Nous recherchons un homme d'envergure qui devra mener son action comme un véritable professionnel de la distribution. Un candidat ayant réussi dans cette fonction pourra compter sur une évolution de carrière au sein du groupe, véritable communauté d'intérêts.

Adresser C.V. + photo sous réf. 71098 A

SECE Jean WEGBECHER
11, allée de la Robertsau
67000 STRASBOURG
DÜSSELDORF – LONDRES – MADRID – PARIS.

SEE SCHAEFFER ENGINEERING ENTREPRISES

Société d'Engineering et d'Entreprise Générale à l'Exportation recherche pour son Siège Social situé en Alsace à Mulhouse.

LE CHEF DU SERVICE DES RELATIONS HUMAINES

Ce responsable devra gérer un effectif de 110 personnes dont 50 % de cadres
Il aura comme objectif principal de valoriser le potentiel humain de l'entreprise et devra maîtriser les différentes techniques et méthodes correspondantes.
Par ailleurs, il lui sera confié :
- l'administration et la gestion du personnel y compris des expatriés
- les relations avec les organismes sociaux
- les relations avec les organismes représentatifs internes du personnel
- la dynamisation des relations humaines : analyse de postes - recrutements - gestion de carrières - formation - informations internes

Ce poste peut convenir à un(e) candidat(e) (35 - 45 ans) ayant acquis l'expérience nécessaire pour remplir ces missions. La connaissance de l'anglais sera prise en considération pour le choix du (de la) candidat(e)

Rémunération 200.000 +

Adresser sous référence JMV lettre manuscrite + photo + CV à SCHAEFFER ENGINEERING ENTREPRISES
B.P. 2136 - 68060 MULHOUSE CEDEX
ou à SCHAEFFER ENGINEERING ENTREPRISES
178, rue de Courcelles - 75017 PARIS

Laboratoire Pharmaceutique
Leader sur son marché
Recherche pour son usine de province

UN RESPONSABLE MAINTENANCE ET TRAVAUX NEUFS

Rendant compte au Directeur de l'usine et en liaison avec les services de Production et de Contrôle, il sera responsable de la bonne marche d'un outil industriel sophistiqué.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur Mécanicien ou à un Ingénieur Chimiste, diplômé, âgé de 33 ans environ. Le candidat justifiera d'une expérience de 5 à 7 ans dans l'industrie alimentaire ou pharmaceutique.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions sous Réf R 087 à ICAR, 1, rue Rabelais - 75008 Paris, qui transmettra
Les candidatures seront traitées confidentiellement



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IBM IBM IBM IBM IBM

USINE DE BORDEAUX Recherche
pour les activités d'homologation de son
CENTRE EUROPÉEN D'APPROVISIONNEMENT DE COMPOSANTS

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Grandes Ecoles ou Universitaire pour conception
et tests sur réseaux pré-diffusés (Gate Arrays).

INGÉNIEUR PHYSICO-CHIMISTE

Grandes Ecoles ou Universitaire physique des solides et des matériaux.

Débutants ou courte expérience pour :
- Mesures électriques et caractérisation de composants.
- Technologies et fiabilité des composants passifs et intégrés.

Anglais courant. Aptitude à la communication et aux contacts. Nombreux voyages en Europe.
Écrire avec C.V. détaillé à : IBM France
Service Emploi B.P. 27 - 33170 Gradignan.

MASH

IBM IBM IBM IBM IBM

ALSTHOM ATLANTIQUE

1er Constructeur en matériel ferroviaire
recherche pour son Etablissement de TARBES (fabrications électromécaniques et électroniques - 1800 personnes)

MATERIELS FERROVIAIRES

UN INGENIEUR

avec spécialisation
**INFORMATIQUE ou
DIPLOME UNIVERSITAIRE**
(option Informatique)

débutant ou 2 à 3 ans d'expérience en informatique de gestion pour poste d'Analyste dans une équipe jeune travaillant sur matériel IBM (4341) sous DOS/VSE avec utilisation PL1- CICS - DL1.

Merci d'adresser votre candidature
à Mr BLANC ALSTHOM ATLANTIQUE
BP no 4 - 65600 SEMEAC



Cappelle

a 2 unités d'exploitation,
l'une à **MENIN** (Belgique),
l'autre à **HALLUIN** (France) et cherche

Responsable du département recherche

260 000 +

rattaché directement à la Direction générale, il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur chimiste complété par un doctorat ou une expérience équivalente et peut apporter la preuve de sa capacité et de sa compétence dans l'organisation de la recherche. La connaissance de l'anglais et la volonté d'appréhender d'autres langues sont des atouts indispensables pour réussir dans la fonction.

Ce responsable sera l'animateur d'une équipe dynamique et importante de chercheurs et mettra au point des pigments de grande qualité grâce à sa connaissance des méthodes modernes de recherche, notamment en statistiques.

Physico-chimiste

titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou docteur en chimie, connaissant les possibilités de la physico-chimie et ayant, si possible, une expérience dans le domaine des poudres (coke, charbon, silice, charges minérales).

Cette fonction requiert un esprit d'analyse et de synthèse, la capacité de travailler efficacement en équipe et de traduire les résultats obtenus scientifiquement en termes concrets pour le stade industriel.

* * *

Ces postes sont bases à MENIN, ville frontalière à 20 km de Lille.

Les candidats adresseront leur C.V. détaillé à **CAPELLE Frères** - B.P. 122/92 - Rue de la Lys - 59433 HALLUIN.
Toute lettre de candidature recevra une réponse.

MÉDIA PA

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE SITUÉE EN BOURGOGNE
recherche

RESPONSABLE CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

Cet ingénieur diplômé a acquis une expérience en gestion, au travers d'une activité Chantier, Projet ou Approvisionnement.
Dans le cadre de ce poste, il aura pour mission :
- l'élaboration d'un budget annuel,
- la constitution des tableaux de bord, en relation avec les responsables techniques,
- l'analyse et l'exploitation des écarts, en relation avec les responsables de production,
- la mise en place des méthodes et calculs de prévision à moyen et long terme,
- le suivi de la comptabilité analytique d'exploitation.

La fonction implique un travail en coordination étroite avec les différents responsables des départements techniques et fabrication.
Le poste est évolutif.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) ss réf. 50059 à HAVAS CONTACT
1, place du Palais-Royal 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

---

*Créant le poste **d'Organisateur** pour*

REPENSER LES CIRCUITS ADMINISTRATIFS METTRE EN PLACE DES PROCEDURES NOUVELLES

au Siège et dans les filiales françaises et étrangères sur des problèmes ponctuels ou des projets à long terme concernant des activités diversifiées et des structures décentralisées.

Important Groupe Français

35 filiales
C.A. consolidé 2 milliards 1/2 - effectif : 5000 personnes
Distribution de biens d'équipement et de consommation durable recherche

HOMME DE TERRAIN

ayant exercé des responsabilités effectives de gestion complétées par une expérience en Cabinet d'Organisation.
Formation grandes écoles ou diplôme universitaire supérieur.
Age minimum 35 ans
Nombreux déplacements Etranger nécessaires.



Adresser lettre manuscrite avec C.V. - 4, rue Amiral Courbet 75116 Paris, sous référence 58760

Contrôle de gestion en milieu industriel

200 000+

Filiale d'un groupe international d'engineering, 300 MF, 1000 personnes : nous sommes l'un des spécialistes mondiaux dans notre activité, réalisant une large part de nos projets à l'étranger.

Contrôleur de Gestion (et à ce titre rattaché au Directeur Financier), vous allez mettre en place un système informatisé de gestion qui, après diagnostic complet des éléments existants et des besoins, vous permettra de définir les paramètres essentiels des devis, sortir les statistiques de production, suivre l'activité contrat par contrat, présenter à la Direction Générale un tableau de bord comprenant la marche des contrats et les points-clés de l'exploitation de la société avec consolidation des résultats avant impôts.

Compte-tenu de notre contexte fortement industrialisé, nous souhaitons confier ce poste à un homme d'une trentaine d'années, ingénieur + formation de type ICG ou à un gestionnaire ayant une bonne expérience du milieu de la construction ou de l'engineering, que ce soit en entreprise ou en cabinet conseil. En tout état de cause un homme d'envergure, au contact spontané et à l'autorité souple. Sa rémunération sera négociée sur une base de 200 000 Francs.
Nous sommes situés dans le Nord de la France et vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence F 15 à l'agence DESSEIN — 69, rue de Provence - 75009 PARIS.

Dessein

Jeune Contrôleur de Gestion

NORMANDIE **(création de poste)**

Nous sommes une P.M.E. fabriquant et distribuant des produits industriels dont le siège est situé en banlieue parisienne et l'unité de production (320 personnes) à (27) GISORS, 70 Kms de Paris.

Placé hiérarchiquement sous l'autorité du Directeur d'Usine, ce cadre aura pour mission principale, en liaison fonctionnelle avec la Direction Financière du Siège, d'établir et contrôler les budgets et les procédures, d'établir les prix de revient.

Une formation supérieure (ESC, ESSEC ... + DECS) ainsi qu' une expérience similaire de 2 ans minimum sont nécessaires.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous référence 2909 LM à :
Pierre Mulot Publicité - 39 rue de l'Arcade 75008 PARIS qui transmettra.

pmp

Faire carrière dans la fonction personnel

A l'issue d'études supérieures, dégagé des obligations militaires, vous êtes à la recherche de votre premier emploi.
Vos goûts et votre personnalité vous orientent vers la Fonction Personnel, et vous souhaitez y faire carrière.
Venez rejoindre notre équipe. Vous serez formé progressivement aux différents aspects de la fonction (recrutement, formation, relations sociales, etc.).
Et vous pourrez à terme envisager de prendre la responsabilite du Personnel et des relations humaines d'une entreprise du groupe dont nous faisons partie.
Importante entreprise de Bâtiment et T.P., nous sommes implantés dans le

SUD-OUEST DE LA FRANCE.

Notre politique, largement orientée vers la satisfaction de nos salariés, nous amène à construire un Service du Personnel solide, dynamique et efficace.
Vous êtes passionné par les problèmes de Personnel, vous avez un tempérament de gagneur, écrivez-nous sous réf. 4321

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

INITIATIVES RECRUTEMENT

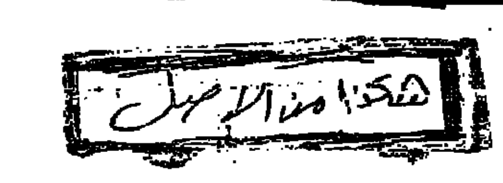
DIRECTEUR DU PERSONNEL ET DES RELATIONS HUMAINES

200.000 +
BORDEAUX

Un Centre de soins hospitaliers et de recherche médicale (500 personnes) très avancé techniquement et de forte notoriété, souhaite intégrer ce nouveau responsable au sein de son équipe collégiale de Direction pour assurer les missions suivantes :
— mettre en œuvre une politique active de personnel (Formation - Enrichissement des tâches - Communication - Information - Gestion prévisionnelle) en collaboration étroite avec le Directeur Médical et les 50 responsables d'Unités Fonctionnelles.
— prendre en charge, avec son équipe propre (7 personnes) l'administration sociale courante (paye - gestion juridique - législation sociale) et les relations avec les partenaires sociaux.

Ce poste s'adresse à un candidat pouvant prouver une expérience de la fonction d'au moins 5 ans, ne connaissant pas nécessairement le monde médical, mais dont les capacités personnelles de créativité, de souplesse d'adaptation et d'aisance dans les contacts à tous les niveaux devront être particulièrement fortes.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo récente sous référence S.010 :
INITIATIVES RECRUTEMENT, 60, avenue de la Grande Armée - 75017 Paris.





emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Recherche

CONTROLEUR DE GESTION SENIOR

MISSION :

- Participation à la mise en place de procédures de contrôle de gestion avec la direction générale ;
- Assistance des directeurs d'établissements dans l'élaboration des prévisions ;
- Reporting ;

FORMATION :

- Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent.

Déplacements courte durée à prévoir.

Poste à pourvoir à LILLE.

Envoyer curriculum vitae + photo + prétention sous n° 038.040 M, RÉGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières, établissement public à vocation internationale, recherche pour son Centre scientifique et technique d'ORLÉANS-LA-SOURCE :

UN INGÉNIEUR

afin d'assurer la conception, le *suivi de la réalisation et l'expérimentation* sur chantiers de matériels et d'équipements de forage, ainsi que le conseil en matière de forage.

Les candidats devront présenter une formation de type Arts et Métiers avec de bonnes connaissances en mécanique hydraulique et automatismes.

Une expérience d'au moins 2 ou 3 ans est requise en sondages ou matériels de sondage.

Anglais indispensable.

Adresser lettre de candidature avec C.V., référence et prét. à l'A.N.P.E., 165, bd de Châteaudun, 45042 ORLÉANS Cedex, ss réf. CS/83-3/3288, à l'att. de M. PONCEAU qui tr.

THERMICIEN BATIMENT

Jeune ingénieur ou technicien spécialisé en économies d'énergie pour mission :

INFORMATION ET FORMATION

10 mois à BLOIS

facilité de logement.

URGENT

(3) 038-53-53.

ORGANISME LOGEMENT SOCIAL

recherche

Pour le FINISTÈRE

un SOUS-DIRECTEUR

Chargé de le représenter et d'animer les agences locales.

5 ans minimum d'expérience dans la maîtrise d'ouvrages.

Pour RENNES

un *SOUS-DIRECTEUR*

Chargé du département gestion du PATRIMOINE.

5 ans minimum d'expérience de la gestion immobilière.

Adresser C.V. photo et prétentions à :

AIGUILLON CONSTRUCTIONS, B.P. 2244, 35022 RENNES CEDEX.

HAUTE-SAVOIE

Filiale d'un groupe Français important

Unité de 4.000 personnes

Mécanique de Précision

recherche

CHEF DE PERSONNEL

Sa fonction sera centrée sur les domaines suivants :

- Paye, rémunération, prévoyance.
- *Gestion informatisée du Personnel.*
- Application des dispositions légales ou conventionnelles et du règlement intérieur.

Ces fonctions impliquent des relations fréquentes avec l'encadrement et les représentants du personnel, elles s'exercent en relation étroite avec les autres services de la Direction du Personnel.

FORMATION GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT.

Au moins 5 ans d'expérience d'opérationnel dans les fonctions précitées.

Ecrire avec C.V. prétentions et photo s/réf. 3.314 à Pierre LICHAU S.A.

12, rue Président-Carnot, 69002 LYON, qui transm.

DEUX INGENIEURS HYDROGEOLOGUES
UN INGENIEUR D'ETUDE (mécanicien)

La Société FILTRES CREPINES JOHNSON fabrique et commercialise du matériel de filtration de *haute technicité destiné aux forages et prises d'eau*, à l'exploitation pétrolière, à la pétrochimie et à de nombreuses activités industrielles.

Elle recherche :

- deux jeunes Ingénieurs Hydrogéologues diplômés pour la commercialisation et la promotion des crépines des puits (forages d'eau et forages pétroliers) et accessoires. réf. 232/05M
- un jeune Ingénieur Mécanicien pour l'étude et la conception des crépines et filtres destinés aux différents usages. Formation AM, ENSI, INSA ou similaire. réf. 232/07M

Pour ces deux postes: expérience professionnelle *de deux ans environ, acquise en entreprise ou en* coopération.

Anglais indispensable. Lieu de travail : Chatellerault *avec déplacements fréquents. Stage de perfectionnement* prévu aux USA.

Adresser CV détaillé s/réf. correspondante à

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.





CENTRE D'ÉTUDES TECHNIQUES DE L'ÉQUIPEMENT NORMANDIE CENTRE

URBANISME LOGEMENT / TRANSPORTS / ENVIRONNEMENT

Organisme public à vocation interrégionale, recherche

CHEF DE PROJET

pour le développement de logiciels de gestion transactionnelle sur mini et micro-ordinateur. Il devra justifier d'une formation supérieure et aura la responsabilité du *développement* de produits à large diffusion.

Env. C.V. détaillé sous réf. DGTI au C.E.T.E. Normandie-Centre

Service Recrutement - B.P. 247

76120 GRAND-QUEVILLY

LA VILLE D'AMIENS

recrute

1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN POUR SON FUTUR SERVICE BUREAUTIQUE

Il devra avoir une connaissance approfondie de l'électronique des circuits intégrés, en particulier des microprocesseurs et de leurs protocoles de communication, de bonnes connaissances en *informatique* et en langue anglaise sont également souhaitées.

Sans avoir obligatoirement une première expérience professionnelle, il aura cependant déjà montré sa motivation et son goût pour l'innovation par des travaux personnels (recherche, développement, ou assimilés) ou lors de stages en entreprise.

Adresser candidature, C.V., prét. et n° de téléphone à MAIRIE D'AMIENS

B.P. 2.728 - 80027 - AMIENS Cedex

avant le 20 FEVRIER 1983.

LE GROUPE MULLER FRERES

TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son siège à BOULAY (57).

UN CHEF DE PERSONNEL

1.200 personnes

- *Solide expérience de la fonction « personnel » exigée ;*
- diplôme de l'enseignement supérieur et parfaite connaissance de la législation sociale ;
- *allemand indispensable ;*
- *salaire à débattre ;*
- *minimum 30 ans.*

Téléphonez au (8) 335-42-63 ou écrire sous réf. 5164.

CABINET BLIQUE B.P. 3097

54013 NANCY CEDEX.

VILLE DE BREST

CAISSE DES ECOLES

Cuisine centrale.

171, route de Gouesnou,

29200 BREST.

Tél. : (98) 00-96-42

LA CAISSE DES ÉCOLES DE LA VILLE DE BREST

recherche

UN (E) ADJOINT (E) AU DIRECTEUR

chargé (e) principalement de la gestion de la cuisine centrale (5000 *repas par jour* en liaison froide) et de 60 points de consommation.

Ce poste est à pourvoir rapidement.

Les candidatures devront être adressées avec C.V. *et prétentions à :*

Monsieur le Président de la caisse des Écoles-cuisine centrale.

171, route de Gouesnou,

29200 BREST.

Pour structurer son SERVICE JURIDIQUE

Importante Société d'Expertise Comptable régionale NANTES recherche

JURISTE CONFIRMÉ (E)

- Expérience droit des affaires.
- Dynamique et sens des responsabilités.

Ecrire sous le n° 038.015 M.

RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Importante société à vocation internationale recherche pour son Centre scientifique et technique d'ORLÉANS-LA-SOURCE :

UN TECHNICIEN EN ÉLECTRONIQUE

pour assurer la gestion de la *documentation de sa Division* électronique, le suivi des commandes, et quelques fonctions techniques (câblage de circuits imprimés, vernissage de cartes...).

Les candidats devront présenter une formation de type BAC F2 avec si possible une *expérience de laboratoire en* électronique.

(Débutants acceptés.)

Connaissance de l'anglais technique souhaitée.

Adresser lettre de candidature avec C.V., *référ. et prét.* à l'A.N.P.E., 165, bd de Châteaudun, 45042 Orléans Cedex, *s/réf.* CS/82/15-1429, à l'attention de M. Ponceau qui transmettra.

LA VILLE D'AMIENS

recrute

2 ANALYSTES

(minimum maîtrise + expérience professionnelle)

ET

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

(minimum DUT + expérience professionnelle)

Adresser candidature, C.V., prét. et n° de téléphone à Mairie d'Amiens, bureau du Personnel, B.P. 2.720, 80027 AMIENS Cedex, avant le 15 février 1983.

Les analystes seront responsables d'une petite équipe d'Analystes Programmeurs (il y aura environ 3 équipes), l'ensemble étant placé sous l'autorité d'un responsable des études.

La ville est équipée d'un matériel D.P.S. 7/65 de Cii HB avec base de données I.D.S. II et télé-traitement.

Recherche titulaire D.U.T. ou B.T.S. pour *développer relations* entre les Universités ORLÉANS et TOURS, et le *monde économique. Expérience* professionnelle souhaitée.

Envoyer C.V. et motivations avant le 04.02.1983 à *UNIVERSITÉ D'ORLÉANS*X

45045 ORLÉANS CEDEX

T. (38) 63-22-16 poste 814.

OFFRES D'EMPLOIS

TOTAL
Compagnie Française des Pétroles

recherche pour le Département Personnel de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION

CADRE-REMUNERATION

De formation supérieure supposant un bon niveau mathématiques/statistiques, il aura quelques années d'expérience dans la Fonction Personnel, si possible en matière de rémunération, et une aptitude à la pratique des outils informatiques.

Il sera chargé d'actualiser et d'adapter les différents systèmes de rémunération du personnel de Total Exploration Production au Siège, d'animer les opérations d'augmentations individuelles et de répondre aux demandes de conseil ou d'assistance des filiales en matière de rémunération.

Il devra entreprendre toute enquête ou étude jugée nécessaire, en liaison avec la Direction du Personnel de la Compagnie.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez une lettre manuscrite avec C.V. et photo au SERVICE RECRUTEMENT - 5, rue Michel Ange 75781 Paris cedex 16 sous référence 3 MO 68.

Ingénieur Agronome et Jeune Diplômé Ecole de Commerce

NOUS SOMMES : un organisme spécialisé, basé à **Paris**, intervenant dans le financement et la gestion d'entreprises diverses des filières agro-alimentaires. Aujourd'hui notre développement nous conduit à rechercher pour deux de nos services :

UN INGENIEUR AGRONOME	UN JEUNE DIPLOME ECOLE DE COMMERCE
L'OFFRE	
• L'étude, la conception et la mise en place **de projets** d'organisation et de développement **des productions animales**, *sous la direction d'un responsable opérationnel.*	• **La réalisation de diagnostics** technico-économiques et financiers puis **la définition d'interventions concrètes** et leurs suivis auprès des entreprises concernées.
PROFIL	
• Votre expérience de 1 à 3 ans dans le domaine des productions animales vous a sensibilisé aux problèmes de développement de ce secteur. • *Diplomatie, ténacité et qualités relationnelles sont des atouts nécessaires à votre réussite.*	• Grâce à votre potentiel vous serez l'interlocuteur reconnu des dirigeants d'entreprises. • Votre réussite vous permettra de devenir le bras droit du *responsable de ce service.*

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 301066 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.

ASSURANCES
JEUNES INGENIEURS

L'un des premiers groupes français d'assurances propose à des Ingénieurs débutants ou ayant quelques années d'expérience des postes

INGENIEURS CONSEILS, VERIFICATEURS DE RISQUES

Après formation, leur rôle consistera à :

- analyser les risques présentés par l'entreprise lors d'une visite (incendie et autres dommages)
- convaincre la Direction de l'Entreprise d'adopter *le plan de prévention* qu'ils auront élaboré
- proposer une tarification compétitive et réaliste
- *suivre la politique de prévention de l'entreprise.*

Les perspectives d'évolution peuvent être très intéressantes pour un candidat de *valeur motivé par une carrière dans un grand Groupe d'Assurance.*

Les postes sont basés à Paris, de fréquents déplacements en Province sont à prévoir, *une affectation en Province peut être envisagée à moyen terme.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée sous No 58.830, à Contesse Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Responsable ordonnancement-lancement
Région Nord 180 000 F

Un constructeur français de matériel de transport de renom international recherche le responsable **ordonnancement-lancement** *de son unité de production implantée dans le Nord.*

Relevant du chef du département **logistique** en charge du flux « **matières** », il aura à :

- définir à court et moyen terme les **programmes de fabrication** en fonction de la politique de développement de l'entreprise et de sa capacité de production ;
- maîtriser le flux général des éléments concourant à la réalisation du produit final ;
- mettre en place un **outil performant capable de simuler les charges** dans tous les cas de figure et de s'intégrer au sein du **système de gestion de production informatisé** en cours d'implantation.

Agé d'au moins 30 ans, diplômé d'une école d'ingénieur ou de formation universitaire équivalente, il a acquis une première expérience de la fonction dans l'industrie « biens d'équipement ». Une bonne maîtrise de la gestion de production informatisée est un atout supplémentaire de réussite.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la référence 5055/LM.



argos

Département Conseil en Recrutement

135, avenue de Wagram - 75017 PARIS

Tél. : (1) 227.96.49

MEDIA PA

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77.00	91.32
DEMANDES D'EMPLOI	22.80	27.04
IMMOBILIER	52.00	61.67
AUTOMOBILES	52.00	61.67
AGENDA	52.00	61.67
PROP. COMM. CAPITAUX	151.80	180.03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

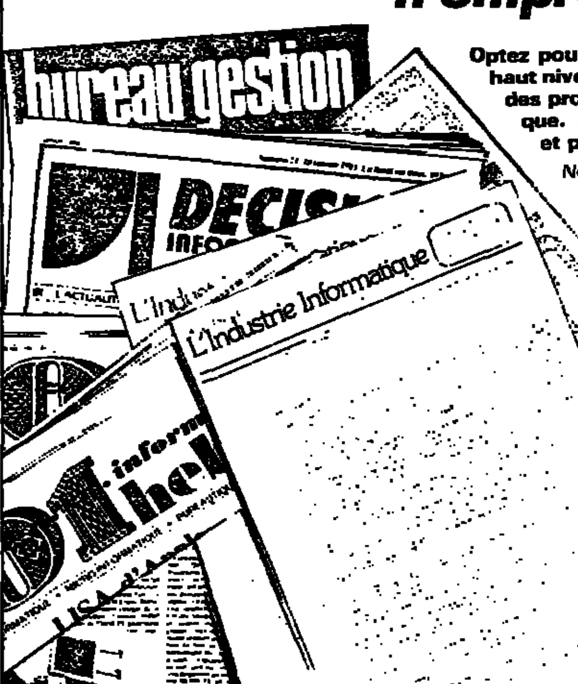
* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Jeunes diplômés grandes écoles

ou équivalent

Laissez s'exprimer votre personnalité, n'empruntez pas les sentiers battus !



Optez pour une carrière inhabituelle et passionnante impliquant des contacts à haut niveau, des responsabilités effectives et variées. Soyez le témoin privilégié des progrès technologiques de notre temps. Evoluez dans une ambiance tonique. Acquérez une notoriété dans un milieu professionnel réputé dynamique et prêt à relever tous les challenges.

Nous sommes le GROUPE TESTS, le leader français de la presse professionnelle spécialisée en informatique, bureautique, télématique et automatique. Ce Groupe indépendant, en plein essor, publie actuellement plus de 20 journaux ou magazines : La Lettre de l'Industrie Informatique, 01 Informatique, Minis et Micros, Bureau Gestion, Décision Informatique, Le Nouvel Automatisme, L'Ordinateur Individuel, Médiatique, etc. Réunissant 160 personnes, il a franchi en 1982 le cap des 100 MFF de CA, enregistrant ainsi une nouvelle croissance de près de 50 %.

Vous rejoignez, à Paris, une de nos équipes de rédaction et participez à la réalisation d'un journal : recherche et choix des informations en relation permanente avec les acteurs du milieu concerné (constructeurs, utilisateurs, organismes professionnels, etc.), entretiens avec les personnalités du monde de l'informatique, synthèses, reportages... Nous savons ce que délégation signifie et nous comptons sur vous pour assumer rapidement des responsabilités plus larges.

Nous vous remercions d'écrire, sous la référence M/3860, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION — **49, av. de l'Opéra 75002 Paris**

Banque nationale et internationale de premier plan recherche pour son Service d'Études au siège à Paris

UN ÉCONOMISTE confirmé (Réf. 35)

Pour l'étude de la situation économique et la solvabilité externe de divers pays étrangers.
La connaissance de l'anglais est indispensable.

UN ÉCONOMISTE (E.N.S.A.E. ou équivalent) (Réf. 36)

Appelé à travailler dans le secteur des taux d'intérêts et taux de changes.
La connaissance des techniques quantitatives est indispensable.

UN ÉCONOMISTE ayant si possible une première expérience (Réf. 37)

Chargé de suivre les principaux secteurs industriels et de participer à l'analyse de la situation économique des différentes régions françaises.

Écrire, sous la référence correspondante, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Charles of the Ritz

Parfums

YVES SAINT LAURENT

recherche

UN CONTROLEUR DE GESTION

Entreprise à forte croissance, nous pratiquons une gestion dynamique s'appuyant sur des outils de prévision et de contrôle rigoureux. Le poste à pourvoir dans cet environnement exige un candidat à fort potentiel de formation supérieure type HEC, ESSEC, Sup. de Co, Ecole de Gestion...

Rattaché au Responsable du Service Contrôle de Gestion, il encadre 2 personnes. Il suit les tableaux de bord d'activité des marchés France et Export, signale les écarts, réalise à la demande des études de rentabilité, assiste et conseille au mieux chacun de nos responsables de département.

La pratique courante de l'anglais, une première expérience, même courte, des systèmes de gestion anglo-saxons et des traitements financiers et comptables assistés par l'informatique sont des préalables utiles pour lui garantir une évolution de carrière prometteuse. Son intégration et sa réussite au sein de notre équipe sont aussi étroitement liés à l'ouverture d'esprit et aux qualités relationnelles hors pair dont il fait preuve.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle sous réf. 903 M au Service Recrutement 28-34 Bd du Parc *92520 NEUILLY SUR SEINE.*

---

chef de projet

De l'informatique à l'organisation

Le **Crédit Commercial de France,** importante banque nationalisée regroupant un effectif de **7 500 personnes,** recherche un **Chef de projet.**

Vous avez une **formation informatique** renforcée par une **expérience de 3 à 5 ans.** Vous aimez travailler au sein d'**équipes pluridisciplinaires.**

Vous disposez des deux qualités essentielles : **rigueur** et **curiosité,** qui vous permettent de mener à bien votre mission.

Nous vous proposons de rejoindre l'équipe attachée à la conception et la réalisation de l'une de nos principales applications.

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions à



Crédit Commercial de France
Direction des Carrières - 103, Champs-Elysées
75008 PARIS.
Une réponse vous sera adressée rapidement.

MEDIA PA

SPÉCIALISTE MONDIAL DE VANNES DE RÉGLAGE

Masoneilan

recherche pour son siège social à NEUILLY-SUR-SEINE

ingénieur technico-commercial export

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur *diplômé débutant* et *pratiquant* l'anglais d'une façon courante (lu, écrit, parlé).

Après une période de formation aux produits, il se verra attribuer la responsabilité d'un secteur commercial à l'exportation.

Envoyer Curriculum-Vitae, lettre manuscrite et prétentions à M. J.-L. MACHINO, MASONEILAN, 107, avenue Charles de Gaulle, 92521 NEUILLY Cedex.

publiale

COGEMA société de 9.000 personnes
Leader du secteur nucléaire en France
recherche pour sa Direction des Relations Sociales implantée à VELIZY

HF **jeune cadre de personnel**

Il sera chargé dans le Service Administration du Personnel :
• *de la coordination des actions de gestion informatique,* de leurs applications et de l'exploitation centralisée des renseignements fournis,
• de la conception et l'exploitation de toutes les statistiques nécessaires dans notre domaine,
• de l'administration du personnel du Siège, et du suivi des effectifs.

Il lui sera demandé des études ponctuelles en fonction de l'actualité sociale.

Une formation de type ESC, CELSA, EPF ou Sciences Economiques alliée à une ou deux années d'expérience dans le même secteur est vivement souhaitée.

Nous proposons un salaire de 95.000 à 115.000 Francs par an en fonction de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 301 M à :
COGEMA - SAP Recrutement
2, rue Paul Dautier - B.P. 4 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX

Cogema — Compagnie Générale des Matières Nucléaires

Organisation et Publicité

CABINET DE SELECTION DE CADRES ET DE PERSONNEL
PARIS 8ème, recherche

Psychologue vacataire

pour assurer le recrutement de cadres haut niveau.
Une expérience d'au moins 5 ans en Entreprise ou Cabinet est indispensable.
Les missions seront confiées à un(e) diplômé(e) d'Etudes Supérieures, de formation PSYCHO-PRAT ou DESS de PSYCHOLOGIE INDUSTRIELLE, maîtrisant parfaitement les techniques d'évaluation (entretien, tests).
Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. 4019 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

SERITA

RESEAUX - GENIE LOGICIEL

Pour élargir nos activités étude et développement de logiciels "réseau", nous recherchons des

ingénieurs consultants ingénieurs logiciel

Nous demandons des Ingénieurs Consultants confirmés pour les travaux : de normalisation internationale (AFNOR, ISO, CCITT...), de conseil en réseaux (TELECOM 1, réseau privé X.25, DSA, SNA...).

Nous demandons des Ingénieurs débutants ou confirmés motivés pour le développement de logiciels de qualité dans les domaines suivants :
logiciel de base X.25, VIDEOTEX, TELETEX,...

Adressez votre candidature accompagnée d'un C.V. sous référence P2 11 à

SERITA
11 rue Bailly - 92200 Neuilly

Important Groupe BTP niveau international recherche

Cadres administratifs débutants

Ecoles Supérieures de commerce, Maîtrise Sciences ECO + DECS...

Disponibles géographiquement pour des affectations de quelques années en France ou à l'étranger, ils ont un tempérament d'opérationnel et sont attirés par un poste polyvalent : fonctions comptable, juridique, finances et personnel. Dans le cadre de notre très large décentralisation et après une solide formation aux divers niveaux de notre organisation, nous leur offrons la responsabilité totale des services administratifs d'une agence ou d'une filiale en Province ou à l'Etranger.

Un cadre financier débutant

Nous souhaitons renforcer notre Direction Financière (siège social à Paris) en y intégrant un cadre débutant de formation supérieure (HEC - ESSEC - ESCP - ESC...).
Après formation et quelques années de carrière au sein de cette Direction, il évoluera vers des fonctions élargies en prenant la responsabilité des services administratifs d'une de nos agences ou filiales.
Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant le poste qui a votre préférence sous réf. 3424 à RSCG CARRIERES - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
SERVICE TECHNIQUE DES PROGRAMMES AÉRONAUTIQUES

recherche

INGÉNIEUR

25-35 ans, pour animation, coordination et gestion études préparatoires dans le domaine hélicoptères. Formation aéronautique nécessaire (grandes écoles ENSAE, ECP, ENSICA, AM + ESTA ou Université disciplines aéronautiques). Expérience recherche appliquée souhaitée. Anglais nécessaire.

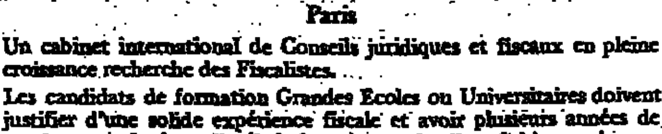
INGÉNIEUR

spécialiste ensembles mécaniques de bord pour aéronefs, diplôme exigé, expérience et formation aéronautique souhaitées, libéré service national.

Ecrire avec C.V. à Service Technique des Programmes Aéronautiques, Bureau du Personnel, 4, avenue de la Porte-d'Issy, 75996 PARIS-ARMÉES.

EXCELLENTES OPPORTUNITES POUR FISCALISTES

Paris



Un cabinet international de Conseils juridiques et fiscaux en pleine croissance recherche des Fiscalistes...

Les candidats de formation Grandes Ecoles ou Universitaires doivent justifier d'une solide expérience fiscale et avoir plusieurs années de pratique professionnelle (5 à 8 ans) au sein d'un Cabinet et/ou en entreprise. Ils auront à effectuer des missions variées d'assistance et de conseil auprès de groupes français et internationaux. Anglais souhaité.

Postes à responsabilités avec excellentes possibilités de promotion.

Nous vous invitons à prendre vite contact avec
Rudolph Von Raesfeldt en envoyant lettre de
candidature manuscrite, CV détaillé, photo
et salaire actuel à TEG,
18, Place Henri Bergson - 75008 PARIS
en précisant la référence M 233
Discrétion assurée.

The Executive Group

Une division de SISTEMA

Dessein

Publicité et relations publiques

HOMME DE CHIFFRES ET DE GESTION

Paris 8 ème — **180 000 F**

Groupe international de publicité et de relations publiques, les structures de notre agence parisienne sont souples, son effectif loin d'être pléthorique : mais la motivation et la performance de nos 40 collaborateurs nous apportent un succès reconnu.

Peut-être savez-vous que les investissements consacrés à la publicité sont importants.

Notre homme de chiffres est l'un des «piliers» de l'entreprise. Votre mission : participer activement à sa gestion, assurer la préparation des comptes et du reporting, établir les budgets, veiller à la trésorerie, revoir et améliorer nos systèmes de contrôle interne. En d'autres termes, anticiper, contrôler et assurer le suivi.

Si vous n'êtes pas encore rôdé aux pratiques anglo-saxonnes, vous éprouvez un réel intérêt pour ces méthodes.

De formation supérieure, vous êtes un bon praticien de la comptabilité et avez l'avantage de parler un peu l'anglais. Vous êtes l'homme de rigueur, la personnalité affirmée qu'attend notre Directeur.

Nous vous invitons à prendre vite contact avec
Rudolph von Raesfeldt en lui adressant
lettre de candidature, CV détaillé, photo
et salaire actuel sous réf. M 232 à TEG
18, Place Henri Bergson - 75008 PARIS.
Discrétion assurée.

The Executive Group

Une division de SISTEMA

Dessein





TRANSPORTS FRIGORIFIQUES EUROPEENS

Premier transporteur et distributeur européen de produits agro-alimentaires sous température dirigée (CA 1 milliard, 2500 personnes, 1500 véhicules, 40 agences) s'est fixé un programme ambitieux de développement tant en France qu'à l'étranger. Pour le réaliser TFE veut étoffer ses équipes existantes et s'adresse à

D'EXCELLENTS PROFESSIONNELS

Cadres issus du transport, de la distribution de produits agro-alimentaires et ce, à tous niveaux et dans tous les secteurs de l'entreprise en France et à l'étranger :
- exploitation
- gestion du personnel
- commercial
- gestion, finances, comptabilité informatique.

TFE recherche *les meilleurs*. Si vous en faites partie prenez contact avec notre conseil :

Daphné Samson — *32, rue de Sablonville* - 92200 NEUILLY / SEINE, (Tél. 745 42 81) qui vous recevra avec la meilleure attention et la plus parfaite discrétion.

Dessein

Notre client est un des plus importants groupes industriels français. Après une **période d'investissement,** une de ses filiales met en place de nouvelles structures qui lui permettront d'aborder dans les meilleures conditions de nouveaux marchés et de consolider sa position dans des domaines où elle possède une excellente image. *Dans ce contexte,* elle recherche pour renforcer son équipe commerciale :

1 cadre commercial

(ESC, EDHEC, débutant ou 1re exp.)

Rattaché au Directeur des Ventes, sa mission consistera à assurer la commercialisation d'une **ligne de produits spécifiques** *auprès d'une* clientèle spécialisée à **Paris** et **Région Parisienne.** Jeune diplômé de l'enseignement supérieur, si possible doté d'une première expérience commerciale, il aura également en charge un secteur de province où il assurera la commercialisation de la totalité *de la gamme auprès* de clients traditionnels.

La rémunération proposée sera fonction de l'expérience. Enfin, nous souhaitons trouver un réel potentiel susceptible d'évoluer au sein du Groupe. Le poste est situé à Paris.

Nous vous remercions de faire parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + prétentions) en précisant la référence 242/8/M à *Jean-Louis* MUTTE.

KM — Mutte, Kernevez & Ass. scm
27, rue du Général Foy 75008 PARIS
Francfort Londres Paris Zurich

MEDIA BA



CHARBONNAGES DE FRANCE

9 avenue Percier 75008 Paris - Tél. 563.11.20
recherchent

POUR LEUR CENTRE D'ÉTUDES ET RECHERCHES (CERCHAR)

situé à Verneuil-en-Halatte (Oise)

• INGÉNIEUR AUTOMATICIEN

Ingénieur automaticien, ayant de bonnes connaissances en microprocesseurs et électronique, qui sera chargé de promouvoir l'automatisation des mines et des procédés d'utilisation du charbon. Pour cela, il devra :
- *définir* les *actions* à entreprendre,
- mettre en place les moyens nécessaires,
- étudier et développer les matériels spécifiques à ces utilisations.

Le poste conviendrait à un ingénieur ayant quelques années d'expérience, capable de s'intégrer facilement dans des équipes pluridisciplinaires.

Lieu de travail : Verneuil-en-Halatte - 50 km nord de Paris - dans un cadre de verdure particulièrement agréable.

référence Cerchar M2

• 2 INGÉNIEURS MECANICIENS

débutants ou avec expérience

Compétence technique en mécanique, électricité, régulation.
- connaissances scientifiques générales solides,
- notions de gestion.

Diplôme type Arts et Métiers.

Fonctions : responsabilité d'un bureau d'études, des *travaux neufs, de l'entretien* des installations des laboratoires.

Qualités :
- esprit ouvert et *curieux,*
- goût de l'organisation,
- sens de *l'intérêt général,*
- contact humain, aptitude au commandement.

Lieu de travail : Verneuil-en-Halatte.

référence Cerchar SC1

• INGÉNIEUR TECHNICO-ECONOMIQUE

évaluation procédés

Il sera chargé : soit de l'évaluation de l'intérêt économique d'une technique nécessitant notamment de compléter les données économiques, d'examiner le contexte économique local, d'évaluer les investissements en fonction *des caractéristiques* techniques...; soit de l'analyse et de la définition des conditions de mise en œuvre d'une technique ou d'un procédé.

Expérience : ingénierie ou construction d'ensembles industriels ou évaluation économique.

Aptitudes et compétences requises : école d'ingénieurs, sens du réel, analyse, méthodique, clair et précis.

Lieu de travail : Verneuil-en-Halatte.

référence Cerchar T13

• INGÉNIEUR D'ESSAIS

feux et incendies

Ingénieur chargé des essais en galerie *incendie. Il aura la responsabilité :*
- dans le cadre du programme professionnel, de l'étude des problèmes posés vis-à-vis de la sécurité incendie, par l'introduction de matières, *matériaux et matériels* nouveaux dans les chantiers souterrains,
- de développer l'activité commerciale du groupe en recherchant les clients qui, en dehors de la profession, pourraient être *intéressés par la possibilité de réaliser* des essais d'incendie en grandeur et en situation de matériels dans la galerie.

Il aura en *conséquence à maintenir des relations* étroites avec les Services Techniques de Charbonnages de France, les services Sécurité des bassins et à nouer des relations avec les organismes d'Etat ou privés susceptibles d'être intéressés par nos *nouveaux moyens.*

Profil recherché : Ingénieur ou éventuellement universitaire avec une spécialisation en thermique, ayant de solides bases en *aérothermochimie et en thermodynamique* et familiarisé avec le calcul sur ordinateur.

Lieu de travail : Verneuil-en-Halatte.

référence Cerchar T14

• DEUX INGÉNIEURS D'ESSAIS

foyers expérimentaux ou prototypes

• Un chef du groupe pulvérisé grille — *référence Cerchar T8*

• Un ingénieur d'essais — *référence Cerchar T9*

Responsabilité de la conduite d'essais sur foyers expérimentaux ou prototypes.
Ces essais doivent conduire à la définition et à l'optimisation technico-économique d'un matériel commercialisable.

La fonction comprend :
- *une participation* à la définition des programmes d'essais,
- la responsabilité de l'exécution des programmes : adaptation de l'instrumentation de mesure, contrôle du déroulement des essais, collation, présentation et interprétation des résultats,
- une participation à l'étude des modifications à apporter au matériel pour tenir compte des enseignements des essais et pour suivre la mise au point,
- la responsabilité de l'exécution de ces modifications : consultation des fournisseurs, *contacts avec les bureaux d'études* et entreprises extérieures, suivi du chantier, contrôle de l'exécution des travaux.

L'intéressé sera aidé pour la conduite des essais par une équipe de techniciens dont *il aura à organiser le travail, et devra pour* les autres tâches savoir trouver l'appui de diverses équipes du Centre et du Groupe Charbonnages (équipe d'évaluation des procédés, bureaux d'études et d'ingénierie, spécialistes techniques, *services commerciaux*).

Le profil recherché :
Un ingénieur thermicien, ou à défaut mécanicien, *ayant plusieurs années d'expérience* dans l'installation et la mise au point de matériels divers, ou minimum ayant reçu une formation de base en mécanique, électrotechnique thermique et désireux de se rendre rapidement *capable de prendre sa part de responsabilités* pratiques dans un travail d'équipe.
Bonne condition physique, goût pour la recherche appliquée, aptitude à une démarche intellectuelle à la fois rigoureuse et pragmatique.

Les lieux de travail :
– **Verneuil-en-Halatte** *(Oise, 50 km au nord de Paris)* au Centre de Recherches des Charbonnages.
Ultérieurement :
– **Mazingarbe** *(Pas-de-Calais, 25 km au nord-ouest* d'Arras) où les futures unités prototypes seront installées.

Adresser lettre manuscrite et photo, en précisant la référence à M. THOMAS - Service de Gestion des Cadres Supérieurs - CHARBONNAGES DE FRANCE - 9 avenue Percier 75008 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

NIXDORF COMPUTER

recrute

Pour commercialiser sa nouvelle gamme de terminaux point de vente

INGENIEURS COMMERCIAUX

ayant une expérience approfondie des matériels informatiques destinés plus particulièrement à la

DISTRIBUTION

• Activité professionnelle située en région Parisienne
• Véhicule personnel indispensable

Adresser C.V. et photo à l'attention de la Direction du Personnel

7-13, bd de Courbevoie
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Mécanique, Electromécanique

JEUNE INGENIEUR DE PRODUCTION

Cette Société est la filiale française du Leader mondial incontesté de produits thermotransformables, qu'il développe, fabrique et distribue dans le monde entier. Plus particulièrement dans le domaine de la connectique, un département de cette société conçoit et réalise les appareils spéciaux qui permettent la mise en œuvre de ses produits et en multiplient les applications.

Le nombre de ces appareils devant tripler dans l'année, le Directeur de division recherche le Responsable de production. A la tête d'une petite équipe, il assure la production et son suivi (délais, qualité...) contrôle la sous-traitance et travaille en collaboration étroite avec les services techniques de la division (R. et D., Marketing...).

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif, un jeune Ingénieur diplômé A.M., ECAM ou équivalent, justifiant d'un réel intérêt pour la production que celui-ci ait été confirmé par une première expérience ou non.
Etant donné le contexte international dans lequel il travaille, il doit parler couramment l'anglais. A court terme, il existe de réelles possibilités d'évolution de carrière au sein de cette société.

Lieu de travail : banlieue Nord-Ouest de Paris.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 7288 T, à :

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

Gérer 3 milliards de francs...

TRESORIER

L'importance et la rapidité des mouvements de fonds dans une entreprise de distribution font que la fonction trésorerie est primordiale. Ce groupe français de distribution, leader dans son domaine, renforce l'équipe de sa direction financière et recherche un trésorier, le titulaire actuel devant être appelé à d'autres fonctions au sein du groupe.

Après une période de formation de 12 à 18 mois environ, il prendra la responsabilité complète du service : animation du personnel (9 personnes) et organisation du travail, relations bancaires dans le cadre des négociations du groupe, contrôle des règlements fournisseurs et des encaissements. Sur un plan général, il mènera toute action susceptible d'améliorer les procédures et d'optimiser la gestion de la trésorerie.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une expérience de trois ans minimum de la fonction trésorerie, ou bien d'une fonction similaire dans un service financier. C'est un homme de poids possédant le goût des chiffres et le sens du contact. La taille du groupe, son dynamisme, sa politique humaine permettent d'offrir à ceux qui réussissent de multiples évolutions de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 2611 B à

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

Contrôle Bailey

GROUPE CGEE ALSTHOM

recrute

DEVELOPPEMENT
réf. 3RD14

INGENIEURS ELECTRONICIENS

pour développement de systèmes de Process Control-Industriels pour les domaines suivants :
— automates industriels (matériel, logiciel et redondance)
— réseau de communication à bus rapide haute sécurité
— conception L.S.I. pour transmission haute vitesse.

Parfaite connaissance micro-processeurs exigée.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
réf. 3IA23

INGENIEURS INFORMATICIENS

Temps réel
pour système appliqué au Process Control
Connaissance SOLAR souhaitée.

DOCUMENTATION TECHNIQUE
réf. 3DC43

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Très expérimenté en rédaction de manuels techniques électroniques.
Langue anglaise indispensable.

Adresser C.V. détaillé à CONTROLE BAILEY - Direction du Personnel en précisant la référence du poste choisi B.P. 210 - 92142 CLAMART Cedex.

Paris

JEUNE DIRECTEUR TECHNIQUE

Cette Société internationale (80 personnes, 100 millions de francs de C.A.) est le premier spécialiste européen dans son domaine d'activité. Associée à des partenaires industriels extrêmement puissants, elle maîtrise une technologie de *pointe dans un secteur qui connaît un fort développement. Cette expansion* la conduit à créer le poste de Directeur Technique.

Rattaché au Directeur de la Société Française et dans le cadre d'une large délégation, il prend en charge l'ensemble de la fonction technique opérationnelle (suivi et développement des projets, animation des équipes, gestion des budgets, qualité, délais, etc...). Il est de plus Responsable de l'Assurance-Qualité pour toutes les divisions internationales du Groupe.

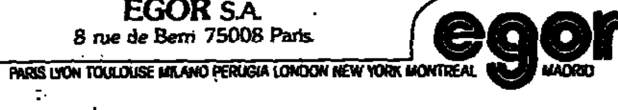
Pour ce poste complet et très évolutif, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur *généraliste de formation supérieure (Centrale, Mines, etc...). Il possède déjà une* expérience significative qui s'est déroulée par exemple en Bureau d'Etudes ou dans l'engineering. Ses responsabilités l'ont conduit à animer d'importantes équipes techniques. Il les a assumées dans le contexte d'une Assurance-Qualité très développée.
Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. De fréquents, mais courts, déplacements notamment à l'étranger sont prévus.

Les conditions offertes, les perspectives d'évolution, l'intérêt technique du poste, la variété des missions sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 14761 A à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system





UN LEADER MONDIAL DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.

Maître d'œuvre et fournisseur de :
• TRANSPAC.
• RESEAUX PUBLICS : AUSTRALIE, BRESIL, LUXEMBOURG.
• RESEAUX PRIVES : CHASE MANHATTAN BANK, AGENCE SPATIALE EUROPEENNE.
• GRANDS SYSTEMES : EDF, PTT, SNCF...

recherche dans le cadre *de son expansion*

INGENIEURS LOGICIEL

FORMATION GRANDES ECOLES

débutants, 2 à 5 ans d'expérience.

Plusieurs postes vous sont proposés en fonction de vos affinités et de votre expérience dans les domaines suivants :
- Commutation de messages.
- Réseaux *transmission* de données par paquet.
- Gestion transactionnelle.
- Bases de données et logiciels de base.

Envoyez C.V. et prétentions à SESA *30, quai de Dion Bouton*. 92806 PUTEAUX (préciser sur l'enveloppe réf. : 18 LM).

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

recherche pour le
Département Exploitation et Conduite de Réseaux
au *Siège Banlieue* OUEST DE PARIS

INGENIEUR CHEF DE PROJET LOGICIEL

Référence 59216 A

Il devra mener à bien un projet d'*informatique/ temps* réel pour la *conduite et* l'*automatisation* des Réseaux électriques.

Le projet est réalisé par une équipe d'automaticiens à l'aide de mini-calculateurs.

Ingénieur de formation informatique, minimum 5 ans d'expérience exigée, anglais indispensable.

INGENIEUR LOGICIEL

Référence 59216 B

Il réalisera des projets informatiques/temps réel sur mini-calculateurs, au sein d'une équipe coordonnée par un Chef de Projet.

Ingénieur formation informatique, 3 à 5 ans d'expérience, anglais.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence à Contesse Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ASSUREZ VOTRE AVENIR

Importante société du secteur tertiaire, nous avons su garder une taille humaine. Notre développement s'appuie sur notre dynamisme et sur un outil informatique efficace et moderne (3031, 8100, 150 terminaux, DB/DC, traitement de texte).

Pour lui confier la responsabilité d'importantes réalisations, nous sommes à la recherche de :

UN CHEF DE PROJET CONFIRME.

La préférence sera donnée à un candidat de formation scientifique, ayant la pratique des systèmes IBM (CICS/DL1) ainsi que de bonnes connaissances en gestion. Il devra, en outre, avoir une expérience de quelques années dans la conduite de projets moyens et être capable de s'imposer grâce à ses compétences et à sa personnalité.

Larges possibilités d'évolution dans une entreprise en expansion privilégiant l'emploi de l'informatique.

Ecrire sous référence 287/M
à A.L. CONSEIL, 102, Bd Malesherbes - 75017 - Paris
qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

---

analyste CONFIRME

Nous sommes une *Banque Parisienne* dont l'équipement informatique est constitué de 3 ordinateurs IBM (3031 et 4341) et nos projets sont conçus dans une optique Temps Reel - Base de Donnees. Nous re*cherchons un ANALYSTE CONFIRME capable* de realiser les analyses fonctionnelles et organiques des applications bancaires et telematiques que nous développons.

De formation Ingénieur ou Universitaire supérieure, le candidat doit avoir l'expérience de la même fonction, si possible dans le secteur bancaire.

La connaissance de COBOL, de l'environne*ment IBM et du concept "Temps Reel - Ba*se de Données" est nécessaire.

Poste offrant de nombreux avantages liés au secteur bancaire et de serieuses possibilités d'évolution.

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous réf. 61.38/AI/516 à ADEQUATION 62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT



Cii Honeywell Bull

Dans le cadre de son Réseau Commercial France recherche

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Diplômés de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience réussie d'*ingénieur* technico-commercial ou d'ingénieur informaticien, et vous désirez l'étendre chez un grand constructeur.
Nous vous offrons cette opportunité, à Paris ou en Province, en vous confiant les responsabilités du support technique à la vente : élaboration de propositions techniques, démonstrations en avant-vente, réalisations de projets lors de démarrages en clientèle.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 205 M à Cii Honeywell Bull PC 0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77.00	91.32
DEMANDES D'EMPLOI	22.80	27.04
IMMOBILIER	52.00	61.67
AUTOMOBILES	52.00	61.67
AGENDA	52.00	61.67
PROP. COMM. CAPITAUX	151.80	180.03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51.47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15.42
IMMOBILIER	33,60	39.85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



LE CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE
cherche
Pour accompagner l'expansion de son SECTEUR INTERNATIONAL,

UN ORGANISATEUR-INFORMATICIEN A SA MESURE

Si vous avez une formation supérieure et une expérience de 2 à 3 ans de l'organisation bancaire, nous vous remercions de nous adresser votre candidature, sous référence 75514/LM, à

UNILOG-ETHNOS Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny 75008 PARIS
Membre de Syntec Informatique.

HAVAS CONTACT

INGENIEUR D'AFFAIRES

Vous avez une formation Ingénieur Mécanicien et une première expérience de vente des produits industriels.

Nous vous offrons de prendre la responsabilité du développement de l'activité «off shore» de l'un de nos départements.

Votre mission s'étendra de la prospection des affaires, contacts avec B.E. des clients France et export, à la conception des pièces et au suivi des ventes.

Le passage dans une société engineering comme ingénieur d'études ou d'affaires serait apprécié. Langue anglaise indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 8407 M à RSCG CARRIERES - 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

La Direction Générale attache une importance primordiale à notre mission dans l'Entreprise.

Nous sommes donc un service du Personnel en pointe et important.

Nous recherchons

UNE COLLABORATRICE pour la fonction personnel

capable de prendre en charge et de faire progresser le secrétariat du Responsable du Personnel dans la multiplicité de ses aspects.

La disponibilité, la rapidité, la faculté d'adaptation à un rythme très soutenu et aux changements fréquents seraient particulièrement appréciées en plus des qualités classiques d'une collaboratrice directe du Patron du Personnel.

Cette fonction est un véritable tremplin pour une personne jeune et ambitieuse.

Ce poste peut convenir soit à une secrétaire fonction Personnel, très bon niveau (BTS exigé), soit à une jeune diplômée de l'enseignement supérieure capable de faire ses premières armes dans la fonction Personnel par le secrétariat.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à
LUTRANA Service du Personnel
68, avenue Gambetta - 93170 BAGNOLET sous réf. 545/144.

LE CRÉDIT LYONNAIS

recrute pour sa
DIRECTION DE L'INFORMATIQUE et DE L'ORGANISATION
des

Diplômé(e)s Grandes Écoles
Scientifiques ou Commerciales
(débutant(e)s ou avec au maximum deux années d'expérience en informatique).

Les fonctions qui leur seront proposées leur permettront d'acquérir une double formation informatique et bancaire, débouchant sur des postes de responsabilités au sein de cette Direction.
Ils pourront, notamment, participer aux études de développement d'applications et de systèmes, déjà considérés comme parmi les plus avancés (bases de données, réseau de plus de 10.000 équipements terminaux, vidéotex, messagerie et bureautique).
Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer dans les différents services de la Banque, tant en France qu'à l'étranger.
Cette évolution exige non seulement des compétences techniques indiscutables mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et à l'exercice de responsabilités d'encadrement.

Les candidatures, accompagnées d'un CV, et d'une photo, sont à adresser, sous sous référence M /01, au



CRÉDIT LYONNAIS
RECRUTEMENT DES CADRES
25, RUE DU 4-SEPTEMBRE 75002 PARIS

HAVAS CONTACT

Banque et formation

Pour les professionnels de la formation, la banque a toujours été un secteur de prédilection. Le personnel s'y montre d'une remarquable stabilité et la promotion interne est un principe de base. On sait aussi se donner les moyens de cette politique.

Pour vous, encore junior dans le métier (environ 3 ans d'expérience) mais plein d'enthousiasme et d'idées, c'est l'occasion d'intégrer ce groupe bancaire de tout premier plan, qui cherche à étoffer son département gestion des ressources humaines. Vous participerez à la conception, à la mise en place et à la gestion des actions de formation, puis votre champ d'activité s'ouvrira progressivement à d'autres aspects de la fonction personnel.

Un mot sur votre propre formation qui doit être supérieure, de type universitaire + option gestion de personnel. Ecrivez sous référence 545 862M aux consultants du cabinet SIRCA qui traiteront en toute confidentialité votre candidature et vous décriront l'environnement du poste. Merci de préciser le niveau actuel de votre rémunération. Petit détail qui compte : travailler à Paris 8e vous arrange plutôt.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

IMPORTANT CABINET D'AUDIT
recherche

PSYCHOLOGUE DE RECRUTEMENT
Maîtrise ou DESS

- Cette personne, justifiant d'une expérience de 3 ans au minimum, de préférence en entreprise, travaillera en liaison avec la Direction.
- Outre le recrutement elle sera appelée à suivre l'évolution des carrières au sein du Cabinet et à participer aux relations avec les grandes écoles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. n° 2.790 à notre Conseil :



94, rue Saint-Lazare,
75442 PARIS CEDEX 09.

MONTAGES FINANCIERS DE GRANDS PROJETS A L'EXPORT : L'AFFAIRE D'UN SPÉCIALISTE

Notre société, leader dans sa branche, recherche un

cadre confirmé

- *Formation supérieure niveau Maîtrise ou école d'Ingénieur.*
- *30 à 35 ans environ.*
- *5 à 10 ans d'expérience dans :*
  - *les études de faisabilité économique et financière de projet,*
  - *les négociations avec les banques et institutions financières (expérience bancaire souhaitée).*
- *Ayant un goût tout particulier pour le travail d'équipe.*
- *Anglais courant.*

L'équipe dans laquelle il devra s'intégrer est chargée du montage financier de grands projets, principalement à l'Exportation.
Lieu de travail : proche banlieue Sud Paris.

Merci d'adresser votre candidature détaillée, sous référence 50060 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

BANQUE DE DEPOTS PARIS 8e
recherche

EXPLOITANT

Cadre - Classe V ou VI - 30 ans environ - Etudes Supérieures ou CESB

- Pour gérer et principalement développer une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.

Expérience de 3 ans minimum en tant qu'exploitant absolument requise.

Adresser C.V., prétentions et photo à No 24687 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

Groupe d'assurances
recherche

CHEF COMPTABLE ADJOINT

Il devra pouvoir prendre en charge, progressivement, les divers systèmes comptables des sociétés du groupe.

Une formation supérieure (maîtrise de droit + D.E.C.S.) et une première expérience professionnelle sont nécessaires.

Ecrire sous n° T 038 032 M,
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e).



laboratoire d'électronique et de physique appliquée
3, avenue Descartes (B.P. 15)
94450 LIMEIL-BREVANNES

recrute

JEUNE INGENIEUR

Formation électronique pour une activité de support aux utilisateurs en conception assistée par ordinateur, de circuits électroniques à haut degré d'intégration (LSI-VLSI) sur des matériels IBM 4341 et VAX 11/780.

Cette fonction nécessite le goût des contacts humains et le sens du service; l'anglais parlé est indispensable.

Ecrire Service du Personnel avec CV + photo

ORGANISME PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
recherche
pour Service Technique

INGÉNIEUR BÂTIMENT
ESTP - ou formation équivalente

Minimum 5 ans de pratique du Bâtiment et des Travaux Publics et expérience des chantiers.
Spécialités : construction logements individuels et travaux de réhabilitation

Adresser lettre manuscrite avec
C.V. détaillé et prétentions
à OPPBTP Tour Amboise B3
204, Rond Point du Pont de Sèvres
92516 Boulogne Billancourt Cedex

cadre de développement commercial

180.000 F +

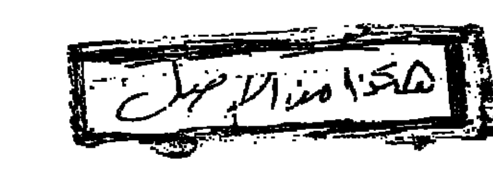
PRODUITS INDUSTRIELS

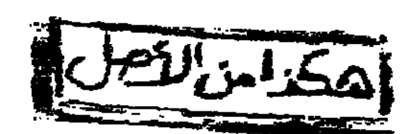
Une PMI, parmi les tous premiers fabricants français d'**outils coupants**, recherche un Responsable Commercial. Basé à Paris, il se verra confier le développement des ventes sur un secteur étendu (Région Parisienne, Nord, Ouest) représentant plus de 50% du C.A. Rattaché directement au PDG, il sera porteur de la politique commerciale auprès de l'ensemble de ses interlocuteurs, animera le réseau de négociants spécialisés, concrétisera des relations suivies avec les prescripteurs et développera fortement l'implantation chez les gros utilisateurs, (aérospatiale, armement, automobile...). A partir de l'analyse de son marché, il proposera les actions adaptées et déterminera l'opportunité d'une future assistance au niveau des ventes. Son action pourra s'étendre à l'exportation vers les pays limitrophes.

Ce poste autonome s'adresse à un cadre confirmé, âgé de 35 ans minimum, professionnel de la vente de produits techniques aux industries de la grosse mécanique. Homme de terrain, habitué à gérer un secteur important, il aura confirmé ses qualités de réalisateur, de négociateur et d'organisateur. La connaissance de la langue allemande ou anglaise constituera un atout pour son évolution. La rémunération importante sera à la hauteur des responsabilités confiées.

Nous vous remercions d'adresser un dossier détaillé de candidature (Discrétion totale assurée) sous réf. 0211-M à I.C.A - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS







Gestion financière et sociale 240.000 F

Le directeur administratif et financier d'un groupe industriel performant, leader en France dans son activité, (*chiffre d'affaires de l'ordre de 800 millions de* francs-effectif d'environ 2800 personnes) recherche un adjoint de haut potentiel. Dans un contexte de structures souples et de relations directes, il devra *élaborer et mettre en place une politique de coordination et d'information en* matière de gestion sociale pour les différentes unités du groupe (7 usines, 7 filiales, nombreux dépôts) tout en développant les outils de gestion financière, notamment le contrôle de gestion. Cette fonction évolutive, qui requiert une forte capacité d'adaptation et des qualités certaines d'organisation et de communication, intéresse un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, de type école d'ingénieur et/ou école de gestion, possédant une *expérience significative de gestion*, acquise dans des entreprises performantes, qui lui aura permis de maîtriser les problèmes comptables, de travailler avec l'informatique et d'être partie prenante à la gestion sociale. La *rémunération annuelle qui pourra être de l'ordre de 240.000 francs, sera fonc*tion de l'acquis professionnel et du potentiel du candidat retenu. Le poste est basé en proche banlieue Nord de Paris. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2344M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT

Recherche **pour ses Services Qualité**

INGÉNIEURS

— Génie mécanique
— Électroniciens
— Électrotechniciens

AGENTS TECHNIQUES

— Électroniciens
— Électromécaniciens
— Mécaniciens

(BT, BTS, DUT ou niveau)

ASSISTANTES D'INGÉNIEURS

(BTS ou Niveau) débutantes ou quelques années d'expérience

FONCTIONS: - Assurance Qualité. Méthodes Contrôle Qualité.
PROFIL: Sens des contacts humains - Goûts des responsabilités - Intérêt pour les technologies avancées.
Lieu de travail: BANLIEUE OUEST.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions. Administration du Personnel ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT 55, quai Carnot - 92214 SAINT-CLOUD

Grande Banque Nationalisée

Recherche pour son service «Formation aux Relations Humaines».

Deux jeunes diplomés d'études supérieures

Formation: Maîtrise ou D.E.S.S. Sciences Humaines, CELSA, CNAM, etc..., ayant éventuellement acquis une brève expérience de la formation pour adultes.
Intégrés à une équipe ils auront à définir les objectifs pédagogiques, à concevoir et animer des actions de formation auprès du personnel cadre ou non cadre.
Déplacements en province et en proche banlieue parisienne.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions, sous réf 430 à

Telex P.A. Jonction 34 Bd Haussmann 75009 Paris *qui transmettra*

THOMSON-CSF

LE CENTRE ÉLECTRONIQUE DE SARTROUVILLE,
situé en Banlieue Nord-Ouest de Paris,
recherche un

RESPONSABLE QUALITÉ

Ayant en charge la qualité d'un matériel, il assurera la rédaction des consignes qualité et du plan de contrôle.
Il effectuera également des enquêtes et des rapports de synthèse.
Il participera aux commissions d'expertises et assurera le suivi des interventions sur le matériel, consécutives aux incidents.
Ce poste conviendrait à un INGÉNIEUR ÉLECTRONICIE.. (diplômé d'une grande école) ayant le sens du travail en équipe, de la négociation et disposant d'une aisance certaine tant dans l'expression écrite qu'orale.

Les *candidats intéressés* devront faire parvenir un C.V. + photo et prétentions au Service du Recrutement THOMSON CSF, 17, quai Pierre-Brunel, 78500 SARTROUVILLE CEDEX sous réf RM.

HAVAS CONTACT

BOURSE DE PARIS

CENTRE INFORMATIQUE

Chef de projet «banque»

Nous vous offrons la possibilité d'accroître encore vos compétences en informatique financière en rejoignant notre Centre : 140 personnes, deux IBM (un 3031 AP et prochainement un 3083), un réseau d'une trentaine de mini-ordinateurs et d'une centaine de terminaux, des techniques avancées (TRANSPAC, ANTIOPE...).

Vous participerez aux développements très importants de nos systèmes de gestion, en prenant, tout d'abord, la direction d'un grand projet : mise en place d'une informatique distribuée dans un environnement *DB/DC avec une équipe d'une dizaine de personnes à animer*. Des *responsabilités plus étendues pourraient ensuite vous être confiées.*

Agé de 32 ans minimum et Ingénieur diplômé d'une grande Ecole, de préférence, vous avez acquis, dans le secteur bancaire, une solide expérience de la conduite de projets. Des compétences en gestion des Titres seraient très appréciées.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence LM 515 à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION — **49, av. de l'Opéra 75002 Paris**

---

3 Chefs de rayon

Sup de Co, universitaires, débutants ou 1re expérience

Dans le cadre du développement de ses activités, un hypermarché situé au Sud de Paris recherche **3 JEUNES DIPLOMES** d'une *Ecole Supérieure de Commerce, d'une Université* ou équivalent, débutants ou 1re expérience, prêts à rejoindre une équipe d'encadrement dynamique dont la moyenne d'âge est de 28 ans.

Ils prendront en charge un **chiffre d'affaires** annuel de **20 millions** et le **feront progresser de 50 %** *dans les 2 ans.*

Avoir un **sens commercial aigu,** *posséder des* **qualités de gestionnaire,** *faire preuve de* **disponibilité,** de **capacité d'organisateur** et de **meneur d'hommes** sont des atouts nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Il est offert une **formation complète,** une rémunération motivante *(13e mois + primes + intéressement) ainsi que de* **bonnes perspectives d'évolution** compte tenu de la taille et du dynamisme de la Société.

Merci d'adresser pour un premier contact votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant *bien sur l'enveloppe la référence* 2347/LM à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens 75002 Paris qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA



suma

La Société des supermarchés Doc
(30 supermarchés et hypermarchés en *RÉGION PARISIENNE*)

jeunes diplômés débutants

BAC G3, D.U.T. ou B.T.S. option commerce

Libérés obligations militaires, domiciliés Paris-Banlieue, désireux de faire carrière dans la distribution.
Après quelques mois de formation ils assureront en tant que responsable de rayon l'animation d'une équipe.
Réelles perspectives d'évolution et nombreux avantages sociaux.
Mobilité géographique limitée région parisienne.

Adressez CV manuscrit, photo à
SMD Service du Personnel
17 Avenue de la Résidence
92160 ANTONY

suma



PA SVP

Banque Internationale

au bilan supérieur à 10 milliards de dollars présente dans le monde entier *et plus particulièrement* en MOYEN-ORIENT, en ASIE, en AFRIQUE.

recherche

1 CADRE BANCAIRE

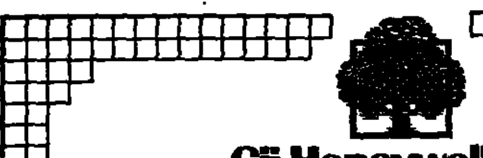
Parlant arabe et anglais.
SPÉCIALISTE DU MARKETING
avec de bons contacts au *MOYEN-ORIENT* et *spécialement* en ARABIE SAOUDITE.

Cette personne aura *5 ans minimum d'expériences* bancaires et sera capable de gérer un volume d'affaires important.

Rémunération et conditions seront en fonction de l'expérience.

Adresser *lettre manuscrite curriculum vitae et photo à :*

RÉGIE-PRESSE N° 038.042 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



Cii Honeywell Bull

recherche pour renforcer
ses équipes d'études logiciel MINI 6 un

INGENIEUR SPECIALISTE UNIX

afin d'assurer l'installation d'UNIX sur le MINI 6.

Le candidat devra connaître le langage C, le FORTRAN et avoir des connaissances approfondies de ce système et de sa mise en œuvre.
Lieu de travail : Louveciennes (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 107 M à Cii Honeywell Bull - PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Analyste de gestion

D.U.T. ou M.I.A.G.E.

Une importante société de produits chimiques recherche pour son siège à VELIZY (78) un **Analyste de gestion.**

Il sera chargé de l'étude et de la conception de diverses applications.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation D.U.T. ou M.I.A.G.E. renforcée, **obligatoirement**, par une **bonne expérience en analyse.** La connaissance du **matériel I.B.M. 38** serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à C.S.A. B.P. 66 - 78140 VELIZY.

MEDIA PA

GROUPE BANCAIRE

recherche

ATTACHE DE CLIENTELES

— DUT techniques de commercialisation ou équivalent,
— attaché à la Direction de l'Agence, il est chargé d'un secteur *dans lequel il aura la responsabilité du développe*ment des activités du Groupe, auprès de clientèles "privée" et "entreprise".

Poste autonome et évolutif à l'intérieur d'une unité décentralisée, demandant *dynamisme, initiatives, goût des* contacts et de la négociation.

Lieux de travail :
MEAUX - VERSAILLES - PARIS.
(Préciser votre préférence)

Adresser C.V. + *photo s/réf. 8039 à*
PIERRE LICHAU S.A. — BP 220 —
75063 PARIS Cédex 02, *qui transmettra.*

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77.00	91.32
DEMANDES D'EMPLOI	22.80	27.04
IMMOBILIER	52.00	61.67
AUTOMOBILES	52.00	61.67
AGENDA	52.00	61.67
PROP. COMM. CAPITAUX	151.80	180.03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43.40	51.47
DEMANDES D'EMPLOI	13.00	15.42
IMMOBILIER	33.60	39.85
AUTOMOBILES	33.60	39.85
AGENDA	33.60	39.85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



Société Anonyme de Télécommunications
"GRAND PRIX DES OSCARS 1982
DE L'EXPORTATION",
un des tout premiers noms de l'ELECTRONIQUE FRANÇAISE pour faire face au développement de ses activités, recherche des

INGENIEURS

- **POUR SES LABORATOIRES :**
  - Ingénieurs Grandes Ecoles, ESE, ENST, ou équivalent, débutants ou ayant quelques années d'expérience, intéressés par une activité de conception et de réalisation de reseaux de télécommunications organisés autour de systèmes de commutation temporelle numérique et d'établissement de cahiers des charges concernant l'intégration de ces systèmes. (Référence I1)
  - Ingénieurs électroniciens pour service d'étude et de développement de moyens de test (procédures et appareils de mesure) de composants et de cartes dans tous les domaines de l'électronique, y compris la microinformatique. (Référence I2)
- **POUR SON SERVICE DE COORDINATION TECHNIQUE :**
  - Ingénieurs chargés de l'établissement de propositions techniques d'étude et de marchés d'étude, de leur suivi en collaboration avec des Ingénieurs du laboratoire. (Référence I3)

Adresser C.V. et références en indiquant le poste choisi à :
SAT - Service Central du Personnel - 41, rue Cantagrel - 75624 PARIS CEDEX 13

Organisation et Publicité

responsable commercial

LES TISSAGES DE GRAVIGNY

Nous sommes une division de la S.A. DECROIX (B.T.B.) spécialisée dans la création, la fabrication et la commercialisation de tissu d'ameublement haut-de-gamme. Nous recherchons un Cadre Commercial, directement rattaché au Directeur de la Division, pour lui confier le développement des ventes auprès de nos clients, éditeurs - grossistes répartis dans le monde entier. Ce collaborateur participe en liaison avec l'atelier de création, à la mise au point de nouveaux tissus, et conseille ses clients dans la sélection des produits. Ce poste convient à un homme de 35 ans minimum, ayant une expérience de vente de produits de luxe semi-finis (tissus d'ameublement, habillement, cuirs, etc.) auprès d'une clientèle internationale, sachant parler Anglais, et capable d'évoluer à moyen terme vers la Direction Commerciale de l'entreprise. *Le poste est basé à Paris, mais il nécessite des déplacements nombreux et de courte durée.*

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 235.82 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

INGENIEUR ELECTRONICIEN

150 - 160 000 F

Grande Administration
Paris Proche Banlieue Ouest

Une grande administration recherche un INGENIEUR ELECTRONICIEN pour le service Méthodes «Automatismes» de son laboratoire de recherche et son atelier pilote, chargés de mettre au point et tester des produits faisant appel à des technologies de pointe, avant leur diffusion dans le public. Sous l'autorité du Directeur Technique, il sera chargé de définir les principes, élaborer les schémas et réaliser les maquettes et installations prototypes d'automatismes et de traitement d'informations dans les processus de production. Il appréciera les aspects techniques et économiques des matériels existant sur le marché dans le domaine de l'électronique, des automatismes et de la micro-informatique, en vue de leur utilisation possible par les ateliers de fabrication. Le candidat retenu, âgé d'au moins 27 ans, de formation ingénieur ESME, ESIEE..., possédera une première expérience professionnelle acquise en BE ou service prototype d'une PME/PMI développant des produits faisant appel à des technologies de pointe.
Ecrire sous référence 565/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS
Discrétion assurée.

DELATTRE-LEVIVIER
GROUPE CREUSOT-LOIRE

Recherche
pour le Service Technique de sa Division Tuyauterie Industrielle

Ingénieur Métallurgiste

Mission : Etablir ou coordonner l'établissement des instructions d'approvisionnement, de fabrication et de contrôle.
Assister les services ou unités de production pour résoudre les problèmes techniques métallurgiques ou technologiques.

Profil : Ingénieur diplômé connaissant matériaux et contrôles destructifs et non destructifs, ayant une expérience industrielle de quelques années dans le domaine du contrôle ou des méthodes - Anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à DELATTRE-LEVIVIER service recrutement

Tour Fiat - cedex 16
92084 Paris - La Défense

Fonction sociale en milieu industriel

Paris

C'est en relation étroite avec le PDG que le jeune collaborateur que nous recherchons aura pour mission de

METTRE EN PLACE UNE STRUCTURE SOCIALE TOURNEE VERS L'AVENIR.

Il accompagnera concrètement l'action des directeurs de nos 4 unités de production dans une perspective de gestion du personnel dynamique.
Il développera et coordonnera une politique cohérente de relations avec les partenaires sociaux.
Spécialisé dans la transformation des matières plastiques, nous réalisons 170 millions de francs de CA avec 400 personnes.
Un candidat ambitieux pourra envisager une évolution intéressante au sein du groupe auquel nous appartenons (plus d'un milliard de CA).
Les atouts pour réussir : une formation supérieure, une première expérience de la fonction personnel en milieu industriel.

Merci d'écrire personnellement à Rolande MANDON, Key Men, 2 rue Childebert 69002 Lyon, qui vous parlera plus précisément du poste (réf. 294).

KEY MEN

média-system

Nous sommes un groupe d'envergure nationale, réalisant un chiffre d'affaires annuel de 14 milliards de francs.
Nous recherchons plusieurs

Responsables d'Exploitation d'Entrepôt

pouvant se prévaloir du profil suivant :
- âgés d'environ 35 ans
- naturellement dynamiques et entreprenants
- possédant une bonne connaissance technique générale
- capables de pratiquer efficacement la gestion prévisionnelle et le contrôle de gestion
- ayant une bonne connaissance de l'outil informatique
- capables, par leur autorité, par leurs qualités de meneur d'hommes et par leur connaissance de la législation du travail, d'être les patrons d'entreprises employant chacune 250 personnes environ
- très mobiles géographiquement.

Nous leur apprendrons nos techniques d'exploitation et ils devront prendre. très rapidement, la direction d'un de nos centres régionaux.

Envoyer lettre manuscrite - CV + prétentions + photo sous réf. **8776** à **L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02** - qui transmettra

Grande Banque recherche pour sa
DIRECTION DU CONTENTIEUX
à PARIS

Juriste

30 ans environ, actif, possédant une bonne culture en **Droit Privé** (Doctorat en Droit ou diplômes étrangers équivalents).
Il est demandé quelques années d'expérience professionnelle bancaire, ou un stage dans un cabinet d'avocats (Droit des Affaires) ou dans un service juridique d'une grande entreprise.
Il est indispensable d'avoir une très **bonne maîtrise de l'Anglais et de l'Espagnol**, *et des aptitudes à la rédaction juridique.*

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 4381 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Les Laboratoires de Recherches d'un grand groupe industriel recrutent

INGENIEUR

débutant ou quelques années d'expérience conception de COMPOSANTS OPTO-ELECTRONIQUES pour applications TELECOMMUNICATIONS-OPTIQUES

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. T/14123/C à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cédex 01 *qui transmettra*



SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE NUCLEAIRE-ESPACE-AUTOMATISME

recherche

GESTIONNAIRE de CONTRATS

Son domaine de responsabilité couvrira les contrats de vente de la Société, en métropole et avec l'étranger, de leur élaboration à leur exécution complète. Il sera rattaché à la Direction Commerciale.
De formation supérieure, le candidat a plusieurs années d'expérience de l'entreprise au cours desquelles il a mis en pratique sa connaissance de la réglementation des marchés publics.

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures à Jean-Marie Lambert SODERN, 1, avenue Descartes 94450 Lemeil Brevannes



un Organisateur

chargé de missions au sein de la Direction de l'Administration.

Dépendant du Chef du service méthodes, il l'assistera dans la conception de l'organisation, la mise en place et le suivi de systèmes administratifs dans les domaines de la comptabilité et de la gestion analytique.
REF. 20 A

un Comptable Correspondant Informatique

Au sein de la Direction Financière, il sera chargé de :
- la préparation des cahiers des charges
- la rédaction des manuels d'utilisation
- la formation des utilisateurs
- la coordination avec l'exploitation informatique. REF. 20 B

o Vous êtes de formation supérieure, diplômé par exemple d'une Ecole Supérieure de Commerce (option finance et comptabilité).
o Vous avez acquis 2 ou 3 ans d'expérience dans un service comptable ou financier, ou dans un Cabinet d'Audit.
o Vous avez des connaissances en informatique de gestion.
o Vous avez de bonnes aptitudes d'esprit de synthèse, de rigueur intellectuelle, de contact, d'adaptation et d'expression.
o Vous souhaitez déboucher, après quelques années, sur la prise de responsabilités opérationnelles.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à **Direction du Personnel** 55, rue de la Verrerie Paris 4è, en précisant la référence.
La rémunération de début sera fonction de l'expérience.

Lévi Tournay

ORGANISME PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
recherche
POUR SERVICE TECHNIQUE

INGÉNIEUR TRAVAUX PUBLICS

ESTP - ARTS et METIERS ou formation équivalente

Minimum 5 ans de pratique du bâtiment et des travaux publics et expérience des chantiers.

SPECIALITES :
Travaux de routes et terrassements, gestion et entretien des engins.

Adresser lettre manuscrite avec CV détaillé et prétentions à OPPBTP Tour Amboise B3 204 Rond Point du Pont de Sèvres 92516 Boulogne Billancourt



Filiale du Groupe EUROSOFT aux activités très diversifiées dans les différents domaines d'applications de *l'informatique, poursuit son expansion et recherche*

ingénieurs concepteurs

pour LILLE: compétences matériel DEC.
pour STRASBOURG: expérience microprocesseurs 8 et 16 bits.

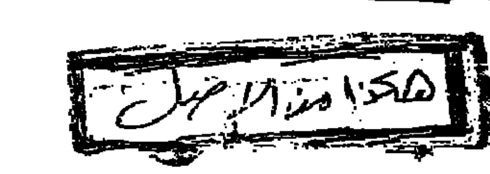
Ces ingénieurs participeront à la conception et la réalisation de projets temps réel pour 2 applications d'informatique industrielle.

ingénieurs d'études
ingénieurs concepteurs

pour PARIS:
expérience mini-calculateurs (Mitra, Mini 6, PDP...) et microprocesseurs,

pour rejoindre nos équipes chargées de concevoir et de développer des systèmes Informatiques liés aux : **bancs de test et essais, systèmes d'armes, télématique, messagerie, «process» et réseaux.**

Pour ces postes, adresser lettre, CV, photo et prétentions à Ariane CHARTIER EUROSOFT - BP 145 - 92154 SURESNES Cedex



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Grande Banque recherche pour sa
DIRECTION DU PERSONNEL
au siège social à Paris un

Adjoint au responsable

de l'administration et de la gestion du personnel

Ce poste évolutif nécessite une bonne connaissance du Droit du Travail.
Les candidats devront avoir une expérience de 3 ans au moins dans une fonction similaire, et une formation supérieure de haut niveau (Grandes Ecoles de Commerce, Sciences PO, DEA, DESS de Droit).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 4385 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
32 000 personnes
pratiquant une politique de gestion des carrières dynamique
pour Province (2 h. de Paris)
recherche

RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE ET CONTROLE BUDGETAIRE

Après une courte période de formation à Paris, il se verra confier la mise en place d'une procédure d'analyse et de contrôle interne, au sein d'un ensemble d'unités réunissant plus de 1 500 personnes.

Ce poste permettant l'accès à des fonctions plus étendues au sein du groupe, convient à un candidat (H ou F) de formation ESC ou UNIVERSITAIRE SUPERIEURE, TITULAIRE du DECS, et possédant 2 à 5 ans d'expérience.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 59520 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Technologies de pointe en électronique

TEKELEC AIRTRONIC l'un des leaders français de la fabrication et de la distribution de composants et systèmes électroniques. Nous proposons à un

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

après une période de formation, la responsabilité au sein de la Direction du Service Après-Vente, du **groupe maintenance,** constitué d'**une trentaine de techniciens, qui assurent la maintenance des produits diffusés** par la société, notamment tous les **produits d'instrumentation générale et d'informatique.**

Si vous êtes jeune, dynamique avec une bonne formation supérieure, entré dans la vie active depuis 2 à 3 ans en électronique, passionné par la technique et apte à prendre rapidement des responsabilités d'encadrement ce message vous concerne. Une première expérience du SAV serait un atout supplémentaire. Le poste est basé dans la **banlieue Ouest de Paris,** et implique une certaine mobilité.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 83478 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.

---

contrôleur de gestion

SONY La division "Grand Public" de SONY FRANCE crée le poste de Contrôleur de Gestion. Rattaché au Directeur de la division, ce nouveau collaborateur suit les différents tableaux de bord d'activité et signale les écarts, réalise à la demande des études de rentabilité, assure l'interface avec l'informatique ; il est le correspondant du contrôle de gestion central. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'enseignement supérieur (de type HEC, ICP) parlant Anglais, ayant 5 ans minimum d'expérience du contrôle de gestion, et désireux d'élargir ses fonctions. De réelles possibilités de carrière existent pour un candidat à fort potentiel, en raison du rapide développement de SONY FRANCE.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence A 170.82 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

JEUNE (H. ou F.)
vous sortez d'une
ÉCOLE D'INGÉNIEURS (ENI) ou de GESTION
et vous êtes attiré par le commercial

SOPAD NESTLE

vous offre de commencer votre carrière par la vente au sein du DEPARTEMENT RESTAURATION, vous bénéficierez d'un stage de formation rémunéré puis exercerez une activité de :
– conseil auprès d'une clientèle d'hôteliers et de restaurateurs ;
– promotion et vente d'une gamme sélectionnée de produits alimentaires.

Rattaché au responsable national basé à PARIS votre activité s'exercera dans la moitié Nord de la France.
Rémunération fixe × 13 + primes + intéressement, frais de vie journaliers.
Véhicule Société la première année puis facilités pour achat d'un véhicule personnel.
Nombreux avantages sociaux, congés payés été/hiver.
Permis de conduire indispensable.

Écrire avec C.V. détaillé à : SOPAD, service recrutement,
17, quai du Président-Paul-Doumer, 92411 COURBEVOIE CEDEX.

ERIN

recherche
pour réalisation de logiciel en informatique industrielle
(mini et micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES
– Option : informatique, automatique, électronique.
– Débutants à 3 ans d'expérience.

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS
– Niveau DUT informatique.
– 1 an d'expérience minimum souhaitée.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. à AXIAL PUB s/réf. 1.899, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

SOCOTEC

Jeunes ingénieurs construction

Le Groupe SOCOTEC (2.400 personnes en France et dans le monde - 100 Agences sur l'hexagone) s'est acquis, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans les milieux de la Construction et de l'Industrie.
Dans le cadre de notre développement mais aussi pour assurer le remplacement d'un certain nombre «d'anciens» bénéficiant des dispositions du contrat de solidarité, nous sommes amenés à proposer aujourd'hui, plusieurs opportunités de carrière dans nos différentes agences (tant à **Paris** qu'en **Province**) à de jeunes ingénieurs.
Débutant ou ayant une première expérience professionnelle en Bureau d'Etudes (1 à 5 ans), vous avez un diplôme d'**INGÉNIEUR GENIE CIVIL, GENIE THERMIQUE** ou **GENIE ELECTRIQUE** et éventuellement une formation complémentaire, type CHEBAP - ISBA - COSTIC. Vous aurez à prendre en charge, après une période de formation à nos méthodes, le suivi complet (technique et commercial) des affaires qui vous seront confiées. Vous bénéficierez d'une très large autonomie d'action - vous accepterez une mobilité professionnelle qui vous permettra d'enrichir votre expérience et favorisera votre développement de carrière.
Si vous désirez exercer un métier passionnant dans un environnement humain propice à votre épanouissement professionnel et personnel, adressez votre candidature sous réf. 83.04 à P. CANDES - SOCOTEC - Service Emploi & Formation - 3, Avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES.

BOSSARD CONSULTANTS FORMATION

Spécialisés dans le Conseil en Formation Professionnelle continue, avec une forte pénétration dans la **Grande Distribution,** notre mission est de mobiliser les hommes sur des objectifs, à travers des formation-actions dans l'entreprise. Nous intervenons sur des problèmes de gestion, sur l'organisation et la planification des tâches et dans *l'animation des équipes de travail. Nous recherchons plusieurs* **jeunes diplômés** d'études supérieures (économie, commerce, gestion et informatique) 28 ans minimum, très fortement attirés par l'apprentissage ou la continuation d'un métier exigeant. Nous souhaitons trouver en vous de l'enthousiasme, des capacités à s'investir, *le goût du contact* allié au sens de l'écoute, *une grande rigueur intellectuelle,* un esprit de synthèse et un pouvoir d'autonomie. Notre métier requiert également de fortes capacités d'adaptation et une grande disponibilité pour des déplacements courts mais fréquents. En contrepartie vous intégrez, chez un des Leaders du Conseil, *une équipe ouverte et ambitieuse, pour y prendre des responsabilités* rapides et évolutives, dans un des secteurs économiques des plus dynamiques et des plus performants.

Veuillez adresser votre candidature,(C.V., lettre manuscrite, salaire actuel *téléphone personnel) sous la référence 55 AM à :*
ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui trans.

LE 4e CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE MATÉRIEL INFORMATIQUE, CROISSANCE + 78% EN 1981, IMPLANTÉ MONDIALEMENT (CENTRES DE RECHERCHE ET FILIALES EN EUROPE ET U.S.A.) cherche des hommes qui continueront cette réussite:

CHEF DE PROJET:

après un premier démarrage, il y a 4 ans, nous lançons notre *nouveau plan d'informatisation* adapté à notre croissance: télétraitement et temps réel.

Pour un secteur complet de l'entreprise -production ou commercial-finance, vous serez l'animateur et le responsable des applications de leur définition jusqu'à leur mise en place. *Un rôle complet à jouer surtout si vous avez une solide expérience* d'analyse et de programmation sur mini-ordinateur (type DEC. HP).

benson



Écrivez au Service du Personnel
Z.I. des Petites Haies
1, *rue Jean-Lemoine*
94015 CRÉTEIL

Important Etablissement Financier
recherche pour son
DEPARTEMENT FORMATION

Formateur

Animateur et Gestionnaire

Diplômé de l'Enseignement Supérieur,
une expérience dans un département de la Formation ou du Personnel d'une entreprise est indispensable, ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'ANGLAIS

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 4382 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

ARNOULD Groupe legrand®

JEUNES AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

Nous sommes l'un des principaux fabricants d'appareillage électrique. Nous avons une excellente image de marque auprès des professionnels.
Informer le marché, **promouvoir** nos produits chez les utilisateurs et prescripteurs, **négocier** les ventes avec les revendeurs grossistes : ce seront vos missions.
Vous êtes motivé par la vente, vous avez *une formation* Bac + 2 ou 3 (ESC, IUT, BTS, ...) *vous êtes débutant* ou vous avez déjà une courte *expérience du métier*, vous êtes ambitieux,
venez rejoindre nos équipes commerciales. Nous vous formerons *à nos produits* et à la vente.
Nous avons des postes à pourvoir à PARIS, LILLE, RENNES, LIMOGES, NANCY et d'autres villes universitaires.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.). sous réf. 23 M 005, à notre conseil CPA
69 rue de Monceau 75008 Paris.

CPA — média-system — MEMBRE DE SYNTEC

Société de location longue durée de véhicules, filiale d'un groupe financier international, recherche un

NEGOCIATEUR DE HAUT NIVEAU

Il agira en tant que conseil auprès des entreprises pour la gestion de leur parc automobile.
Il aura donc une *formation* économique complétée par une expérience terrain dans le domaine de l'automobile ou du financement.
Rémunération : fixe + frais + commissions.
Envoyer C.V. et prétentions sous référence 11582 à
JEAN REGNIER *Publicité*
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.



Cii Honeywell Bull

recrute pour son Centre de Recherches

INGENIEURS ELECTRONICIENS

GRANDES ECOLES, DOCTORAT 3ème CYCLE

Spécialistes en caractérisation des matériaux, connaissances en microscopie électronique. Théorie de recherche : matériaux magnétiques, semi-conducteurs.
Spécialistes en microprocesseurs, réseaux, opto-électronique.
Lieu de travail : Les Clayes-sous-Bois (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 406 M à Cii Honeywell Bull PC OG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

*annonce parlée**

Promoteur constructeur
recherche pour Paris

jeune cadre chargé d'affaires

Diplômé(e), grande école ou niveau universitaire équivalent débutant ou presque. Il sera formé dans des postes opérationnels pour conduire des opérations de promotion immobilière de bout en bout. Il s'agit d'un poste polyvalent et évolutif dans une équipe solide et dynamique.

** Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel, appelez le 763 11.15 aux heures de bureau, réf 1310 à*

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

SOCIETE D'INGENIERIE EN RESSOURCES HUMAINES ET FORMATION

REGION PARISIENNE

recherche un

SPÉCIALISTE GESTION RESSOURCES HUMAINES

PROFIL SOUHAITE :
— Formation universitaire ou Ecole d'Ingénieurs
— Expert en matière de gestion de ressources humaines et formation
— Expérience de conduite de projets et changement en milieu industriel
— 5 ans de pratique professionnelle.

FONCTIONS :
— Il est responsable d'affaires et conduit des interventions en entreprises tant sur le plan commercial qu'opérationnel
— Travail en équipe pluridisciplinaire
— Il favorise les approches de type «participatif» du changement en entreprise
— Il développe des services «Ressources Humaines» auprès d'une clientèle industrielle
— Déplacements.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à No 58854 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

Société ALKAN
Equipements Aéronautiques
94460 VALENTON recherche
pour bureau d'études en pleine expansion

1 agent administratif bureau d'études

niveau BTS

chargé de la gestion administrative du bureau d'études et de l'exploitation de :
- service archives et reproduction plans,
- laboratoire équipé machine Offset,
- atelier confection micro-fiches.

Libre rapidement.

Avantages sociaux, 13ème mois, restaurant d'entreprise, service de cars gratuits.

Adresser C.V. Société ALKAN
Direction Usine
rue du 8 mai 1945 - 94460 VALENTON.



Le Département Financier de la Caisse Centrale du

Crédit Mutuel

recherche

le responsable de sa cellule comptable

chargé d'assurer la comptabilité de SICAV et *Fonds Communs de Placement.*
Une expérience des opérations sur Titres est nécessaire. Niveau DECS.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 05RH à
Confédération Nationale du Crédit Mutuel
Direction des Relations Humaines
88/90, rue Cardinet 75017 Paris

Ingénieur de maintenance

Dans le cadre de son **expansion, le groupe instrumentation d'une importante société,** préparant et distribuant des réactifs pour les laboratoires d'analyses médicales, recherche un **ingénieur de maintenance.**

Intégré à une **équipe jeune et dynamique** chargée de promouvoir un **nouvel appareil très performant dans le domaine de la chimie clinique,** il sera chargé : du bon fonctionnement des appareils de démonstration, de la mise en place des produits livrés à l'utilisateur, de la maintenance du matériel installé.

Ce poste nécessite une **formation** et une **première expérience dans le domaine de la micro-électronique et des appareils de laboratoires.**

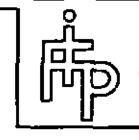
*La connaissance de l'**anglais** est vivement souhaitée. De bonnes notions d'allemand seraient appréciées.*

De **fréquents déplacements** dans toute la France sont à prévoir. Lieu de résidence : **Paris ou banlieue Ouest.**

Nous vous offrons : une voiture de fonction, un stage de formation à notre nouveau produit, de larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2345/LM à **MEDIA P.A.** - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE
situé à RUEIL-MALMAISON
recherche pour Service Acquisition et Gestion d'un Centre de Documentation

UN(E) TECHNICIEN(NE)

EXPERIMENTE(EE)

Bonnes connaissances de l'acquisition et de la gestion d'un fonds documentaire important.
- Anglais parlé courant nécessaire
- Goûts des contacts indispensables.

Connaissance de techniques documentaires de recherche informatisée souhaitée.

Adresser CV, photo et prétentions à No 58849 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transm.

Jeune société en forte expansion, réalisant un nouveau matériel électronique destiné à l'information du grand public, recherche :

L'ADJOINT DE SON DIRECTEUR TECHNIQUE

capable d'assister rapidement celui-ci dans la responsabilité de la conception et de la réalisation des matériels et des logiciels.

30/35 ans. Formation supérieure. Expérience de direction d'équipe. Connaissances approfondies des microprocesseurs 6809 (matériel, assembleur, Basic Microsoft).

Connaissances souhaitées : 6502, 68000, mémoires à bulles, Pascal, connexions micro et gros ordinateurs.

UN INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT 6809

Formation sup. de préférence. Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience. Connaissances approfondies des microprcesseurs 6809 (matériel, assembleur, Basic Microsoft).

Pour ces deux postes :
- Lieu de travail : Paris Centre.
- Participation à un grand projet de technologie de pointe.
- Intégration dans une équipe pluridisciplinaire.

Adresser curriculum vitae + photo + lettre manuscrite + prétentions sous nº 7.650 *le Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

---

banque

BANQUE PARIS 8e recherche

INGENIEUR D.E.A. MIAGE

Afin de participer au développement de ses systèmes informatiques sur :
- IBM 33XX sous OS/MVS, IMS/DL1,
- Mini ordinateurs NCR 8270, GA SPC - 16

et à leurs évolutions.

La connaissance de la méthode AXIAL et une première expérience réussie seraient des *atouts.*

Envoyer C.V., lettre manuscrite et prétentions sous référence 166-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville 75010 Paris - qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Technico-commerciaux

-PARIS

Constructeur de compresseurs réputé
Filiale d'un puissant groupe français

Nous recherchons dans le cadre de notre expansion, 2 TECHNICO-COMMERCIAUX *pour renforcer* notre agence parisienne.
Vous aurez à : ●Visiter la clientèle acquise ●Suivre les propositions en cours ●Prospecter la clientèle potentielle très importante
Vous avez : ●26 ans environ, formation BTS, IUT ou base technique ●Des *qualités certaines de* négociateur ●Une expérience réussie dans la vente biens d'équipement.
Nous offrons : ●La *formation technique-produit* ●Rémunération élevée (fixe + primes) ●Une voiture ●Remboursement des frais

Secteur Bassin Parisien-Normandie
Résidence souhaitée : Région Parisienne

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés

Ecrire avec salaire actuel et photo S. Réf. 2801 P
39, rue Etienne Marcel
75001 PARIS

FRANCE MARKETING

IMPORTANTE SOCIETE D'ASSURANCES

recrute pour PARIS
au sein d'une de ses filiales
en forte expansion

Un Responsable Comptable

- *D.E.C.S ou équivalent.*
- participation à la mise en place du plan comptable et à son informatisation,
- en *relation* constante avec le service gestion et le service financier du groupe,
- le titulaire du poste devra avoir acquis de bonnes connaissances en comptabilité générale et analytique,
- 2 à 3 ans d'expérience (de préférence banque, *assurances, ou cabinet spécialisé).*

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 6038 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

CHEF DE LABORATOIRE

Agro-alimentaire
Bretagne

Un groupe à vocation agricole et agro-alimentaire très actif (CA consolidé 5 milliards) dont l'effectif est supérieur à 2.000 personnes et les activités réparties sur les quatre départements bretons au travers de plusieurs filiales, recherche le Chef de son laboratoire.

Responsable scientifique du groupe, le cadre recherché assume :
- la direction du laboratoire central d'*un effectif* de 16 personnes (analyses chimiques, analyses biologiques, recherche, mise au point),
- la coordination scientifique des laboratoires des *usines du groupe,*
- le contrôle de la qualité des produits fabriqués et vendus par le groupe,
- le pilotage des travaux de *recherche et de développement* en liaison avec les organismes publics ou privés,
- la réalisation d'études au profit d'entreprises *agricoles et alimentaires* ou de particuliers n'appartenant pas au groupe.

Age environ 40 ans. Formation ingénieur (Agro, Agri, ENSAIA, ENSBANA, ENSIA *ou similaire).* Expérience antérieure de la direction d'un laboratoire.

Adresser CV détaillé s/réf. 232/04M à
France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

Important hebdomadaire presse spécialisée transports

actuellement en pleine évolution
cherche

son secrétaire de rédaction

Formation de base. Quelques années d'expérience
Sens de l'équipe - Esprit créatif

Ecrire directement, avec C.V., photo et prétentions

à La Vie des Transports
43, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris

ORGANISME FINANCIER RÉGIONAL, PARIS 7e
recherche

CADRE RESPONSABLE

Mise en place et développement service des titres :
Gestion et missions obligataires et bons, suivi comptes dépôts titres, etc...
Niveau école commerciale, *option gestion, D.E.C.S.* ou équivalences.
Expérience bancaire, quelques années, souhaitée dans ce domaine.

Adresser C.V. photo et prétentions s/réf. 6619 à PIERRE LICHAU S.A. B.P. 220, 75063 PARIS Cédex 02, qui transmettra.

Important groupe bancaire
recherche dans le cadre de son activité
AFFACTURAGE

ATTACHE DE DIRECTION

FONCTIONS :
- COMMERCIALE
- Il établira des relations personnalisées avec les banques régionales du Groupe afin de favoriser la diffusion du produit.
- En outre, il sera chargé de l'approche des prospects (PME) et de la négociation des contrats.
- Résidant à PARIS, il interviendra régulièrement en province.
- ANALYSE DU RISQUE.
- Il sera responsable de l'étude et du diagnostic de ces prospects.

PROFIL :
- Agé de 28 ans environ, il aura une formation supérieure en gestion (sup. de Co. ou équivalent) et de bonnes connaissances comptables.
- Il fera preuve de dynamisme commercial et sera un négociateur confirmé.
- Il justifiera d'une expérience de 3 à 5 ans soit dans l'affacturage, soit en exploitation bancaire ou en gestion financière d'entreprise.

Position CADRE et STATUT BANCAIRE.
Discrétion assurée.

Envoyer CV, photo et prétentions s/réf. 10349 à PIERRE LICHAU S.A.
BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.



Leader mondial dans le dessin technique et les produits graphiques ; distribué dans le monde entier

recherche un

CADRE COMMERCIAL EXPORT

Il sera chargé de développer la vente de nos produits et de promouvoir notre politique commerciale auprès de nos Agents à l'Étranger.

Le candidat souhaité aura une première expérience à l'export mais un débutant motivé par une carrière commerciale export peut également postuler s'il a :
- *Dynamisme.*
- Capacité d'analyse rapide d'une situation.
- Aptitude aux contacts et à la négociation.

La pratique courante de l'anglais et de l'espagnol est indispensable.

Ce poste *nécessite une très grande disponibilité* car il comporte de nombreux déplacements dans le monde entier.

Poste à pourvoir rapidement.

Ecrire avec C.V. détaillé à :
MÉCANORMA - Direction du Personnel
BP 10 - 78610 LE PERRAY-EN-YVELINES

bleu

Importante Société de Services
recherche pour Centre Universitaire de Créteil

UN (E) ANALYSTE-PROGRAMMEUR
UN (E) PROGRAMMEUR
LANGAGE BASIC

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. 8.037 à PIERRE LICHAU, S.A.
B.P. 220 — 75063 PARIS CEDEX 02.
qui transmettra à S.G.S. — E.T.T.

---

ingénieurs électriciens

Nous sommes une Société *Française d'Ingénierie* (France et Export) de tout *premier* plan. Nous recherchons *pour notre* département "Bâtiments et Urbanisme" des **Ingénieurs Electriciens.**

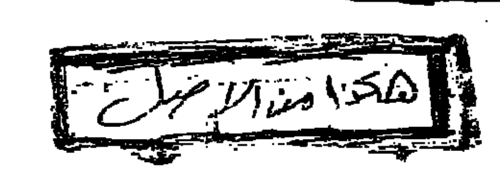
Leur mission consistera à intervenir sur des projets importants dans le secteur **BATIMENT** (Immeubles à usage de bureaux, bâtiments publics et administratifs, bâtiments du secteur industriel,...).

Ingénieurs de formation, âgés de 30 ans *environ, leur* expérience de quelques années au sein de Sociétés d'Ingénierie ou de Bureaux d'Etudes d'Entreprise les aura amenés à intervenir sur des problèmes de ***COURANTS FORTS*** *et/ou* de **COURANTS FAIBLES** dans le secteur bâtiment.

La maîtrise de l'ANGLAIS est nécessaire.
Les *postes sont basés en proche* BANLIEUE OUEST.

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous réf. *66.47/EF/515 à ADEQUATION* 62/64 av.Emile Zola 75015 Paris.

Adequation



ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

chefs de secteur

RÉGION PARISIENNE & PROVINCE

Association loi 1901 pour le Logement en Foyers de Travailleurs Immigrés, recherche d'urgence des CHEFS DE SECTEUR pour Région Parisienne et province.

Le Chef de Secteur a la responsabilité globale de gestion de 6-8 Foyers dirigés par des chefs de centre.

Rigoureux, capable d'un management efficace, maîtrisant la comptabilité, la gestion administrative et technique et la relation humaine.

Age minimum 30 ans. Fourchette d'âge souhaitée (30 - 45 ans).

Permis de conduire nécessaire. Voiture personnelle.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous réf. 7969-M à I.C.A. 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

---

roussel uclaf

recherche pour son Unité de Fabrication Pharmaceutique

agent de maîtrise de production

(poste en soirée)

De Formation BP préparateur en pharmacie, DUT Chimie ou Biochimie, ou COPRIPHAR, les candidats justifieront de réelles facultés d'adaptation afin de s'intégrer rapidement dans le secteur lyophilisation/stérilisation.

Ils justifieront également d'une aptitude à diriger une équipe de travail d'une dizaine de personnes et à prendre des initiatives et des responsabilités. Une expérience similaire en milieu industriel en attestera.

Un sens développé de l'organisation et un goût prononcé pour les contacts humains et le travail en commun, seront des atouts supplémentaires appréciés.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
ROUSSEL UCLAF - S.P.R.S.
102, route de Noisy - 93230 ROMAINVILLE

Société de forte notoriété dans le domaine des Equipements Electriques B.T. recherche dans le but de développer son service Commercial EXPORT

2 ingénieurs électriciens

Responsables de zone

Ils seront capables de générer des appels d'offres et de promouvoir les ventes de nos équipements à l'exportation.
L'anglais est indispensable. La rémunération attrayante sera fonction de l'expérience.

Adressez C.V. et prétentions sous référence 904 à TELEX P.A. JONCTION 34, boulevard Haussmann 75009 PARIS qui transmettra.

Très important Groupe Français *recherche un*

collaborateur de haut niveau

pour son service

Assurances

ayant cinq à dix ans d'expérience dans la spécialité.
Pratique de l'anglais indispensable
Adresser dossier de candidature complet sous la référence 1271 à

SVP RESSOURCES HUMAINES
7 rue de Logelbach 75017 Paris

BANQUE recherche son

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ ET DU CONTROLE INTERNE

(35 ans minimum)

Il est demandé :

NIVEAU EXPERTISE
- Une excellente pratique des bilans, comptes de résultats, situations, tableaux de bord.
- Connaissances informatiques indispensables.

Adresser C.V., photo et prét. à O.C.B.F.
66, rue de la Chaussée-d'Antin
75009 Paris, sous réf. 3950 M.

BANQUE MORGAN
recherche
pour son Département JURIDIQUE et FISCAL

juriste de banque

Diplômes : maîtrise de Droit Privé plus Institut Universitaire de Gestion ou DESS de Fiscalité (ou diplôme équivalent).
Langue : Bonne connaissance de l'anglais exigée.
Expérience : 5 à 10 ans dans un service juridique, de préférence dans une Banque.
Ce ou cette spécialiste aura à conseiller en matière juridique et fiscale et à rédiger des actes de crédit de tous types, ce qui implique des contacts directs à tous les échelons de la hiérarchie et avec la clientèle.
Ce poste exige un caractère dynamique, une grande adaptabilité au changement et un bon contact.

Discrétion assurée

Adresser C.V. détaillé et prétentions à :
Personnel Department
Banque Morgan - B.P. 18 - 75021 Paris cédex 01

Société matériel médical Paris recherche

4 électroniciens

pour son service après-vente

niveau BTS ou DUT, permis B, disponibilité immédiate.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 8046 à :
PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Important Centre d'Études
recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

- Quelques années d'expérience pour études géotechniques et recherche en mécanique des sols.
- Développement des méthodes de calcul numérique et informatique.

Le lieu de travail est PARIS et SAINT-RÉMY-LÈS-CHEVREUSE.

Écrire en joignant curriculum vitae détaillé à :
C.E.B.T.P., 12, rue Brancion,
75737 PARIS CEDEX 15.

WESTINGHOUSE MANAGEMENT SYSTEMS S.A.
recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

(H. ou F.)
pour la distribution de logiciels compatibles I.B.M.
(Paris et Belgique francophone).

Formation : informatique + aptitude à la vente et à la négociation ou École de Commerce + bonnes notions informatique.

DISPONIBLE RAPIDEMENT.

Adresser curriculum vitae à : Westinghouse Management Systems S.A., 6, avenue de Messine, 75008 PARIS.

Les Laboratoires Pharmaceutiques
SMITH KLINE &FRENCH
créent à PARIS un poste de

CHEF DE PRODUITS

Département EXPORT HF

PROFIL : diplômé grande école commerciale et quelques années d'expérience dans la même branche d'activité.

POSTE :
- proposer les axes marketing et assurer leur mise en place pour les produits existants,
- élaborer et mettre en œuvre les stratégies de développement des nouvelles spécialités.

Les besoins liés à l'expansion du Groupe autorisent des perspectives d'évolution à terme en fonction de la réussite dans le poste.

Ecrire avec CV, photo, desiderata,
Direction du Personnel, Réf. FBR
12, Place de la Défense Cédex 26
92090 PARIS LA DEFENSE
Discrétion assurée

SOCIETE D'INGENIERIE
(1 000 personnes)
recherche
POUR LE POSTE D'ADJOINT AU DIRECTEUR DU DEPARTEMENT JURIDIQUE ET FISCAL

Juriste d'entreprise

(environ 35 ans)

ayant acquis au moins 5 années d'expérience du DROIT DES AFFAIRES, notamment dans les domaines suivants :
- contrats commerciaux, nationaux et internationaux,
- *études de gestion des contrats d'assurance,*
- propriété industrielle,
- droit social,
- contentieux.

Ce poste nécessite une solide formation juridique (I.E.P., *Maîtrise de Droit+* DESS, DEA ou Doctorat), la pratique de l'anglais, le sens des responsabilités et une grande aisance dans les contacts.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 1435 à

SOURCES 16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

Société d'assurances Paris-5e recherche

COLLABORATEUR SALARIÉ

- maîtrise de psychologie exigée.
- expérience professionnelle souhaitée.

Il lui sera confié progressivement des missions de recrutement et de sélection du personnel commercial de tout niveau. Fonction très itinérante. Voiture indispensable. Ecrire avec C.V. et prétentions à S.R.D.P. no 5605, 19, rue d'Aumale, 75009 PARIS.

Organisme public rech. pour son service d'information scientifique, technique et économique au siège à PARIS.

UN CADRE

de formation technique et économique, ayant acquis l'expérience ou sensibilisé à l'information scientifique, technique et économique, il doit être en mesure d'organiser un service comprenant une bibliothèque, des moyens d'interrogations informatisés et de promouvoir ce service I.S.T.
De plus il doit être en mesure de concevoir un plan d'animation et de formation d'un réseau d'intervenants en I.S.T. et de gérer administrativement ce secteur.
Il doit avoir un bon contact humain et doit pouvoir diriger une équipe et s'intégrer à des groupes. Une expérience de prestataire de service en relation avec les PME sera appréciée.

Ecr. avec C.V. et prét. s/réf. 7.272 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Clinique psychiatrique Jeanne-d'Arc, 15, rue Jeanne-d'Arc, 94160 SAINT-MANDÉ Tél. : 374-12-10, rech.

INFIRMIERS/ES

Temps complet (9 h 15/18 h 15)
Ecrire ou téléphoner.

Ets Public recherche

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Titulaire DEA.
Affectation région Paris, mais fréquentes missions de travail à l'étranger.
Disponibilité souhaitée début mars 83.
Poste stable après essai 6 mois.
Ecrire ORSTOM, 24, rue Bayard, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE AGRO-ALIMENTAIRE

RECHERCHE
Ingénieur possédant quelques années d'expérience dans le domaine de la conception et de la réalisation d'unités Agro-industrielles (silos, usines d'aliments du bétail, frigorifiques, etc.)

pour s'intégrer à une équipe technico-commerciale d'une dizaine de personnes

Age souhaitable : 30-40 ans environ, disponible pour fréquents voyages à l'étranger, bonne connaissance de l'anglais. Lieu de travail : PARIS
Adresser lettre de candidature, CV. et prétentions s/no 7634 *le Monde Pub.* service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ch. personne de confiance 45 a. environ aimant initiatives, responsabilités, pour P.E. (5 employés), Paris 2e, conviendrait à pers. gde. expérience comptable, juridique et sociale aimant travailler seule, sérieuse et dévouée.
LIBRE RAPIDEMENT
Env. C.V. manusc. et prétent. *Ecr. s/no 7635 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

UNION D'ASSOCIATIONS R.U.P.

Secteur culturel
Education populaire
recherche

PERMANENT ADMINISTRATIF

pour régionalisation
Paris + mobilité
Etudes sup. + exp. vie associative
68.000 F/80.000 F brut

C.V. + lettre à : Union Rempart, 1, rue des Guillemites, 75004 Paris

---

Et. FINANCIER
Quartier Opéra
recherche pour son service OBLIGATAIRE *dans un marché en expansion :*

UN (E) BAC C + 2

- Age maximum 30 ans ;
- débutant ou non ;
- connaissances informatiques appréciées ;
- désirant acquérir une formation complémentaire en mathématiques financières ;
- qualités de rigueur et d'ordre requises ;
- poste à pourvoir rapidement.

Adresser C.V. et lettre *no 59.213* à CONTESSE Publicité, 20, avenue opéra, 75040 PARIS Cedex 01 *qui transm.*

PARKER PEN FRANCE
recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Ecole ingénieur *scientifique commerciale*, MIAGE ou équivalent.
Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience Cobol.
Connaissance HP 3.000 appréciée, mais non indispensable.

Adr. lettre man. C.V., photo et prét. au Service du Personnel *PARKER PEN FRANCE* 96, bd Richard-Lenoir 75011 PARIS.

Sté d'expertise comptable et de commissariat aux comptes (30 personnes) située à Paris-VIIe recherche

RÉVISEURS

pour missions Paris/province, *diplômé de l'enseignement* supérieur ayant acquis *en Cabinet une expérience* pratique de la révision et du commissariat *aux comptes de* 2 ans minimum.

COMPTABLES CONFIRMÉS

tenue et surveillance
Paris et province.
Le poste conviendrait à un candidat de 30 ans minimum ayant acquis en cabinet une expérience similaire de suivi de dossiers clientèle.

Env. C.V. man. et photo en précisant le poste choisi sous no 59.078 à Contesse *Publ.*, 20, avenue Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Importante société
FABRICANT PEINTURES ET REVÊTEMENTS MURAUX
recherche
pour
Région parisienne

1°) JEUNE CADRE VENDEUR
2°) JEUNE DÉLÉGUÉ TECHNICO-COMMERCIAL

Chargé du suivi des entreprises générales, bureau d'études, maître d'ouvrages
B.T.S. ou D.U.T.
option bâtiment souhaitée.

Rémunération évolutive et intéressante.

Adresser lettre manuscrite C.V. et photo no *59.770.* CONTESSE Publicité 20, avenue de *l'Opéra,* 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Centre technique industriel recherche

INGÉNIEUR

diplômé INSA - ETP ou équivalent, dégagé O.M., débutant, connaissances matériaux de construction (mécanique du solide).
Libre rapidement,
goût de la recherche et contacts humains. Lieu de travail Clamart (92).
Env. C.V. manuscrit et photo à C.T.T.B. *Service Bâtiment*, 17, rue Letellier, 75015 PARIS.

Importante Sté française faisant partie d'un groupe international

Leader en France pour la vente de matériels pour les INDUSTRIES GRAPHIQUES

recherche

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

A.M. OU ÉQUIVALENT
Libéré des O.M.
parlant allemand ou anglais

Lieu de travail :
LA COURNEUVE (93)

Formation complémentaire aux techniques graphiques assurée. Le titulaire sera placé sous les ordres directs du Directeur technique pour y occuper un poste de responsabilités.

Rémunér. intéressante en rapport avec diplôme et expér.

Ecr. avec C.V. dét., ph. et prét. *à : No M. 54.552 BLEU,* 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES *Cedex qui tr.*

JEUNES TITULAIRES D'UN DEUG

(sciences-éco, langues, droit...)

Vous êtes entré depuis deux ans dans la vie professionnelle, mais l'informatique vous tente.
Apprendre le métier, en commençant par l'exploitation d'un gros IBM, au sein d'une équipe performante (Paris-Etoile), c'est ce que vous propose une
SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE *SPÉCIALISÉE* EN PROPRIÉTÉ *INTELLECTUELLE*

Notre consultante, Mlle A. HUAUME, vous remercie de lui écrire (réf. 4289 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.

10, rue Royale, 75008 Paris

LA SOCIÉTÉ NATIONALE DE PROGRAMME FRANCE RÉGIONS FR3

recherche pour ses services de direction parisiens

1 CADRE ESSEC, HEC ou SUP. de CO

ayant en outre une formation univers., indispensable, en droit comm. et droit des sociétés.

Ce poste est offert de préfér. à de jnes candidats débutants et particulièrement motivés pour une utilisation de leurs connaissances aux problèmes juridiques spécifiques du secteur de l'audiovisuel.

Adresser C.V., photo et lettre *manuscrite à :* FR3, Service du Développement, *5, av. du Recteur-Poincaré,* 75782 Paris Cedex 16.

Recherche comptable CONFIRMÉ (ÉE), avec sens d'ORGANISATION. SÉRIEUSES RÉFÉRENCES EXIGÉES. Débutant s'abstenir. 281-83-18 pr rendez-vous.

IMPRIMERIE A VILLEJUIF

cherche

BON MONTEUR PHOTO

- Trait, simili connaissance travail d'incorporation en défonçage ;
- Si capable salaire 6.000 F net ;
- Essai sur 3 mois.

Téléphone : 725-18-78.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche

● COLLABORATEUR

3 ans d'expérience cabinet D.E.C.S., formation supérieure

● STAGIAIRE DÉBUTANT

Ayant une exp. professionnelle

Envoyer C.V. et prétentions à : J.-P. GOUPIL
12, rue Berlioz, 78140 Vélizy.

DIRECTEUR GÉNÉRAL OUTILLAGE DE PRÉCISION

Pour succéder à son fondateur
Entreprise région centre, équipements performants régulièrement renouvelés.
50 salariés, bon climat social.
recherche

INGÉNIEUR

35 ans minimum
Arts et Métiers ou équivalent.

La candidat devra avoir dirigé un atelier de fabrication d'outillage en assumant les fonctions techniques et commerciales et être fortement motivé par les responsabilités d'entrepreneur.

Actionnariat possible

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle et prétentions à :
COPRIG,
10, r. Treilhard, 75008 Paris.

FOYER de jeunes 14/18 ans recherche prof. maths et français pr ratt. et sout. scolaire niv. 4e/3e, sec., prem. : 1re, 2e, 3e du CAP, rémunération à définir, Rodriguez. 636-54-49.

RESPONSABLE OPÉRATIONNEL (LE) d'équipements Société renommée pour magasins de prêt-à-porter, mode recherche

ATTACHÉ CCIAL

RESPONSABLE DE PRODUITS
Homme ou Femme
Connais. milieu grande distribution et détaillants. *Région parisienne.* Tél. : 781-85-17.

IMPORTANT ORGANISME *DE RECHERCHE* EN GÉNIE CIVIL
Porte de Versailles
recrute

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

possédant DUT Scientifique ou équivalent pour assistance technique scientifique sur matériel CII — HB et de suivi du parc de terminaux légers.
Pratique du Fortran exigée. Connaissances en télétraitement *et pratique d'un système* de gestion de fichier dans un *environnement scientifiques* souhaitées.

Adresser C.V. et prétentions *no 59.597 Contesse Publ.* 20, avenue de l'Opéra *75040 PARIS Cedex 01* qui transmettra.

Importante clinique chirurgicale Neuilly s/Seine, 92000, recherche :

INFIRMIÈRES D.E.
pour service de jour.

INFIRMIÈRES D.E.
pour service nuit
POSTES FIXES
Tél. pour R.V. : 738-25-10.

Entreprise transports recherche

ASSISTANT CONTROLE DE GESTION

Formation supérieure à dominante comptable et financière.
Bilingue anglais.
Lieu de travail Boulogne et Roissy ensuite.
Ecrire avec C.V. *et prétentions* sous référence 8.769 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 PARIS Cedex 02 qui transm.

Org. de form. offre poste stab. *mi-temps (11 j/mois) pour animer et/ou commercialiser supports et jeux de form., conn.* micro-ordi. souhaitée
Tél. : 702-99-32 20 H.

Recherchons quartier Défense

COMPTABLE 2 CONFIRMÉ COMPTABLE

Connaissance comptabilité américaine. Anglais exigé *SGS ETT. Tél. : 371-26-65.*

AGENT HAUTE MAITRISE

Chargé d'animation cellules saisies informations comptabilité pour budgets aéronautiques.
Relations compagnies aériennes.
Organisation et mise en place outil informatique.
Élaboration et suivi de budgets.
Connaissances exploitation aéronautique au sol souhaitables.

Écrire sous no 6613 Pertrance. Annonces, 4, rue Robert-Estienne, 75008 Paris qui transmettra.

INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE
recherche

RESPONSABLE CENTRE DE CALCUL

(MINI 6 — SYST. GECOS)

Envoyer C.V. chaire. Mathématiques Informatique, Institut National Agronomique. 16, rue Claude-Bernard 75231 PARIS CEDEX 05. Tél. : 570-15-50, poste 311.

Recherchons

ÉDUCATEURS (TRICES)

Pas trop aigris par existence ayant déjà refait le monde, en vue *structure* accueil internat. Parmi nos souhaits, un peu de folie beaucoup d'imagination et malgré cela, C.C. 1966.
Ecr. s/no 7.595 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91.32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27.04
IMMOBILIER	52,00	61.67
AUTOMOBILES	52,00	61.67
AGENDA	52,00	61.67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

secrétaires

PARIS 8e

Importante Société secteur Agro-Alimentaire cherche pour sa DIVISION COMMERCIALE

secrétaire de direction

BTS ou formation universitaire + diplôme de Secrétariat

Bonnes connaissances de l'anglais parlé et écrit - ayant 3 à 5 ANS D'EXPERIENCE minimum pour des fonctions d'

ASSISTANTE A LA DIRECTION COMMERCIALE

comportant, outre des tâches de secrétariat, divers travaux et études.

Rémunération 100.000 F - Statut Agent de Maîtrise -

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous référence 2167-M) seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourtin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT — SYNTEC

IMPTE MAISON D'ÉDITION *recherche pour son* Département International

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

En plus des tâches traditionnelles de secrétariat, cette collaboratrice assurera les relations téléphoniques avec nos correspondants français et étrangers.

A terme, elle prendra en charge le suivi de certains dossiers.

- Niveau d'instruction exigé : *B.T.S. de secrétariat ;*
- Bonne connaissance de la langue anglaise.

La rémunération évolutive est basée sur 13 mois 1/2 semaine hebd. de travail 39 h.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. avec photo et prétentions nº 58.974 CONTESSE Publicité, *20, avenue de l'Opéra,* 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE Mº WAGRAM-PEREIRE recherche

SECRÉTAIRE RÉDACTRICE

MINIMUM 35 ANS. Prise de notes, rédaction, initiative, responsabilités. DACTYLO EXIGÉE *Tél. 766-03-64, poste 332.*

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE *Paris (2.000 personnes)* recherche une

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

pour son directeur général chargé des problèmes informatiques et de la coordination des activités du groupe.

Excellente secrétaire de haut niveau familiarisée si possible au milieu informatique.

Envoyer C.V. ss réf. CC 300 à Espace et communication 35, rue Ballu, 75002 PARIS, *qui transmettra.*

SECRÉTAIRES-DACTYLOS-AUDIOS

FRANÇAIS et ANGLAIS Niveau Études *supérieures ou grande expérience professionnelle,* possédant I.B.M. 82 C/96 C et lecteur de cassettes standard, disposant 4 h minimum par jour et habitant Paris ou très proche banlieue. Écrire ÉCLAIR COURRIER SERVICE INTERNATIONAL 23-25 av. Fr.-Roosevelt, Paris. Tél. 225-86-10.

Je frappe THÈSES mémoires, lettres, sc. humaines, droit, médecine. 535-28-85.

Importante Société *Distribution implantée* à Rungis (91) rech. SECRÉTAIRE pour Direction technique, sténodactylo avec *notions contrôle gestion.* Tél. 687-23-25 pour R.V.

Important groupe *multinational* recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Bilingue anglais.

Une parfaite maîtrise de la sté*nodactylo française et de la* langue anglaise lue, écrite et parlée est indispensable. Ce poste offre des tâches diver*sifiées faisant appel à des qua*lités de sérieux, de rigueur et d'adaptation. Des contacts internationaux *fréquents exigent des aptitudes* et un goût pour la communication.

*Env. C.V. détaillé, photo et pré*tentions nº M. 53425, BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

représentation offres

Très importante Manufacture de

TAPISSERIES D'AUBUSSON

et articles dérivés

engage immédiatement sur Paris – R.P.

REPRÉSENTANT (E)

pour visite clientèle privée ayant en majorité communiqué son adresse. Statut V.R.P. Au moins 40 ans. Totale et immédiate disponibilité. Expérience vente directe appréciée.

Écrire avec C.V. à M.T.F., 41, rue de Richelieu, 75001 PARIS.

enseignement

L'A.P.C.E.I. informe les cadres de l'ouverture de son stage :

C.P.M.V.

MÉTHODES MODERNES DE MARKETING *Le 28 février 1983.*

Ce stage de 12 semaines à temps complet est conventionné par le Ministère du Travail (Fonds National de l'Emploi). Il est également accessible aux cadres en activité au titre du congé-formation. *A.P.C.E.I., 30, rue du Fief,* 92100 BOULOGNE. Téléphone : 602.17.71.

formation professionnelle

EPEC FORMATION

PROCHAINS STAGES

agréés C.P.E. pour demandeurs d'emploi, indemnités de formation pour licenciés économiques

COMPTABILITÉ INFORMATIQUE STÉNO-DACTYLO LANGUES

13, r. d'Hauteville, 75010 Paris

246-59-14

- Vous êtes intéressé par le phénomène d'informatisation des bureaux et par les matériels eux-mêmes.
- Vous avez le goût du contact et de la négociation et êtes âgé de 23 à 40 ans.
- Vous êtes demandeurs d'emploi, avec niveau d'études supérieur au Baccalauréat.

Un stage de

FORMATION A LA VENTE DE MATÉRIELS INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

vous est proposé

- Durée : 10 mois.
- Rémunération.
- Début du stage : 28 février.

GRETA DU TERTIAIRE *70, bd Bessières. 75017 Paris.* Tél. : 627-63-33 - Tests de sélection prochainement.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afri*que, Amériques, Asie, Europe).* Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM), *3, rue Montyon,* 75429 PARIS CEDEX 09.

travail à domicile

J. H. 28 ans, débutant, probatoire, BTS, DECS, cherche, travaux de comptab. à domicile. Tél. 737-43-94.

Secrét. tape sur IBM 82 C. Ts travaux, thèses, manusc., rapp., etc. Tarifs ts intér. Tél. 840-42-48.

Je frappe THÈSES, mémoires, lettres, sc. humaines, droit, *médecine.* - Tél. : 535-28-85.

cours et leçons

MATH PHYSIQUE

VACANCES DE FÉVRIER Stage intensif du 7 au 12-2. 6 élèves max. par groupe

MATH CONTACT

16, rue du Mail, 75002 Paris. Téléphone 236-31-63.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Particulier vend **R18TL**

Année 78, 79.500 km, très bon état général. 18.000 F. Factures entretien. Téléphone : 494-44-97.

A VENDRE

LADA NIVA, 1979.

70 000 km, mot. rf 28 000 F. Tél. 9 h-19 h. 387-24-56.

de 8 à 11 C.V.

PARTICULIER VEND

ROVER 2600 S NOIRE

1981, 11 ch., 36 000 km. *Prix 45 000 F.* Tél. 990-54-48, pte 215. Heures de bureau.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE SUPÉRIEUR FINANCIER

cinquantaine, ESCP-ICG. EXPÉRIENCE : financière, comptable, de gestion dans trois groupes industriels. RECHERCHE : direction financière, gestion filiales, conseil financier auprès PME. Écr. s/nº 751 *le Monde Pub.,* service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

32 ans, large expér. instituts de sondages, rech. poste direct. marketing - études de *marchés. Paris-province.* M. GAYMARD, 133, rue R.-Losserand, 75014 Paris.

POLYTECHNIQUE

INSEAD

Homme 35 ans

cherche poste à mi-temps à Montpellier.

Expérience :

- Industriel (multinationale).
- *Pédagogue* (gestion, français).
- Créateur d'entreprises (PME).
- *Auteur* (livres, audio-visuel).

Écr. s/nº 7.626 le Monde Pub., SERVICES ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens 75009 Paris. *ou tél. : (67) 54-40-95,* heures repas.

Animation/Expression

Homme 49 ans, form. sup., 12 ans enseignement privé, 12 ans animation centres d'hébergement et de réinsertion adultes, expérience tous moyens d'expression, spécialiste animation de groupe, cherche poste à responsabilité et/ou créatif dans secteur social, culturel ou autre. Libre sous un mois. Écrire P.-L. Tournier, 12, rue Cantagrel, 75013 Paris.

DIRECTEUR NÉGOCE INTERNATIONAL

- 20 ans expérience en *France et étranger avec sociétés Export et Import.*
- Contact haut niveau, privés et gouvernementaux.
- *Expér. contrats importants.*
- Affrètements maritimes.
- Grande connaissance pays.
- Production principalement *Amérique Nord-Sud.*
- Anglais, portugais, espagnol écrit, parlé. Italien parlé.

Propose développer activités matières premières, agro-alimentaire, etc., dans société dynamique. *Écr. s/nº 0713 le Monde Pub.,* service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE

Vous recherchez des cadres

COMMERCIAUX INFORMATICIENS COMPTABLES

Diplômés Grandes Ecoles ESSEC, H.E.C., D.E.C.S.

ESE, ENSIMAG, MIAG

Rigoureusement sélectionnés

AFIPEC Conseil 265-07-22

J.F. 39 ans, 18 ans d'expér. en *PME-PMI et sect. médico*-social : direction administrative, chef compt., recrutement personnel, paies, gestion, formation (possédant sténo-dact. et bonnes connaissances anglais), cherche poste cadre intéressant, ts secteurs, de société dynamique ayant besoin d'une

COLLABORATRICE

responsable motivée et efficace. Écr. s/nº 0708 *le Monde Pub.,* service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Traductrice anglais, expérience. Intéressée par tous travaux. Téléphone : 858-41-21

JNE INGÉN. ÉLECTRICIEN 23 ans, lib. O.M., formation *université améric., 1 an expér.* ARABIE rech. empl. préfér. d'INGÉNIEUR CCIAL FRANÇ., ANGLAIS, ARABE courants. *Téléphone : 205-29-45.*

J.F. 24 ans, licence Droit social cherche poste dans la fonction personnel. Téléphone : 307-52-47.

Chef de fabrication arts Déco, Estienne, 10 ans expérience Édition recherche poste de responsabilités Édition, Presse, Imprimerie, Paris, province. Écrire sous le nº T 038.008 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JURISTE D'ENTREPRISE 2 ans d'exp. groupe industr. 7 usines, droit des contrats internat., gros dossiers contentieux. Français et Étranger. Droit ccial, bon niveau d'Angl. Connaissances Esp. Recherche poste à responsabilités. Écr. Boutin — 51, rue de la Harpe, 75005. Tél. 329-85-76, soir.

Algérien, 45 ans, longue exp. industries Europe, Afrique, Moyen-Orient. Formation mécanique, bât. électronique. Études supérieures, parlant berbère, angl., arabe, français ch. situation à l'étranger. Étudierait ttes propositions sérieuses. Écrire sous le nº T 038.055 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ASSISTANTE DE DIRECTION Cadre, 32 ans, parfaite collaboratrice de haut niveau, moderne, esprit de décision, an*glais courant, 8 ans expérience* direction ccial et administr. rech poste évolutif à respons. lié à salaire motivant. *Paris ou banlieue sud.* Écrire sous le nº T 038.039 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'EUROPE EST MALADE

et entraîne peut-être votre entreprise dans son sillage. Réagissez en créant ou en étoffant votre filiale à l'étranger avec un

CADRE POLYVALENT MOYEN-ORIENT

qui vous apportera :

- 3 ans d'expérience technico-commerciale réussie en R.F.A. et Arabie Saoudite.
- Formation supérieure complète : E.S.C.A.E. et C.E.C.E.
- *Esprit pratique et technique* orienté vers l'optimisme.
- Anglais et Allemand courant.

recherchant situation tous pays impliquant responsabilités

- *commerciales ;*
- *techniques :*
- de gestion.

Contactez : Sylvain PRADEL 24, rue de l'Annonciade 69001 Lyon. Tlx. 340.379 ITB F (ab. 16).

J.H., 31 ans, formation sup., 8 a., exp. achat appro. import grd industriel ch. sit. évolutive. Écr. s/nº 752 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 28 ans, doctorat philo. 2 ans expér. EDITING auprès organisme internat. sur documents français, anglais, grec antique. Rech. poste stable. Tél. (35) 88-70-82.

CADRE SUPÉRIEUR

FINANCIER (46 ans) E.S.C. Anglais - Espagnol

Expérimenté en :

- **GESTION** : *Comptabilité, contrôle budgétaire, Fiscalité, comptabilité* Anglo-Saxonne, Contrôle interne.
- **MANAGEMENT** : Encadrement, organisation du travail, formation.
- **INFORMATIQUE** : Analyses et cahiers des charges - Supervision.

Sens de l'Analyse et de la Synthèse.

RECHERCHE Poste à responsabilités dans Entreprise Française Étrangère tous secteurs.

Écrire s/nº 7.648 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

35 ans, animatrice en formation d'adultes. Expérience professionnelle : relations, communication, *expression, problèmes institu*tionnels, vie associative, organisation de plan de formation alternée. *Etudierait tte proposition d'em*ploi, Bordeaux ou sa région. Écr. s/nº 7645 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

INGÉN. ARCHITECTE

Dipl. univ. all./all. courant + 10 a. exp. (Dir., Coord., Org., étude proj. en France/R.F.A.) + notions Gestion, Comm. internat., anglais lu, cherche poste : TECHNIQUE et/ou TECHNICO-COMMERCIAL en France/Allemagne Écr. s/nº 7.502 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

TRADUCTRICE ANGLAIS, expérience, intéressée par tous travaux. — Tél. : 858-41-21.

Aide-Compt., client fourn. trésor. rapp. cptes bancaires, not. dactylo accept. ttes propositions course, magas., manut. Mº Aguey, 8, av. Villeneuve-Saint-Georges, 94600 Choisy.

L'immobilier

appartements vente

3e arrdt

MARAIS

Imm. 1930, rén. 85 m² + bal. Très clair. Refait neuf. 850 000 F. Tél. 307-81-81.

5e arrdt

JARDIN DES PLANTES

2 P., cft 4e, asc., 320 000 F. 526-99-04.

MONGE SAINT-GERMAIN Beau 3/4 P. 93 m², 3e ét., ss asc., 1 050 000 F ou 1 260 000 F avec studio équipé ét. élevé. 572-02-87.

NEUF JARDIN PLANTES

1 et 3, rue POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE 3-4-5 pièces et DUPLEX Vis. témoins ts jours 14/19 h, sauf mercredi et dimanche.

6e arrdt

MARCHÉ SAINT-GERMAIN **STUDIO** 38 m², PARFAIT ÉTAT, 329-84-58.

DANS HOTEL 18e

DÉBUT RUE CHERCHE MIDI Ravissant appt de 128 m², pak., serv., 562-16-40.

SEINE SAINT-SULPICE

2 pces, asc., *Sud* - 354-95-10

Luxembourg, 8 P. 354-42-70, 220 m², **VUE SUR JARDIN**

7e arrdt

BAC 6e ét., asc. superbe réception, 3 chbres, 2 bains, *190 m², studio de service* impeccable. 742-26-88.

11e arrdt

OBERKAMPF bon imm. 4e ét. rue et cour appt. 2/3 pces 55 m². 280.000 F à débattre. Téléphone : 554-74-85.

12e arrdt

Pte DORÉE S/BOIS

Bel immeuble pierre de taille Beau 2 pces cuis., w.-c. + petite pce poss. bains, 2e ét. balcon.

RARE : 288.000 F

Sur place mardi 14/17 h 3, boulevard Soult Téléphone : 705-64-91

13e arrdt

Av. Choisy, 3 pces, *cuis.,* 5e ét., asc., 82 m² + cave + garage. 770.000 F. Parking sur cour. 35.000 F. *Tél. 707-08-53 - 331-13-77.*

15e arrdt

VILLAGE SUISSE

Part. vend 2 pces tt cft. Tél. bur. 579-53-12.

SÉGUR 4 P., SOLEIL Bel immeuble récent 88 m² + balcon, parfait état. 633-29-17 - 577-38-38.

16e arrdt

Près av. Foch, gd stand., étage *élevé, terrasse 10 m², gd 4 P.,* box, service, 2 millions. 783-89-86 - 548-54-99.

TROCADÉRO

Emplacement exceptionnel vue sur Seine et Tour Eiffel *200 m², 6e ét., 2 chbres serv.* APPARTEMENT D'ANGLE. GARBI 567-22-88.

17e arrdt

45, AV. VILLIERS

Mº MALESHERBES DUPLEX avec MEZZANINE de 2-4-5 PCES et STUDIOS LUXUEUSE RÉHABILITATION Visite lundi-mardi 13-18 h.

18e arrdt

18e, STUDIO imm. 79, ét. neuf, 4e ét., asc., kitch. équip., s. de bains, w.-c., ch. au cent., moq. Mº M.-Dormoy. Calme, soleil, 250.000, 822-92-70 ap. 18 h.

RUE LAMARCK

POUR ACHETEUR AVISÉ *Imm. pierre, asc., cat. 2 B.* 2 et 3 P., occupé, loi 48. 290-26-23.

19e arrdt

BUTTES CHAUMONT

3 pièces + bal, cave, park.

CRÉDIT TOTAL PRÊTS : 100.000 F A 2% SUR 10 ANS + PRÊTS CONVENTIONNÉS

MIL. *Tél. 362-09-37 S/samedi*

20e arrdt

Mº GAMBETTA

Studio à 4 pièces neuf

PRÊTS CONVENTIONNÉS

PRIMM - Tél. : 788-11-23.

---

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE PONT-DE-SÈVRES 3 P., SOLEIL, VERDURE. *Jean FEUILLADE 566-00-75.*

BOULOGNE Unique gd appt rustique, belle réception, 1 900 000 F. Tél. 825-58-75.

Province

CANNES

A saisir : promoteur vend 2 pièces vue mer. Documentation : BEL' AUBE, 7, rue des Michels, 06110 LE CANNET.

LOIRET

A céder, huit 2 PIÈCES en duplex, 35 m², jardin + parking privat. Ensemble ou sépar. Tél. 763-21-75.

appartements achats

Jean FEUILLADE, 54, av. La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75, rech. pour clients sérieux 15e et 7e arrdt, appts toutes surf. et imm. Paiement comptant.

Recherche 1 à 2 pces Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 Paris rech. URGENT, APPARTEM.

180 à 220 m²

16e, 8e, 7e. Tél. 562-16-40.

appartements occupés

FG SAINT-HONORÉ

Ppraire vd APPTS CCIAUX OCCUPÉS, 80 m², 140 m², 222 m² dans imm. tt confort. Hauteur sous plafond 3,60, BON RAPPORT 562-48-89.

locations non meublées demandes

Paris

Collaboratrice journal cherche 2 p. tt confort, calme, de préférence dans 10e, 11e, 15e loyer jusqu'à 2.000 F cc. Écr. s/nº 6449 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 PARIS, rech. pour clientèle étrangère et Diplomates. APPARTS HOTELS PARTIC. et BUREAUX

562-78-99 LOCATION ou ACHAT

Particulier cherche appt 2 ou 3 pièces, non meublé, 3 500 F, 15e, 16e ou 7e arrt. Disponible au plus tard le 1er avril. Tél. 567-29-15. Après 20 h.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons, *pour CADRES* Durée 3 et 6 ans. 283-57-02

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris *rech. du STUDIO au 5 p.* LOYER GARANTIS par Stés ou Ambassades — 281-10-20.

bureaux

Locations

CRÉATION SARL *5.500 F H.T.* tout compris délais très rapides domiciliation toutes entreprises 34, Champs-Élysées 562-42-12.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

S.A.R.L — R.C — R.M Constitution de sociétés démarches et tous services permanence téléphonique

355-17-50.

Domiciliations : 8e-2e.

SECRÉTARIAT, TÉL. TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés.

ACTE S.A. 261-80-88 +.

15e 350 m²

Bon stand. 750 F le m² COMINE ● 320-90-88.

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150 F/MOIS : 1 DOMICILIATION + SERVICES. S.A.R.L. Artisans. 296-36-74.

CHAMPS-ÉLYSÉES

DOMICILIATION 600 F.

BUREAUX-MEUBLES

SECRÉTARIAT-SERVICES B.E.B. — Tél. : 562-66-00.

Architecte cherche colocataire pour bureau de dessin installé 70 m² à Grigny, Essonne. 100 F/mois. Tél. 905-16-75 ou 996-47-32.

locaux commerciaux

Achats

Centre de formation des acteurs français, recherche local avec logement pour toutes ses activités (cinéma, théâtre, escrime) Appt profession libérale, bail 3-6-9, env. 250 m², entre 6 000 - 8 000 F. Tél. F. Douster 281-29-82.

Ventes

ATTENTION !

Voulez-vous acquérir un magasin dans le centre commercial de la FIFTH AVENUE — NEW YORK (entre la 48e et la 49e rue, face au *Rockefeller Center*) dans un magnifique immeuble ancien.

Disponible :

- *MAGASIN* avec sous sol (superficie totale 411 m²) loyer de base US $ 500.000 par an
- *LOCAL POUR STOCKS* et bureau au 1er étage (226 m²) près du magasin loyer de base US $ 150.000 par an
- *BUREAU* au 4e étage (226 m²) loyer de base US $ 80.000 par an

Pour de plus amples informations, prière d'écrire ou de télexer à :

601 Properties Inc. Suite 2820 420 Lexington Avenue NEW YORK, N.Y 10170

Télex : 236772 GRFU

Pas d'intermédiaire !

immeubles

ACH. IMM. VIDE même avec gros travaux, Paris, banlieue Tél. 590-86-06 de 7 h à 21 h.

BUTTES CHAUMONT Petit immeuble 5 locataires Prix 900 000 F. Jean Feuillade 566-00-75.

maisons de campagne

Particulier recherche maison de campagne 3 pièces confort + jardin Comptant 100.000 F plus mensualités de 1500 francs *Tél. : (1) 78 736-18-74.*

propriétés

SUD QUERCY Suite succession vds propriété 12 ha, ruisseau. Demeure 6 p., cft. terrasses. Libre. 550.000 F. JARGEAU, 47500 Libos. Tél. (53) 71-01-28.

PROVENCE SUD LUBERON 35 km AIX

LOURMARIN : *F2 et F3 en cours de rénova*tion dans immeuble ancien, occupation 2e trimestre 1983. Prix 280.000 à 400.000 F

LAURIS : Terrain 10.000 m² : belle vue dominante, expo sud, eau, électr., tél. en bordure, permis de construire. Prix 220.000 F avec facilités paiements possibles par vendeur.

Terrain 1.000 m² : bien situé dans lotissement viabilisé, expo sud, 1 km localité. Prix 150.000 F T.T.C.

Ville : confort, bonne construction, séjour 30 m², cuisine, 2 chbres, bains, garage, très belle terrasse, terrain boisé 4.000 m². Px 650.000 F.

Choix autres gds terrains et villas. Agence CATIER, 84360 Lauris. Tél. : (90) 68-03-46.

terrains

Gordes 84, retr. à part. vds terr. 2.300 m², site classé, source, oliviers, vue impr. sur Lubéron, const. en cour. Prix à débattre, crédit possible. Tél. 90/88-32-11.

COTE-D'OR, terrain à bâtir. 2.000 m² viabilisé, 30 mn. sortie autoroute du Sud, 4 km gare desservie par T.G.V. Prix intéressant. Pour tous renseignements téléphoner au : 16 (80) 82-01-54 ou écrire : M. CASSAS Hubert, 23, rue des Juifs, SAINT-RÉMY, 21500 Montbard.

PRIX HIVER 82-83 (valables jusqu'au 28-2-83) ILE D'YEU (85) PERROS-GUIREC (22) TREGUNC (près de Concarneau 29 sud) TERRAINS A BATIR de 81.400 F à 134.500 F (TVA comprise), situés de 500 à 800 mètres, plage et mer. Écr. ou tél. à DEVIO, 2, rue de Beausoleil, 53000 LAVAL. Tél. : (43) 53-06-06, 12, rue Jean-Jaurès, 44000 NANTES. Tél. : (40) 20-50-33.

viagers

MOUGINS 8 km Cannes, villa 2 apparts, 1 libre 100 m² 550.000 rente 4.100. Grand choix catalogues sur demande Étude Lodel 50 Av. Jean-Médecin Nice (93) 37-25-24.

EXCELLENT PLACEMENT Studio tt cft, 8e ét., imm. récent, 8e arr. 18.000 cpt + 1.900. Occupé hme 75 ans. Cruz, 8, r. La Boétie, 266-19-00.

BUTTES-CHAUMONT. Bel appart. 2 p., tt cft, asc., occupé 80/77 ans, 75.000 + rente 1.500. LODEL, 355-00-44.

villégiature

ST. LARY 850. Htes-Pyrénées. A louer appartement 2 P., du 5 au 12 février 83 et du 21 au 26 février 83. Tél. 16 (63) 58-02-34.

Le Monde

économie

DÉMOGRAPHIE

Le nombre des familles de trois enfants a augmenté en France

Le bilan démographique 1982, que vient de publier l'INSEE, confirme plusieurs évolutions constatées ces dernières années. La plus remarquable est la remontée sensible du nombre des familles de trois enfants. En 1976, le nombre des enfants de rang 3 (c'est-à-dire la troisième naissance dans une famille) était tombé à 71 000, soit 18,5 % des naissances légitimes ; il a été de 110 000 en 1981, soit 23 %. Simultanément on a constaté au cours des trois dernières années une légère augmentation des familles de quatre enfants et plus. La fécondité plus forte des couples étrangers ne suffit pas à expliquer cette évolution.

Ce mouvement a-t-il continué en 1982 ? Ce n'est pas évident, la reprise de la natalité amorcée à la fin de 1978 *s'étant interrompu*, (800 000 naissances l'an dernier contre 805 500 en 1981). L'évolution du nombre mensuel des naissances indique même une tendance à la baisse depuis le printemps de l'an dernier. Mais il est possible que cette baisse soit due à une diminution des premières et deuxièmes naissances dans les familles, diminution déjà constatée en 1981 et que l'augmentation des naissances hors mariage ne compense que partiellement.

Seconde confirmation : les jeunes se marient moins. le rythme de la baisse du nombre de mariages s'est certes ralenti l'an dernier (3 000 de moins qu'en 1981) mais, alors que la population en âge de se marier a augmenté, le nombre des unions légales a été inférieur de plus de 100 000 à ce qu'il était il y dix ans (312 000 contre 417 000 en 1972). Si le comportement observé actuellement se perpétuait, cela signifierait qu'un Français sur trois resterait célibataire. En fait, la cohabitation hors mariage continue à se diffuser dans la société et des familles se constituent mais sans passer à la mairie : le nombre des enfants dits naturels, supérieur à 100 000, représente 13 % des naissances contre 6 % au début des années 60 et surtout un sur deux est reconnu légalement par son père dès la naissance au lieu d'un sur cinq il y a dix ans.

Troisième confirmation : les Français vivent plus longtemps. L'espérance de vie à la naissance (70,8 ans pour les hommes, 78,9 pour les femmes) a augmenté d'un an depuis 1977. Le taux de mortalité baisse à tous les âges sauf entre vingt et trente-cinq ans (du fait surtout des accidents de la route) ; le phénomène le plus marquant est la baisse de la mortalité infantile : 30 décès pour 1 000 naissances vivantes au début des années 60, moins de 10 décès aujourd'hui. La France approche désormais les taux les plus bas du monde qui sont ceux des pays nordiques et devance largement le Royaume Uni et l'Allemagne fédérale.

Au total, la population de la France s'est accrue de 255 000 personnes en 1982 du seul fait de l'excédent des naissances (800 000) sur les décès (545 000). On peut estimer sa population à 54,4 millions d'habitants au 1er janvier 1983. Si la proportion des personnes âgées est la même qu'il y a cinq ans (17,8 % de la population a plus de soixante ans), celle des jeunes de moins de vingt ans diminue régulièrement : ils représentent aujourd'hui 29,6 % de la population soit un peu moins qu'en... 1936. – J.-M. D.

AGRICULTURE

LA CRISE DE L'AVICULTURE BRETONNE

La fermeture de plusieurs marchés étrangers gonfle considérablement les stocks d'œufs et de poulets congelés

De notre correspondant

Brest. – La crise de l'aviculture bretonne s'aggrave. La fermeture de certains marchés étrangers a réduit d'environ 25 % la production des quatre exportateurs de poulets congelés (Abattoirs Doux à Châteaulin, UNACO à Briec-de-l'Odet, Tilly à Querlesquin et SAPBO à Plouay). La capacité d'abattage journalière est ainsi passée de 1 500 000 poulets à 1 100 000. Cette mévente a pour conséquence, entre autres, de grossir considérablement le stock d'œufs à la fois pour la consommation et pour la production de poussins. Les œufs encombrent les marchés. Leurs cours ont considérablement baissé.

Les aviculteurs sont contraints de nourrir un cheptel qui ne rapporte plus. Pour tenter d'enrayer le marasme, ils se déclarent prêts à sacrifier environ 4 millions de pondeuses. Cependant, ils souhaitent que le manque à gagner soit compensé par une aide de l'Etat. En attendant l'ouverture de négociations avec le ministère de l'agriculture, les producteurs ont, en signe d'avertissement, lâché quelque 30 000 poules au cours de la nuit du 28 au 29 janvier dans les rues de Brest, Landivisiau et Morlaix.

La malaise de l'aviculture ne peut que s'amplifier si les exportateurs ne parviennent pas à écouler rapidement le stock de 60 000 tonnes de poulet congelé qui encombre leurs entrepôts frigorifiques. C'est le cinquième de leur production moyenne. La société Tilly a annoncé sa décision de fermer ses abattoirs de Querlesquin (700 salariés) à partir du 25 mars, pour une période indéterminée. Elle a demandé à ses éleveurs de poussins de ne plus mettre d'œufs à couver. UNACO contraindra ses salariés à prendre leur cinquième semaine de congé début avril, camouflant ainsi un chômage technique de huit jours.

La crise du poulet d'exportation n'est pas seulement un mauvais coup pour l'aviculture bretonne. Elle risque d'alourdir un peu plus la balance des paiements. En 1982, le poulet breton a rapporté environ 2,5 milliards de francs. Il a fait de la France le deuxième exportateur de poulet congelé, mais surtout il a impact local considérable. Il fournit un emploi à quelque 12 000 personnes (producteurs d'œufs, de couvoirs, éleveurs de poulets, fabricants d'aliments et salariés des abattoirs). Il a maintenu sur place une population rurale dans des régions déshéritées du centre de la Bretagne.

Selon les responsables des centres d'abattage, la crise a été provoquée par le Brésil, nouvel exportateur qui pratique une politique de dumping à outrance. Ils considèrent toutefois le malaise comme passager. Eux aussi réclament une aide de l'État pour franchir la passe difficile. Or une subvention à l'exportation est contraire au traité de Rome.

Obtiendront-ils, dans ces conditions, les concours financiers souhaités ? En attendant une amélioration de la situation, les accouveurs, éleveurs de poussins et de poulets qui dépendent étroitement des sociétés d'abattage par des contrats d'intégration, sont sur la corde raide. Dépôts de bilan et faillites se suivent en cascade. Le climat est à l'inquiétude. Alarmés par la crise, une vingtaine de maires du centre de la Bretagne se sont réunis à Huelgoat (Finistère). Ils ont lancé un appel au président de la République en ajoutant qu'ils ne resteront pas les bras croisés.

JEAN DE ROSIÈRE.

[Au début de janvier, Mme Cresson avait exprimé sa position sur cette crise. « Il faut, disait-elle, que les quatre sociétés d'abattage réalisent une entente afin de modérer leur production, cesser la création de nouveaux poulaillers, réaliser une planification souple afin de s'adapter à une situation de crise mondiale provoquée par le dumping des producteurs brésiliens. » Le gouvernement a tenté d'obtenir une augmentation des restitutions (aide à l'exportation) de la part de Bruxelles, « ce qui n'est pas facile, car la France réalise à elle seule 85 % des exportations communautaires de poulet ». Le ministre avait indiqué qu'elle cherchait de nouveaux débouchés en U.R.S.S., en Égypte et en Algérie, et faisait en sorte que les entreprises concernées bénéficient de facilités financières. « Mais le gouvernement n'est pas chargé d'acheter au nom des contribuables les excédents d'une production facilement prévisible, dont le taux de progression qui était de 26 % environ en 1978 a atteint 40 % en 1981 », avait précisé Mme Cresson.]

La Sanofi entre dans le capital d'Entremont

LA BIOTECHNOLOGIE DANS LA FILIÈRE DU LAIT

Les sociétés Sanofi, Elf-bio-industries et Yves Rocher viennent de s'associer avec Entremont, premier producteur français d'emmenthal, dans un groupement d'intérêt économique, Monserbio, pour l'étude, le développement en commun et la valorisation des composants du lait par la voie des biotechnologies.

Ces recherches devraient aboutir à la mise au point de nouveaux produits dans les secteurs alimentaires, mais aussi pour la pharmacie, la diététique et les cosmétiques.

A cette occasion, la Sanofi et Yves Rocher ont pris une participation de 19 % dans le capital d'Entremont.

LA LIQUIDATION DE LA SICAVINS

Les salariés de M. Doumeng en appellent aux élus de Midi-Pyrénées

De notre correspondant

Toulouse. – *« Je préfère me couper un doigt plutôt que de me couper un bras »*, avait déjà déclaré, en juillet 1982, lors du précédent conflit de la Sicavins, M. Jean-Baptiste Doumeng, P.-D.G. d'Interagra et actionnaire majoritaire de cette société de commercialisation de vins. Alors que l'entreprise toulousaine a cessé toute production depuis une quinzaine de jours, et au moment où M. Louis Bot, liquidateur, s'apprête à déposer le bilan, M. Doumeng semble avoir choisi. Voilà plusieurs mois qu'il n'a pas remis les pieds dans l'entreprise dont la santé financière ne s'est pas améliorée.

A la mi-juillet 1982, à l'appel de la C.G.T., seul syndicat présent dans l'entreprise, éclate une grève avec occupation. Motif : le directeur d'alors, M. Jean Noït, a décidé de licencier quatorze salariés, dont trois délégués syndicaux. Le conflit fut dur, et l'appartenance de M. Doumeng au parti communiste n'entama en rien la détermination syndicale. Après l'intervention des élus, dont ceux du P.C.F. de la Haute-Garonne, le conflit s'acheva sur un compromis au plan social : reclassement des licenciés et paiement des jours de grève à 50 %. En trois ans, cette entreprise, cent trente-huit salariés à l'origine, avait perdu plus de la moitié de ses effectifs. Sicavins, qui avait usé quatre P.D.G. en quatre ans, n'était pourtant pas au bout de ses peines.

En octobre 1982, l'entreprise est scindée en deux. D'un côté, la Sicavins, mise en liquidation amiable dès le 14 octobre, employant une vingtaine de salariés, qui devraient, en principe, être reclassés. De l'autre, une société fermière en location-gérance, avec le gros des salariés, une quarantaine au total, sous la responsabilité de l'ancien directeur de la Sicavins, M. Jean Noït. Mais, si le découpage permit un sursis de quelques mois, il ne régla pas le problème de fond. Depuis longtemps, l'entreprise perd de l'argent, beaucoup d'argent. Le délégué C.G.T., M. Lafitte, se refuse à avancer un chiffre, il admet cependant que le « trou » s'élèverait à plusieurs millions de francs, bien au-delà de 10 probablement.

Aujourd'hui, la Sicavins n'est plus en situation de connaître une liquidation amiable. Dans un communiqué, le liquidateur, M. Louis Bot, s'est déclaré contraint de procéder rapidement à une liquidation judiciaire. C'est que le principal créancier de l'entreprise, le Crédit agricole de la Haute-Garonne, n'est plus décidé à faire de cadeaux. Et M. Doumeng, qui a pourtant ses entrées dans la banque verte, semble décidé aujourd'hui à laisser faire. N'avait-il pas déclaré en une autre occasion : *« Si la situation financière ne s'arrange pas, je mets la clé sous la porte »* ?

On s'en doute, les salariés de la Sicavins ne sont pas décidés à se laisser faire. Affirmant que, pour l'instant, *« ils ne songent nullement à une solution Doumeng »*, ils ont décidé de jouer la carte des élus de la région. La C.G.T. persiste à dire que l'entreprise est viable, mais aussi qu'elle est victime d'erreurs de gestion et de la concurrence de plus en plus forte de deux sociétés voisines, la Société des vins de France (S.V.F.) et Castelvins, qui ont su se tailler une bonne part du marché régional.

Les difficultés de la Sicavins seraient nées de la mise en place de la taxe spéciale sur le coupage des vins. Sa production est tombée de 200 000 hectolitres en 1978 à 30 000 aujourd'hui, parce qu'elle s'était orientée essentiellement sur l'exportation, en se désintéressant du marché intérieur, qui lui fait aujourd'hui défaut. La solution, pour le syndicat C.G.T., au problème actuel de commercialisation, pourrait résider dans une reprise de la société par un groupement viticole de l'Hérault. Les producteurs de ce département vont, en effet, devoir commercialiser des excédents. Ils espèrent bénéficier de subventions dans le cadre de l'Office des vins, ce qui pourrait permettre de lancer sur le marché régional des produits concurrentiels.

Lundi 31 janvier, les salariés se sont rendus au travail. Ce n'est pas encore l'occupation des bâtiments, ils attendent de savoir ce que va faire le syndic et espèrent dans la réponse des élus. Dans l'empire Doumeng, comme ailleurs, quand le patron se dérobe, les salariés se tournent vers la puissance publique. *« Mais si nous ne trouvons pas de solution, nous pourrons créer une coopérative ouvrière de production »*, nous a dit M. Michel Lafitte.

GÉRARD VALLÈS.

ERRATUM. – Dans *le Monde* du 26 janvier, nous avons situé à Beaumont-lès-Valence (Drôme), les terres agricoles dont la vente avait été troublée par un groupe d'agriculteurs. C'est à Beaumont-en-Diois (Drôme) que ces terres ont été vendues.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –
$ E.-U.	6,9320	6,9350	+ 170	+ 205	+ 365	+ 425	+ 970	+1090
$ can.	5,5860	5,5920	+ 70	+ 105	+ 175	+ 230	+ 520	+ 635
Yen (100)	2,8895	2,8935	+ 130	+ 150	+ 275	+ 310	+ 845	+ 905
DM	2,8320	2,8350	+ 145	+ 160	+ 330	+ 350	+ 950	+1005
Florin	2,5755	2,5790	+ 145	+ 160	+ 320	+ 345	+ 920	+ 975
F.B. (100)	14,7560	14,7690	– 100	+ 30	– 240	– 10	– 920	– 530
F.S.	3,4655	3,4670	+ 265	+ 285	+ 575	+ 610	+1545	+1630
L (1 000)	4,9165	4,9225	– 380	– 180	– 650	– 500	–2280	–1940
£	10,6000	10,6120	+ 80	+ 135	+ 170	+ 270	+ 615	+ 810

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 5/8	9	8 7/8	9 1/4	9	9 3/8	9 3/8	9 3/4
DM	5 7/16	5 13/16	5 7/16	5 13/16	5 7/16	5 13/16	5 1/2	5 7/8
Florin	4 3/4	5 5/8	4 3/4	5 3/8	4 3/4	5 3/8	4 7/8	5 3/8
F.B. (100)	11	13	12 3/8	13 7/8	12 1/2	14	13	14 1/2
F.S.	1	1 3/4	2 3/16	2 9/16	2 7/16	2 13/16	3	3 1/2
L (1 000)	16	19	20 1/2	22 1/4	21 5/8	23 1/8	21 7/8	23 1/4
£	11	11 5/8	11 1/4	11 7/8	11 1/4	11 7/8	11 1/8	11 3/4
F. franç.	13	13 3/4	15 3/4	16 3/4	18 1/4	20	19 1/4	20 1/2

AGRICULTURE

Budget en hausse de 18 % pour la SOPEXA qui veut « faire pousser la France »

Le vent qui soufflait en poupe pour la SOPEXA en 1982 n'est pas tombé. La société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires, qui avait craint un moment pour son budget, voit celui-ci progresser de 18 %, soit aussi une progression de 80 % en deux exercices. La dotation de l'Etat s'élève à 190 millions de francs. Il faudra y ajouter les concours particuliers des professionnels, comme ceux des offices qui conduisent au minimum au doublement des crédits affectés à la promotion des produits agro-alimentaires français.

Cette sollicitude de la part des pouvoirs publics s'explique par l'importance qu'a pris le commerce agro-alimentaire dans la balance commerciale de la France. Elle ne doit pas faire oublier cependant que les entreprises étrangères qui ont le même objectif sont souvent mieux loties : en 1982, la D.M.A allemande avait un budjet triple de celui de la SOPEXA, tandis que Food from Britain dispose de 200 millions de francs pour la promotion sur son seul marché intérieur.

La SOPEXA, elle, travaille tant pour le marché national qu'à l'extérieur où opèrent cent des deux cents agents de la société. Bras séculier de la politique de reconquête du marché intérieur, elle mène actuellement à la demande du gouvernement des opérations tests, avec le slogan : *« En achetant les produits de France, vous faites pousser la France. »* La première opération s'est déroulée dans une ville, Périgueux, la seconde concernera une chaîne de distribution, la SAPAC.

Si ces tests sont positifs, c'est-à-dire s'ils provoquent un accroissement des achats de produits *made in France*, le gouvernement décidera d'étendre cette campagne. La SOPEXA envisage aussi de passer des conventions avec les établissements publics régionaux qui pourraient apporter un plus aux opérations de promotion sur le marché intérieur.

Globalement, le volume des actions sera supérieur de 20 % à celui de 1982, hausse plus forte que l'augmentation du budget, du fait d'économies de gestion, a indiqué M. Herbaut, directeur général de la SOPEXA. L'accent sera mis à l'étranger sur la C.E.E. et surtout sur la Belgique (+ 61 %), troisième marché pour les produits alimentaires que promeut la SOPEXA et où se manifeste un tassement – dû à la crise – plus rapide cependant pour la France que celui enregistré par les pays concurrents. Effort de 43 % aussi aux Pays-Bas où, comme l'on dit, le marché des fromages est « porteur ».

Les crédits ne progressent que de 8 % sur les Etats-Unis (+ 50 % en 1982) et sont reconduits en francs courants au Canada où le marché est dépressif. Pour ces deux pays, la SOPEXA a opéré des rectifications de frontières entre ses bureaux, les uns s'occupant de la côte est dans les deux pays, les autres de la côte ouest, cela afin de suivre le rythme des affaires qui ne correspondent pas toujours aux découpages des Etats.

Par exemple, la SOPEXA mènera des actions avec la chaîne de distribution Safeway, présente tant aux Etats-Unis qu'au Canada. Les cibles-produits seront les vins et spiritueux sur la R.F.A. et les Etats-Unis, les produits laitiers (fromages surtout), sur les Etats-Unis encore et les Pays-Bas déjà cités, les volailles sur le Proche-Orient, « *secteur*, a précisé M. Herbaut, *qui connaît des difficultés sur les marchés d'Etat (Irak) et moins sur les marchés libres (Arabie Saoudite)* ». « *Des efforts sont à faire*, a encore indiqué le directeur général, *sur la charcuterie française qui n'a pas une bonne image, les volailles sur le marché européen, les produits diététiques qui représentent une promesse, les fruits et légumes qui marchent très bien, mais avec un nombre de variétés trop limité : pommes, poires, choux-fleurs, carottes et salades.* »

M. Herbaut, s'il est satisfait du crédit apporté par les pouvoirs publics à l'action de la SOPEXA, se dit cependant de plus en plus irrité par les pesanteurs administratives qui s'accommodent mal du « punch » commercial. A titre d'exemple, le budget de la SOPEXA est arrêté par un comité technique administratif, présenté devant le conseil d'administration de la SOPEXA, puis devant le FORMA, puis maintenant devant le Conseil supérieur des exportations. « *On y retrouve, à chaque fois, les mêmes représentants de la profession et de l'administration..., et, en plus, ils veulent créer une sous-commission.* »

JACQUES GRALL.

DANS LA MAYENNE

Un fichier de recensement des départs est mis en place pour faire connaître aux jeunes les possibilités d'installation

De notre correspondant

Laval. – L'installation des jeunes en agriculture : on en parle beaucoup, mais, avant même le problème financier auquel se heurtent les candidats, se pose souvent une simple question d'information et de recensement des départs, afin de permettre aux jeunes de connaître les possibilités d'installation. C'est cette idée simple qui a été mise en application en Mayenne.

Le fichier « Départ-Installation », nouvel outil créé par l'Association départementale pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (ADASEA), connaît des débuts prometteurs, puisque, après un an de fonctionnement, onze installations ont été réalisées. Au cours de cette première année, la demande a été plus importante que l'offre : 106 candidats pour seulement 64 exploitations libres. Mais, à l'avenir, ce fichier risque fort de connaître un grand essor, car l'agriculture mayennaise prend de l'âge : d'ici dix ans, 7 500 agriculteurs de plus de cinquante-cinq ans vont libérer le quart de la surface agricole du département, soit 115 000 hectares.

Toutefois, l'ADASEA a conscience que cet encouragement à l'installation des jeunes passe par une maîtrise de l'évolution des surfaces. Sur ce point, des études ont été menées par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de Rennes, qui *« au mieux »* n'envisage que 250 installations par an en moyenne. En 1990, ce chiffre chuterait à 180 et à 125 en l'an 2000. A terme, il subsisterait donc entre 10 000 et 13 500 exploitations en Mayenne pour 20 000 aujourd'hui. La surface moyenne est actuellement de 22 hectares, et la concentration des terres est déjà bien amorcée, car le département enregistre chaque année 600 départs pour 250 installations.

Pour suivre encore de plus près ces fluctuations, l'ADASEA a en projet trois autres fichiers complémentaires : le premier serait destiné à la recherche d'associés pour les Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) père-fils lorsque le père cesse d'exploiter ; le second permettrait de garder le contact avec des stagiaires et des salariés ; le dernier serait une sorte d'outil plus raffiné correspondant aux petites régions naturelles où le risque de dépeuplement est le plus grand. – J.B.

ÉCONOMIE SOCIALE

AUX JOURNÉES DE TRAVAIL DE TOULOUSE

Quand un secteur tente de se constituer en mouvement...

De notre correspondant

Toulouse. – Deux journées de travail ont été consacrées à l'économie sociale fin janvier au Palais des congrès à Toulouse. Elles constituaient une grande première dans la région et en France. C'est en effet la première tentative du genre visant à réunir en un même lieu plus de 400 participants pour une sorte de grand-messe à la gloire d'un secteur économique longtemps marginalisé par les pouvoirs publics. Les Journées étaient organisées par la FONDES, la Fédération de l'économie sociale créée en 1981 à l'initiative du Comité national de liaison des activités coopératives, mutualistes et associatives ; et du G.R.C.M., le Groupe régional de la coopération et de la mutualité et du conseil régional du Midi-Pyrénées,

Il y eut peu de débats, de querelles mais bien plutôt la célébration publique et officielle de retrouvailles – s'il est vrai qu'ils se fussent un jour rencontrés – entre des secteurs aussi différents et divers que la coopération agricole, avec ses CUMA (coopératives d'utilisation de matériel agricole), les SCOP (coopératives ouvrières de production), les mutuelles, presque aussi vieilles pour certaines que le mouvement ouvrier, ou encore les associations.

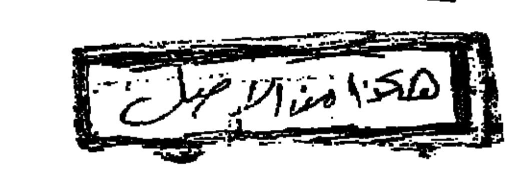
La première journée a été consacrée aux exposés de principe, la philosophie d'un secteur économique qui tente de se constituer en mouvement. Les différentes commissions ont traité des droits de l'homme et de l'économie sociale, des stratégies éducatives, de la communication. les participants à ce colloque ont également évoqué la place de l'économie sociale dans la décentralisation.

La deuxième journée a permis plus précisément d'appréhender à travers différents exemples pris en Midi-Pyrénées, le degré d'implication de l'économie sociale dans l'activité locale ou régionale.

Beaucoup d'autosatisfaction au cours de ces travaux avec cependant quelques petites réserves émises par certains intervenants. Un dirigeant de SCOP a évoqué la difficulté à passer *« de la situation de salarié à celle d'actionnaire »*. Un autre s'est ouvert des difficultés de l'après-10 mai, période au cours de laquelle d'importants clients, des entreprises nationalisées, différaient toute signature de contrat, les responsables se cantonnant dans un prudent attentisme.

Situation paradoxale pourtant, car, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, nombre de déclarations et de documents officiels ont témoigné de la volonté des pouvoirs publics d'encourager un secteur économique qui se situe entre les entreprises nationalisées et les entreprises privées... L'économie sociale, qui revendique son originalité, se voulant collective dans son fonctionnement et solidaire dans ses préoccupations, espère pourtant trouver une nouvelle jeunesse. Les participants aux Journées de Toulouse l'ont dit, dans une région qui fut le berceau historique des coopératives ouvrières, la plus connue restant la Verrerie d'Albi fondée par Jean Jaurès.

GÉRARD VALLÈS.



SOCIAL

LES CONFLITS DANS L'AUTOMOBILE

Reprise progressive du travail chez Renault à Flins

Est-ce le *retour* au calme chez Renault ? La situation était nettement moins tendue lundi matin 31 janvier à l'usine de Flins (Yvelines).

Seul l'atelier d'électrolyse était encore en grève, mais des négociations devaient reprendre en fin de matinée, tandis que les ouvriers de l'atelier de peinture reprenaient progressivement leur travail comme ils l'avaient décidé vendredi. Toutefois, un certain nombre de salariés, en chômage technique depuis le 10 janvier, n'ont pu réintégrer leur poste en raison de l'étalement de la reprise, notamment à la sellerie et au montage mécanique, et ils sont repartis chez eux en exprimant un vif mécontentement.

A Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), où l'atelier de sellerie était toujours paralysé par la grève – après le règlement du conflit des peintres, – *les négociations devaient* reprendre en début de semaine, notamment à propos du paiement des jours de grève, la répartition du temps de pause ou les changements de poste sur les chaînes.

Chez Chausson à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), où plusieurs centaines de grévistes, sur 3 900 salariés, avaient occupé les ateliers samedi, des négociations étaient également prévues lundi sur les salaires et mardi sur les conditions de travail.

Dans le groupe P.S.A. (Peugeot Société anonyme), deux usines, celle de Citroën à Nanterre (Hauts-de-Seine) – paralysée les jours précédents par la grève d'une partie des 2 200 salariés – et celle de Talbot à Poissy (Yvelines), sont touchées par des mesures de chômage technique. Cependant, dans ce dernier établissement (16 800 salariés), la C.G.T. *comptait organiser de nouveau une* « production symbolique » de véhicules, comme vendredi.

A l'usine Citroën de Rennes (13 000 salariés), des mesures de chômage *technique* étaient également envisagées cette semaine, en raison des ruptures d'approvisionnement provoquées par les grèves de Nanterre et de Levallois (Hauts-de-Seine). Ce dernier établissement (3 000 salariés) avait été paralysé, lui aussi, vendredi.

M. BORNARD (C.F.T.C.) : les salariés ne doivent pas faire de « marchés de dupes ».

Dans un éditorial publié dans le numéro de *février* de *Syndicalisme C.F.T.C.*, M. Jean Bornard s'interroge sur l'éventualité d'une *« nouvelle révision déchirante »* de la politique gouvernementale. Pour le président de la C.F.T.C. *« la perspective d'une réduction de la consommation et du pouvoir d'achat s'inscrit de plus en plus dans les prévisions, voire même dans les objectifs (...). Le problème, c'est que ce grand pacte, dont rêvent aujourd'hui beaucoup de gouvernements, et que certains ont même brutalement imposé (voir Mme Thatcher), suppose des conditions idylliques, qui sont en général bien loin d'être remplies ».*

M. Bornard range la C.F.T.C. parmi les *« méfiants »* qui, *« de longue date, n'ont jamais ignoré les réalités économiques, qui en ont tenu compte dans leurs accords et qui ont vu ces accords, dans lesquels ils avaient courageusement engagé leurs responsabilités, purement et simplement jetés au panier. Alors, les engagements pour demain seront-ils mieux tenus que ceux d'hier ? »* Etablissant un lien entre l'évolution de la production nationale et celle du pouvoir d'achat – qu'il *« n'y a rien de démagogique à défendre »*, – il juge *« possible, dans la situation actuelle, de rechercher des formules sur la base de garanties concrètes pour les salariés afin que, en aucun cas, ils ne fassent de marchés de dupes ».*

AUTOMOBILE

EN FRANCE

La production a augmenté de 6,3 % en 1982

En dépit des grèves qui ont affecté le fonctionnement des usines françaises et provoqué la perte d'environ 100 000 automobiles, l'industrie française a, en 1982, augmenté sa production de voitures particulières et commerciales de 6,3 %, avec 2 777 125 véhicules. Ce bon résultat – loin cependant du record de 1979, où l'on avait frôlé les 3 millions de voitures – est dû à la régie Renault, *qui a renforcé sa position* avec 53,7 % de la production et 195 118 voitures particulières de plus qu'en 1981.

Malgré des marchés extérieurs généralement médiocres et sur lesquels la concurrence a été particulièrement vive, le nombre de voitures exportées a augmenté de 5 % par rapport à l'année précédente, avec *1 463 502 voitures. La* chambre syndicale, qui publie ces statistiques, rappelle en outre l'exceptionnelle bonne tenue du marché intérieur français (+ 12,1 %).

Si le marché des véhicules utilitaires s'est, lui aussi, bien tenu *(+ 9 % pour les véhicules de moins* de 5 tonnes et + 3,4 % pour ceux de plus de 5 tonnes), les constructeurs nationaux y ont, en revanche, été moins heureux. Pour les véhicules de moins de 5 tonnes, la production a chuté de 8,8 % et les exportations de 9,5 %. Pour les véhicules de plus de 5 tonnes, la production a baissé de 8,7 %, une évolution qui s'explique en partie par le redéploiement survenu au cours du premier trimestre chez Iveco. Les exportations ont chuté de 18,5 %.

Tous véhicules confondus, la production Renault a progressé de 12,65 %, quand celle du groupe Peugeot diminuait de 4,07 %, avec une chute de 7,10 % chez Peugeot (629 389) et de 4,53 % chez Citroën, tandis que la production de Talbot s'est redressée légèrement (+ 6,10 % avec 242 082 véhicules).

Les conflits sociaux auraient coûté *environ* 40 000 voitures à Peugeot-Talbot et 30 000 à Citroën et à Renault.

Enfin, pour ce qui concerne les exportations, la R.F.A. reste notre principal client (pour les onze premiers mois) avec 298 185 voitures particulières, devant l'Espagne (188 196 automobiles).

● **La production automobile a augmenté de 4 % en R.F.A.** – L'Allemagne fédérale a produit 4 062 000 véhicules, dont 3,7 millions de voitures particulières en 1982. Cela représente une hausse de 4 %. Si le marché intérieur allemand est en régression de 7,5 %, les exportations ont progressé de 11 % avec 2 395 000 véhicules exportés.

ÉTRANGER

EN ESPAGNE

La Confédération patronale et les syndicats signent un nouveau pacte social

De *notre* correspondant

Madrid. – Après six semaines de négociations, plusieurs fois menacées de ruptures, la Confédération patronale C.E.O.E. et les centrales syndicales, Commissions ouvrières (communiste) et U.G.T. (*Union* générale des travailleurs–socialistes) se sont mises d'accord, dans la nuit du 29 au 30 janvier, sur la politique *salariale à appliquer en 1983*. La « fourchette » d'augmentation des rémunérations sera comprise entre 9,5 et 12,5 % pour une inflation estimée à 12 %, avec un possible réajustement à la fin du mois de septembre si la hausse des prix dépasse les prévisions. La C.E.O.E. a accepté la réduction du nombre d'heures de travail annoncée par le gouvernement, à *condition* que le *nouveau* « plafond » (1 826 heures par an) correspondant à 40 heures hebdomadaires, soit établi par trimestre et non par semaine, afin de répondre avec plus de souplesse aux variations saisonnières de la demande.

La « base » ratifiera-t-elle ?

Pour la quatrième année consécutive, patrons et travailleurs ont donc signé un véritable pacte social. L'accord s'est cependant révélé, cette fois, plus ardu que les accords antérieurs. *Bien que le gouvernement socialiste* n'ait pas pris part directement aux négociations, comme le cabinet centriste l'avait fait l'an dernier, le premier ministre n'en a pas moins reçu à deux reprises, séparément, les interlocuteurs sociaux *pour éviter une rupture* aux centrales syndicales, et plus particulièrement à l'U.G.T. Il a pu faire valoir son désir de ne pas avoir à *faire face* à un climat social tendu alors que la situation économique héritée du gouvernement centriste est déjà très difficile. C'est ce qui explique que les représentants des travailleurs aient, en partie, renoncé à leur exigence *initiale de maintien* du pouvoir d'achat (qui constitue pourtant l'une des promesses du programme électoral socialiste) après la légère pause enregistrée en 1982. L'accroissement constant du chômage (près de 17 % de la population active) réduisait par ailleurs la marge de manœuvre des syndicats.

La C.E.O.E. a elle aussi cédé par rapport à ses prétentions initiales puisqu'elle proposait, au départ, une « fourchette » d'augmentations salariales de 6 % à 10 % clairement déflationniste. Quels engagements a-t-elle obtenus de M. Gonzalez pour assouplir sa position ? Les intéressés se montrent discrets, mais il semble que le président du gouvernement ait notamment *promis* que les cotisations du patronat à la Sécurité sociale (très lourdes en Espagne) *n'augmenteront pas plus vite que le* rythme de l'inflation en 1983, et qu'il n'y aura pas de nouvelles réductions du nombre d'heures de travail *en* 1984.

La C.E.O.E. et les deux centrales syndicales devront faire ratifier l'accord par leur base respective, ce qui ne s'annonce guère aisé. Nombre de petites et moyennes entreprises se *trouvent dans une situation* financière particulièrement difficile et tablaient sur une réduction de leurs coûts salariaux pour faire face à la crise, même si elle risquait d'entraîner une nouvelle baisse de la demande. Les travailleurs devront accepter l'idée que l'arrivée de la gauche au pouvoir en décembre ne met pas fin à la politique d'austérité *qui leur est demandée depuis plusieurs* années. La relance de la consommation ne figure pas parmi *les objectifs à court terme* des socialistes.

THIERRY MALINIAK.

Aux Etats-Unis

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ PÉTROLIÈRE MENACÉE DE FAILLITE

G.H.R. Energy, un groupe pétrolier américain de Louisiane, a demandé, le 28 janvier, à bénéficier du *chapitre II de la loi sur les faillites qui équivaut à une suspension* provisoire des poursuites, « gelant » ainsi plus de 1 milliard de dollars de dettes. *La société doit notamment* 375 millions de dollars à quatorze banques américaines et étrangères, au premier rang desquelles la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui possède une créance de 122,5 millions de dollars.

G.H.R. Energy est la principale filiale industrielle du groupe G.H.R. Co (Good Hope Reginary Co.), un holding pétrolier créé par un entrepreneur de quarante-trois ans, M. John Stanley. G.H.R. Co est également déclaré en *faillite* auprès *d'une cour* du Massachusetts.

Possédant pour l'essentiel des champs de pétrole texans, G.H.R. Energy (3,3 *milliards de dollars de* chiffre d'affaires) s'était lancé l'an dernier dans un programme ambitieux *de modernisation de sa raffinerie* de Good-Hope, en Louisiane. 900 millions de dollars y furent investis au total, au moment même où l'activité des raffineries mondiales déclinait. Des négociations sont en cours avec trois pays producteurs de *pétrole et trois sociétés pétrolières* américaines pour vendre la raffinerie. – *(A.F.P.)*

● ERRATUM. – Nous avons écrit par erreur, dans l'article consacré au budget de 1983 (*le Monde* daté 30-31 janvier 1983, en page 18) : *« La suppression totale qui a été décidée* [exonération des droits de succession et de donation sur *certaines actions et certaines constructions*] *s'applique à compter du 14 décembre 1982 pour les donateurs et à compter du 1er janvier 1983 pour les successions... »* Nous aurions dû écrire : pour les donations.

ÉNERGIE

APRÈS UNE ANNÉE 1982 DIFFICILE

Le redressement des charbonnages passe par un effort de gestion, affirme M. Mauroy

Répondant à une lettre de M. Georges Marchais, secrétairegénéral du P.C.F., M. Mauroy réaffirme dans une lettre publiée *lundi 31 janvier par l'Humanité*, les principes de la politique charbonnière du gouvernement. *« L'effort croissant consenti par la collectivité au profit de l'exploitation nationale doit s'accompagner d'un effort accru de gestion des Charbonnages de France »*, estime M. Mauroy, qui précise que les dirigeants du groupe ont été invités à *« définir les mesures permettant de redresser progressivement la situation afin de pouvoir stabiliser la production en 1983, entre 18 et 20 millions de tonnes. (...) Le maintien de l'équilibre financier est la condition impérative du redressement et du nouveau développement nécessaires ».*

Prix de revient alourdi de plus d'un quart (+ 27,8 %), prix de vente moyen en baisse (– 9 % en *francs constants*), *rendement en* berne et pertes à la tonne multipliés par trois, c'est peu dire que 1982 a été pour les Charbonnages de France une année difficile. Divers problèmes techniques et géologiques, et surtout la diminution des horaires de travail, qui a entraîné, de l'aveu de la direction, *« une relative désorganisation des chantiers de fond »*, ont fait chuter la production (de 20,179 millions de tonnes en 1981 à 18,389 millions de tonnes en 1982) et diminué le rendement moyen de l'ensemble des houillères de 1983.

Le gonflement du prix de revient n'a pu être compensé par une augmentation suffisante des recettes, du fait de la quasi-stagnation des prix des charbons et du courant vendu à E.D.F., ce en dépit d'une augmentation des ventes (la consommation globale de charbon a atteint environ 50 millions de tonnes en 1982 contre 47,6 millions de tonnes en 1981). Résultat : le prix de revient de la *tonne extraite (en francs 1982) est* passé de 523 F à 600 F tandis que le prix de vente moyen est tombé de 465F à 430 F. Akussi, en dépit d'une aide de l'Etat de 5,79 milliafards de francs (dont 3,26 milliards de francs de subvention d'exploitation), les *activités charbonnières du groupe* devraient accuser un léger déficit (de 200 millions de francs environ). Ajouté aus pertes provisionnées pour C.D.F.-Chimie (900 millions de francs), l'ensemble donne un déficit consolidé par le groupe de plus de 1 milliard de francs.

*Commentant ces résultats et rap*pelant l'importance de l'endettement du groupe (égal au chiffre *d'affaires, soit 25 milliards de* francs), la direction a souligné l'importance pour l'avenir d'une amélioration de la production et d'une augmentation du temps de travail des installations là où cela permet d'améliorer le résultat. En 1983, avec *une subvention publique* globale de 6,3 milliards de francs (dont 3,7 milliards pour l'aide à la production), les Charbonnages devraient se *fixer un* objectif de production allant de 18,5 millions de tonnes, correspondant à un rendement moyen par homme *et par poste de* 3 150 kilos à 19,5 millions de tonnes, correspondant à un rendement de 3 626 kilos, le rendement moyen étant en 1982 de 3 299 kilos.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

La retraite à 60 ans des chômeurs

Les informations publiées sour le titre « Les pionniers de la retraite à soixante ans » ont suscité plusieurs lettres de lecteurs témoignant de leur désarroi, face aux réponses des organismes auxquels ils se sont adressés pour avoir des informations sur leur situation personnelle.

Il s'agit, rappelons-le, de la possibilité offerte aux chômeurs de longue durée, âgés de soixante ans, de pouvoir bénéficier d'une pension du régime général au taux de 50 % à condition de justifier de dix années d'assurance dans l'ensemble des régimes de retraite et d'en faire la demande avant le 1er avril 1983. A cette date c'est de trente-sept ans et demi de cotisations qu'il faudra justifier pour bénéficier de ce taux. De plus, ces chômeurs doivent avoir été inscrits comme demandeurs d'emploi au 1er février 1982 et l'être au moment de la demande, qu'il y ait ou non du travail interrompant le chômage.

En région parisienne, devant le besoin d'information, la CNAV (Caisse nationale d'assurance vieillesse) et l'A.N.P.E. (Agence nationale pour l'emploi) ont engagé dès le mois de novembre une campagne pour renseigner les chômeurs âgés et arrivés en fin de droit (1).

Environ deux cents réunions, regroupant une trentaine de personnes à chaque fois (les intéressés se faisant le plus souvent accompagner par leur conjoint) se sont ainsi échelonnées jusqu'au début du mois de janvier 1983. Sur les 4 000 chômeurs qui ont répondu présents, un sur six a déposé, immédiatement une demande de pension. Certains, déjà démunis de ressources auraient pu le faire plus tôt, la mesure étant en vigueur depuis le 1er juillet 1982. Les autres ont réservé leur réponse, car il manquait à ces réunions, un partenaire d'importance, l'ASSEDIC qui verse les allocations de chômage et qu'il importe, évidemment, de consulter avant de prendre toute décision. Opter ou non pour la pension dépend effectivement du maintien des indemnités de chômage et de la durée de cette indemnisation.

Un chômeur totalisant peu de trimestres d'assurance, à qui il faudrait encore une longue période pour avoir cent cinquante trimestres, aura certainement à profiter du taux de 50 % : la perte due au manque de trimestres étant plus ou moins neutralisée par le taux de 50 %. Car, s'il se décide, après le 1er avril 1983, (une fois ses indemnités épuisées), on lui appliquera le taux en vigueur, plus faible. A l'inverse, *un assuré ayant un nombre* de trimestres voisin des cent cinquante peut avoir intérêt à attendre pour obtenir une pension « entière ».

Prenons l'exemple de M. A..., qui dispose de 130 trimestres et d'un salaire moyen annuel de 50 000 F. Jusqu'au 1er avril 1983, sa pension sera égale à :

$$(50\,000 \times \frac{50}{100} \times \frac{130}{150} \text{ trimestres}), \text{ soit } 5\,416 \text{ F par trimestre.}$$

Si son indemnité se prolonge jusqu'en octobre, avec trois trimestres de plus, sa pension ne sera alors que de :

$$(50\,000 \times \frac{28{,}75}{100} \times \frac{133}{150}), \text{ soit } 3\,186 \text{ F par trimestre.}$$

Au contraire, M. B..., qui totalise déjà 147 trimestres, a droit, avant le 1er avril 1983, à une pension de :

$$(50\,000 \times \frac{50}{100} \times \frac{147}{150}), \text{ soit } 6\,125 \text{ F par trimestre.}$$

Si son indemnisation persiste, au mois d'octobre, il aura accumulé 150 trimestres et aura droit à une pension complète de :

$$(50\,000 \times \frac{50}{100} \times \frac{150}{150}), \text{ soit } 6\,250 \text{ F par trimestre.}$$

Si par malchance, l'indemnisation s'arrêtait au bout d'un trimestre, il n'aurait plus que :

$$(50\,000 \times \frac{47{,}50}{100} \times \frac{148}{150}), \text{ soit } 5\,858 \text{ F par trimestre.}$$

Chacun doit donc établir un diagnostic précis de sa propre situation en cherchant les renseignements auprès de l'ASSEDIC et de sa caisse régionale d'assurance-maladie pour la province ou de la Caisse nationale d'assurance vieillesse pour la région parisienne.

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Caisse nationale d'assurance vieillesse, 110-112, rue de Flandre, 75019 Paris. Tél. : 203-96-57.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 2 FÉVRIER

« La Renaissance présentée aux jeunes », 14 h 30, devant Saint - Étienne - du - Mont, Mlle Colin.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Duhesme.

« Les Petites Sœurs des Pauvres », 15 heures, 45, rue Notre-Dame-des-Champs, Mme Pennec.

« La peinture italienne de la Renaissance », 15 heures, Musée du Louvre, porte Denon, Mme Saint-Girons.

« L'art baroque en Allemagne du Sud », 16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, Mlle Meyniel (Caisse nationale des monuments historiques).

« Fantin-Latour », 15 h 30, Grand Palais (Approche de l'art).

« Fantin-Latour », 15 h 15, Grand Palais (Arts et curiosités de Paris).

« Palais de Soubise », 14 h 45, 60, rue des Francs-Bourgeois (L'art pour tous).

« De Carthage à Kairouan », 14 heures, Petit Palais (M. Bouchard).

« Primitifs allemands et Dürer », 11 heures, Musée du Louvre, près de la Cafétéria (Mme Caneri).

« La Conciergerie », 14 h 30, entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Beaubourg », 15 heures, sous le portrait du président Pompidou, rez-de-chaussée (Mme Hager).

« Le Palais de Justice », 15 heures, métro Cité (P.-Y. Jaslet).

« Henri Fantin-Latour », 15 heures, Grand Palais (Paris et son histoire).

« L'Hôtel-Dieu », 14 h 30, entrée, parvis Notre-Dame (Paris autrefois).

« Maisons du cloître Notre-Dame », 14 h 30, porche central (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Mme Romann).

« L'énergie solaire », 14 h 30, métro Saint-Paul (Tourisme culturel).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabillon (le Vieux Paris).

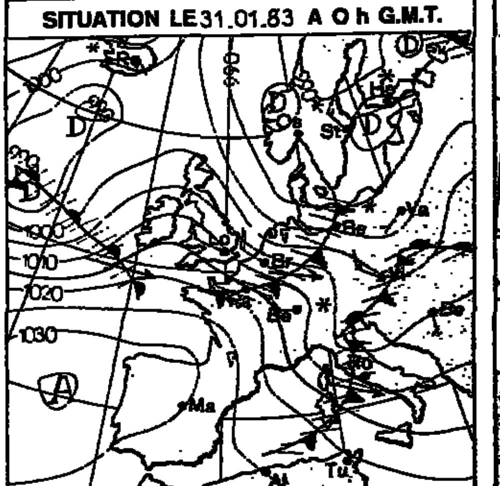
CONFÉRENCES

15 heures, Palais de Chaillot, salle du Musée des monuments français, Mme O. Boucher : « De Byzance à Constantinople. »

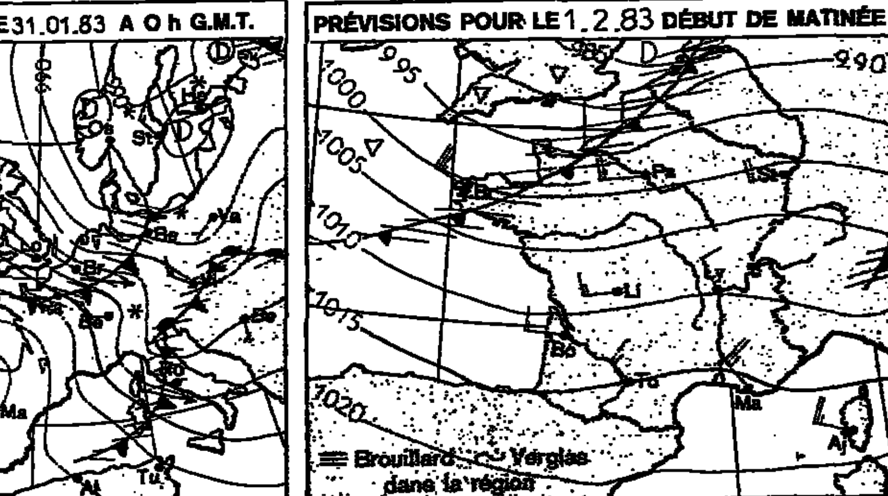
15 heures, Musée de l'homme, Palais de Chaillot, Mme S. Egler : « Magritte, Delvaux, Tanguy, Masson... »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 31.01.83 A O h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 1.2.83 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le lundi 31 janvier à 0 heure et le mardi 1er février à minuit.

Etablissement d'un régime perturbé pour les prochains jours. Une dépression assez profonde centrée sur l'Irlande lundi se décalera rapidement vers la Scandinavie. La perturbation qui lui est associée traversera la France dans les deux jours.

Mardi, une matinée douce et humide sur l'ensemble de la France. Le ciel sera nuageux, il y aura des pluies intermittentes. Elles seront plus marquées sur les régions de l'Est, des Vosges aux Alpes. Il ne neigera en montagne qu'au-dessus de 1 500 mètres. Au lever du jour, environ 5° sur la moitié est et 7 à 9° sur la moitié ouest.

Au cours de la journée, le temps couvert s'éliminera vert l'Est et le Sud-Est et sera progressivement remplacé, d'abord sur la moitié nord puis le soir sur tout le pays, par un ciel variable. De fréquentes averses se produiront et les températures seront à la baisse. Il neigera vers 500 mètres sur le Nord-Est et 1 200 mètres sur les Pyrénées, le Massif Central et les Alpes. En soirée, une ligne de grains un peu mieux organisés abordera les côtes de la Manche. Au cours de l'après-midi, encore, 10° environ sur toutes les régions.

Le vent de nord-ouest soufflera en rafales apportant pour les jours suivants de l'air de plus en plus froid en provenance d'Islande.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 31 janvier à 7 heures, de 1019,0 millibars, soit 764,3 millimètres de mercure.

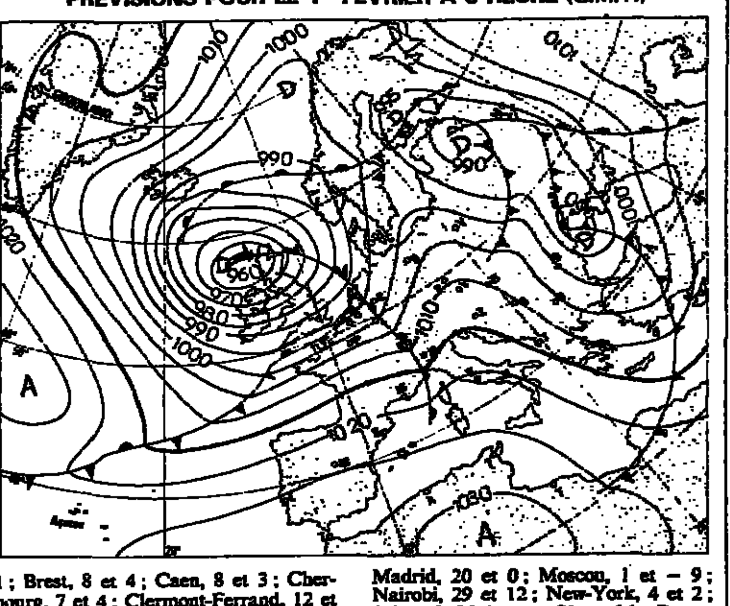
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 janvier ; le second le minimum de la nuit du 30 au 31 janvier) :

Ajaccio, 15 et 10 degrés ; Biarritz, 12 et 8 ; Bordeaux, 13 et 6 ; Bourges, 10 et 1 ; Brest, 8 et 4 ; Caen, 8 et 3 ; Cherbourg, 7 et 4 ; Clermont-Ferrand, 12 et 2 ; Dijon, 11 et 2 ; Grenoble, 11 et 0 ; Lille, 8 et 2 ; Lyon, 12 et 1 ; Marseille-Marignane, 15 et 6 ; Nancy, 10 et 1 ; Nantes, 11 et 4 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 10 ; Paris-Le Bourget, 10 et 2 ; Pau, 13 et 6 ; Perpignan, 18 et 10 ; Rennes, 9 et 2 ; Strasbourg, 11 et 1 ; Tours, 10 et 2 ; Toulouse, 14 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 5 degrés ; Amsterdam, 7 et 1 ; Athènes, 16 et 10 ; Berlin, 8 et 0 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 8 et 2 ; Le Caire, 18 et 7 ; îles Canaries, 19 et 16 ; Copenhague, 5 et 2 ; Dakar, 25 et 18 ; Djerba, 17 et 11 ; Genève, 9 et 2 ; Jérusalem, 11 et 0 ; Lisbonne, 17 et 8 ; Londres, 5 et 2 ; Luxembourg, 6 et 0 ; Madrid, 20 et 0 ; Moscou, 1 et – 9 ; Nairobi, 29 et 12 ; New-York, 4 et 2 ; *Palma-de-Majorque*, 21 et 14 ; Rome, 16 et 8 ; Stockholm, 1 et – 2 ; Tozeur, 19 et 7 ; Tunis, 19 et 9.

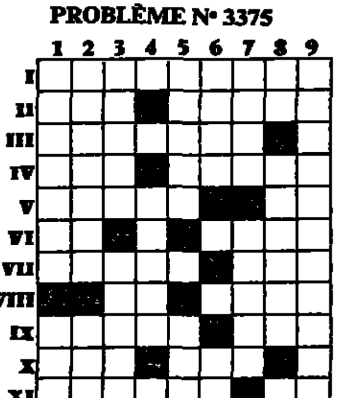
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 1er FEVRIER A 0 HEURE (G.M.T.)



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3375



HORIZONTALEMENT

I. Bien qu'il soit blanc, les Girondins ne l'ont jamais condamné. – II. Il a des maîtres pour serviteurs. On la tond avant de la peigner. – III. Celle des technocrates n'est pas évidente – IV. Décor de châsses. Il est si lourd, qu'une fois passé on se *sent vraiment plus léger*. – V. C'est en Savoie qu'elle trouve d'abord sa voie. Plus il avance dans le temps, plus il est lourd. – VI. Copulative. Grand voyageur des mers dont le nom évoque une modeste embarcation. – VII. On le préfère momentané qu'éternel. Peut provoquer la paralysie de certains bras. – VIII. Annonceurs patenté. Pigeon plumé par un faisan. – IX. La grande muette est chargée de les faire parler. Nature morte de style rocaille. – X. Une jeune fille le perd le jour de ses noces. Grecque. – XI. Son pas souvent hésitant ne l'empêche pas de tricoter. Note.

VERTICALEMENT

1. Les piquantes béarnaises n'ont pas de secret pour lui. Régale quand il est feuilleté. – 2. Esclave souvent famélique d'un maître exigeant. Emploi de plus en plus touché par le chômage. – 3. Quand le coiffeur ne l'est plus, le perruquier peut le devenir. Fruit de la déconfiture pour Eve et de la compote pour ses filles. – 4. On préfère généralement ses côtes à ses rives. – 5. Exprime des sentiments très distingués. Marin, il est invisible en mer. – 6. Une bonne face le fait grossir. Personnel. – 7. Politique de non-engagement. Le forum des Athéniens. – 8. Préposition. Là où il s'installe, c'est généralement la foire. – 9. A pour mission de faire le jour sur l'astre de la nuit.

Solution du problème n° 3374

Horizontalement

I. Nationaliste. Fi ! – II. Ocellation. Caïd. – III. Rille. Ost. Bille. – IV. Me. En. Animal. – V. Aromates. Elèves – VI. Nihiliste. Léa. – VII. De. Non. Rusa. Vin. – VIII. Seiche. Traîna. – IX. Four. Eus. Edita. – X. Air. Bléser. Dent. – XI. Ne. Boa. Tête. Io. – XII. Dignité. Ami. – XIII. Alun. Trotteuses. – XIV. Passereau. – XV. Emèse. St. Croit (Croît).

Verticalement

1. Normand. Fanfare. – 2. Aciérie. Oie. – 3. Tel. Oh ! Sur. Dupe. – 4. Illuminer-Binas. – 5. Olé ! Aloi. Bog. Se. – 6. Na ! Etincelants. – 7. Atones. Hue. Ires. – 8. Lis. Stress. Tort. – 9. Iota. Eu. Etête. – 10. Sn. Ne. Stère. Tac. – 11. Billard. Tueur. – 12. Ecimée. Aide. – 13. A la va vite. Asti. – 14. Fille. Inanimé. – 15. Ide. Sana. Toise.

GUY BROUTY.

loterie nationale — LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE DU PRIX D'AMERIQUE

TIRAGE N° 07 DU 29 JANVIER 1983

CLASSEMENT DES SERIES D'APRES LES RESULTATS DE LA COURSE
Cheval premier : la série 4 (Idéal du Gazeau)
Cheval deuxième : la série 7 (Lurabo)
Cheval troisième : la série 8 (Lutin d'Isigny)

TERMINAISON	FINALES ET NUMEROS	SERIE 4	SERIE 7	SERIE 8	AUTRES SERIES
1	1 41 3 461 04 481	F. 250 (1) 2 000 20 000 750 000	F. néant 1 000 10 000 250 000	F. néant 500 4 000 100 000	F. néant 250 2 000 40 000
2	2 22 9 482	250 (1) 2 000 20 000	néant 1 000 10 000	néant 500 4 000	néant 250 2 000
3	3 83 123 883 6 073	250 (1) 2 000 10 000 10 000 20 000	néant 1 000 4 000 4 000 10 000	néant 500 2 000 2 000 4 000	néant 250 1 000 1 000 2 000
4	4 34 5 684	250 (1) 2 000 20 000	néant 1 000 10 000	néant 500 4 000	néant 250 2 000
5	5 075 0 905	250 (1) 10 000 20 000	néant 4 000 10 000	néant 2 000 4 000	néant 1 000 2 000
6	6 86 0 936 6 878	250 (1) 4 000 20 000 20 000	néant 2 000 10 000 10 000	néant 1 000 4 000 4 000	néant 400 2 000 2 000
7	7 6 437	250 (1) 20 000	néant 10 000	néant 4 000	néant 2 000
8	8 11 538	250 (1) 6 000 000	néant 750 000	néant 200 000	néant 70 000
9	9 729 2 979 4 469 7 679 03 979	250 (1) 10 000 20 000 20 000 20 000 200 000	néant 4 000 10 000 10 000 10 000 100 000	néant 2 000 4 000 4 000 4 000 70 000	néant 1 000 2 000 2 000 2 000 20 000
0	0 60 5 610 9 560	250 (1) 2 000 20 000 22 000	néant 1 000 10 000 11 000	néant 500 4 000 4 500	néant 250 2 000 2 250

(1) Les lots de 250 F sont attribués aux billets de la série 4 [illegible]

PROCHAINS TIRAGES LE 2 FEVRIER 1983
LA CHANDELEUR à MALAKOFF (Hauts-de-Seine) L'ARLEQUIN à PARIS

LOTERIE NATIONALE TIRAGE DU 29 JANVIER 1983 - N° 07

VENTES

Sucrez-vous au Nouveau Drouot !

Une vente de sucre comme on n'en a jamais vue devrait attirer mardi 1er février au Nouveau Drouot tous les glycophiles : il s'agit sous cette appellation des collectionneurs de sucres dans leur emballage d'origine.

Habituée à vivre dans les pièces de monnaie anciennes, Sabine Bourgey, fille d'un numismate célèbre, s'est mise à la glycophilie depuis dix ans. Résultat : dix mille morceaux pris un peu partout. Les plus rares, comme le « Watergate » ou l'« ORTF » (disparue), sont estimés à plus de 400 francs ; les autres de 10 à 100 francs pour 5 grammes de sucre en provenance des hôtels, drugstores, asiles psychiatriques, etc.

Guettée par le diabète, la collectionneuse *ne veut pas* tirer profit de ses petits larcins. Le produit de la vente, sous le marteau de Mes Oger-Dumont, salle 3, ira à la Fondation pour la recherche médicale.

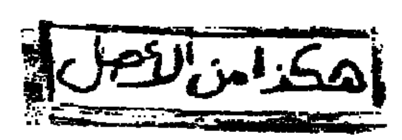
GERSAINT.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 30 janvier :

DES DÉCRETS

- Relatif à la fixation et à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois de personnels civils de l'État ;
- Modifiant le code des tribunaux administratifs ;
- Fixant le tarif des droits à percevoir à l'occasion de formalités *pouvant être requises par* des ressortissants étrangers ;
- Fixant les attributions et portant organisation du comité consultatif de santé des armées.



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 21-1-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	338 845
dont :	
Or	247 037
Disponibilités à vue à l'étranger	10 013
ECU	60 683
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 109
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 794
dont :	
Concours au Trésor public	»
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	228 823
dont :	
Effets escomptés	85 577
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	69 425
5) DIVERS	6 345
Total	649 234

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	175 897
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	10 209
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	29 435
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	64 982
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	28 827
5) ECU A LIVRER AU FECOM	64 761
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	288 979
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 286
8) DIVERS	10 702
Total	649 234

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949	21 janv.	28 janv.
Valeurs franç. à revenu variable	867,6	869,7
Valeurs étrangères	2512,2	2507,8
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	125,2	125,5
Valeurs étrangères	338,9	339,3
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	108,1	108,4
Pétroles-Energie	93,1	87,4
Métallurgie	82,7	84,3
Chimie	87,4	100,3
Bâtim., mat. constr., trav. publics	104,3	101,2
Constructions mécaniques	97,3	98,4
Matériel électrique	120,6	125,7
Automobile et accessoires	98	102,6
Industr. de consom. non alim.	122	124,5
Agro-alimentaire	123,3	125,8
Distribution	91,1	89,6
Transports	114,8	113,8
Services	118,3	120,5
Assurances	99,9	100,3
Banques	132,2	134,3
Immobilier et foncier	114,1	114,3
Investissement et portefeuille	110	112,5
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	100,2	100,6
Emprunts d'Etat (*)	100,4	100,1
Emprunts garantis et assimilés (*)	100,3	100,5
Sociétés (*)	100,1	100,7
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	88,2	88,3
Sociétés (*)	95,2	95,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	104,1	104,4
Produits de base	90,5	87,1
Construction	101,6	95,9
Biens d'équipement	102,6	104,9
Biens de consom. durables	107,3	111,6
Biens de consom. non durables	111,6	117,3
Biens de consom. alimentaires	120,7	123,1
Services	98,6	97,9
Sociétés financières	118,3	120,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	91,2	91
Valeurs industrielles	102,9	103,3

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	101,6	101,7

(*) indices provisoires.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

S.C.O.A. — La société s'est encore enfoncée dans le « rouge » en 1982, ainsi que l'attestent ses résultats financiers. De l'exercice 1981/1982 au 30 septembre dernier : perte (part du groupe) de 148,6 millions de francs, contre un déficit de 112,6 millions pour le précédent exercice, et perte de 197,9 millions de francs (contre un déficit de 107,1 millions) au niveau de la société mère.

La S.C.O.A., qui a un nouveau président depuis le 22 décembre 1982 en la personne de M. François Zanotti, ancien patron de Renault-Véhicules industriels (R.-V.I.), explique cette aggravation des pertes par la nécessité de constituer des provisions à hauteur de 95 millions de francs (contre 70 millions pour le précédent exercice), après les mesures de restructuration intervenues au sein du groupe pour sortir des secteurs déficitaires. Par ailleurs, une somme de 149 millions de francs a été affectée aux amortissements et à la charge fiscale imputable à certaines filiales.

ZODIAC. — Avec un chiffre d'affaires de 560 millions de francs (répartis à parts égales entre le nautisme et l'espace), la société Zodiac sera introduite, le 7 février prochain comme prévu (*le Monde* daté 23-24 janvier), sur le second marché de Paris, avec un cours de 550 F proposé par les introducteurs pour les 35 000 titres (10 % du capital) offerts au public.

B.N.P. — La Banque nationale de Paris vient de recevoir du gouverneur de Macao la licence nécessaire à la transformation en succursale de plein exercice du bureau de représentation qu'elle exploite depuis 1979 à Macao. Cette présence à Macao (anciennement province portugaise et, depuis 1976, territoire sous administration portugaise) permet à la B.N.P. de compléter son implantation dans cette région, où elle est notamment présente à Hongkong et en République populaire de Chine.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	27 janv.	28 janv.
Valeurs françaises	104,9	105,3
Valeurs étrangères	103,4	104,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	27 janv.	28 janv.
Indice général	104	104,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 31 janvier .... 12,5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	28 janv.	31 janv.
1 dollar (en yens)	237,70	238,40

BOURSE DE PARIS — Comptant — 28 JANVIER

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	110	....
Akzo	120	125
Alcan Alum.	238	238
Algemeine Bank	969	944
Am. Petrofina	461	....
Arbed	160	170
Asturienne Mines	47	....
Bco Pop Espanol	76	76

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Iena Industries	13	....
La Mure	61	....
Océanic	45	25 10 o
Petrofigaz	379	380
Pronuptia	120	135
Ratier For. G.S.P.	....	....
Rorento N.V.	596	593
Sabl. Morillon Corv.	120	....
S.K.F. (Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	92	92
Total C.F.N.	69 30	....
Ufinex	205	....
Voyer S.A.	1 36	....

SICAV (extrait)

28/1	Émission Frais incl.	Rachat net
U.A.P. Investiss.	272 04	259 70
Unifrance	208	198 57
Unifoncier	542 20	517 61
Unigestion	479 64	457 89
Uni-Japon	741 55	707 92
Unirente	1610 77	1557 80
Univer	11497 67	11497 67
Valorem	315 55	301 24
Valrel	115857 43	115841 59
Worms Investiss.	573 09	547 10

◆ : prix précédent

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2198	4,5 % 1973	2190	2205	2205	2190
3030	C.N.E. 3 %	3045	3030	3036	3025
470	Agence Havas	487	489 50	487	494
420	Air Liquide	423	424 50	424	420
570	Fecom	575	575	575	
720	Fichet-bauche	716	715	715	
152	Financ.	152 50	164 50	152	
143	Fives-Lille	144 50	145	145	
17 50	Fonderie (Gén.)	23 60	25	24 50	
90	Vallourec	94 80	95	95	93 30
1230	V. Clicquot-P.	1150	1162	1170	1169
680	Viniprix	690	690	690	676
970	ELF-GABON	900	900	892	882
210	Amax Inc.	205 80	212	211 80	212 20
555	Amer. Express	560	579	579	574
575	Amer. Teleph.	597	613	610	614
158	Anglo Amer. C.	150	151 50	150 10	149
375	Hoechst Akt.	381 10	391	389	386
49	Imp. Chemical	47 90	50 70	51 40	50 10
106	Inco. Limited	103 50	109 10	108 50	107
830	IBM	833	852	846	849
41	Ito-Yokado	42 50	43 30	44 10	43
270	ITT	276	278	278	278
44	Matsushita	47	45 10	45 20	45
735	Merck	739	734	741	748
	Minnesota M.	640	634	637	646
260	Exxon Corp.	250	254	258 80	250 60
320	Ford Motors	350	342	342	338
425	Free State	439	440	440	440
200	Gencor	201 80	201	201	197
225	Gén. Belgique	219	227	227	224
810	Gén. Electr.	814	838	859	864
510	Gen. Motors	501	525	529	530
75	Goldfields	71 80	71 80	71 80	72
205	Harmony	212	210 50	211	210
29	Hitachi	29 35	29 10	29 10	29 10
120	Sony	125 70	125	125	122 80
163	T.D.K.	164 50	166 50	165 90	167
630	Unilever	628	639	639	....
505	Unit. Techn.	509	533	532	526
950	Vaal Reefs	955	970	950	950
495	West Deep	492	498	492	490
480	West Hold.	498	497	495	489
345	Xerox Corp.	334 80	322 30	328 60	324
3	Zambia Corp.	2 97	2 99	2 94	2 93

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 28/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 916	6 905	6 720	7 070
Allemagne (100 DM)	283 400	283 440	275	289
Belgique (100 F)	14 481	14 460	13 500	14 600
Pays Bas (100 fl.)	257 850	258 100	252	264
Danemark (100 krd)	80 820	80 850	77	83
Norvège (100 k)	96 670	96 950	94	100
Grande-Bretagne (£ 1)	10 615	10 623	10 300	11
Grèce (100 drachmes)	8 210	8 235	6 500	8 500
Italie (1 000 lires)	4 923	4 918	4 750	5 200
Suisse (100 fr.)	346 200	346 450	337	355
Suède (100 krs)	92 970	93 040	90	96
Autriche (100 sch)	40 335	40 330	39 500	41 200
Espagne (100 pes.)	5 350	5 348	5 150	5 600
Portugal (100 esc.)	7 380	7 470	5 600	6 800
Canada ($ can 1)	5 592	5 586	5 430	5 700
Japon (100 yens)	2 916	2 915	2 780	2 920

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/1
Or fin (kilo en barre)	110000	110100
Or fin (en lingot)	110000	110350
Pièce française (20 fr)	721	735
Pièce française (10 fr)	414	.....
Pièce suisse (20 fr)	711	720
Pièce latine (20 fr)	689	689
Souverain	849	848
Pièce de 20 dollars	3815	3830
Pièce de 10 dollars	1850	1860
Pièce de 5 dollars	1000	.....
Pièce de 50 pesos	4350	4400
Pièce de 10 florins	696	710

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LA RÉFORME DES COLLÈGES : « Les raisons de la colère », par Catherine Arditti ; Pétitions, pétitions...

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT

3-4. AFRIQUE

– L'EXODE AU NIGÉRIA : les difficultés d'accueil au Ghana.

4. EUROPE

– R.F.A. : le cinquantenaire de l'arrivée au pouvoir de Hitler.

6. AMÉRIQUES

– PÉROU : huit journalistes assassinés.
– CANADA : démission spectaculaire de M. Clark, chef du parti conservateur.

6. ASIE

POLITIQUE

7. La préparation des élections municipales.
8. Le conseil national du P.R. ; le quatre-vingt-deuxième congrès du parti radical ; M. Chirac au Club de la presse.

SOCIÉTÉ

10. ÉDUCATION : le débat sur l'école privée.
– SCIENCES : le C.E.A. va servir de support technique aux recherches sur les énergies nouvelles.
12. MÉDECINE : les critiques des projets de M. Ralite par Solidarité médicale.

RÉGIONS

11. ILE-DE-FRANCE : l'information par ordinateur.
12. ENVIRONNEMENT : l'assemblée générale des ingénieurs écologues.
– TRANSPORTS : le métro de Lille roule sans conducteur.

CULTURE

13. EXPOSITIONS : Angoulême et le Salon de la bande dessinée.
– VARIÉTÉS : la fin du MIDEM classique.
15. COMMUNICATION : le plan de développement de l'A.F.P.

SPORTS

16. ESCRIME : Cerioni remporte le challenge Martini.
– AUTOMOBILISME : la victoire de Lancia au Rallye de Monte-Carlo.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

17. Les conséquences de la crise de l'OPEP.
– « Vendre mieux plutôt que vendre plus », par Albert Merlin.
18-19. Nancy, deuxième place financière de province.
20. Les clés de la conjoncture.

ÉCONOMIE

39. DÉMOGRAPHIE.
39-40. AGRICULTURE : la crise de l'aviculture bretonne.
41. SOCIAL.
– ÉTRANGER : nouveau pacte social en Espagne.

RADIO-TÉLÉVISION (15)
INFORMATIONS « SERVICES » (42) :
Troisième âge ; « Journal officiel » ; Loterie nationale ; Météorologie ; Mots croisés.

Annonces classées (21 à 38) ; Programmes des spectacles (14) ; Carnet (12) ; Marchés financiers (43).

Le numéro du « Monde » daté 30-31 janvier 1983 a été tiré à 486 297 exemplaires.

A B C D E F G

RÉUNIS EN CONGRÈS A FRIBOURG

Les libéraux allemands entendent être une force d'équilibre

De notre correspondant

Bonn. — Après le congrès de Berlin-Ouest, début novembre, où régnaient pagaille et déchirements, les libéraux semblent avoir retrouvé à leurs assises de Fribourg, samedi 29 et dimanche 30 janvier, la sérénité et la cohésion qui sont la règle des congrès politiques allemands. Les derniers sondages encouragent cette évolution. Ils dénotent une remontée de la cote du F.D.P. à 4 % des intentions de vote, voire au-dessus des 5 % qui leur sont nécessaires pour rester au Bundestag.

Le parti libéral lance aujourd'hui une grande campagne sur le thème : « *Votez pour qui vous voulez avec votre première voix, mais donnez-nous la seconde.* » Exhortation qui n'est pas sans rappeler la campagne des élections générales de 1980, laquelle avait rapporté plus de 10 % des « secondes voix » au F.D.P. (ce sont ces « secondes voix » qui déterminent le nombre de députés désignés à la proportionnelle, s'ajoutant à ceux qui sont élus directement.

A Fribourg, les libéraux ont décidé à une forte majorité de prolonger la coalition avec les chrétiens-démocrates et les chrétiens-sociaux, à condition que ceux-ci n'obtiennent pas la majorité absolue des suffrages. Hypothèse dans laquelle, il est vrai, les libéraux seraient très *vraisemblablement exclus du* Bundestag et n'auraient pas voix au chapitre. Les congressistes montraient ainsi la volonté d'être non seulement une force d'appoint, mais également une force d'équilibre.

On a pu entendre à Fribourg des attaques contre M. Strauss, mais son retrait politique n'est plus posé comme condition de la participation des libéraux à la future coalition. La *vedette du congrès aura été sans* conteste le comte Lambsdorff, polémiste redoutable, qui s'en est pris violemment au S.P.D. et, en particulier, à son candidat à la chancellerie, M. Vogel.

Les libéraux ont donc choisi leur position, qui est celle du juste milieu : ils sont contre une coalition « rouge et vert » (qui comprendrait les socialistes, les écologistes et les « alternatifs »), notamment parce qu'ils y voient le danger d'un glissement vers le neutralisme, et s'opposent à la grande coalition S.P.D.-*C.D.U. évoquée par M. Strauss* comme ultime recours. La seconde voie préconisée doit être celle de la conscience, car « *le droit de vote n'est pas un droit des partis, c'est le droit des citoyens* ».

On notera sur le plan de la sécurité que M. Genscher recommence à parler des « *résultats intermédiaires* » de la conférence de Genève sur les euromissiles. Bonn et Washington chercheront, selon lui, une percée qui ne serait plus le « *tout ou rien* » (sous-entendu l'« option zéro »). M. Genscher avait fait allusion à cette possibilité il y a quelques semaines, mais il avait été alors rappelé à l'ordre par le cabinet. — A. C.

En Italie

Une gardienne de prison a été assassinée par un groupe terroriste

Correspondance

Rome. — Le « procès » puis l'exécution sommaire dont a été victime, le 28 janvier, à Rome, une gardienne de la prison de Rebbibia, Mme Germana Stefanini, cinquante-sept ans, de la part d'un commando du Mouvement pour le pouvoir prolétarien armé, semble une dérisoire caricature, tout aussi sanguinaire, de ce que furent certaines des plus fameuses actions des Brigades rouges : la photo de l'otage pendant sa parodie de jugement prise par le commando terroriste avant d'être communiquée à la presse, puis l'assassinat de la victime dont le *corps a été découvert dans le coffre* d'une voiture, comme ce fut le cas pour Aldo Moro.

Moins de quarante-huit heures après la publication par la presse italienne de ce qui pouvait sembler être « l'adieu aux armes » d'une partie des fondateurs des B.R., ce qui reste du terrorisme dans la péninsule a voulu démontrer qu'il existait encore. Ce Mouvement pour le pouvoir prolétarien armé semble se situer en effet dans la mouvance des Brigades rouges. Aussi bien le choix de la cible, une gardienne de prison simplement chargée de la surveillance des paquets, que la sinistre parodie de procès dans le propre appartement de la victime, semblaient destinés à susciter le maximum d'écho pour le minimum de risque.

Il aurait pu y avoir deux victimes, car le commando terroriste imposa à l'otage d'appeler par téléphone une de ses collègues et voisines afin de la faire venir sur les lieux. Mais cette dernière était bloquée au chevet de son fils malade.

Le président de la République, M. Pertini, a envoyé à l'occasion des obsèques de la victime un télégramme au ministre de la justice : « *Le terrorisme, toujours plus isolé et repoussé par la conscience du pays, démontre qu'il est encore en mesure d'accomplir d'infâmes actions criminelles et de tuer les plus fidèles serviteurs de l'Etat.* — M. S.

AU COURS DE DEUX TOURNÉES EN EUROPE ET EN ASIE

MM. Bush et Shultz expliquent la politique américaine aux alliés et aux partenaires des États-Unis

Deux importantes personnalités du gouvernement américain ont commencé simultanément dimanche 30 janvier une tournée auprès des gouvernements alliés des États-Unis pour expliquer la politique de Washington.

M. George Bush, vice-président, arrivé à Bonn dimanche soir, s'entre*tient ce lundi avec le chancelier* Kohl avant de gagner Berlin-Ouest où il doit prononcer un discours qualifié *d'« important »*. Il gagnera La Haye mardi après-midi avant de se rendre à Bruxelles, Genève — où il rencontrera vendredi 4 février les négociateurs soviétiques aux entretiens sur les armements nucléaires en Europe, — Rome, où il séjournera du 5 au 7 février, Paris, le 8, enfin Londres, d'où il repartira le 10 pour Washington. M. Bush a fait valoir avant son départ que ce voyage n'est pas une « *mission de négociation* », mais seulement de « *consultation* » avec ses alliés. M. Kohl avait indiqué de son côté, dans un entretien publié dimanche par l'hebdomadaire *Welt am Sonntag*, qu'il plaiderait en faveur d'une rencontre soviéto-américaine au sommet, laquelle « *devrait être soigneusement préparée à l'abri de la propagande* ».

De son côté, M. Shultz, secrétaire d'État, est arrivé dimanche 30 janvier à Tokyo, première étape d'une tournée asiatique de douze jours qui doit le mener à Pékin (du 2 au 6 février), à Séoul (du 6 au 8) et à Hongkong (du 8 au 10), où il doit rencontrer les ambassadeurs américains dans la région. Au Japon, M. Shultz s'est entretenu ce lundi avec le premier ministre, M. Yasuhiro Nakasone, qui a réaffirmé le soutien de son pays à l'« option zéro » sur la question des missiles nucléaires en Europe. Il sera reçu en audience mercredi par l'empereur Hirohito.

VOULANT CRÉER UN FAIT ACCOMPLI

L'épiscopat polonais appelle les fidèles à se préparer à la visite du pape

Varsovie *(A.F.P.)*. — **Les évêques polonais, dans une lettre pastorale lue dimanche 30 janvier, dans toutes les églises, ont appelé les fidèles à se préparer à la visite du pape, prévue pour le 18 juin prochain. Prise alors même qu'aucun accord définitif n'existe officiellement entre les autorités et l'épiscopat sur l'organisation de ce voyage, cette initiative semble surtout relever d'une volonté de forcer la main au pouvoir par la création d'un fait accompli.**

Annonçant « *avec une grande joie* », le début de la « *période de préparatifs du deuxième pèlerinage du Saint-Père* », l'épiscopat déclare se réjouir « *de l'accomplissement des vœux du pape qui estime de son droit et de son devoir de rendre hommage à la mère de Dieu qui depuis six siècles à Jasna Gora veille sur le sort de la Pologne* ». La réalisation de « *ce droit et de ce devoir* » apparaît cependant encore assez aléatoire pour que l'épiscopat ait décidé de faire du 2 février (jour de la présentation du Seigneur) une « *journée de prière de l'Église polonaise tout entière pour que cette visite soit possible* ». Précisant qu'« *un seul jour* » (de prière) *ne suffit pas* », les évêques indiquent en outre que des veillées seront ensuite organisées dans le même but au monastère de Jasna Gora et en appellent parallèlement aux autorités et à la population pour que soient créées les conditions nécessaires à la visite pontificale.

Au pouvoir, l'épiscopat demande « *une amnistie et d'autres actions ayant pour but de rétablir une pleine justice sociale* ». A la population, il demande de « *faire preuve d'amour évangélique* » en « *surmontant (...) la haine* » suscitée par « *le grand malheur du peuple et le drame de la violation des droits élémentaires de l'homme qui pèse sur la vie sociale* ».

Parallèlement, M. Walesa, qui s'est rendu chez des parents dans le sud du pays pour y passer une semaine de vacances familiales, vient de se déclarer, dans une interview que doit publier l'hebdomadaire *l'Illustré*, de Lausanne, certain de l'« *inéluctabilité* » de la victoire de Solidarité. « *Ce qui se passe actuellement est déjà pour nous une victoire politique*, dit-il. *Regardez de près les effets de la loi martiale : la situation de l'économie a empiré, l'hostilité de la population à l'égard du gouvernement est de plus en plus grande (...), le bilan de tout cela va amener beaucoup de gens à réfléchir.* »

Pour l'ancien président de Solidarité, l'obectif est maintenant de « *rebâtir* » le pluralisme sundical, « *la seule solution logique* » que le gouvernement sera, à terme, « *contraint d'accepter* ». M. Walesa entend œuvrer à ce but « *en toute légalité* » et en premier lieu au sein des chantiers Lénine où il a été réintégré sans s'être encore vu pour autant attribuer un poste de travail.

DES INCIDENTS

Quatre personnes, dont deux policiers, ont été légèrement blessées, le dimanche 30 janvier, dans la matinée, au cours d'incidents sur un marché de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) entre des militants du P.S. et du R.P.R. L'un des militants socialistes, M. Farouk Medouni, vingt-neuf ans, ancien responsable du Mouvement de la jeunesse socia*liste, a été placé en garde à vue au* commissariat de police de Levallois-Perret et devait être présenté ce lundi 31 janvier à un juge d'instruction de Nanterre. Le parquet a ordonné l'ouverture d'une information pour « *coups et blessures volontaires et outrages et rebellion à agents de la force publique* ». Cinq militants de l'opposition ont, pour leur part, porté plainte pour « *coups et blessures* ».

A Metz (Moselle), M. Georges Dour, conseiller municipal (U.D.F.) a déposé plainte pour « *voies de fait* », un inconnu l'ayant frappé à la main le 29 janvier, alors qu'il décollait des affiches d'un candidat de la majorité. Déjà, le mercredi 26 janvier, M. Jean-Marie Eitel, responsable d'une petite entreprise chargée par la mairie de Metz de procéder au nettoyage des murs de la ville, avait constaté que ses deux camionnettes avaient été endommagées : les phares avaient été brisés et des jerricans d'essence placés sous chacun des véhicules, ainsi que des cocktails Molotov qui ont été retrouvés intacts. M. Eitel a *porté* plainte. Enfin, M. Francis Dambot, employé à la mairie de Metz, a été frappé au visage par un inconnu alors qu'il décollait des affiches.

LES DEUX INGÉNIEURS FRANÇAIS ENLEVÉS AU MOZAMBIQUE AURAIENT ÉTÉ LIBÉRÉS

Les deux ingénieurs français, MM. Robert Soumillon et Georges Ferret, enlevés le 28 décembre dernier au Mozambique, auraient été libérés, nous a annoncé un porte-parole de la R.N.M. (Résistance nationale du Mozambique), opposition armée au gouvernement.

L'« agitation » politico-religieuse des immigrés

M. MITTERRAND ESTIME QUE M. MAUROY S'EST EXPRIMÉ EN CONNAISSANCE DE CAUSE

M. François Mitterrand, interrogé samedi 29 janvier à Marrakech, à l'issue de sa visite au Maroc, sur l'interview de M. Mauroy au journal *Nord-Eclair*, a déclaré que son premier ministre s'était « *exprimé en connaissance de cause* » en estimant, à propos des conflits sociaux de l'automobile que « *les immigrés sont agités par des groupes religieux et politiques* » (*le Monde* du 29 janvier).

Selon M. Mitterrand, « *il faut prendre garde à ne pas confondre les problèmes. Il y a des revendications ouvrières et salariales. Ces revendications doivent être respectées car elles concourent au développement social.* » En revanche, a ajouté le chef de l'Etat, « *il faut prendre garde à ce que l'ensemble des problèmes internationaux soient dégagés de ce qui est la norme dans les relations du travail en France* ».

Pour sa part, M. Ahmed Ben Bella, ancien président de la République algérienne, interrogé dimanche à Genève par un journaliste de TF 1, a démenti toute manipulation des grévistes musulmans de l'usine Renault : « *Je défie le gouvernement français de le prouver* », a-t-il dit, démentant également avoir des contacts avec des mouvements intégristes en France : « *J'ai des contacts avec des musulmans qui construisent des mosquées* », a expliqué M. Ben Bella.

PEUGEOT SE RETIRE DU CAPITAL DE MATRA-AUTOMOBILE

Le comité central d'entreprise de Matra a été convoqué dans la matinée du 31 janvier pour entendre une communication sur la restructuration du *capital de Matra-Automobile (le Monde du 28 janvier)*. Peugeot se retire donc du capital de la filiale automobile de Matra en cédant à Matra les 45 % qu'il détenait.

Matra-Automobile, qui emploie 1 300 personnes à Romorantin, Theillay (Loir-et-Cher) et Velizy (Yvelines), souffre d'une chute de sa production de moitié en trois ans et doit donc chercher des productions non concurrentes pour maintenir l'activité, notamment à Romorantin. Renault pourrait donc fournir du travail à cette unité sans pour autant entrer dans le capital de Matra-Automobile.

KLAUS BARBIE AURAIT TUÉ JEAN MOULIN « DE SA PROPRE MAIN »

M. Gottlieb Fuchs, un Suisse qui fut, dit-il, interprète de Klaus Barbie, le chef de la Gestapo à Lyon pendant la dernière guerre, a déclaré dimanche 30 janvier à l'Agence France-Presse que « *Klaus Barbie a tué de sa propre main* », en 1943, Jean Moulin, le chef de la résistance française. M. Fuchs, qui est âgé de quatre-vingts ans et ne se souvient pas de la date exacte de ces faits, ajoute : « *Barbie l'a attaché et précipité dans la cave du haut d'une échelle avec l'intention déclarée qu'il en meure. Je n'oublierai jamais ce jour.* »

Jusqu'à présent, il était plus souvent admis que Jean Moulin, président du Conseil national de la résistance (C.N.R.), était mort durant son transfèrement en Allemagne en juin 1943, après avoir été torturé par la Gestapo. M. Fuchs a indiqué qu'il a reçu mardi la visite d'anciens résistants français lui demandant s'il accepterait de rapporter ces faits devant un tribunal français. « *Bien sûr, j'irai* », a conclu M. Fuchs.

Klaus Barbie, arrêté récemment en Bolivie pour escroquerie, avait déclaré vendredi à la télévision bolivienne qu'il avait remis Jean Moulin « *en bonne santé aux autorités françaises* ».

D'autre part, M. Gaston Velasco, ancien maire de La Paz, a affirmé samedi que, selon lui, Klaus Barbie se serait rendu à plusieurs reprises à Paris depuis 1966. — *(A.F.P.)*.

Une élection cantonale

HAUTE-LOIRE : canton de Craponne-sur-Arzon (2e tour).

Inscr., 3 961 : Vot., 3 187 ; suff. expr., 3 090. MM. Jean-Michel Chapuis, modéré, 1 645, *ELU* Pierre Bornet, modéré, 1445.

[Cette élection faisait suite à l'invalidation du scrutin de mars 1982 prononcée par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand et confirmée par le Conseil d'Etat. M. Bornet avait diffusé un tract mettant en cause M. Chapuis auquel celui-ci n'avait pu répondre, faute de temps.

***Au premier tour de cette élection* partielle, M. Chapuis avait recueilli 1 393 voix, M. Bornet, 1 387 et M. Auberger, P.C., 128 pour 2 908 suffrages exprimés. Il y avait 2 997 votants et 3961 électeurs inscrits.**

M. Bornet qui devançait de quelques voix M. Chapuis lors du scrutin de mars 1982 (57 voix au premier tour pour 3 024 suffrages exprimés, 3 054 votants et 4 033 électeurs inscrits et 3 voix au second pour 3 159 suffrages exprimés, 3 193 votants et 4 033 inscrits) perd son siège de conseiller général au profit de M. Chapuis.]

● *L'édition européenne du « Wall Street Journal »* a fait paraître lundi 31 janvier son premier numéro. Réalisé à Bruxelles tiré à 20 000 exemplaires, il est conçu par une équipe de vingt-cinq journalistes.

